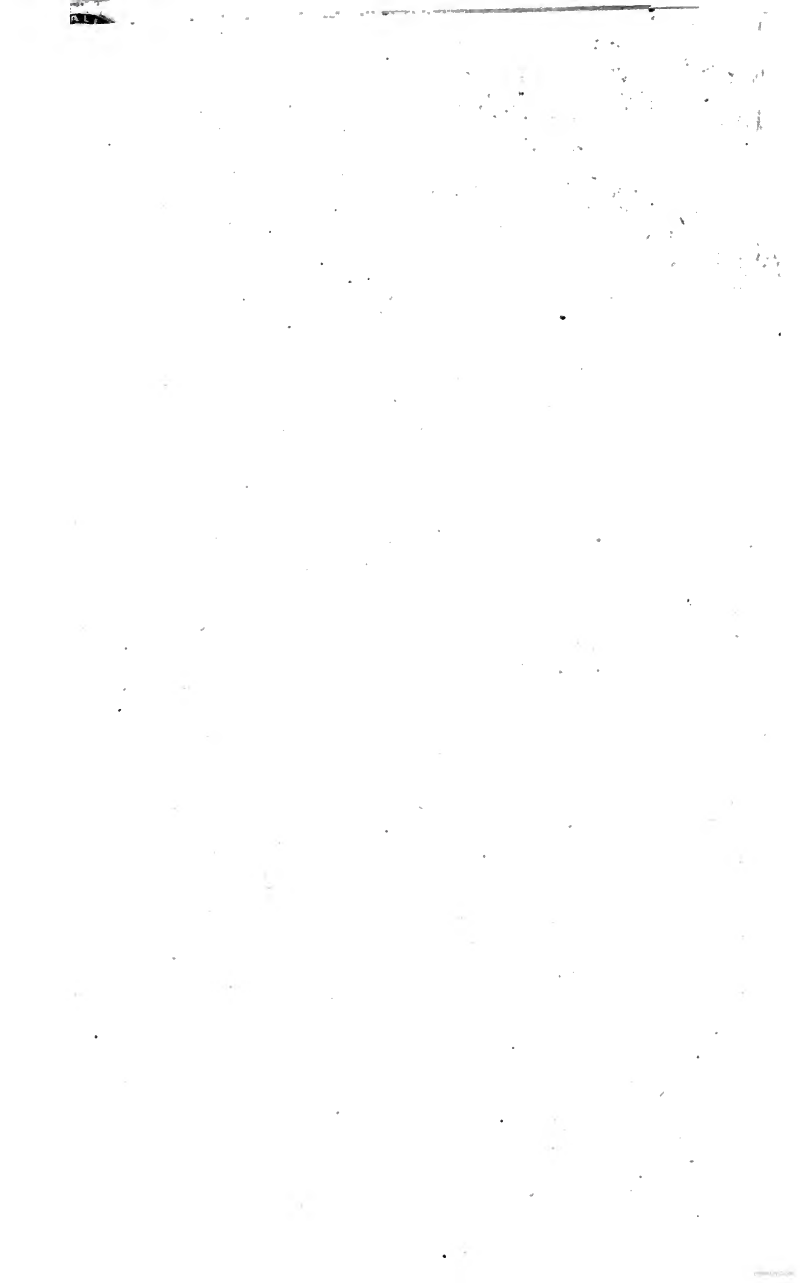






LA
POLOGNE
CONTEMPORAINE

CHEZ LES MÊMES ÉDITEURS

OUVRAGES

DE

CHARLES DE MAZADE

Format grand in-18

L'ITALIE MODERNE

RÉCITS DES GUERRES ET DES RÉVOLUTIONS ITALIENNES

Un volume.

L'ESPAGNE CONTEMPORAINE

Un volume (épuisé).

PARIS. — IMP. SIMON RAÇON ET COMP., RUE D'ERFURTH, 1.

LA

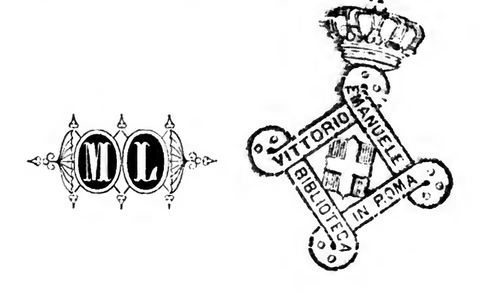
POLOGNE

CONTEMPORAINE

RÉCITS ET PORTRAITS DE LA RÉVOLUTION POLONAISE

PAR

CHARLES DE MAZADE



PARIS
MICHEL LÉVY FRÈRES, LIBRAIRES ÉDITEURS
2 BIS, RUE VIVIENNE, ET BOULEVARD DES ITALIENS, 15
A LA LIBRAIRIE NOUVELLE

1863

LA POLOGNE
CONTEMPORAINE

I

LA POLOGNE UN SIÈCLE APRÈS LE PARTAGE, ET LES ÉVÉNEMENTS DE VARSOVIE EN 1861

Le monde est plein de peuples victimes, sur le malheur desquels on arrive presque à se rassurer dès qu'on a fait cette merveilleuse découverte, qu'ils ont pu un jour ou l'autre mériter leur destin, comme si les forts, eux aussi, ne commettaient jamais de fautes, comme si la justice était toujours la compagne de la fortune. Et, pourtant, à quoi tiennent ces crises d'anarchie qui se déclarent parfois dans les relations universelles, ces déchirements qui nous font assister à la confuse désorganisation de tout un ordre politique dans la déroute éperdue de toutes les combinaisons

et de toutes les prévoyances? Ils tiennent le plus souvent à des vices originels cachés au plus profond d'une situation, à des violences primitives qui laissent les peuples désarmés il est vrai, mais qui pèsent aussi sur les gouvernements eux-mêmes, qui réduisent les uns à une révolte infatigable, les autres à une compression fatalement croissante, et finissent par créer une de ces mêlées où s'agitent à la fois tous les droits, tous les principes, tous les griefs accumulés, où des causes qu'on croyait perdues reviennent à leur tour en appeler à l'opinion, devenue une puissance nouvelle. L'histoire tout entière de la Pologne est là pour prouver ce qu'il en coûte de violences, de luttes toujours renaissantes pour vouloir faire entrer dans le droit public, dans ce vague et redoutable domaine des faits accomplis, la suppression d'un peuple.

Il y a bientôt un siècle que trois puissances, unies par la plus triste et la plus dangereuse des solidarités, travaillent à cette œuvre, dont se réjouissaient Frédéric II de Prusse et Catherine la Grande de Russie comme d'une victoire facile, mais qui faisait monter le remords dans l'âme de Marie-Thérèse d'Autriche, qu'elle appelait « une tache pour son règne, » et à laquelle elle ne souscrivait qu'en jetant un regard effrayé vers l'avenir. Trois fois le partage se renouvelle, — en 1772, en 1793, en 1795, — commençant par laisser une ombre d'indépendance avec une ombre de roi à Varsovie, et finissant par faire tout disparaître, même le nom de la Pologne. A chaque démembrement, on croit avoir réussi; chaque fois, au contraire, l'injustice apparaît plus évidente, au point d'être confessée par les copartageants eux-mêmes; chaque fois la

plaie s'envenime, la lutte s'aggrave entre une domination toujours précaire et l'héroïsme d'une race retrempée par le malheur. A ce moment suprême des derniers démembrements, en 1792, la Pologne ne cède pas sans combat : avant de succomber, elle dépose ses aspirations politiques dans sa constitution du 3 mai 1791, et elle reparaît sur les champs de bataille, conduite par Kosciusko. Le héros polonais est vaincu à Macieiowice, et l'œuvre commencée en 1772 semble bien près d'être achevée. Jusque-là, néanmoins, ce n'est qu'une affaire entre la Russie, l'Autriche et la Prusse. L'Europe reste étrangère à cette expropriation d'un peuple.

A l'issue des orages de la révolution française et de l'Empire, où les Polonais se jettent avec leur humeur guerrière et croient presque un instant voir renaître une patrie par la création timide, incomplète et éphémère du grand-duché de Varsovie, à l'issue de ces événements, dis-je, le congrès de Vienne, après avoir fait luire un espoir aux yeux de la Pologne, la laisse retomber sous le triple joug et donne au démembrement la consécration d'un fait accompli. Cette fois du moins le succès semble assuré, le partage entre dans le droit public et se lie à la constitution européenne. En réalité, cependant, la question est loin d'être résolue. Les traités de 1815 ne font qu'organiser la lutte dans des conditions nouvelles, en mettant une arme de plus dans les mains des Polonais par cette sorte d'hommage rendu à une nationalité qu'on n'ose tuer tout à fait, puisqu'on reconnaît ses titres, puisqu'on stipule en sa faveur des garanties, et dont on n'ose en même temps refuser les lambeaux à ceux qui les

revendiquent du droit de première occupation. La question est si peu résolue, qu'elle ne tarde pas à renaître d'elle-même au premier ébranlement. En 1830, la Pologne tente encore un immense effort de résurrection, un effort qui suffit un instant à tenir en échec la puissance de la Russie, qui remplit l'Europe d'émotion et d'anxiété. Seule, livrée à ses propres forces, la Pologne ne peut évidemment que succomber. Elle succombera sous le poids des armes, et plus encore sous le poids des compressions. Alors enfin le dernier mot est dit sans doute, la dernière résistance est vaincue, tout semble bien fini. Rien n'est fini, au contraire, et c'est là ce qu'il y a de curieux, de souverainement moral, dirai-je, dans les événements qui depuis 1861 ont agité Varsovie et toutes les contrées polonaises. Un siècle après le premier démembrement, quarante-cinq ans après les traités de 1815, trente ans après la révolution vaincue à Varsovie par les armes russes, la Pologne se relève plus frémissante que jamais, meurtrie et non domptée, apparaissant au double point de vue de son rapport avec l'état de l'Europe et de ce travail intérieur par lequel elle cherche obstinément à se refaire une vie morale, une destinée nouvelle à travers les plus obscures et les plus poignantes épreuves.

Quel est, en effet, le caractère de cette situation, qui s'est si subitement révélée au nord de l'Europe par le drame étrange de Varsovie, dans un moment où l'Italie arrive à se reconstituer, où la Hongrie revendique ses traditions d'indépendance, où tout s'ébranle en un mot à l'orient et à l'occident, et où s'agitent à la fois toutes

les questions de nationalité, de droit public, d'équilibre universel? Ce qu'il y a de particulier dans ces événements, c'est que tout est spontané et presque imprévu, quoique ayant une éternelle raison d'être. C'est l'acte de vie d'un peuple qui se retrouve un jour uni dans un même sentiment, et qui, sans appel, sans mot d'ordre de révolution, se répand pacifiquement dans une ville, demandant ce que les traités eux-mêmes ne lui refusent pas, le respect de sa religion et de sa nationalité, la garantie de son existence par des institutions régulières, le droit de s'intéresser à ses affaires, de s'occuper d'agriculture, de faire instruire ses enfants, de ne point désapprendre sa langue, et, pour tout dire, le droit de vivre et de respirer. Rien n'est plus dramatique assurément que cette autre entrevue de Varsovie qui s'est poursuivie pendant quelques mois, qui n'est plus celle des souverains, mais celle de deux peuples se retrouvant publiquement en présence pour la première fois depuis trente ans, transportant tout à coup leur différend au grand jour des luttes européennes et s'interrogeant dans une mystérieuse attente, — de deux peuples, dont l'un, faible et vaincu, n'a eu d'abord d'autre arme que le droit et la prière, tandis que l'autre n'a trouvé de péril que dans l'excès même de sa force.

C'est là réellement la situation qui s'est déroulée au cœur de la Pologne depuis le 25 février 1861, jour où commence cette nouvelle, héroïque et touchante aventure d'une population rentrant en quelque sorte dans la vie publique en allant prier pour ses morts et pour la patrie. Au premier moment, la Russie semble visiblement surprise de cette manifestation inattendue d'une Pologne

qu'elle ne croyait peut-être pas si vivante ; elle est partagée entre l'inquiétude d'un mouvement si nouveau et le sentiment de la nécessité des concessions. Elle n'a pas toujours le don des résolutions heureuses ; elle cède quand la résistance serait naturelle, et elle résiste quand il serait juste de céder, commençant par livrer quelques-uns de ses fonctionnaires les plus compromis et finissant par dissoudre les corporations populaires dont elle a elle-même sanctionné l'existence, dont elle se sert pendant un mois pour maintenir l'ordre, laissant fermenter à la fois toutes les craintes et toutes les espérances par une série d'actes contradictoires et énigmatiques, où il y a sans doute plus d'embarras que de calcul. Alors les manifestations populaires se succèdent, la question grandit, le mouvement se complique et s'aggrave, et, en peu de temps, tout change d'aspect ; la compression se relève plus que jamais en face d'une agitation morale restée jusqu'au bout innocente de toute violence, de telle sorte qu'il suffit de quelques jours et d'une évolution de la politique russe pour refaire une de ces situations que le prince Repnin caractérisait déjà de son temps avec une inexorable crudité, quand il disait : « Il est vrai qu'à moins de nier tout sentiment d'humanité, on ne peut s'empêcher de reconnaître le droit qu'auraient les Polonais de se plaindre. Vous auriez plein droit de chasser les Russes, si vous le pouviez ; mais vous n'êtes pas en état de le faire, il faut donc vous soumettre... » C'est bien là réellement la question telle que la pose la force victorieuse ; seulement, c'est la question telle qu'on a pensé l'avoir si souvent tranchée sans l'avoir jamais résolue. Après les répressions

sanglantes du 8 avril, comme après toutes les répressions, le problème des destinées de la Pologne ne reste pas moins debout. Il naît de ces événements, de leur caractère et de leur portée, au milieu des conditions de transition universelle dans lesquelles le monde contemporain est engagé.

Ce qui fait la gravité de ces événements si nouveaux, c'est qu'ils se lient à toute une situation européenne, en même temps qu'ils sont l'expression d'un profond travail intérieur dont la Pologne russe est le centre le plus actif, le plus ostensible aujourd'hui, mais qui a aussi son retentissement dans le grand-duché de Posen, dans la Galicie, partout enfin où, malgré les congrès et les traités, vit le sentiment polonais, ce dernier et indestructible lien de la patrie morcelée. Cette question de la Pologne, je ne l'ignore pas, a toutes ses racines dans le passé. Politiquement, diplomatiquement, elle se rattache comme tant d'autres aux transactions de 1815, et lorsqu'on cherche à serrer de près le nœud des affaires de l'Europe, d'où viennent les crises dont cette question a été la malheureuse et éternelle source? Ce n'est pas seulement parce que ces traités ont été, à un point de vue absolu, la violation immense, avouée, d'un droit imprescriptible, ou plutôt la consécration fatalement complaisante de toutes les violations antérieures. Une des causes les plus essentielles des troubles et des désordres de la politique contemporaine, une cause qui se révèle maintenant dans tout son jour, c'est la contradiction croissante entre les dispositions de l'acte solennel de Vienne et la situation réelle faite aux diverses parties de la Pologne, de telle façon

que s'il y a eu, s'il y a encore des révolutionnaires en cette affaire, il faut en prendre son parti, ce ne sont pas les Polonais ; on leur a donné l'exemple, on leur a laissé cette triste ressource d'avoir pour eux la justice, même selon le droit de 1815! Chose curieuse, en effet, la Pologne est le dernier peuple descendu aujourd'hui dans l'arène à cette parole vibrante de nationalité qui est le mot d'ordre de toutes les résurrections populaires, et cependant c'est le premier, le seul en faveur de qui le congrès de Vienne ait prononcé ce mot, et l'ait inscrit dans les traités, comme pour rendre un suprême hommage à une infortune héroïque, comme pour tempérer l'abandon par quelques garanties, et par l'illusion d'une nationalité idéale maintenue à travers les distributions de territoires.

Une chose plus curieuse encore, c'est une sorte de désaveu universel du partage de la Pologne au moment où on le faisait entrer dans le droit public nouveau. Le représentant du roi de France, M. de Talleyrand, l'appelait « le prélude des bouleversements européens. » Parmi toutes les questions qui devaient être traitées au congrès, il considérait la question de Pologne « comme la première, la plus grande, la plus éminemment européenne, et comme hors de comparaison avec toute autre. » L'empereur Alexandre de Russie, soit par ambition, soit par vanité de prince libéral, sans doute aussi par un sentiment de générosité, aspirait au rôle de restaurateur de la Pologne; cette restauration, il est vrai, s'offrait à son esprit sous la forme d'un royaume feudataire rattaché à la couronne de Russie; c'était néanmoins encore l'inté-

grité polonaise. La Pologne était un remords pour l'Europe; elle inspirait le respect sans avoir la force de se faire respecter bien effectivement. De là les combinaisons étranges adoptées par le congrès de Vienne, qui livrait les provinces polonaises à la Russie, à l'Autriche et à la Prusse, et qui, en même temps, multipliait les garanties protectrices, s'efforçait de maintenir un lien national entre les diverses parties de la Pologne en leur assurant une certaine autonomie, comme pour sauver l'avenir en livrant le présent.

Rien n'est plus curieux, à un certain point de vue, que cet ensemble organique dont les éléments sont dispersés dans l'acte final de Vienne et dans les actes séparés entre la Russie, la Prusse et l'Autriche sous la sanction de l'Europe. Dans la Galicie, Cracovie, échappant au naufrage, est constituée en ville libre, indépendante et neutre « à perpétuité. » La transformation du grand-duché de Varsovie en royaume de Pologne sous la couronne de Russie fait vivre diplomatiquement le nom de la patrie et laisse subsister comme un noyau de reconstitution, comme un foyer d'attraction. La partie prussienne prend le nom de grand-duché de Posen, pour garder un caractère distinct dans l'ensemble de la monarchie de Frédéric II, et la frontière est tracée du côté de la Prusse aussi bien que du côté de la Russie. Enfin, puisque c'est là l'origine de ce grand débat au point de vue diplomatique européen, les trois puissances s'engageaient par l'acte de Vienne à donner aux Polonais, leurs sujets respectifs, « une représentation et des institutions nationales réglées d'après le mode d'existence politique que chacun

des gouvernements jugerait utile, » et pour mieux définir le sens, la portée de ces institutions garanties, les traités séparés ajoutaient qu'elles étaient destinées à assurer aux Polonais « la conservation de leur nationalité. »

Ce n'est pas tout. A défaut de l'unité politique et de l'indépendance réelle, la Pologne garde du moins l'unité de ses intérêts. La liberté du commerce, du transit, de la navigation, est établie dans toutes les parties de l'*ancienne Pologne*, et une chose même à remarquer, c'est le soin mis à rappeler sans cesse les vieilles frontières de 1772 comme le cadre naturel de toutes les combinaisons. La qualité de *sujet mixte* est reconnue pour ceux qui possèdent dans les diverses provinces; ceux-là échappent à toute classification; malgré tout, ils restent Polonais, ne pouvant partager en trois leur individualité civile, et tel est l'esprit qui préside à cette œuvre singulière, incohérente, je n'en disconviens pas, que les Autrichiens, les Prussiens et les Russes sont qualifiés d'*étrangers* dans l'article qui traite des arrangements à prendre pour le règlement des intérêts commerciaux en terre polonaise: à ce titre, ils sont exclus des bénéfices dont les Polonais seuls sont appelés à jouir. Je n'irai pas plus loin. Ainsi une ville libre, dernière image survivante de l'ancienne indépendance, le nom de la patrie commune consacré diplomatiquement et planant sur cette création nouvelle du royaume, le droit de la nationalité mis au-dessus de toutes les démarcations de territoires et inscrit au premier rang, l'autonomie des diverses provinces distribuées à de nouveaux maîtres, le cadre de l'ancienne Pologne adopté dans la vie matérielle, une sorte de *zollverein* du com-

merce et de la navigation, comme une ébauche de confédération, c'est là ce qui apparaît dans cet ensemble des transactions de 1815, d'où est sortie toute une situation. On dirait que l'Europe, n'osant ou ne pouvant être juste jusqu'au bout, s'efforce à chaque pas d'adoucir par l'équité cette violation de l'existence indépendante d'un peuple, cherche à renouer dans la pratique le lien national qu'un droit arbitraire vient briser, et qu'elle s'occupe moins de résoudre cette question des destinées de la Pologne, bien moins encore de la trancher par un acte d'autorité souveraine, que de la laisser en suspens en la livrant à l'avenir.

Et ce qui apparaît dans quelques articles inertes des traités reçoit une sorte de confirmation lumineuse et décisive des interprétations du temps, des commentaires des souverains eux-mêmes, des premiers actes accomplis sous l'impression chaude encore des événements. Nul ne sait ce qui se passait dans l'esprit de l'empereur Alexandre, dans cet esprit à la fois caressant et impérieux, plein de velléités libérales et de mystérieuses inquiétudes, d'instincts généreux et de duplicités byzantines. Il entrait du moins dans son rôle de ne point reculer devant une initiative qui assurait sa popularité. « A la vérité, avait-il dit à lord Castlereagh, il ne s'agit pas en ce moment de rétablir la Pologne tout entière ; mais rien n'empêche que cela ne se fasse un jour, si l'Europe le désire. Aujourd'hui la chose serait prématurée. Ce pays a besoin d'être préparé à un aussi grand changement ; il ne peut l'être mieux que par l'érection en royaume d'une partie de son territoire à laquelle on donnerait des institutions propres

à y faire germer et fructifier les principes de la civilisation, qui se répandraient ensuite dans la masse entière. » Et, de fait, il se mettait le premier à l'œuvre en donnant au nouveau royaume une charte, la constitution du 15 novembre 1815, dont il avait résumé lui-même le sens dans une proclamation aux Polonais : « Une constitution appropriée à vos besoins et à votre caractère, disait-il, l'usage de votre langue conservé dans les actes publics, les fonctions et les emplois accordés aux seuls Polonais, la liberté du commerce et de la navigation, les facilités des communications avec les parties de l'ancienne Pologne qui restent sous un autre pouvoir, votre armée nationale, tous les moyens garantis pour perfectionner vos lois, la libre circulation des lumières dans votre pays : tels sont les avantages dont vous jouirez sous notre domination et sous celle de nos successeurs, et que vous transmettrez comme un héritage patriotique à vos descendants... »

C'ést là strictement, on le remarquèra, l'économie des traités de 1815. Trois ans plus tard, en 1818, Alexandre tenait encore le même langage en ouvrant la première diète polonaise à Varsovie. « Votre restauration est définie par des traités solennels, disait-il. Elle est sanctionnée par la charte constitutionnelle. L'inviolabilité de ces engagements extérieurs et de cette loi fondamentale assure désormais à la Pologne un rang honorable parmi les nations de l'Europe. » L'empereur Alexandre, au reste, mettait si peu en doute la garantie de l'Europe, qu'il se vantait de l'avoir enlevée, comme une victoire, au pas de charge. « J'ai fait ce royaume, disait-il, et je l'ai établi sur des bases très-solides, car *j'ai forcé* les puissances

de l'Europe à en garantir l'existence par des traités. » Le brillant autocrate avait eu même un instant la pensée d'aller plus loin, d'agrandir le nouveau royaume par l'annexion des anciennes provinces polonaises incorporées à la Russie, la Lithuanie, la Volhynie, l'Ukraine. Il s'en était réservé le droit dans les divers actes de 1815 par ces propres paroles : « Sa Majesté Impériale se réserve de donner à cet État jouissant d'une administration distincte l'*extension intérieure* qu'elle jugera convenable. » C'était là ce qui avait gagné un moment le cœur du vieux Kosciusko à la politique d'Alexandre.

Le roi de Prusse, en laissant les grands projets et le rôle brillant au tsar, n'agissait point autrement que lui. Il tenait le même langage aux Polonais de Posen. « Vous aussi, leur disait-il, vous avez une patrie, et je vous estime pour avoir su la défendre. Vous serez mes sujets sans que vous ayez besoin pour cela de renier votre nationalité. Votre religion sera respectée; vos droits personnels et vos propriétés passent sous la tutelle de lois qu'à l'avenir vous ferez vous-mêmes. Votre langue sera employée dans toutes les affaires publiques à côté de la langue allemande. Vous remplirez tous les emplois du grand-duché de Posen. Mon lieutenant, né parmi vous, résidera au milieu de vous. » La formule du serment imposé aux fonctionnaires était singulièrement significative ; elle était conçue en ces termes : « Je reconnais Sa Majesté le roi de Prusse comme l'unique souverain légitime de ce pays, et *la partie de la Pologne qui, par suite du traité de Vienne, est échue à la maison royale de Prusse, comme ma patrie*, que je suis prêt à défendre contre qui que ce

soit, en toute circonstance, et au prix de mon sang. » Et une telle interprétation s'est maintenue longtemps, puisqu'en 1841 le roi Frédéric-Guillaume IV s'engageait à « respecter chez les Polonais l'amour que toute noble nation a pour sa langue, son passé historique et ses usages. » Quant à l'empereur d'Autriche, en 1815, il ne faisait rien. Avec sa froide nature, l'empereur François raillait un peu les velléités remuantes et libérales d'Alexandre de Russie; il s'en inquiétait pourtant un peu, et il finissait par dire : « Je ne suis pas aussi faux; » ce qui ne changeait point d'ailleurs le sens des combinaisons de 1815. En rappelant ces faits, je n'ai point assurément l'idée bizarre de mettre le dernier mot des droits de la Pologne dans l'œuvre du congrès de Vienne; mais enfin ces traités, tels qu'ils étaient, ils créaient une situation. Ce n'était pas l'indépendance, c'était du moins un ensemble de garanties, la conservation de la nationalité dans le morcellement, l'autonomie des institutions et des intérêts, le nom, la religion et la langue sauvés du naufrage sous la sanction de l'Europe.

Est-ce là cependant ce qu'on a vu dans cette expérience qui se poursuit depuis près d'un demi-siècle? La vérité est qu'en acceptant l'ordre de choses créé à Vienne, un ordre de choses qui avait ses conditions, ses obligations et ses limites, la Russie, la Prusse et l'Autriche l'ont pratiqué avec l'esprit qui présidait aux premiers partages, dans une pensée d'assimilation entière qui équivalait à la conquête. Des traités de 1815, elles ont, à vrai dire, recueilli le bénéfice d'une consécration européenne du démembrement sans s'inquiéter des garanties qui en étaient

la triste et impuissante compensation, et chacune des trois puissances a poursuivi cette œuvre dans les conditions qui lui étaient propres, dans la mesure de sa politique et de sa nature. Ce n'est pas que cette altération ait éclaté subitement au grand jour; elle s'est développée peu à peu, notamment dans le royaume de Pologne, à demi voilée par les formes constitutionnelles tant que vivait l'empereur Alexandre, puis se précipitant et ne se cachant plus sous l'empereur Nicolas, dont la politique a pu se résumer dans un mot : la *dénationalisation* de la Pologne.

Ce fut le rêve, la passion ardente, intense, emportée de ce prince, qui fut peut-être un grand Russe, à qui les révolutions du continent ont fait un rôle exceptionnel, dû aux circonstances autant qu'à la hauteur de son caractère, mais qui a laissé dans la politique européenne des marques dangereuses de son passage et le poids de difficultés redoutables à son successeur. Et il ne faut pas dire que la révolution de 1831 mettait la Pologne à la merci de l'empereur Nicolas et lui rendait tous les droits de la conquête en le déliant de ses obligations, car d'abord cette révolution ne fut qu'une représaille, une tentative désespérée de défense, et de plus, en face de cette politique, se relèveraient aussitôt et toutes les stipulations des traités de Vienne et les paroles mêmes de l'empereur Alexandre : « Votre restauration est définie par des traités solennels... J'ai forcé l'Europe à garantir votre existence par des traités... » L'empereur Nicolas était rigoureusement juge, si l'on veut, du degré de libéralisme qu'il pouvait mettre dans les institutions du royaume de Pologne; il

n'était pas seul juge de ce qui formait pour ainsi dire l'essence européenne de ces institutions, de ce qui en constituait la destination selon les traités, la conservation de la nationalité. C'est là ce qui était diplomatiquement hors de sa puissance. Or c'est justement cette nationalité placée sous la garantie de l'Europe, qui, par malheur, devenait pour l'empereur Nicolas le grand ennemi, et qu'il poursuivait avec l'inflexible vigueur de son caractère dans la religion, dans la langue, dans l'autonomie des institutions et des intérêts, dans l'indépendance du foyer, dans l'enseignement, dans les mœurs et jusque dans l'habit. De là ce système qui commençait dès 1831 par la substitution d'un nouveau *statut organique* à la constitution de 1815, et qui a été suivi trop longtemps, il faut le dire, avec l'âpreté d'un esprit irrité par la résistance.

Le statut organique de 1831 ne le cachait pas : c'était l'incorporation définitive et absolue du royaume à l'empire de Russie. Aussi la cérémonie du couronnement du roi de Pologne à Varsovie était-elle désormais abolie. L'armée distincte disparaissait, et le recrutement militaire de la Russie était étendu au royaume ; la magistrature cessait d'être inamovible, et les fonctionnaires russes remplaçaient les Polonais dans l'administration ; les Chambres constitutionnelles faisaient place à des assemblées provinciales qui n'ont été au surplus jamais convoquées. Alors se déroule toute une politique dont l'unique but semble être de dissoudre tous les liens de la vie nationale dans le royaume comme dans les anciennes provinces. Les écoles supérieures, l'université, la bibliothèque, le musée, l'hôtel des monnaies de Varsovie disparaissent ou sont transférés

à Pétersbourg. L'enseignement est réduit à des études techniques, et le latin finit par être banni; les enfants des paroisses, à quelque classe de la société qu'ils appartiennent, sont tenus de suivre les écoles du gouvernement et d'apprendre la langue russe, sous peine de châtiments corporels pour eux et d'amende pour leurs parents. Un jour on décrète la transportation de cinq mille familles de la petite noblesse polonaise sur les terres de la couronne ou sur la ligne du Caucase, et l'ordre d'exécution ajoute : « Si les gentilshommes polonais n'ont pas envie de se faire transplanter, on est autorisé à les y contraindre par la force. »

Un autre jour, le conseil du gouvernement de Varsovie met tout simplement à l'adjudication le transport des *fils de nobles polonais* à Saint-Pétersbourg, sur la mise à prix de cent vingt roubles papier. Je ne parle pas des autres enfants orphelins transportés à Minsk et des Polonais de tout âge transportés en Sibérie. Tantôt on s'attaque à la religion par les moyens de police, par les expropriations de l'église catholique, par les persécutions, par la conversion forcée de l'Église grecque-unie à l'Église orthodoxe, tantôt on s'attaque au costume. Il est défendu de porter les costumes nationaux, de faire usage des couleurs bleue, cramoisie et blanche; le vert et le rouge ne sont pourtant pas totalement interdits aux femmes, et on est admis à porter des chemises blanches. Le costume russe de couleur brune étant beaucoup plus économique, l'administration se charge d'ouvrir dans les villes et dans les villages des magasins d'habillement. Une récompense d'un rouble est promise aux plus empressés à revêtir l'habit russe, les

récalcitrants sont fustigés. C'est, en un mot, une vaste tentative pour effacer tout ce qui porte la marque de la patrie, tout ce qui la rappelle, pour faire disparaître cette nationalité malheureuse dans l'empire en la subordonnant à la pensée et à l'intérêt de la Russie.

Cette pensée d'assimilation violente, de subordination de tout ce qui est polonais à l'élément russe, se révèle souvent dans les plus futiles détails d'administration et même dans de simples questions de commerce, d'intérêt matériel. Une fois dans cette voie, la Russie est condamnée à tout craindre, à surveiller toute issue. Il n'y a pas longtemps encore, la Prusse soumettait l'entrée des bestiaux sur son territoire à des règlements compliqués, à des quarantaines, pour se préserver des épizooties qui sévissent dans la Russie méridionale. Qui souffrait de ces difficultés? C'était le royaume de Pologne, pays essentiellement agricole, qui pourrait trouver dans le commerce des bestiaux un élément de richesse. On demandait alors timidement que, pour désintéresser la Prusse et pour dégager de toute entrave le commerce du royaume avec l'Allemagne, les mesures préservatrices adoptées jusqu'alors à la frontière prussienne fussent mises en pratique à la limite des provinces russes atteintes par la contagion. Rien n'a été fait, parce que le cordon sanitaire venait se placer justement aux limites de l'ancienne Pologne, et eût été la figure, assez étrange en vérité, de ces frontières de 1772 dont les traités de 1815 font pourtant le cadre de la vie commerciale des diverses provinces polonaises. La Russie était représentée à Varsovie par un terrible homme, un directeur de l'intérieur, M. Muchanof, qui ne pouvait

souffrir cette image de la Pologne sous la forme d'un règlement de transit.

Qu'on observe un autre fait : depuis quelques années s'agite la plus grande, la plus redoutable des questions pour l'empire russe, celle de l'émancipation des paysans, dont l'empereur Alexandre II aura eu l'honneur de tenter la solution. Je n'ai point à discuter ici cette question en elle-même. Seulement, entre la Russie et le royaume de Pologne, les différences sont profondes. Dans le royaume, les principes du code civil français sont restés en vigueur. L'égalité devant la loi subsiste ; la constitution de la propriété est tout autre. Les paysans, il est vrai, payent encore une redevance, une corvée pour le champ qu'ils cultivent ; mais cette redevance n'est point le signe d'une servitude personnelle : le paysan a son individualité civile. Les conditions diffèrent donc essentiellement, et cependant, lorsque la question s'est élevée récemment, il a été défendu aux propriétaires de la Pologne de s'écarter du programme tracé par le gouvernement russe uniquement en vue de la Russie. Ce que je voudrais montrer, c'est cette confusion d'intérêts où périt forcément l'autonomie polonaise, cette autonomie placée cependant sous la sanction de l'Europe. Et ne faut-il pas que cette politique ait dépassé toute limite pour qu'on ait pu récemment considérer comme une demi-réparation, presque comme une mesure libérale, l'autorisation d'enseigner en Pologne la langue polonaise, une heure par semaine dans les écoles, — comme une langue étrangère, comme l'anglais ou le turc !

Je ne veux pas dire que la même politique ait été suivie

dans les mêmes conditions et par les mêmes procédés dans la Pologne prussienne. Ici du moins il y a un certain libéralisme qui laisse le droit de se plaindre. Les griefs ne se perdent pas dans le silence d'une compression sans limites; les députés polonais ont aujourd'hui leur place dans le parlement de Berlin, ils défendent pied à pied les priviléges de leur pays. Et cependant le système est-il donc si différent? Il est moins violent en un certain sens, il a au fond le même but. La Prusse, comme la Russie, s'efforce de dénationaliser la Pologne; elle y travaille, ainsi que le disait un jour un homme qui a longtemps gouverné le grand-duché, M. de Flottwel, en étouffant insensiblement les mœurs, les inclinations, les tendances polonaises au profit de l'élément allemand. Ce travail d'infiltration de l'élément germanique s'opère de mille façons, par la transformation de la propriété territoriale avec la complicité de l'État, qui achète quelquefois des terres polonaises pour les revendre avec perte à des Allemands, — par la bureaucratie, par l'enseignement, par la substitution forcée de la langue allemande à la langue polonaise. Il n'y a aucun notaire polonais à Posen. La justice se rend en allemand, et celui qui comparaît devant un tribunal est souvent interrogé, accusé et même défendu dans une langue qu'il n'entend pas. Il en est de même dans l'instruction publique. On n'a pu obtenir jusqu'ici l'établissement d'un lycée polonais; on a ouvert des écoles d'ouvriers, et les cours se font en allemand. L'enseignement de l'histoire de Pologne est interdit même dans les institutions particulières par cette raison souveraine, « que cette histoire n'étant pas enseignée dans les écoles publiques,

ne doit point l'être davantage dans les écoles privées. » Le gouvernement prussien d'ailleurs ne déguise nullement sa pensée ; il l'a dit dans le parlement de Berlin : « La province de Posen, qu'on le sache bien, n'est autre chose qu'une simple province de la Prusse. »

Quant à l'Autriche, je n'ai point à rappeler avec quelle habileté sinistre elle parvint un jour à souffler la haine au cœur des paysans de la Galicie et à les précipiter sur la noblesse polonaise. Une étrange ironie de la fortune a fait de l'Autriche la gardienne des tombeaux de deux héros de la Pologne. L'un est celui de Sobieski, qui repose dans une église abandonnée et en ruines de Cracovie, l'autre est celui de Kosciusko. Lorsque Kosciusko mourut, les étudiants de Cracovie obtinrent de lui élever un humble monument sur une hauteur, à une petite distance de la ville. L'Autriche est venue ; elle n'a point certainement supprimé le tombeau, elle l'a enveloppé dans les défenses d'une citadelle et elle y a mis une sentinelle autrichienne! Il y a eu enfin un jour, on ne l'a pas oublié, où les trois puissances se sont trouvées réunies pour supprimer définitivement Cracovie, cette ville « libre, indépendante et neutre à perpétuité, » toujours sous la sanction de l'Europe, qui n'a pu que protester une fois de plus.

Que résulte-t-il de cet ensemble de faits, éloquente démonstration de l'inefficacité des garanties européennes? C'est que les traités de Vienne se trouvent en réalité abrogés par ceux-là mêmes au profit de qui ils ont été signés, dont ils forment l'unique titre de possession sur la Pologne. Ils ont disparu sous une série de violations systématiquement accomplies, qui, en énervant les garanties

protectrices des nationalités, énervaient aussi le titre des gouvernements et rendaient à ces nationalités tous leurs droits, leur vivace énergie, accrue par la lutte, par la nécessité de la défense. — C'est que ces traités, peut-on dire, créaient des difficultés insolubles, essayaient de faire vivre ensemble des choses inconciliables, des droits ou des intérêts contradictoires, des vainqueurs et des vaincus. Il se peut qu'il en fût ainsi. Cela prouve seulement que les traités de 1815 semaient le désordre et la guerre sur la Vistule comme sur le Pô, et un désordre d'un demi-siècle en est sorti sur le Pô comme sur la Vistule.

C'est là, en effet, ce qu'offrent de vraiment caractéristique ces affaires de Pologne. Ce n'est point le développement naturel et pacifique d'un ordre de choses à demi constitué sous la puissance régulatrice du droit public; c'est une histoire pleine de dramatiques mystères, d'ardentes protestations dont on ne connaît que la moitié, car l'autre moitié se perd dans les cachots, les souterrains, les mines, en Sibérie ou dans l'Oural. C'est surtout, à dater de 1831, le combat obscur, incessant d'une puissance qui, pour rester maîtresse, est à chaque instant forcée de dépasser le droit, et d'un peuple qui lutte, conspire, se révolte, pour qui tout est supplice dans ce contact permanent de la dure autorité étrangère et d'une nationalité endolorie, — d'un peuple qui passe son temps à espérer contre l'espérance, que la compression exalte au lieu de le dompter, et qui, même vaincu, s'ingénie à se nourrir de ses souffrances, à en savourer la volupté amère et sombre. Qu'on se représente ce qu'est un pays où la lecture de

tel livre d'un poëte polonais a envoyé plus de mille jeunes gens en Sibérie, — un pays où, dans une université, des écoliers, des enfants, s'exerçaient secrètement à se battre eux-mêmes de verges pour s'aguerrir aux tortures et se tenir prêts à supporter toutes les épreuves sans faiblir!

C'est cette vie obscure, pleine d'angoisses et de périls, que retrace un poëte dans une lettre adressée à un orateur français qui venait de parler de nouveau pour la Pologne après les massacres de Galicie.

« Vous ne savez peut-être pas, dit-il, qu'à l'heure où je vous adresse ces mots, des centaines d'héroïques jeunes gens risquent et leur liberté et leur vie pour introduire en Pologne, à travers les frontières russes et autrichiennes, le journal prohibé qui renferme votre discours. Ils l'ont caché aux yeux des espions, ils l'ont mis comme une sainte relique dans leur cœur. Ils s'avancent par des sentiers détournés à travers des forêts et des amas de neige, pouvant à chaque pas rencontrer un Cosaque qui leur mettra la lance sur la poitrine, ou être frappés de loin par la balle plus méthodique d'un *Graenzjaeger* allemand. Et s'ils échappent à la mort, on les enverra en Sibérie, ou dans des succursales du Spielberg. Cependant, de l'autre côté de la frontière, il y a des vieillards, des femmes, des enfants, qui attendent leur retour avec une inexprimable anxiété. Certes, ils craignent pour le sort de ceux qu'ils aiment; mais ce n'est pas là toute leur pensée; ils s'inquiètent tout aussi passionnément de ce que la France a prononcé. Et quand ils auront reçu ce journal dont l'introduction aurait pu les priver à jamais d'un fils, d'un frère, d'un amant, ils frémiront d'attendrissement... Vous les aurez

consolés pour un temps... et ne pensez pas que j'exagère. Il y a exagération dans l'immensité des malheurs qui nous frappent, je dirai dans la nature lugubre et douloureuse des choses polonaises. C'est une exagération du sort, ce n'en est pas une des hommes ni des sentiments qu'ils expriment; les sentiments sont vrais, parfaitement vrais, ils ne sont tout au plus qu'au niveau de l'horrible réalité...[1] »

Cette familiarité avec la douleur, cette sorte de défi aux luttes obscures, est un des traits du génie contemporain; c'est le thème d'un chant qui court la Pologne sur un air plaintif et traînant, pédagogie ironique et sanglante à l'usage de toutes les mères polonaises : « Notre Sauveur encore enfant, à Nazareth, jouait avec sa croix, son futur supplice ; ô mère polonaise ! tu devrais de même amuser ton enfant avec les instruments de ses jeux à venir. — De bonne heure donc enlace ses mains de chaînes, attelle-le à l'infâme tombereau, pour qu'il ne pâlisse pas devant la hache du bourreau et ne rougisse point à l'aspect de la corde. — Car il n'ira pas comme les anciens chevaliers planter la croix triomphante à Jérusalem, ni comme les soldats des temps nouveaux labourer la terre de la liberté et l'arroser de son sang. — Celui qui va le provoquer, c'est un espion ténébreux; celui qui va lutter contre lui, c'est un juge parjure; le champ de bataille sera un cachot souterrain, l'arrêt sera prononcé dans un caveau implacable. — Vaincu, il n'aura pour monument funèbre que l'arbre dépouillé du gibet, pour gloire que le sanglot

[1] Lettre de Sigismond Krasinski (*le poëte anonyme*) à M. de Montalembert (1846).

étouffé des femmes et les chuchotements nocturnes des frères ! »

C'est ainsi que la Pologne a vécu pendant près de trente ans, conspirant et luttant, essayant tout à la fois d'intéresser l'Europe à ses malheurs et d'accomplir en elle-même un profond travail de rénovation intérieure, ayant d'ailleurs à subir le contre-coup de tous les événements, de toutes les catastrophes qui venaient se jeter à travers ses efforts. En réalité, la Pologne a souffert, plus peut-être que de toutes les persécutions, de trois événements qui se sont succédé depuis quinze ans, qui ont eu un grand rôle dans sa destinée, qu'on a crus presque mortels pour elle, et qui n'ont été pourtant qu'une épreuve nouvelle, le prélude mystérieux et poignant d'une manifestation plus sérieuse de son énergique vitalité. Le premier de ces événements, c'est le massacre de la Galicie en 1846; c'était la plus terrible et la plus sanglante déception des patriotes polonais. La révolution de 1831, en expirant sous les armes russes, avait du moins laissé cet enseignement, que désormais toute tentative d'affranchissement national devait se lier à une transformation intérieure destinée à rallier toutes les classes, à intéresser la masse du pays à l'œuvre commune par l'émancipation des paysans et leur avénement définitif à la propriété. Le parti aristocratique constitutionnel et le parti démocratique différaient sur les moyens; au fond, ils avaient le même but : ce fut surtout la pensée de la propagande démocratique, dont le foyer était dans l'émigration, lorsque tout à coup l'Autriche, se jetant dans le mouvement, tournait contre la Pologne elle-même ce courant d'idées

émancipatrices, et déchaînait contre la noblesse la fureur des paysans de la Galicie en donnant du même coup aux autres gouvernements maîtres de Posen et du royaume l'exemple de cette politique qui enflammait les haines des classes pour mieux régner. Cet acte sanglant, d'une habileté sinistre, déconcertait l'action polonaise en lui enlevant, au moins pour le moment, tout point d'appui dans les masses égarées. C'est là qu'aboutissait tout ce travail de conspiration démocratique de 1846, l'œuvre était à recommencer.

La révolution de Février éclata et fut un autre de ces événements cruellement décevants qui ont pesé sur la Pologne. C'était l'heure attendue des grandes explosions. Une révolution en France, comment y voir autre chose qu'un mouvement imprimé au monde, l'effort de tous les peuples pour s'affranchir du vieux droit, la transformation de l'Europe par la démocratie? Qu'en résultait-il au contraire? On le sait, cette révolution de la mauvaise heure ne venait en aide à aucun peuple, et elle ne le pouvait, car elle réduisait la France à concentrer ses forces pour se sauver elle-même de la dissolution. La cause polonaise avait le malheur de se lier à ces commotions européennes qu'on redoutait, de servir de drapeau à ces agitateurs du 15 mai 1848 qui menaçaient tout. Ce fut son crime; elle devint importune, agaçante comme un mauvais souvenir; elle perdit d'un coup sa popularité à la bataille, et, chose plus curieuse encore, c'était l'empereur Nicolas qui devenait populaire, qui se trouvait soudain transformé en pontife de l'ordre et de la civilisation!

Survint enfin la guerre d'Orient, qui réveillait les espé-

rances des Polonais par la perspective des complications inévitables de l'Europe, par cette combinaison merveilleuse d'une alliance libérale de la France et de l'Angleterre contre la Russie. Si l'empereur Nicolas eût vécu, son obstination eût provoqué peut-être ces complications européennes où la Pologne pouvait retrouver un rôle ; sa mort était une facilité pour la paix. Le nom de la Pologne ne put pas être prononcé, et de même que la révolution de Février était la déception des Polonais du parti démocratique, la guerre d'Orient laissait sans illusions les modérés, les politiques, les diplomates qui comptaient sur l'Europe.

C'est alors, à travers cette série de déceptions, que la Pologne se réfugie de plus en plus en elle-même et se replie dans une muette attente, après avoir vu tout lui manquer, conspirations, révolutions européennes, interventions régulières. La Pologne sentait qu'elle était devenue impopulaire, qu'elle ennuyait, selon le mot d'un Polonais, et elle évitait de faire parler d'elle. Elle ne pouvait sans doute se défendre d'une secrète amertume en voyant l'Europe libérale s'intéresser tout à coup à la nationalité italienne, à la nationalité hongroise, à la nationalité moldo-valaque, et oublier un peu qu'il y avait aussi une nationalité polonaise; mais elle se taisait, subissant cet autre supplice de l'indifférence et du silence, plus difficile à accepter que la guerre, plus dur que toutes les persécutions pour un peuple qui a passé sa vie à chercher partout une patrie, qui a rempli l'histoire contemporaine de son héroïsme, de ses protestations et de ses malheurs. On ne peut imaginer l'espèce de souffrance qu'infligeait

à bien des cœurs polonais cet isolement moral au milieu de l'agitation universelle des nationalités renaissantes. « C'est cela, dit un paysan polonais, on finira par donner un roi aux Tsiganes sans penser encore à nous en donner un à nous. » La Pologne disparut si bien un instant, qu'on la crut morte, on la crut presque résignée à son sort ou vaincue par les épreuves, et on fut tout près de s'endormir sur le fait accompli, en pensant qu'il y avait une question de moins dans le monde.

On se trompait cependant : ces années de silence et d'abandon, loin d'être la fin obscure d'un peuple, étaient au contraire le commencement d'une situation nouvelle que les derniers événements n'ont fait que dévoiler, qui s'est formée pas à pas, qui a ses éléments, son caractère, ses personnifications, et qui, à un moment donné, s'est trouvée être la manifestation inattendue d'une nationalité énergique ralliée au cri des légions de Dombrowski : « Non, la Pologne n'est pas morte ! » Jusqu'en 1846, c'était l'ère des conspirations et de cette propagande démocratique qui a eu ses héros d'une étrange intrépidité : les Konarski, les Zaleski, les Dembowski ; la campagne de 1846 en Galicie et à Posen fut le triste et sanglant dénoûment de cette période militante. Depuis ce temps, dans ces dernières années surtout, c'est un travail de rénovation pratique, employant tous les moyens, inoffensif en apparence, mais obstiné, souvent inaperçu, et qui s'est accompli à la faveur même de ce silence dont je parlais. Ceux qui mettaient la main sentaient bien le danger du bruit. « Parlez de nous le moins possible, écrivait un des hommes éminents de la Pologne ; parlez, si vous pouvez,

de nos misères, de notre agonie, ne parlez pas de notre vitalité, des signes de vie que vous remarquez : cela nous tuera ! » C'est le travail auquel ont singulièrement contribué le prince Léon Sapieha en Galicie, le docteur Marcinkowski à Posen avant sa mort, et surtout le comte André Zamoyski dans le royaume.

De quoi se compose ce mouvement qui, une fois dévoilé, a remis subitement en présence la nationalité polonaise et la puissance russe ? D'une multitude d'éléments sans doute ; tout s'y mêle, le sentiment religieux exalté par les persécutions, le travail des esprits, les efforts pour moraliser le peuple, les entreprises industrielles, les améliorations agricoles ; mais ce qu'il a de caractéristique avant tout, c'est qu'il naît en quelque sorte spontanément du sol, et il s'accomplit sur le sol même, en dehors de l'action des émigrations et des propagandes des partis. C'est l'œuvre de ceux qui ne veulent ni conspirer ni se résigner, et qui, dans les ruines de la patrie, après toutes les luttes violentes, cherchent à rassembler les éléments d'une solution nouvelle. Ils ne pouvaient certes se jeter dans la politique, où ils eussent été instantanément arrêtés ; leur pensée était justement de travailler à refaire moralement et matériellement le pays, en échappant le plus possible à la politique. Ils commençaient par créer des sociétés de tempérance, et sur ce terrain même il n'était pas facile de marcher, car on rencontrait aussitôt les autorités russes, protégeant l'ivrognerie pour défendre les revenus du Trésor, et dirigeant une guerre de circulaires contre ces sociétés, qu'elles représentaient comme contraires aux lois. Un gouverneur général de la Lithua-

nie, M. Nazimof, faisait preuve d'érudition, et rappelait la noce de Cana, pour prouver que l'Évangile n'était pas opposé à l'usage des boissons spiritueuses. Une institution a joué un grand rôle dans le mouvement actuel : c'est la Société agricole de Varsovie. Elle avait eu des commencements très-humbles ; un jour, vers 1842, une association s'était formée pour la publication d'un petit journal qui s'appelait les *Annales d'Agriculture*, d'où toute question politique devait être sévèrement bannie, qui ne pouvait faire allusion ni à la situation de la Pologne, ni à son régime, ni à ses relations, ni à rien de ce qui l'intéressait. Ce fut le germe d'où sortit, aux premiers temps du règne de l'empereur Alexandre II, dans ces premiers moments de bonne volonté libérale, une institution plus sérieuse, la Société agricole elle-même, fondée toujours dans une pensée exclusive d'amélioration matérielle, mais qui avait des correspondants dans les provinces, et était autorisée à tenir deux sessions par an à Varsovie. Quelque restreinte que fût dans son objet cette institution, elle était un lien ; elle a fini par réunir plus de quatre mille propriétaires du royaume.

C'est ainsi qu'on a procédé lentement, créant un jour la Société agricole, un autre jour la navigation de la Vistule, tantôt des institutions de crédit, tantôt des sociétés de tempérance, réveillant dans le pays le sentiment de ses intérêts, rapprochant les hommes dans une même œuvre. Et qu'on remarque quelques-uns des effets de ce travail patient, modeste, bien souvent contrarié, et pourtant efficace. Aux conspirations se sont substitués l'habitude d'agir par les voies légales, le sentiment de la puissance

d'une action régulière et pacifique. Des questions comme 'émancipation des paysans, qui ont divisé les esprits et entretenu les scissions jusque dans l'émigration tant qu'elles n'étaient qu'un choc de théories, ces questions ont trouvé une solution naturelle, pratique, dont la Société agricole elle-même a pris l'initiative en proposant un système qui fait le paysan immédiatement propriétaire et assure au possesseur actuel, par une ingénieuse combinaison de crédit, une indemnité que le paysan paye par annuités successives et limitées, sans avoir à donner plus qu'il ne donne aujourd'hui. C'est ce qu'on pourrait appeler la solution polonaise opposée à la solution russe. Et enfin, chose plus grave, cette sorte de régénération obscure a produit ce que nous avons vu, non plus des partis aigris par une défaite commune ou se disputant une victoire lointaine, mais une masse compacte, une nation confondue dans une même pensée, sans distinction de classes, et dont l'union a été scellée dans le sang le 27 février 1861, le jour où se sont accomplies les premières répressions de la Russie. Ces intelligentes balles russes faisaient plus qu'elles ne le pensaient pour cimenter l'alliance en allant frapper des victimes de tout rang, de toute condition, de toute culte et même de tout âge.

Un homme, je le disais, a personnifié dans ce qu'il a de sérieux et de pratique ce mouvement et lui a imprimé son caractère : c'est le comte André Zamoyski, que le peuple dans son langage appelait simplement M. André. Il n'est pas le seul, mais il a été dès les premiers temps un des plus actifs promoteurs de tout ce qui pouvait servir à réveiller le pays. Par sa naissance, il tient à

une des plus vieilles familles polonaises, à la famille de ce grand connétable, Jean Zamoyski, du seizième siècle, qui travailla à constituer la petite noblesse en face de l'oligarchie aristocratique, et qui fut un des plus illustres capitaines de la Pologne. C'est une famille qui s'est éclipsée pendant longtemps et qui ne reparaît qu'à certaines époques. Un autre Zamoyski était grand chancelier en 1772, et se démit de sa charge pour ne pas mettre le sceau sur le premier partage. Le comte André est un petit-fils de ce Zamoyski, le frère du général qui un instant dut prendre le commandement d'une légion polonaise à l'époque de la guerre d'Orient. Le comte André se trouvait naturellement engagé dans la révolution de 1831. Il fut d'abord ministre de l'intérieur à Varsovie, puis envoyé en mission à Vienne auprès de M. de Metternich, qui inclinait, dit-on, à une intervention au moment de la dernière bataille. La révolution une fois vaincue par les Russes, il ne voulut pas quitter le pays; il y restait dans l'obscurité, sans illusions, mais cherchant bientôt comment on pourrait se relever de la grande défaite. Une large carrière ne lui était point ouverte; il se tournait vers les intérêts matériels, et il se mit à l'œuvre avec une activité singulière, quoique resserrée dans d'étroites et obscures conditions. Il établissait des haras, il aidait à créer la navigation à vapeur sur la Vistule, qui était un moyen de se relier à la Galicie; il travaillait à organiser le crédit foncier. C'est lui qui fondait le petit journal des *Annales d'Agriculture* et qui était plus tard le principal promoteur de la Société agricole, dont il est resté jusqu'au dernier moment le président.

Ce qui caractérise le comte Zamoyski dans tout ce qu'il a fait, c'est le sens pratique, la netteté des vues, la modération dans l'action se joignant à la fermeté et à une dignité naturelle. Le comte André se trouvait au reste dans une situation singulière : par sa modération, il excitait les méfiances des exaltés polonais, de ceux qui n'entrevoyaient d'autre issue que la révolution; par son activité, il était suspect aux Russes. Il avait à résoudre le difficile et curieux problème de vivre entre les uns et les autres, maître de lui-même, sans se laisser emporter à des témérités inutiles, sans abaisser aussi le nom et la dignité de Polonais. Son secret, il ne le disait à personne. il était dans ses actions; et, à vrai dire, avait-il un secret? Il mettait simplement en pratique le mot ancien : *laboremus!* obligé sans cesse d'être en rapport avec le gouvernement, mais ne cédant pas le terrain et engageant même une lutte tenace avec la vénalité des fonctionnaires russes, à laquelle il ne voulait se soumettre à aucun prix. Il eut à passer par plus d'une épreuve épineuse dont il se tirait habilement. Le jour de la fondation de la Société agricole, un banquet eut lieu où assistait nécessairement le directeur de l'intérieur, M. Muchanof; au dernier moment, celui-ci portait le toast de tous les banquets polonais : « Aimons-nous! » Tous les regards se portèrent sur le comte Zamoyski, qui, simple et calme, répondit avec un imperceptible sourire : « Oui, chacun chez soi! » Il ne pouvait en dire plus. Le mot de cette politique, si c'est une politique, est de faire tout ce qu'il est possible de faire et d'aller jusqu'où on peut aller, mesurant son pas aux nécessités du jour. C'est, non pas

une agitation, mais une action légale tirant parti de tout, se servant de tout, communiquant une vie inaperçue au pays ; et voilà justement ce qui est apparu dans les événements de 1861, ce qui reste le caractère de cette crise nouvelle.

Sait-on ce qui donne à ce mouvement la valeur d'une vraie manifestation nationale? C'est qu'il n'a rien d'artificiel et de passager; il est l'œuvre de quelques-uns et de tous, il est à la fois simple et complexe comme tous les mouvements profonds, sincère comme la passion d'un peuple, et, bien loin de se résumer uniquement dans une suite d'efforts de l'ordre matériel aboutissant à l'improviste à une question politique, il a un côté tout moral qui s'accorde d'ailleurs merveilleusement avec ce caractère d'action légale et pratique que je signalais. Une chose frappante dans ces premiers événements de Varsovie entrecoupés de scènes sanglantes, c'est cette attitude passive d'une population qui se présente désarmée, qui ne résiste pas, qui persiste, qui est dispersée et qui revient sans cesse, s'offrant elle-même comme une victime sans défense, refusant les armes laissées à sa portée. Il y a dans cette attitude bien autre chose qu'un mot d'ordre ou un calcul; nul artisan de conspiration n'eût été assez habile pour le trouver : c'est le signe d'une révolution profonde dans les esprits et dans les âmes, révolution à laquelle n'a point été étrangère l'action d'un poëte, Krasinski, dont les œuvres ont parlé à toutes les imaginations polonaises et sont allées se graver dans les cœurs, pénétrant jusqu'aux masses. C'est ce poëte *anonyme* dont on a connu en France quelques poëmes, d'un

mysticisme ardent et sombre en même temps que d'un sens profond, *le Rêve de Cesara, la Nuit de Noël, la Comédie infernale*. Sigismond Krasinski est mort aujourd'hui. Il avait lui-même ressenti de poignantes souffrances intérieures comme fils et comme patriote. Il était né en 1812, et avait été tenu au baptême par Napoléon. Son père était le général Vincent Krasinski, qui descendait d'un des chefs de la confédération de Bar, qui remplaçait le prince Poniatowski dans le commandement de l'armée polonaise à la fin de l'Empire, et qui depuis joua un rôle dans les Chambres du royaume de Pologne sous la Restauration. Malheureusement le général Krasinski irrita le sentiment national par son vote au sénat dans une affaire de conspiration en 1828, et son fils Sigismond reçut de ses camarades d'école, sur la place publique, un outrage sanglant qu'il dévora avec amertume, et qui l'obligea à quitter le pays. Il voyagea, il alla à Rome. Lorsque la révolution du 29 novembre 1830 éclata, il partit aussitôt pour la Pologne; mais il dut s'arrêter à Berlin. Son père avait été pris à Varsovie par les insurgés : il s'était sauvé en promettant de se dévouer à la cause nationale ; peu après, il était parti pour Saint-Pétersbourg! Ce fut un désespoir pour Sigismond Krasinski, qui ne put se décider désormais à rester dans son pays, et vécut presque toujours à l'étranger, se livrant uniquement à la poésie, publiant successivement ses poëmes sans avouer jamais en être l'auteur. Par lui, le patriotisme polonais avait trouvé une expression nouvelle.

Lorsque Mickiewicz parlait à la jeunesse de la Pologne révolutionnaire et militante, il lui disait : « Forts par

l'union, sages par la démence, en avant, jeunes amis !...» Krasinski dit, dans un chant aussi populaire aujourd'hui que le fut autrefois le refrain de Mickiewicz : « On n'édifie pas avec de la boue, et la plus haute sagesse, c'est la vertu ! » Ce sont les mots d'ordre de deux époques. L'inspiration essentielle et dominante de toute la poésie de Krasinski, c'est l'abjuration de la haine et de la vengeance, c'est qu'on ne lutte pas victorieusement contre la force par la force, mais par une puissance supérieure de l'âme ; que, pour vaincre son ennemi, le bon droit lui-même ne suffit pas, s'il ne s'appuie sur un énergique et pur sentiment moral ; que le levier souverain est dans l'amour, dans la vertu du sacrifice, dans la patience héroïque. Un des héros de la *Comédie infernale*, Pancrace, est un type de la force brutale qui chancelle et s'affaisse dans son impuissance devant un pouvoir supérieur. Cette inspiration règne dans le poëme grec de l'*Iridion*, où le martyr chrétien, le martyr passif et ayant horreur de la vengeance, triomphe de Rome, confondant le patriotisme hellénique d'Iridion, qui ne songe qu'à se venger, et échoue malgré la justice de ses griefs et de sa cause. C'est aussi la pensée de *l'Aurore*, des *Psaumes de l'Avenir*, de tous ces chants où l'âme polonaise vibre avec ses ardeurs mystiques, ses exaltations et son inépuisable jeunesse.

« Seigneur, dit Krasinski dans un *psaume*, ce que nous te demandons, ce n'est pas l'espérance, parce qu'elle tombe sur nous comme une pluie de fleurs ; ce n'est pas la mort de nos ennemis, cette mort est écrite sur le nuage de demain ; ce n'est pas de franchir le seuil de la mort, il est déjà franchi ; ce ne sont pas des armes, car tu en as

mis dans nos âmes, ni des secours, tu as ouvert une carrière libre; mais nous te demandons de nous donner l'intention pure au fond de nos cœurs. Oui, Saint-Esprit, toi qui nous enseignes que la plus grande puissance, c'est la force du sacrifice, que la plus grande raison, c'est la vertu, fais que nous puissions par l'amour entraîner les peuples vers le but que nous poursuivons ! » Ce rôle de l'héroïsme expiatoire, Krasinski l'a décrit bien mieux encore dans un fragment de *l'Aurore*.

« Faut-il donc être meurtrier avec les meurtriers, criminel avec les criminels? faut-il mentir, haïr, tuer et blasphémer? Le monde nous crie : A ce prix, à vous la puissance et la liberté, sinon rien ! Non, mon âme, non ; pas avec ces armes ! Le poids du sacrifice peut seul écraser à son tour le sort qui nous écrase. Dans l'histoire du monde, le sacrifice est un lion invincible ; mais le crime, c'est la balayure que le vent emporte en passant.

« Oh ! non, ma patrie, sois plutôt la patience qui enseigne comment on élève l'édifice pierre à pierre ; sois l'inflexible volonté et l'humble recueillement qui prépare la victoire future ; sois le calme dans la tempête ; sois l'harmonie au milieu des cris de discorde ; sois l'éternelle beauté au milieu des laideurs ; sois pour les lâches et les pharisiens le silence méprisant qui accable ; sois pour les faibles la force qui relève les courages ; sois l'espérance de ceux qui perdent l'espérance. Dans ton combat contre l'enfer de ce monde qui se dresse contre toi, sois cette force tranquille et aimante contre laquelle l'enfer ne prévaudra jamais....

« ... Les nations sont voulues de Dieu et sont conçues

dans votre grâce, ô Jésus-Christ ! A chacune d'elles vous avez d'en haut donné une vocation. En chacune d'elles vit une idée profonde qui vient de vous, qui est la trame de leurs destinées ; mais parmi les nations il y en a qui sont élues pour défendre sur la terre la cause de la beauté céleste, et pour donner au monde un angélique exemple en portant, pendant de longs jours, leur lourde croix sur la route inondée de sang... jusqu'à ce que, par une lutte sublime, elles aient donné aux hommes une idée plus haute, divine, ô Seigneur ! une charité plus sainte, une plus large fraternité en échange du glaive qu'on a plongé dans leur poitrine. Telle est votre Pologne, ô Jésus-Christ !

« Notre amour de l'humanité a causé notre mort, et le monde a vu le cadavre de la Pologne descendre dans le tombeau ; mais quand viendra le troisième jour, la lumière brillera, et brillera pour tous les siècles. Croyez-vous que celui qui possède l'amour, en mourant, disparaisse à jamais ? Oui, aux yeux de la chair, mais l'âme du monde entier le voit ! Celui qui meurt dans l'amour transmet à l'heure du martyre son âme à ses frères, et il demeure dans le sanctuaire du cœur humain, et chaque jour, à chaque heure, enseveli vivant, il grandit dans la tombe ! »

C'est cette pensée de la puissance du sacrifice, de l'héroïsme passif, qui s'est infiltrée dans la jeunesse, jusque dans les masses, et qui est visible dans la Pologne d'aujourd'hui. L'inspiration du poëte est passée dans le sentiment populaire. Une autre cause étrange, curieuse, a servi d'ailleurs depuis quelques années à répandre, à popula-

riser ces idées en jetant tout à coup dans la société polonaise comme un élément nouveau. Lorsque l'empereur Alexandre II montait au trône, il signalait son avénement par une amnistie qui, tout incomplète qu'elle fût, rouvrait les portes de la patrie à une multitude d'exilés. Les uns venaient de l'Occident, les autres, en plus grand nombre, venaient de la Sibérie. Ceux qui avaient vécu en France ou en Angleterre rentraient dans leur pays naturellement aigris par trente ans de souffrances, accoutumés à l'atmosphère occidentale, nourris de toutes les idées révolutionnaires et à demi étrangers de mœurs et d'esprit. Il n'en était pas de même de cette tribu d'exilés qu'on appelle en Pologne les *Sibériens*. Ceux-ci revenaient endurcis, retrempés par l'habitude de la souffrance obscure et solitaire, calmes et résignés, mystiques même, mais d'un mysticisme grave et doux qui n'avait rien de farouche et de haineux. Chose remarquable, c'est parmi ces revenants de Sibérie que le pays a trouvé, dans ces dernières années, les hommes les plus aptes au journalisme, au professorat, à l'administration des établissements privés et nationaux, tels que la Société agricole. Il y a des écrivains de talent qui ne pouvaient, il est vrai, signer leurs œuvres de leur nom, mais qui n'étaient pas moins connus. L'un a rapporté de la Sibérie une traduction de *Faust*; c'est un des critiques les plus éminents; un autre a traduit Shakspeare. Un journal de Varsovie a publié une série d'esquisses du Caucase, de l'Asie, qui étaient l'œuvre des Sibériens, et où il y avait un mélange indéfinissable de fraîcheur, de résignation et d'indulgence latente.

Ces hommes, en se répandant dans le pays, ont eu une

action singulière. De là cette teinte sérieuse, religieuse et d'une originalité saisissante de tous ces actes populaires qui se sont succédé, de ces manifestes où il n'y a rien en effet de la phraséologie révolutionnaire de l'Occident. C'est au contraire un langage sobre et nerveux qui ne touche à l'exaltation que par l'accent religieux. L'influence des Sibériens est surtout visible dans cette adresse étrange des ouvriers de Varsovie : « La mort est égale pour tous. Sans épargner sa personne, il faut aller à la tuerie et montrer au monde ce que nous voulons. C'est pourquoi nous allâmes avec les processions et nous chantâmes pour la constitution, et nous le ferons de nouveau quand il faudra ; et s'il y a des victimes, on verra que cela plaisait ainsi au bon Dieu, et nous sommes prêts, s'il faut davantage, à tirer au sort qui doit aller au sacrifice, même à tendre la gorge au couteau, ou bien à expirer sous le knout, comme ces trois victimes que l'eau a rejetées près de Zakroczym, qu'on avait jetées enveloppées de paille du château dans la Vistule. Seulement, s'il n'y a pas de compassion pour la patrie, alors ce sera mal... » Ne dirait-on pas cette pensée obstinée du sacrifice passant à travers l'imagination de Krasinski et l'action des Sibériens dans l'âme populaire?

Et maintenant qu'on réunisse tous ces éléments, cet ensemble d'efforts pratiques s'étendant à tous les intérêts, cette impulsion légale communiquée par le comte André Zamoyski et instinctivement acceptée par toute une population, l'idée religieuse et morale se propageant dans les esprits, les enflammant et les contenant à la fois, le sentiment national renaissant spontanément

dans les cœurs, — ce sera ce mouvement, qui était imperceptible d'abord, qui s'est poursuivi obscurément pendant des années, que le changement de règne à un certain moment est venu faciliter, et qui va aboutir à ce net et éloquent dialogue engagé un jour de 1861 entre le lieutenant-gouverneur, le prince Gortchakof, et la foule rassemblée sur une place de Varsovie : « Que voulez-vous? — Nous voulons une patrie ! »

Il n'y a évidemment d'imprévu et d'accidentel que l'heure de l'explosion. Depuis un an déjà, des manifestations successives révélaient une sorte d'intelligence secrète dans la population. C'étaient d'abord des services funèbres célébrés dans tout le pays et à des époques fixes en mémoire des plus éminents poëtes polonais, Mickiewicz, Krasinski, Slowaçki. Bientôt l'entrevue qui réunissait à Varsovie les trois souverains du Nord venait piquer le sentiment populaire. C'était, à vrai dire, une étrange idée de rassembler à Varsovie les trois maîtres de la Pologne dans une conférence où on soupçonnait que de mauvais desseins pouvaient s'agiter contre l'Italie. L'accueil de la population fut plus que froid, et, ce qu'il y a de curieux, c'est que sous l'impression de cette désagréable aventure, c'était à qui se renverrait l'ennui de ce qui venait d'arriver. Les journaux russes assuraient que c'était l'empereur d'Autriche qui avait valu à l'empereur Alexandre cette froide réception, tandis que la presse de Vienne prouvait non moins clairement que la démonstration était dirigée contre l'empereur de Russie. Quelques mois encore, et survenait une manifestation plus sérieuse : c'était un service commémoratif pour les morts de la bataille de Gro-

chow, de cette bataille où l'armée polonaise lutta pendant trois jours contre les Russes en 1831, et c'est réellement ce jour-là, le 25 février 1861, qu'une Pologne nouvelle apparaît personnifiée dans une population marchant dans les rues le cierge à la main, électrisée à la vue d'un drapeau à l'aigle blanche et récitant d'une seule voix le chant religieux et national : « Dieu saint, Dieu puissant, Dieu immortel, ayez pitié de nous ! — De la peste, du feu et de la guerre, Seigneur, délivrez-nous !... — Daignez nous rendre notre patrie !... — Sainte vierge Marie, reine de Pologne, priez pour nous ! » Alors la crise se déclare, l'agitation s'étend avec des alternatives de concessions de la part de la Russie et de scènes sanglantes jusqu'au 8 avril, jour où la compression l'emporte définitivement.

Ce n'est pas encore la suite de ces événements que j'ai à décrire. Tout porte la marque de ces influences diverses que je signalais. Ce mouvement, on le voit, commence par des services religieux. Quand la crise a éclaté, quel est le genre d'action de tous ceux qui ont quelque pouvoir sur le peuple et qui sentent la gravité du moment? Une délégation populaire, autorisée par le lieutenant-gouverneur, prend la direction de la ville. Des constables volontaires s'organisent pour empêcher tout désordre ; la Société agricole elle-même intervient en modératrice, en gardienne de la paix. Les adresses qui sont envoyées à l'empereur ne contiennent rien que de légal, puisqu'elles demandent à peine strictement ce que les traités de 1815 assurent à la Pologne. Et la population elle-même, quelle est son attitude ? Elle fait acte de vie, si l'on me passe ce terme, en se refusant à tout conflit. Elle se ras-

semble pour exprimer ses vœux, ses griefs, mais désarmée, passive, et même, quand elle est dispersée par la force, femmes, enfants, vieillards se pressent en larmes et en prières autour d'une madone. Étrange révélation de la nature de ce mouvement dont toute la tactique est de résister sans s'armer ! Ce qui fait au fond son originalité, c'est cette alliance, dont je parlais, du sens pratique et d'une idée morale, religieuse, même mystique, — alliance dont le secret est dans la conscience d'une population et qui répond merveilleusement à tous les instincts du peuple polonais et même de la race slave en général, — qui parle aux esprits politiques par ce qu'elle donne à la modération et au bon sens, et qui offre en même temps à la jeunesse, aux masses, l'attrait d'un certain mysticisme poétique. C'est l'originalité de ce mouvement, dis-je, c'est aussi ce qui fait sa force en révélant des sources toujours nouvelles de vitalité dans cette race, qui ne trouve dans le malheur que des aiguillons généreux.

C'est aussi justement ce qui crée pour la Russie une position exceptionnellement difficile en face d'un de ces réveils populaires qui ne sont plus seulement un simple débat intérieur, mais qui se lient par toutes les considérations de droit et d'humanité à toute une situation européenne et même à une crise particulière du temps. On dit qu'après les premières scènes sanglantes du mois de février à Varsovie, l'empereur Alexandre II, informé qu'il y avait des victimes dans le peuple, fit aussitôt demander combien il y avait de morts dans l'armée, combien on on avait pris d'armes aux insurgés. On lui répondit que l'armée ne comptait point de morts, qu'on n'avait pu

prendre d'armes à une population qui n'en avait pas et qui n'en voulait pas. L'empereur fut, dit-on, plein de surprise. C'est cet étonnement du premier instant qui explique les incertitudes de la Russie, ses hésitations de conduite. Elle semble d'abord, en effet, flotter entre toutes les politiques. Elle livre quelques-uns de ses fonctionnaires chargés de l'animadversion publique, et elle réprime par malentendu, si l'on me passe le terme; elle fait des concessions, elle trace un programme d'organisation nouvelle, elle promet des réformes, elle accepte pour auxiliaires une délégation populaire, la Société agricole elle-même, et bientôt société et délégation sont dissoutes; elle laisse pendant tout un mois l'agitation grandir par l'indécision jusqu'aux scènes du 8 avril, point de départ d'une politique qui semble se fixer de nouveau dans la compression.

La Russie peut matériellement, sans nul doute, réprimer et disperser les manifestations à Varsovie; elle peut chercher à empêcher la population de porter le deuil de ses morts. Après cela, la question, par sa nature toute morale, en sera-t-elle moins grave, moins vivante, moins palpitante, et, le dirai-je? moins oppressive pour la politique russe elle-même? Au fond, la Russie se trouve aujourd'hui placée dans une étrange et sérieuse alternative; elle a un choix à faire. Elle peut recommencer dans le royaume de Pologne sa politique de trente ans, se rattacher plus que jamais aux systèmes à outrance. C'est peut-être l'intérêt de l'Autriche et de la Prusse, toujours inquiètes de voir renaître dans le royaume, par des concessions libérales, un foyer d'attraction pour

les autres parties de la Pologne qu'elles possèdent elles-mêmes; c'est, dit-on, leur système de chercher à retenir le tsar, quelque étrange que ce soit de la part de la Prusse, qui ne prend sa force que dans les idées de nationalité et de libéralisme; mais est-ce l'intérêt réel de la Russie dans la situation présente du monde? La Russie même n'aurait qu'à puiser dans ses propres traditions et dans ses conseils pour trouver l'inspiration d'une politique plus équitable. L'empereur Alexandre II n'a qu'à ouvrir son esprit aux idées qui se lient intimement à la constitution du royaume de Pologne à l'époque où l'empereur Alexandre Ier le fondait et disait aux Polonais: « Vous conserverez votre langue, vous aurez vos lois, votre armée... Votre restauration est définie par des traités solennels. »

Si le monde apparaissait aujourd'hui tel qu'il était il y a trente ans, il serait possible qu'une victoire matérielle eût la triste puissance d'amortir encore une fois le sentiment immortel d'une nation malheureuse, de le décourager du moins, et d'ajourner une question si souvent agitée. Aujourd'hui, contre la continuation d'une politique de compression s'élèvent le droit, le sentiment européen, l'intérêt de la Russie dans la combinaison de ses alliances, l'irremédiable décadence de ces traités de 1815, mis en oubli par les gouvernements eux-mêmes avant d'être abrogés par les peuples qui reviennent à la vie, et enfin le mouvement de la Pologne tout entière, mouvement que ne pourront qu'accélérer ou entretenir les diètes nouvelles de la Galicie, l'incessant rappel à la patrie des députés de Posen dans le parlement de Berlin, et l'attitude de résis-

tance morale prise par la population de Varsovie. Quoi qu'il en soit, il y a certainement quelque chose d'émouvant et de sérieusement moral dans cette obstination d'un peuple à vivre, à garder en lui-même l'inviolable dépôt de sa foi patriotique. La légende des saints raconte qu'un jour, dans l'ère des martyrs, des chrétiens avaient été amassés au milieu d'un fleuve de glace et abandonnés là seuls, nus, livrés à toutes les violentes intempéries de l'air, n'ayant pas de quoi manger. Seulement du rivage on leur offrait des vêtements chauds et des mets délicieux à la condition qu'ils abjureraient. Quelques-uns se laissèrent tenter; ils cédèrent, et en touchant le bord ils périrent. Les autres, qui étaient restés fermes dans l'épreuve, invoquant la suprême miséricorde, furent sauvés miraculeusement; il leur tomba d'en haut de quoi se préserver et se nourrir. Image touchante des peuples qui souffrent, qui ne veulent pas se laisser tenter, et qui poussent au ciel un acte de foi à désarmer toutes les colères de leur mauvaise fortune!

II

UNE VIE D'ÉMIGRÉ POLONAIS — JULIEN-URSIN NIEMCEWICZ

C'est le jeu cruel de la politique et des révolutions de broyer en passant certaines nations et d'en disperser les membres palpitants, de les réduire à cette extrémité où elles n'ont plus rien d'intact que le cœur, toujours acharné à battre, et l'esprit, noblement obstiné à jouer avec le malheur; enfin de créer quelquefois deux peuples au sein d'un même peuple, — l'un fixé au sol, vivant d'une vie mystérieuse, refoulée et contrainte, — l'autre errant proscrit, portant partout avec lui les idées, les sentiments et l'image de la patrie. Ce n'est rien encore lorsque l'exil est un supplice infligé par un parti à un autre parti dans les conflits intérieurs, car ces tristes victoires des partis sont éphémères; la proscription est une arme dangereuse que désavoue bientôt l'instinct national, et dans la mêlée des opinions la violence elle-même se lasse, la trêve est toujours possible. Il n'en est plus ainsi quand l'exil est la fatalité et

comme le dernier refuge du patriotisme aux prises avec une domination étrangère. Alors, tant que dure cette domination, la lutte obscure ou éclatante est la condition inévitable, et elle se dénoue invariablement par des supplices ou par des expatriations nouvelles. Ainsi commencent ces exodes périodiques d'une race vaincue et démembrée. Les émigrations prennent un caractère régulier et permanent. Elles sont au dehors une sorte de représentation passionnée et douloureuse, comme un abrégé vivant de la patrie ; elles forment une tribu dispersée et toujours ralliée au même mot d'ordre, aux mêmes espérances, qui se transmettent à travers des générations de bannis. Elles campent plus qu'elles ne se fixent partout où elles passent, et se mêlent aux sociétés étrangères sans s'y confondre. On les reconnaît à je ne sais quel air d'attente, d'inquiétude, d'ardeur belliqueuse toujours prête à se répandre et toujours perdue, à je ne sais quelle fixité de passion et de tristesse. Qui n'a connu de ces émigrés sans cesse en alerte, passant leur vie comme des soldats sous les armes qui attendent un signal, remués, agités, découragés, entrevoyant dans toutes les oscillations du monde la possibilité de retrouver une patrie, et au plus léger frémissement écoutant comme une voix secrète qui leur dit : Ce sera peut-être pour demain !

Ainsi s'est formée et a vécu cette Pologne de l'exil dont les événements n'ont fait qu'épaissir les rangs à mesure que la politique a redoublé d'efforts pour assurer son œuvre de démembrement, et dont la destinée se résume dans le mot de ce maréchal de Lithuanie du dernier siècle,

de ce comte Prozor qui fut tour à tour prisonnier des Prussiens, des Autrichiens et des Russes, déporté, émigré, et mourut en disant : « La Prusse m'a ravi ma jeunesse, l'Autriche ma santé, la Russie mon intelligence; mais mon âme me reste ! » L'âme, en effet, c'est ce qui est resté à cette race dans son pèlerinage à travers le monde. Il y a plus d'un siècle déjà que le mouvement d'émigration a commencé pour la Pologne; il y a plus d'un demi-siècle qu'au bruit de la révolution française et sous le coup d'un dernier partage, ce mouvement s'est étendu, est devenu une fatalité permanente, et a pris son vrai caractère, celui d'une scission de nationalité, d'un démembrement moral répondant au démembrement matériel.

A dater de cette époque, il y a en quelque sorte deux nations, l'une obscure, attachée à un foyer sans indépendance, foulée par les dominations, l'autre disséminée, voyageuse, et résolvant cet étrange problème de faire vivre une patrie en dehors de toutes les conditions de l'existence des peuples, par la seule force d'un sentiment incompressible. La Pologne n'est plus seulement dans des frontières remaniées et effacées, elle est sur tous les chemins de l'exil et dans tous les pays. Elle est en Amérique avec Kosciusko; elle est au camp de ces légions de Dombrowski mêlées à toutes les agitations guerrières de la République et de l'Empire en France, souvent sacrifiées, toujours renouvelées et entraînées au chant héroïque de ralliement: « Non, la Pologne n'est pas morte tant que nous vivons! » — « Partout, partout sur ce globe je vois les traces de mes frères, dit le poëte.... Ce sont eux qu'a persécutés le monde, ce

sont eux qu'a torturés le bourreau, ce sont eux qui errent dans les neiges polaires, qui encombrent les cachots de la citadelle. Sur les hauteurs arides des Alpes, sur les azurs ondoyants de la Méditerranée, sur les Apennins d'Italie, sur les sommets des *sierras* d'Espagne, sur les vastes pla nes de la Germanie, sur les glaces des pays moscovites, sur les champs de la France amie, sur toute terre, sur tout flot, ils ont répandu la semence de la patrie future, semence divine, sang des martyrs!... » La Pologne est enfin partout où il y a un Polonais fidèle combattant ou pensant.

Un moment, sous l'Empire, le grand-duché de Varsovie est un espoir et suspend le mouvement d'émigration ; 1815 crée une dernière et vague illusion par la promesse de ce royaume, germe et noyau d'une reconstitution possible. Bientôt le mouvement recommence; il se précipite de nouveau en 1831 pour ne plus s'arrêter. Il se poursuit dans le mystère des répressions inutiles, et chaque émotion qui se ravive, chaque pulsation intérieure ne fait que jeter au dehors de nouveaux bannis, qui vont grossir cette patrie extérieure formée de tout ce qu'il y a de vivace, d'intelligent et d'ardent, devenue redoutable moins par ce qu'elle peut que par ce qu'elle représente, par l'obstination de sa fidélité et par le feu inextinguible de son prosélytisme.

La politique a beau dédaigner ces émigrés et considérer son œuvre comme accomplie : elle réussit par instants à se tromper elle-même et à faire illusion aux autres; elle crée une sorte de paix matérielle, elle sent l'âme qui lui échappe, car l'âme est ailleurs. Vainement aussi ces pros-

crits, émus souvent jusqu'à l'exaspération, échouent contre la force et sentent retomber sur eux le poids d'un ordre européen qui les met à la merci de trois maîtres unis par la plus triste des solidarités : un de leurs traits caractéristiques est cette merveilleuse faculté qui leur reste de ne désespérer jamais. Après chaque déception, ils recommencent. Pour eux, rien n'est irrévocable : au fait brutal d'un démembrement qui, par ruse, par habileté ou par effraction, cherche à pénétrer dans l'organisation européenne, ils opposent la puissance incorruptible d'un droit moral devant lequel on s'arrête, même quand on n'ose toucher au fait.

Quelquefois ces proscrits sont populaires, parce que leur malheur émeut tous les sentiments généreux, parce que l'opinion, ébranlée par les événements, se jette avec une recrudescence de passion sur ce vieux et éternel grief de la mutilation d'un peuple, et ils se fient trop peut-être à ce souffle de faveur irritante et stérile, qui souvent ne veut dire qu'une chose : « Réussissez, puis nous verrons. » D'autres fois ils ont à subir de ces bourrasques d'impopularité qui viennent assaillir les causes les plus justes elles-mêmes, quand elles se laissent envelopper dans quelque solidarité néfaste ou quand elles sont importunes, et alors ils se réfugient dans l'obscurité, dans un travail ingrat, dans une tenace et morne espérance. Vingt fois victimes de leurs illusions ou des événements, ils sont restés debout, foudroyés et obstinés dans leurs rêves de revendication. C'est à travers ces poignantes alternatives qu'a vécu, depuis trente ans surtout, cette émigration polonaise, composée de gentils-

hommes, de soldats, de prêtres, d'écrivains, d'hommes de toutes les classes, de vieillards et d'enfants, formant réellement un monde à part, qui a ses traditions, son organisation, ses caractères étranges, ses aventuriers et ses héros, ses types où se reflètent l'histoire et l'esprit d'une race.

Bien des gens peuvent encore se souvenir d'avoir vu plus d'une fois, il y a moins de vingt ans, un homme aux longs cheveux blancs, à la physionomie ouverte et fine, au regard pénétrant et vif, portant gaiement sa verte vieillesse : Gros a peint cette figure parlante. C'était un de ces bannis en qui semblait revivre tout un passé d'épreuves et de luttes vaillamment soutenues. C'était Julien-Ursin Niemcewicz, un Polonais qui avait été homme du monde, député de Livonie à la grande diète de 1788, soldat auprès de Kosciusko à Macieiowice, prisonnier des Russes dans les casemates de Pétersbourg, cinq fois émigré, orateur véhément, publiciste redoutable dans sa *Bible de Targowiça*, historien passionné dans ses récits du *Règne de Sigismond III*, poëte dramatique et lyrique; ou, pour mieux dire, ce n'était ni un écrivain, ni un orateur, ni un soldat, c'était un patriote se servant de toutes les armes, de la parole comme de l'épée, du sarcasme comme de l'ardente éloquence, pour combattre au milieu des crises d'une nationalité réduite à se disputer à la destruction. Son nom résume près d'un siècle durant lequel il n'est pas un événement où il n'ait eu un rôle, il n'est pas une pensée patriotique qu'il n'ait réchauffée de son esprit, il n'est pas un instant, fût-ce « entre midi et douze heures, » comme il disait, entre l'éclair et la

foudre, où il n'ait semé autour de lui sa verve agitatrice, qui fut souvent la terreur des faibles ou des traîtres. Et qui écrit aujourd'hui son histoire, ou qui l'écrivait il y a quelque temps à peine? C'est cet autre grand exilé qui mourait récemment plein de jours, après avoir rempli jusqu'au bout ces devoirs envers la patrie qu'il appelait, en homme d'État, en vrai diplomate, « le service public; » c'est le vieux prince Adam Czartoryski qui occupait son viril déclin de cette biographie de Niemcewicz [1]. Autrefois c'étaient les écrivains qui se faisaient les historiographes des grands seigneurs ; aujourd'hui les princes racontent quelquefois la vie des écrivains et s'en font honneur. Une amitié de jeunesse et le patriotisme unissaient le prince Adam et Niemcewicz; le malheur n'avait fait que resserrer le lien. Entre les deux vieux amis, entre le grand seigneur diplomate et l'agitateur de l'esprit, c'était à qui porterait le plus dignement cet ingrat et redoutable nom d'émigré. Le prince Czartoryski n'a pensé qu'à faire une œuvre pieuse, et il a peint en Niemcewicz un des types les plus curieux de l'émigré placé entre deux siècles, réunissant les caractères de l'ancienne Pologne et quelques-uns des traits de la Pologne nouvelle, ayant toutes les allures d'autrefois et les pressentiments de l'avenir.

Ce n'était pas le dernier pour la Pologne, mais c'était l'un des derniers d'une génération qui était venue au monde à la mauvaise heure des partages, qui a traversé

[1] *Vie de Julien-Ursin Niemcewicz*, par le prince Adam Czartoryski. Paris et Berlin, 1860.

toutes les crises, toutes les révolutions du siècle, et qui s'en va sans avoir touché au terme des désastres dont elle vit la triste aurore. C'est en 1757 que Julien-Ursin Niemcewicz était né dans le palatinat de Brzesc, sur les confins de la Lithuanie et de la Mazovie. Il avait pour grand-père un hussard de Sobieski, qu'il a peint lui-même avec ses àiles, son armure et son arc, menant la libre vie du gentilhomme campagnard; les événements retentissaient dans cette maison paternelle qu'il a décrite d'un trait original dans ses mémoires, et la première forte impression qu'il ressentit fut quand il vit sa mère s'évanouir de douleur en apprenant l'enlèvement des sénateurs à Varsovie en 1768. De ses yeux étonnés d'enfant il voyait s'ouvrir une crise où il y avait comme une lutte entre le bon et le mauvais génie de la Pologne.

La vieille anarchie locale se défendant avec un acharnement d'héroïsme sous une couleur d'attachement aux mœurs nationales et à la liberté ; un mouvement tardif de régénération se révélant par des tentatives de réformes emportées dans la confusion; des partis turbulents toujours prêts à courir aux armes, déchirant le royaume, se démenant, se confédérant; un roi, Stanislas-Auguste Poniatowski, bon de cœur, léger d'esprit, faible de caractère, flottant des uns aux autres, patriote par éclairs et retombant sous le joug de son ancienne maîtresse Catherine II, qui lui avait donné la couronne; la fureur des plaisirs et des fêtes envahissant cette société aristocratique et guerrière entourée dans ses *cours* d'heiduques, de pages et de cosaques ; la Russie, la Prusse et l'Autriche encourageant les divisions pour intervenir, fomentant l'anarchie qui assurait

leur proie et se faisant en secret leur part des dépouilles: c'était là le spectacle étrange et saisissant de ce peuple à l'héroïsme brillant et inutile, marchant à la catastrophe à travers les convulsions et les plaisirs.

Vie romanesque où ne manquaient ni les aventures dramatiques, ni les figures vigoureuses, ni même les héroïnes passionnées! La confédération de Bar fut la grande explosion de tous ces éléments confus; le premier partage fut le dénoûment. Là commence réellement ce duel séculaire d'une nationalité retrempée, éclairée par son malheur même, et de la triple domination qui l'enlace sans la vaincre, sans l'étouffer. Là s'ouvre cette triste carrière où les conquérants, poussés par une violente logique, sont obligés d'aller jusqu'au bout, et où des générations frémissantes vont revendiquer sans cesse leur héritage perdu. Une nouvelle Pologne se lève.

C'est au milieu de ces émouvantes péripéties de la confédération de Bar et du premier partage que grandissait et mûrissait Julien Niemcewicz, élevé d'abord à l'école des cadets de Varsovie avec Kosciusko, Wessenhof, Mostowski, Kniaziewicz et tous ceux qui allaient avoir un rôle dans les destinées nouvelles de la Pologne. Lié naturellement de goût et de fortune à cette génération, il commençait par jeter son feu de jeunesse dans cette vie de plaisir où se reposait un moment cette société si profondément remuée. C'était un brillant cavalier, accueilli, recherché, ayant son entrée dans la haute aristocratie, surtout chez les Czartoryski, et courant à tous les succès. Il jouait la comédie dans les salons et peut-être aussi dans les boudoirs. Le dix-huitième siècle soufflait à Varsovie.

Le mondain ne s'est jamais perdu dans le patriote chez Niemcewicz. C'était d'ailleurs une nature alerte et fine, moins légère et moins enivrée de dissipations qu'on ne l'eût dit. Les voyages ouvrirent son esprit et furent pour lui un stimulant nouveau. Il commença son odyssée, comme il le disait, en 1783, en partant de Varsovie avec le prince Czartoryski, le père du prince Adam, et il alla partout, en Allemagne, en Hollande, en Italie, à Malte, en France, en Angleterre, voyageant gaiement et observant beaucoup, s'amusant du mariage du doge avec l'Adriatique à Venise et du roi Ferdinand vendant les poissons sur le marché de Naples, assistant au procès de Warren Hastings à Londres et donnant des leçons de danse au futur roi d'Angleterre. « C'est à moi, disait-il plus tard avec une pointe d'humour, que l'Angleterre est redevable de ce que le roi George IV sait danser la cosaque. » Paris l'attirait surtout; il y respirait à pleine intelligence l'air et les idées du temps.

On touchait à 1788, à une nouvelle et décisive crise pour la Pologne, avant que la France elle-même entrât en scène. Ce mouvement de régénération intérieure qui était un instant apparu dans les convulsions d'une nationalité menacée, et que le partage de 1772 avait un moment interrompu, ne s'était point arrêté en effet; il avait pénétré au contraire plus profondément jusqu'au cœur de cette société éprouvée. Dans ce qui restait de la Pologne, l'éducation transformait les esprits, des idées nouvelles germaient, et la pensée d'associer le peuple lui-même à l'œuvre commune de reconstitution devenait le mot d'ordre d'une politique. Voilé sous le faste et les

plaisirs qui régnaient à Varsovie, ce mouvement se précisait et s'étendait. Il apparut au grand jour en 1788 par la grande diète d'où sortit la constitution du 3 mai 1791. Niemcewicz était à Paris; il courut aussitôt à Varsovie pour prendre part aux travaux de la grande diète comme nonce de Livonie. C'était son début d'homme public. Son odyssée avait été jusque-là riante et facile, elle allait être agitée et même quelquefois devenir sombre sans altérer la bonne humeur de cette nature qui entrait dans la carrière la plus orageuse avec la fermeté du cœur et la fertilité d'un esprit passionné.

Cette date de la grande diète et de la constitution du 3 mai est restée comme un idéal pour la Pologne. C'était en effet un spectacle d'une noblesse émouvante. Au milieu d'une Europe où les idées nouvelles soufflaient de toutes parts et n'avaient point encore ce reflet sombre de la révolution française, un peuple partiellement démembré, abandonné des nations, se relevait seul, ne prenant conseil que de lui-même, et mettait la main à l'œuvre de sa reconstitution. Ce qui avait fait sa ruine, ce *liberum veto* d'où était sortie si souvent la guerre civile, il le désavouait; il fondait l'hérédité du trône en même temps qu'il créait les conditions d'une liberté régulière. Les principes qui allaient être proclamés en France, il les inscrivait dans sa constitution, brisant les castes, affranchissant les serfs, créant en un mot l'unité de la nation par l'égalité des droits. C'était la plus légitime des œuvres; mais elle rencontrait des ennemis de deux sortes, — un certain parti polonais résistant par intérêt aux nouveautés jusqu'à sacrifier le pays, et ceux-là mêmes qui, après

avoir démembré une première fois la Pologne, épiaient l'heure favorable d'un second partage. De là les complications dramatiques de ces années où tout était lutte à Varsovie et dans les provinces. Tandis que le parti national se hâtait d'agir et d'organiser une Pologne nouvelle, la Russie, gouvernée encore par Catherine, appuyée par la Prusse et l'Autriche, ne songeait qu'à étouffer cette étincelle de vie, ce mouvement réformateur qui déjouait ses calculs, et elle trouvait des auxiliaires dans le parti polonais hostile, qui, tout faible qu'il fût, était assez puissant encore pour organiser l'agitation, pour laisser à la révolution le temps de se perdre, à l'étranger le temps d'arriver. En face de la grande diète et de la constitution du 3 mai s'élevait la sinistre confédération de Targowiça, dernier témoignage de la vieille anarchie, suprême et terrible appel à l'intervention étrangère. Elle était l'œuvre d'un très-petit nombre de Polonais infidèles, de quelques familles, — les Félix Potoçki, les Branicki, les Rzewuski, — qui sont restées depuis lors marquées d'un sceau terrible, qui ont cherché quelquefois à se laver de cette vieille tache, et qui semblent retomber toujours sous le poids de cette fatalité.

Quant au roi Stanislas-Auguste, il pâlissait d'anxiété et d'incertitude ; il était peut-être de cœur avec les réformateurs de la diète, la crainte l'enchaînait à la Russie. Il voulait rester roi, fût-ce d'un royaume grand comme son chapeau, et dans ses faiblesses il était vraiment l'image mélancolique et débile des pouvoirs touchés par la fatalité. Niemcewicz fut dès le premier jour un des chefs de ce parti national qui tentait ouvertement la conspiration

généreuse de sauver l'indépendance du pays par la régénération intérieure. Il était de cette élite des Czartoryski, des Kosciusko, des Kollontay, des Mostowski, des Wessenhof, et, se multipliant avec le péril, il employait toutes les formes de l'action; il dirigeait et enflammait l'opinion par la presse, par la tribune, par le théâtre. Constitutionnel de principes et de goût, mais patriote avant tout, ce qu'il poursuivait dans ses adversaires, c'étaient moins des dissidents d'opinion que des auxiliaires de l'étranger. Pour lui, le Russe était l'ennemi, et il le criblait de traits mordants et sanglants, sans épargner la majesté de la grande Catherine elle-même, fort éclaboussée dans la mêlée.

Niemcewicz, sans avoir l'esprit fait pour les grands desseins, avait le don de l'action et de l'initiative. Ce fut lui qui, avec Mostowski et Wessenhof, créa à cette époque la *Gazette nationale et étrangère*, œuvre de polémique sérieuse et hardie destinée à soutenir les réformes, à les populariser par le retentissement de la presse. Il n'a pas assez de cette arme du journal, il se sert du théâtre pour électriser l'esprit public, pour intéresser le peuple tout à la fois aux souvenirs de sa vie nationale et à ses destinées nouvelles. Il écrit *le Retour du nonce dans ses foyers* et *Casimir le Grand*. C'étaient des commentaires rapides et vivants de tout ce qui agitait les âmes. *Le Retour du nonce* mettait en présence l'ancienne et la nouvelle Pologne personnifiées. Ces œuvres étaient reçues avec passion; mais c'est surtout dans la diète que Niemcewicz déployait sa prodigieuse activité, éclairant toutes les questions d'une lucide et véhémente éloquence, exerçant bientôt la

fascination d'un esprit supérieur. Chacun de ses discours était un acte, soit qu'il défendît l'hérédité du trône en rappelant qu'il y avait eu des peuples libres sous des rois, et que César et Cromwell avaient été des oppresseurs sans être couronnés, — soit qu'il soutînt la cause de l'émancipation des paysans au point de s'attirer les apostrophes d'un de ces fiers woïévodes qui ne comprenait rien que la noblesse, et qui lui disait en lui serrant la main à le faire crier : « Traître, tu as été gentilhomme et tu fraternises avec les vilains ! » — soit enfin qu'il dressât l'acte d'accusation du parti de Braniçki, de Félix Potoçki, et de la Targowiça naissante. La tactique de ce parti était d'embarrasser les décisions de la diète, de traîner en longueur, en attendant de prendre les armes et d'offrir à la Russie ce facile prétexte d'intervention. Niemcewicz dévoilait hardiment ce système, poursuivait ces conspirateurs et réclamait l'armement du pays. Orateur, publiciste, écrivain dramatique, il marchait au même but.

La constitution du 3 mai fut votée, mais il était trop tard ; le principe de non-intervention n'était pas alors proclamé. Époque singulièrement émouvante de l'histoire de Pologne, où l'existence nationale elle-même était en jeu, où l'intensité de la passion publique se manifestait quelquefois par les scènes les plus curieuses, où le drame était partout, dans les salons, dans les assemblées, au théâtre ! Un jour on représentait le *Casimir le Grand* de Niemcewicz, et le triste roi Stanislas-Auguste était présent. Dans une scène du drame, Casimir disait : « Au besoin, je me mettrai à la tête de mon armée pour défendre les nouvelles lois ! » La salle entière frémit. Stanislas-Auguste,

s'avançant hors de sa loge, répéta avec un semblant d'énergie : « Oui, je me mettrai... » Sa voix s'éteignit dans une explosion frénétique. Malheureusement, quelques jours plus tard Stanislas-Auguste ne se mettait pas du tout à la tête de son armée pour défendre les nouvelles lois; il passait lui-même au camp de la Targowiça; les Russes allaient camper à Varsovie , et pour le moment la Pologne avait vécu. A l'heure même où les trois puissances du Nord ouvraient la guerre contre la France révolutionnaire, qu'elles accusaient de ne pas respecter le droit public, elles consommaient de leur propre main ce dernier attentat que le comte de La Marck stigmatisait d'un cœur indigné dans le secret de ses correspondances avec Mirabeau.

C'en était fait de la constitution du 3 mai, de l'indépendance nationale elle-même, livrée par la Targowiça, et pour la première fois Niemcewicz émigrait avec le prince Adam Czartoryski, le comte Ignace Potoçki, Hugues Kollontay et bien d'autres. Il partait le cœur plein de colère contre les Russes d'abord, puis contre ces conspirateurs qui s'étaient faits les instruments de la ruine de la Pologne, et, s'arrêtant à Vienne, il lançait contre eux un pamphlet terrible, *la Bible de Targowiça*, qu'il appelait aussi *les Livres féliciens*, par allusion au nom de Félix Pòtoçki. Pour parler à l'imagination d'un peuple religieux, il avait choisi cette forme biblique , popularisée depuis par Miçkiewicz dans *les Pèlerins polonais*. Ce n'était cependant rien moins qu'un livre religieux; c'était une véritable explosion d'ironie sanglante contre les héros de la Targowiça. C'est le dernier mot de l'invective et du sar-

casme. Un chose curieuse, c'est que ce pamphlet, imprimé secrètement à Vienne, se propageait en Pologne par les courriers de l'ambassade russe, et le duc de Richelieu lui-même, alors au service de la Russie, se trouvait chargé sans le savoir de porter ces pages mordantes qu'on se disputait à Varsovie. Niemcewicz aimait assez ces tours piquants. Il ne resta pas longtemps à Vienne; il partit pour l'Italie et s'arrêta à Florence, où il passa deux ans. Il avait le goût des arts, il aimait l'Italie; il n'était pas cependant sans avoir l'œil sur la Pologne, lorsqu'un soir il reçut la visite d'un inconnu envoyé par un autre grand émigré, Kosciusko, et chargé de lui porler le salut polonais, qui ressemblait à un appel : *Laudetur Jesus Christus!* C'était le signal d'une suprême protestation de la Pologne contre le partage et d'un dernier combat pour la constitution du 3 mai. Cette tentative de 1794 avait été préparée par Kosciusko, Ignace Potoçki, Kollontay. L'insurrection avait éclaté, les Russes avaient été chassés de Varsovie, et la révolution se trouvait presque miraculeusement accomplie. Niemcewicz accourut aussitôt à l'action et au péril.

C'était une révolution sans avenir peut-être; elle n'a pas moins un intérêt puissant par son caractère, par ses mobiles et ses personnifications. Elle a surtout cela de curieux que pour la première fois le peuple entre en scène dans ce drame des destinées de la Pologne. Les chefs de l'insurrection de Varsovie étaient des bourgeois, mieux encore, des ouvriers, le boucher Sierawski, le cordonnier Kilinski, — le *roi* Kilinski, — comme l'appelaient avec ironie les Russes. Kilinski est un des personnages origi-

naux du temps; c'est lui qui donne le signal du combat, il descend dans la rue après avoir communié. C'est un homme naïf, d'un bon sens énergique, d'une imagination colorée de poésie naturelle, ardemment patriote, sans haine d'ailleurs et nullement sanguinaire; il ne donne la mort que par nécessité de combat, et, dans des mémoires qu'il a laissés, il a des expressions singulières pour caractériser cette nécessité : il appelle cela *apaiser* des officiers russes, *tranquilliser* des Cosaques. Le gouverneur russe de Varsovie le fit venir, et, croyant l'intimider, il entr'ouvrit son manteau pour montrer au cordonnier les décorations constellant sa poitrine. « Regarde, bourgeois, et tremble! lui dit-il. — Monseigneur, répondit le cordonnier, je vois chaque nuit dans le ciel des étoiles innombrables, et je ne tremble pas. » La présence de Kilinski dans le gouvernement provisoire de Varsovie était un phénomène assurément nouveau.

Le chef même de cette révolution, Thadée Kosciusko, se sentait l'homme du peuple combattant pour le peuple; il portait volontiers la casaque du paysan. Ce n'était pas un grand homme dans le sens éclatant du mot, c'était une âme ferme, droite et sobre, se dévouant simplement à sa patrie. Malheureusement pour la révolution polonaise, le plus difficile n'était pas de vaincre par surprise ; elle avait à s'organiser et à se défendre dans le cercle de feu où elle était enfermée par les Russes et les Prussiens. Dombrowski, celui qui devait être le chef des légions polonaises, était chargé de tenir tête aux Prussiens ; Kosciusko restait pour faire face à Suvarov, qui s'avançait, et au général russe Fersen, qui manœuvrait sur la Vistule

pour revenir sur Varsovie. Ce n'était plus le temps de délibérer et d'écrire; Niemcewicz se fit soldat volontaire, aide de camp de Kosciusko. Le 6 octobre 1794, ils quittaient tous les deux Varsovie en secret et partaient pour l'armée; trois jours après, ils étaient à Macieiowice, point de réunion des forces polonaises, qui ne s'élevaient pas à plus de six ou sept mille hommes pour rompre les épais bataillons russes.

On touchait au dénoûment, les deux armées étaient en présence. Le 9 au soir, Niemcewicz et le général Kaminski se promenaient et virent une nuée de corbeaux. « Vous rappelez-vous votre Tite Live? dit Kaminski; ces corbeaux volent à notre droite, c'est un mauvais augure. » Le lendemain, le petit village de Macieiowice voyait périr la fortune de la Pologne dans une lutte inégale et sanglante. La petite armée polonaise succombait héroïquement; la plupart des chefs, Kaminski, Sierakowski, Kniaziewicz, Kopeç, étaient blessés et prisonniers. Niemcewicz, lui aussi, était gravement blessé. Kosciusko avait la tête fendue et perdait tout son sang; il n'exhala pas le cri suprême qu'on lui a prêté, cri du patriotisme vaincu et découragé : *Finis Poloniæ!* il ne reprit connaissance que le lendemain, et, voyant Niemcewicz auprès de lui, il lui demanda où ils étaient. « Hélas! dit Niemcewicz, nous sommes prisonniers des Russes. » Ce fut la fin de la révolution de 1794. L'odyssée commençait à devenir sombre pour Niemcewicz.

Qu'allait-on faire de tous ces prisonniers, chefs et soldats? Les uns étaient envoyés en Sibérie, au Kamtschatka, à Irkoutsk; les autres étaient conduits à Saint-Pétersbourg

pour expier dans les cachots le crime d'un patriotisme obstiné. Ils marchaient en troupe sous la garde de détachements russes traînant le butin ramassé dans toutes les demeures seigneuriales de la Pologne. Deux mois après la bataille de Macieiowice, harassés d'un pénible voyage, souffrant encore de leurs blessures, ils arrivaient à Pétersbourg par une froide nuit d'hiver. Niemcewicz, séparé de ses compagnons, ne savait trop ce qu'on voulait faire de lui. On le mit dans une barque, on lui fit traverser la Néva, qui charriait ses glaces, et un instant après il entendait se fermer derrière lui la porte de la citadelle. Il entrait dans une cellule obscure et humide ayant huit pieds de long sur huit pieds de large, éclairée par une petite fenête garnie de grosses barres de fer, contenant un poêle, un petit lit de bois, une chaise et une petite table. « C'est ici votre demeure, » lui dit-on. Il demanda à boire, on lui apporta de l'eau dans une écuelle de bois. Il était onze heures du soir, 10 décembre 1794, « date qui sera certes à jamais présente à ma mémoire! » disait-il.

Niemcewicz passa là deux ans, ayant des compagnons de captivité qu'il ne pouvait voir, Mostowski, le banquier Kapostas de Varsovie, le brave Kilinski lui-même. Kosciusko était mieux traité; il avait pour prison la maison du commandant de la forteresse. Les Russes affectaient de voir en lui l'instrument naïf et honnête de quelques ambitieux, d'Ignace Potoçki, de Kollontay surtout, qui n'avait échappé à la Russie que pour tomber entre les mains de l'Autriche. C'est cette période de sa vie que Niemcewicz a racontée dans un livre qu'il a appelé *Notes sur ma captivité à Saint-Pétersbourg*, expression vive et

émouvante de ce que peut souffrir un esprit libre dans la solitude d'un cachot.

La Pologne, comme l'Italie, compte certes plus d'un chapitre de ce qu'on pourrait appeler la littérature des prisons et de l'exil. Le livre de Silvio Pellico est resté le type de ces tristes poëmes. Les *Notes sur ma captivité* sont *les Prisons* de Niemcewicz. Un autre vaincu de Macieiowice, le général Kopeç, déporté au Kamtschatka, a laissé aussi des mémoires qui sont le récit de ses épreuves d'exilé et de prisonnier. C'est toujours la lutte de l'âme patriotique aux prises avec le malheur infligé par le maître étranger. Seulement, là où le patriote italien souffre, se résigne et pousse la mansuétude presque jusqu'à l'abdication, Kopeç, avec le même sentiment religieux, mais avec plus d'énergie, lutte et espère ; Niemcewicz garde sa haine contre les Russes, sa sérénité dans l'épreuve. Il y a quelque chose de sain et de curieux dans cette ferme bonne humeur d'un homme en guerre avec la fortune et ne se laissant pas dompter. Il n'est point du tout larmoyant. Niemcewicz avait de cette vigueur d'âme qui s'enveloppe de gaieté et de grâce mondaine. Depuis qu'il est pris à Macieiowice, il ne cède pas un instant à l'intimidation. Vaincu, blessé et captif, il se sent supérieur aux Russes, et il se venge par une impoyable ironie. Durant ce long voyage à Pétersbourg, il se moque du général Chruzczew, de son gardien Titov et de tous ceux qui le conduisent; il fait leur caricature. A son arrivée à la citadelle, il se moque même du ministre de l'intérieur, Samoïlov, grand personnage en habit de cour, et tout chamarré de décorations, devant lequel il comparait

avec sa pelisse de peau de loup, son bras en écharpe et ses cheveux en désordre. « Je suis fâché, monsieur, lui dit-il d'un ton narquois, de paraître devant vous dans un costume aussi peu convenable. » Une fois dans la prison, on cherche à lui arracher des révélations. On l'interroge, on le presse, on le menace. « Je n'ai point de révélations à vous faire, dit-il Samoïlov, et je n'ai point le talent de vous fabriquer des contes. Quant à vos menaces, je sais que je suis entre vos mains; je m'attends et je suis résigné à tout, je désire la mort plus que je ne la crains... En entrant dans ce cachot, j'ai laissé l'espérance derrière moi. »

Alors commençait cette vie de solitude mortelle à laquelle Niemcewicz n'échappait qu'en lisant, — car on laissait pénétrer jusqu'à lui quelques livres, — en essayant de faire passer dans la langue polonaise l'harmonieuse douceur de Racine ou l'élégante correction de Pope. Sentant le besoin de l'exercice, il avait imaginé un moyen singulier : avec les cheveux qui tombaient de sa tête et les poils de sa barbe il avait fait une balle, et il jouait une heure tous les matins. Quelquefois, l'été, pendant la nuit, il se collait aux barreaux de sa fenêtre, et, entrevoyant un coin du firmament, il passait des heures entières à rêver :

« ... Tandis que mon corps était enchaîné à ce triste cachot, dit-il, ma pensée prenait son vol... je revoyais les lieux si chers à ma mémoire, le pays que j'avais quitté dernièrement pour me rendre à l'armée, l'Italie, les tombeaux, les ruines imposantes de Rome, les campagnes embaumées de Florence, et cette ville si belle où, au milieu de tous les chefs-d'œuvre de l'art, j'ai passé des jours sans

nuages... D'autres fois des souvenirs affligeants m'arrachaient à ces douces illusions : mon pays déchiré et partagé, mon père, ma famille, mes amis ignorant peut-être mon sort, comme j'ignorais le leur, se présentaient à mon esprit et m'arrachaient des larmes. Une nuit, comme absorbé dans mes rêveries, je veillais plus longtemps qu'à l'ordinaire, je crus entendre de loin des sons d'instrument à vent. Je pensai d'abord que c'était une illusion; mais peu à peu ces sons parurent se rapprocher et devenir plus distincts; j'entendis enfin tout près de moi la sérénade de *Don Juan* que j'avais entendue si souvent à Varsovie. Les sons s'éloignèrent ensuite et se perdirent entièrement, et tout retomba dans le silence. Qu'on se figure les souvenirs que cette musique réveilla et les sensations qu'elle fit éprouver à un prisonnier qui depuis près de deux ans n'avait presque pas entendu de voix humaine... »

Niemcewicz avait des moments de tristesse, mais son âme ne fléchissait pas. Un jour, le 4 juin 1796, il entendit de sa prison des décharges d'artillerie : il en demanda la cause, et on lui répondit que la grande-duchesse avait « daigné mettre au monde un fils. » Ce fils, c'était celui qui fut l'empereur Nicolas. « Ainsi, disait plus tard Niemcewicz, je n'étais pas encore sorti de ma prison d'alors que déjà s'empressait de naître l'homme qui devait, dans mes vieux jours, me forcer à chercher un tombeau sur une terre étrangère. » Triste et sombre fatalité des choses qui, de ce bruit du canon écouté indifféremment alors par un prisonnier polonais, faisait le signal mystérieux d'une ère plus terrible et lointaine encore pour la Pologne! Cette vie dura deux ans, et ne finit que par la mort de

l'impératrice Catherine, frappée au mois de novembre 1796 d'une maladie étrange. Je ne redirai pas tout à fait le récit de Niemcewicz. Rien n'est assurément plus bouffon que le tableau de cette cour suspendue aux mouvements convulsifs du ventre de l'impératrice, placée entre une souveraine qui se débat dans l'agonie, mais qui peut se relever encore, et un grand-duc prêt à se jeter sur le sceptre.

Une conversation de soldats apprit cette mort libératrice à Niemcewicz. « Enfin, nous aurons un tsar! disait l'un. — Il y a longtemps que cela n'est arrivé, disait l'autre; notre vieille *matuszka* (petite mère) s'est, je crois, suffisamment divertie. — Plus que suffisamment, reprenait un troisième; chacun son tour. J'espère que maintenant nos prisonniers sortiront. » Paul Ier, le nouveau tsar, se piquait d'une certaine magnanimité et même de justice pour la Pologne, dont il disait volontiers qu'il n'eût jamais souffert le partage. Il ouvrit la prison des Polonais, et il voulut aller lui-même porter cette bonne nouvelle à Kosciusko. Il fit plus : il combla ses captifs de dons et d'amitiés. Il eût voulu retenir Kosciusko et Niemcewicz, à qui il offrit des biens, des domaines ; mais Kosciusko souffrait dans son âme patriotique. A peine dégagé de ses liens, quoique malade et affaibli, il avait hâte de fuir cette Russie, où il croyait toujours voir des espions, et, ne pouvant aller vivre dans la Pologne affranchie, il partit pour l'Amérique; Niemcewicz le suivit. Ils quittèrent cette Europe d'où le nom même de la Pologne semblait disparaître, libres et tristes, comblés de présents par l'empereur Paul et gardant l'immortelle blessure.

Cette fois l'émigration était lointaine. L'Amérique n'était point l'Italie, mais c'était une terre libre et hospitalière où déjà plus d'une fortune errante de l'Europe pouvait trouver un asile, et où de vigoureux patriotes travaillaient à former une nation : spectacle tout à la fois amer et instructif pour le fils d'une nation qui périssait ! Pour des Américains encore tout chauds d'une guerre d'indépendance, ces fugitifs d'une race vaincue, ces échappés de la terrible *Krepots* (forteresse) de Pétersbourg avaient le double prestige du patriotisme et du malheur. Kosciusko était un La Fayette de la Pologne. Auprès de lui, Niemcewicz n'était point éclipsé. Accueilli partout, il se lia avec Washington, qui le reçut à Mount-Vernon, avec Adams, avec Jefferson, et c'est pour ce dernier qu'il écrivit, avec un enjouement mêlé de souvenirs douloureux, ce récit de sa captivité qui s'ouvre gaiement par un repas d'amis, la veille de Macieiowice, et qui finit par un tableau burlesque de la mort de Catherine.

Niemcewicz fit aussi une autre connaissance en Amérique, celle du prince qui devait être le roi Louis-Philippe. Les deux émigrés se virent quelquefois et se lièrent d'amitié. La couronne du duc exilé ne pesait pas alors dans la balance de la destinée beaucoup plus que la plume de l'écrivain. Niemcewicz parcourut les États-Unis ; il alla à Philadelphie, à New-York, à la Nouvelle-Orléans, et il finit par s'établir à Elisabeth-Town. Ses ressources tarissaient bientôt cependant; il se plia fièrement à cette vie nouvelle de pauvreté, ne voulant rien accepter de personne. Il sciait lui-même son bois et lavait son linge, il labourait un petit champ. Il menait ainsi une médiocre existence, lors-

que la fortune vint un instant lui sourire : il se maria avec une femme d'une famille riche et honorable, veuve d'un de ses amis, madame Kean-Livingston; mais il ne voulut rien changer dans sa manière de vivre, et il mit une délicatesse singulière à ne point profiter de la fortune de sa femme. Il comptait déjà cinq ans d'exil; la mort de son père le rappela un moment en Pologne en 1803.

Lorsque Niemcewicz arriva à Varsovie, il ne put voir aux portes de la ville une sentinelle prussienne sans se sentir le cœur serré, sans éprouver le tourment secret du patriote qui revient dans son pays livré à l'étranger. Il passa une année à arranger ses affaires; il alla voir ses amis les Czartoryski. Simple écrivain, il aurait pu jouir du succès de ses œuvres, éditées par son ancien compagnon Thadée Mostowski ; mais il brûlait en quelque sorte en Pologne. C'est un temps dont il n'aima jamais à parler, et dont il ne se souvenait qu'avec amertume. Tout le froissait et l'offensait. Il n'avait plus qu'une espérance, et il la plaçait dans un fait bizarre. Par une étrange coïncidence, après tous les remaniements de la Pologne, le point de division entre tous ces fragments dispersés d'un peuple s'appelait *Niemirow*. Le mot lui semblait un emblème ; il voulait dire *point de paix*, — point de paix dans la Pologne partagée ! Et puis c'était le moment où les frontières, les conquêtes et toutes les vieilles organisations des royaumes allaient être au bout de l'épée. Revenu en Amérique, Niemcewicz suivait tout ce mouvement guerrier de l'Europe, exalté ou découragé selon qu'il le voyait s'approcher de la Pologne ou s'arrêter. En 1806, la guerre avec la Prusse lui parut le signal décisif. Il partit de nou-

veau, et, en arrivant à Bordeaux, il apprit la paix de Tilsitt, qui créait le grand-duché de Varsovie.

Lorsque, au lendemain de Macieiowice, quelques soldats polonais, conduits par Dombrowski, allaient à travers l'Europe rejoindre les armées françaises et formaient ces légions animées à l'espoir de se rouvrir un chemin par les armes jusque dans la patrie morcelée, cette passion d'héroïsme semblait une folie aux esprits sages accoutumés à manier les affaires humaines. Et cependant ces héroïques illuminés tenaient leur parole : ils rentraient avec Napoléon. Une Pologne redevenait possible. Les Russes eux-mêmes le craignaient, témoin ce mot de la princesse Narichkin à Saint-Pétersbourg après la paix de Tilsitt : « Au moins il n'y aura pas de Pologne, il n'y a qu'un ridicule duché de Varsovie. »

Ce n'était que le grand-duché de Varsovie, il est vrai; mais il rendait à l'indépendance un fragment du sol national; une partie de ce peuple échappait à la Russie et à la Prusse. Il y avait une armée polonaise avec un chef polonais, et cette armée, deux ans plus tard, devait battre les Autrichiens. Niemcewicz s'attacha à cette création incomplète, qui était un commencement de renaissance. Il fut nommé secrétaire du sénat du grand-duché, inspecteur de l'instruction publique. En 1809, pendant la campagne contre l'Autriche, il fut chargé de la défense des remparts de Varsovie. Ces années furent pour lui pleines d'une infatigable activité. Il parcourait le pays, observant tout, étudiant tout, l'industrie, l'agriculture, le commerce, les gymnases, et il trouvait encore le temps d'écrire des *Voyages historiques*.

Il sentait que la Pologne renaissante touchait à une crise suprême. Elle avait gagné déjà dans la guerre de 1809 contre l'Autriche. Le dernier mot était dans le duel qui se préparait entre Napoléon et la Russie.

A ce moment décisif où s'ouvrait la campagne de 1812, Niemcewicz fut nommé commissaire pour l'armement du pays. Je ne sais ce que fit le commissaire ; mais l'écrivain fit la guerre à sa façon, en vigoureux partisan, dans ses *Lettres lithuaniennes*, le plus virulent de ses pamphlets après *la Bible de Targowiça*. C'était sous une forme périodique, et dans le cadre le plus animé, un cliquetis de lettres supposées, émanant d'hommes de tous les âges et de toutes les conditions, de patriotes, de tièdes, de soldats polonais, de Russes, d'Allemands, de juifs, et toutes tendant à un seul but, — enflammer le pays. Niemcewicz y prodiguait la verve, l'ironie, la passion, le travestissement. Une chose curieuse à remarquer dans ces *Lettres lithuaniennes*, c'est que l'espoir est grand tant que Napoléon reste en Pologne. Jusque-là tout est confiance passionnée et enthousiasme. Dès que Napoléon franchit la frontière pour s'enfoncer en Russie, l'inquiétude commence, l'angoisse s'accroît de jour en jour. Révélation instinctive de toute une situation! Si l'intérêt de la Pologne eût été écouté en effet, et sans doute aussi, — pourquoi ne pas le dire? — si l'intérêt de la France elle-même eût été plus mûrement pesé, Napoléon serait resté campé dans sa force, organisant la Pologne, s'appuyant sur elle sans en dépasser les frontières, et réduisant la Russie à accepter la paix. C'était le conseil du prince Joseph Poniatowski et de bien d'autres; c'était le sentiment de toute la Pologne

exprimé par Niemcewicz. Le destin emporte l'empereur. Il y a encore un moment d'inexprimable anxiété; puis le reflux des armées commence, et tout disparaît dans l'effroyable déroute. Niemcewicz lui-même est emporté jusqu'à Dresde, où il souffre de la misère, de la fièvre et du bombardement. C'est la fin d'un grand rêve, et lorsque le dernier mot de ces catastrophes va jaillir du choc des armées sur d'autres champs de bataille, tout change de face. Ce n'est plus ni la Pologne d'autrefois ni le grand-duché de Varsovie de 1811, c'est la Pologne des traités de Vienne, c'est le royaume russe de 1815 avec la Gallicie annexée à l'Autriche et Posen à la Prusse; c'est, en un mot, le partage sanctionné pour la première fois par l'Europe avec des garanties douteuses, une vague promesse de libéralisme à Varsovie et la certitude de luttes nouvelles.

Ce royaume de Pologne pourtant, tel qu'il sortait des crises violentes de 1815, tel qu'il échappait à l'ambition à la fois audacieuse et équivoque de l'empereur Alexandre, ce royaume avec sa constitution, son autonomie apparente, son armée et cette ombre d'organisation nationale que lui promettaient les traités, pouvait encore être un espoir, et c'est par là qu'il fit illusion un instant à de sincères patriotes, à Kosciusko lui-même comme à Niemcewicz. Alexandre flattait ces hommes, il cherchait à les rallier, il allait au-devant des généraux qui avaient servi Napoléon, et s'étudiait à laisser entrevoir mille perspectives souriantes au patriotisme polonais. L'illusion ne fut pas longue. Kosciusko, déçu, s'en alla mourir dans un nouvel exil sur la terre libre de Suisse, à Soleure, et Niemcewicz revint à Varsovie pour y vivre quinze ans

retiré de la scène publique, indépendant, exerçant toujours son prodigieux esprit et assistant en témoin dangereux à cet essai de régime constitutionnel qui commençait. Les années venaient sans éteindre le feu de son patriotisme et de son esprit.

C'est peut-être l'époque la plus active de sa vie littéraire. Tantôt il créait le roman historique dans *les Deux Sieciech*, en opposant habilement les mœurs de l'ancienne Pologne et les mœurs de ce siècle, le *zupan* et l'habit moderne; tantôt, dans les *Chants historiques*, il réveillait tout un passé d'héroïsme et livrait à l'imagination populaire le récit des vieux exploits polonais, la ballade de l'hetman Zolkiewski; tantôt enfin il écrivait l'*Histoire du règne de Sigismond III*, racontant avec une verve passionnée la prise et l'incendie de Moscou par les soldats de Zolkiewski, au reflet d'un récent incendie qui donnait à ses pages une sorte d'intérêt tout présent. Même vaincu, l'historien aimait à tourner ce fer dans la plaie du moscovite; c'était une représaille contre la fortune. Niemcewicz a épuisé réellement presque tous les genres de littérature, excepté la philosophie, qu'il n'aimait pas et dont il disait qu'elle *kantait* les têtes polonaises. Il écrivait des histoires, des tragédies, des romans, et il semait l'ironie sous la forme légère de fables presque toutes politiques et toujours sanglantes, déguisant à peine les personnages. C'était un fabuliste impitoyable.

Ceux qui ne cherchent dans les œuvres de l'esprit que la valeur esthétique, la science et l'art, ceux-là trouveront sans doute à reprendre dans tout ce qu'a écrit Niemcewicz; ils montreront des faiblesses de poésie dans ses

chants. des omissions dans ses histoires, des préjugés, des emportements, des légèretés ; ils lui reprocheront de ne voir que l'incendie de Moscou dans le règne de Sigismond III. C'est que Niemcewicz n'était pas simplement un artiste écrivant pour écrire, se livrant dans une atmosphère paisible à toutes les délicates recherches de l'art et de la science, ou se complaisant à dérouler le tissu des événements et des fictions. Il se servait de toutes les formes de l'esprit sous l'obsession d'une pensée unique, avec l'unique dessein de servir la bonne cause comme il pouvait, selon son expression. L'inspiration patriotique allumait son intelligence, et si le génie de l'histoire ou de la poésie lui faisait des reproches, il répondait moitié triste et moitié badin, sans triompher et sans plier le front : *Civis polonus sum!* Ce cri du citoyen retentissait partout en terre polonaise. Les chants historiques étaient répétés dans les salons et sous le toit du pauvre. Le *Règne de Sigismond III* était, il est encore un des tableaux les plus vifs et les plus attachants, un de ces livres où la jeunesse ne cesse d'aller puiser le sentiment de la grandeur nationale.

Une autre chose à remarquer et qui explique comment, sans atteindre la perfection de l'art, Niemcewicz a été un des hommes les plus populaires, c'est que patriote, écrivain, il avait ce don d'initiative que je signalais en lui. Le premier dès la grande diète, il se sert du journal et crée la comédie politique par *le retour du nonce.* Le premier, plus tard, il ébauche le roman historique, et le premier il fait du pamphlet une littérature. Le premier aussi, par un triste privilége, il subit la prison et l'exil, il laisse sa

trace dans cette citadelle de Pétersbourg où tant d'autres ont passé après lui. Il marche en avant comme un éclaireur étincelant sur tous ces chemins battus par la Pologne de notre temps. C'est ce qui lui donnait la popularité, l'ascendant, et ce qui faisait de lui à cette époque, entre 1815 et 1830, une sorte de dictateur de l'opinion publique en face de cet autre dictateur, le tsarevitch Constantin, que l'écrivain appelait plaisamment « le Napoléon du Belvédère. »

C'est là en effet le trait saillant de cette époque où s'ouvre une expérience qui ne pouvait aboutir qu'à un affranchissement nouveau de la Pologne ou à un asservissement complet. Dans ce royaume qui avait une constitution, une diète, des lois distinctes, une armée nationale, le libéralisme était l'ombre, la réalité était la dictature, — une dictature bizarre comme celui qui l'exerçait : prince singulier, mélange du barbare et de l'homme civilisé, à la taille svelte et élégante et aux traits du Kalmouk, aux sourcils fauves et hérissés, au nez retroussé et aplati, à la voix rauque. Le grand-duc Constantin avait des qualités de cœur; mais dans ces qualités mêmes il y avait quelque chose de violent et de farouche. Il avait une sorte de culte pour la mémoire de son père l'empereur Paul, et gardait contre ses assassins un ressentiment amer. Il s'était épris d'un amour ardent pour une jeune Polonaise, mademoiselle Grudzinska, depuis princesse de Lowicz, et pour elle, pour pouvoir l'épouser, il renonça à la couronne des tsars; il abdiqua son titre d'héritier de l'empire. L'empereur Alexandre négocia habilement cette cession de droits, craignant la terrible nature de son frère, et en échange il

lui abandonnait la Pologne comme une sorte de royaume feudataire.

Constantin resta quinze ans le dictateur de la Pologne, à peine tempéré dans ses colères par la douce influence de la princesse de Lowicz, effrayant quelquefois Varsovie, dont il parcourait les rues au galop des quatre chevaux de sa voiture, jouant volontiers au Napoléon, passant des revues, frappant impitoyablement ses soldats pour un bouton d'uniforme qui manquait, et se piquant d'ailleurs d'avoir une belle armée. Il mettait sa passion dans cette armée, et plus tard, pendant la guerre de 1831, voyant un jour les Russes à demi en déroute, il applaudissait avec une sorte d'amour-propre curieux à ses braves Polonais. Le tsarevitch avait des accès de bonhomie et de bruyante gaieté, et il se laissait aller parfois à des caprices bizarres jusqu'à, faire pendre un singe qui l'importunait de son bruit, et à infliger la bastonnade à un cheval qui avait fait un faux pas. C'était un étrange roi constitutionnel, qui aimait, dit-on, les Polonais en les rudoyant et en les corrompant tant qu'il pouvait.

Constantin dominait Varsovie et, je l'ai dit, l'effrayait même parfois; Julien Niemcewicz avait la dictature de l'esprit. Il n'était rien, et il était tout-puissant sur l'opinion. Sans titre, sans fonction, sans caractère public, il était souvent l'inspirateur des délibérations de la diète et l'âme des résistances patriotiques. Seul peut-être il bravait le grand-duc Constantin, et même il se moquait de lui. Le tsarevitch avait la manie d'exiger le salut militaire. Niemcewicz, toutes les fois qu'il le rencontrait, lui faisait ce salut avec une ostentation comique. Un jour il descen-

dit de voiture pour se mettre au port d'armes; Constantin finit par le dispenser de tout salut. Dans ses démêlés avec le grand-duc, Niemcewicz se servait d'un talisman singulier : il avait reçu de l'empereur Paul une tabatière ornée d'un portrait; lorsqu'il voyait le tsarevitch bouillonner de colère, il tirait sa tabatière et montrait le portrait de Paul Ier, qu'il appelait « mon bienfaiteur, mon libérateur. » La colère de Constantin tombait magiquement à cette vue de l'image de son père. Niemcewicz, au reste, était presque aussi despote à sa manière que son terrible rival. Il inspirait une véritable frayeur aux douairières des salons, dont il dévoilait les intrigues, aux traîtres, dont il poursuivait les connivences, à tous ceux qu'il appelait « les volontaires de la bassesse. » On le redoutait avec sa pelisse de peau d'ours sous laquelle se cachait l'homme toujours prêt à lancer l'épigramme, le trait mordant, le bon mot impitoyable. Ses fables étaient de vrais petits drames où tous les personnages connus avaient une place.

D'ailleurs, en poursuivant cette guerre patriotique, Niemcewicz avait un sentiment élevé de l'honneur national; s'il voulait le préserver par l'ironie de la bassesse et de la servilité, si même, dans les limites d'une action juste et sérieuse, il était encore prêt à tout pour son pays, il avait aussi le conseil droit et modéré. Un jour, à l'époque du couronnement de l'empereur Nicolas à Varsovie, en 1829, un complot avait été formé pour frapper la famille impériale tout entière; la conscience des conjurés eux-mêmes s'émut de ce sinistre projet, et l'un d'eux, avant de frapper le grand coup, voulut avoir du moins l'avis

d'un patriote éprouvé. Il alla tout confier à Niemcewicz. L'heure d'agir était proche; Nicolas devait être assailli avec les siens au moment où il placerait sur son front une couronne polonaise dérisoire. Niemcewicz sentit se réveiller tout ce qu'il avait de chaude éloquence pour combattre cette pensée de meurtre qui était le démenti de toutes les traditions nationales et du caractère polonais lui-même, qui altérait la cause de la Pologne dans sa pureté et dans sa noblesse, et pouvait la déshonorer aux yeux du monde. Il détourna l'arme des jeunes fanatiques. Cette popularité de Niemcewicz, si redoutable à la Russie, servait du moins cette fois à protéger le tsar dans sa vie et dans celle de sa famille. Le vieux patriote de Macieiowice voulait combattre les Russes de toutes les forces de son âme et de son esprit sans souiller une pensée de résurrection d'un meurtre contraire à toute l'histoire de la Pologne.

Deux ans plus tard, la révolution de 1831 avait déjà éclaté, un chef militaire qui s'était illustré sous l'Empire, qui avait recueilli des mains du prince Poniatowski mourant le commandement de l'armée polonaise, mais qui depuis s'était tristement signalé par sa servilité envers la Russie, le général Vincent Krasinski, rentrant à Varsovie, était sur le point d'être massacré par une foule furieuse; il avait déjà la corde au cou. Niemcewicz se jeta au devant de la populace; il pria, supplia, invoqua si énergiquement le souvenir de son compagnon Kosciusko, l'honneur de la patrie, qu'il arracha la victime au peuple. Il ne sauvait pas seulement un homme, qui d'ailleurs le lendemain était de nouveau un traître, il donnait peut-être à la Pologne un de ses plus énergiques poëtes, Sigismond Kra-

sinski, dont le génie serait resté peut-être étouffé sous le poids d'un crime populaire, et que la mort tragique de son père eût réduit au silence. Niemcewicz avait flagellé de sa satire le général Krasinski pour son vote complaisant dans le jugement de la conspiration de 1827; il le sauvait d'un emportement du peuple en 1831. Il était dans son rôle de dictateur de l'opinion, implacable pour le Russe, pour le servile du Russe, énergique à sauver l'honneur d'une révolution nationale.

Quand vinrent ces grands jours de la révolution de 1831, qui s'éclairent de ces quinze années de lutte, de cette double dictature de Constantin et de Niemcewicz, d'une commotion nouvelle de l'Europe, le vieux patriote était naturellement un des chefs de cette résurrection. Il avait soixante-treize ans déjà, et n'était pas moins actif. Il entra au conseil national créé dans le premier moment à Varsovie; mais la révolution polonaise n'avait pas seulement à former des conseils et des gouvernements, elle avait à tenir tête à la Russie d'un côté, et de l'autre à négocier avec l'Europe, à chercher des amitiés, des appuis, s'il y en avait pour elle. Ce fut Niemcewicz qu'on envoya à Londres, et il y alla avec un jeune Polonais devenu depuis ministre en France, le comte Walewski. Il faut se souvenir de ce temps où tout était effervescence en Europe. De quoi s'agissait-il, à vrai dire, pour la Pologne? Il s'agissait pour elle de tenir son drapeau assez longtemps pour se fortifier des sympathies croissantes des peuples, pour que l'Europe, dans un intérêt de paix universelle, sinon dans un intérêt d'humanité, pût offrir une médiation. Les Polonais soutenaient vigoureusement la

lutte contre la Russie, et Niemcewicz négociait à Londres; il négociait en représentant personnellement estimé d'une puissance qu'on ne reconnaissait pas, qu'on aimait théoriquement, dont on désirait peut-être le succès, et pour laquelle on ne voulait rien faire. Le *journal* que Niemcewicz a laissé sur ce temps n'a point vu le jour encore; le prince Adam Czartoryski détache seulement les extraits de quelques lettres qui éclairent cette épineuse mission et le rôle de l'Angleterre au milieu de ces événements.

Les difficultés étaient grandes. D'abord Niemcewicz se trouvait dans un monde presque entièrement renouvelé depuis sa jeunesse. Il le disait lui-même avec un accent de plainte secrète : « Mes anciennes connaissances, Fox, Sheridan, sont malheureusement morts; je ne connais plus personne ici... » Pourtant il trouvait sans effort les amitiés les plus hautes : il se liait avec le frère du roi, le duc de Sussex, avec lord Grey, avec lord Palmerston; il voyait M. de Talleyrand, qu'il appelait toujours « le renard boiteux. » Après tout, que voulait l'Angleterre? comment voyait-elle cette lutte engagée par une nation? On peut s'en faire une idée par un entretien que Niemcewicz avait avec lord Palmerston le 25 août 1831. « J'ai dit à lord Palmerston, écrit-il au prince Czartoryski, que notre cause est celle de l'Europe, celle de l'humanité. A défaut d'autre mérite de notre part, celui-ci devrait déjà être grand aux yeux des puissances étrangères que nous ayons détruit l'opinion qu'on s'était formée sur la force invincible de la Russie. — Oui, dit lord Palmerston, vous avez fait et vous faites encore des prodiges; nous n'aurions jamais supposé que vous pussiez

résister si longtemps. — Cela ne vaut-il pas la peine alors, répliquai-je, de conserver une telle nation? Pourquoi ne feriez-vous pas pour nous ce que vous avez fait pour la Grèce et la Belgique? — Avec vous, c'est autre chose, répondit lord Palmerston ; la Grèce a lutté pendant cinq ans, la Porte ne pouvait parvenir à la dompter. *Notre commerce souffrait beaucoup des corsaires.* — Mais le choléra est bien plus terrible que les corsaires, et il s'avance avec les Russes. — Ah! si vous remportiez une victoire décisive, cela pourrait changer l'aspect des affaires. Quant aux Belges, c'est le roi des Pays-Bas lui-même qui nous a invoqués comme garants des traités de Vienne; nous avions ainsi le droit de nous y mêler, tandis que Nicolas ne fait pas appel à notre médiation. — Ainsi, si Varsovie succombait, vous nous abandonneriez? — Jamais, répondit-il, nous ne permettrons qu'on touche à un cheveu des traités de Vienne, et nous vous appuierons énergiquement. — Mais il ne s'agit pas de traités maintenant pour nous : il s'agit d'indépendance et d'une dynastie, et cette dynastie, nous l'accepterions volontiers des mains de l'Angleterre. — Lord Palmerston se tut ; mais son visage trahit une visible satisfaction... » Et Niemcewicz finit ainsi le récit de cet entretien peu encourageant : « En un mot, tout notre espoir est en Dieu et dans une bonne victoire ! »

La victoire malheureusement ne venait pas. Cette guerre de Pologne n'était qu'une suite de désespoirs héroïques entrecoupés de prodiges inutiles. Lorsque Niemcewicz parlait d'indépendance, on lui répondait par les traités de 1815; lorsque Varsovie tombait sous l'effort des armes

russes, lord Palmerston lui disait : « Il fallait prolonger la lutte, tenir au moins jusqu'à la fin d'octobre. » Lord Grey était plus franc dans un entretien avec Niemcewicz. Celui-ci lui adressait nettement cette question : « Eh bien ! ferez-vous quelque chose pour nous? — Rien, » répondit lord Grey. La chute de Varsovie, sans être entièrement imprévue peut-être pour le négociateur polonais, lui inspirait une amertume profonde ; elle mettait fin à sa mission, mais il lui restait encore à disputer, s'il le pouvait, quelque dernière marque de sympathie, à sauver quelques garanties, ne fût-ce que celles de 1815, à s'occuper surtout des émigrés. Il parcourait l'Angleterre, l'Écosse, l'Irlande ; il organisait des *meetings*, des loteries, toute une agitation de bienfaisance en faveur de ses malheureux compatriotes. Il était le plénipotentiaire de l'exil, et dans ses relations, suivies avec esprit, ce volontaire de la diplomatie ne se refusait pas à l'occasion le mot piquant.

Un jour, en 1833, au moment où l'empereur Nicolas était allé en Allemagne pour nouer cette alliance du Nord que la guerre d'Orient a brisée, Niemcewicz visitait lord Palmerston, et il lui parlait de tout ce mouvement allemand : « Je dois vous faire mes compliments de condoléance, milord, lui dit-il tout à coup ; il paraît que vous êtes un peu en disgrâce à Saint-Pétersbourg. » Lord Palmerston sentit la fine raillerie, et répondit en souriant : « Peu m'importe leur faveur ou leur défaveur, j'irai toujours mon droit chemin. — Mais la Pologne? dit Niemcewicz. — Vous pouvez être certain, reprit le ministre anglais, que vous ne désirez pas plus que moi de voir la Pologne heureuse ; mais on ne peut pas toujours faire ce

qu'on désire. » Il fallait rester sur cette maigre consolation, dernier mot de la politique de l'Angleterre et de la mission du patriote polonais à Londres.

Ce n'est qu'en 1834 que Niemcewicz vint en France, et c'est là désormais qu'il vécut jusqu'au dernier jour. Il avait émigré pour la première en 1792; 1834 le trouvait encore exilé. Tout avait changé autour de lui en Europe et en France; il n'y avait que la pensée de sa vie qui fût restée en lui intacte et invariable; sa bonne humeur même survivait tout entière, et après avoir tout éprouvé, tout épuisé, après avoir vu tout manquer, il ne se croyait pas dispensé d'agir et de servir. C'est ce qu'il appelait gaiement « continuer le service, quoique sans uniforme, » faisant allusion à l'usage russe de laisser ou de retirer l'uniforme aux fonctionnaires destitués. Il modifiait à son usage le mot ancien et ne regardait comme possible pour le fils d'une patrie souffrante que le *negotium cum dignitate*. Quant au repos, il ne se le promettait qu'en Dieu, — et encore, ajoutait-il, il ne voulait pas jurer de s'abstenir, même dans l'autre monde, de toute agitation pour la Pologne. Il était, à vrai dire, dans cette dernière émigration, ce qu'il avait toujours été, animé, plein de feu, prompt à l'épigramme et à la saillie. Il y a des natures tristes jusque dans le bonheur, et il ne faut jamais leur en vouloir, car cette tristesse n'est que l'excès d'une susceptibilité morale qui est le signe de leur noblesse. Il y a des natures souriantes jusque dans l'adversité. Niemcewicz était une de ces dernières natures. Dans sa gaieté néanmoins il gardait l'instinct sérieux et élevé, et en aimant à vivre dans les salons, à lancer des mots malicieux,

surtout à l'adresse des femmes, comme un homme du dix-huitième siècle, il avait d'autres pensées. Il s'occupait sans cesse du sort des pauvres réfugiés; il créait des institutions de bienfaisance pour eux, des écoles pour la jeunesse et les enfants nés dans l'exil. Il était l'un des fondateurs d'une bibliothèque polonaise, un des promoteurs d'une société historique chargée de rechercher dans les archives françaises, anglaises, italiennes, tout ce qui peut éclairer l'histoire de la Pologne.

Exilé dans ce pays qu'il avait vu autrefois et qu'il trouvait si singulièremeut renouvelé, il faisait par intervalles quelques visites aux Tuileries, où il était reçu comme un des chefs de l'émigration polonaise et comme une vieille connaissance. La destinée a des jeux bizarres : elle remettait en présence deux hommes qui s'étaient rencontrés, il y avait trente-cinq ans, aux États-Unis, sans se douter alors qu'ils se retrouveraient ailleurs, le prince devenu roi, l'écrivain émigré toujours émigré, et que l'un et l'autre, le prince et le patriote polonais, finiraient également par mourir sur une terre étrangère. Niemcewicz était dans une de ces situations où l'on sent vivement ces jeux de la fortune, où l'on se défie de la prospérité, et un soir il écrivait dans son *journal* ces simples mots dont toute l'éloquence est dans les événements : « Je passais hier devant les Tuileries. J'ai vu à la fenêtre le petit comte de Paris aux bras de sa nourrice. Pauvre petit ! c'est dans des temps difficiles et incertains que tu es né ; quel avenir t'attend?... » Niemcewicz se retira en 1839 à Montmorency. De là il se rendait souvent avec le général Kniaziewicz à Billancourt, chez le comte Thadée Mo-

towski, son ancien compagnon de la grande diète, de la *Gazette nationale*, du cachot de Pétersbourg, et l'éditeur de ses œuvres au commencement du siècle. Il achevait de vivre au milieu des souvenirs de sa jeunesse. Avant de mourir, il fit un testament où il se peignait tout entier. Il partageait sa petite fortune entre ses compagnons d'exil et des œuvres patriotiques, et il léguait aussi une somme de 5,000 francs, avec les intérêts accumulés, à celui qui remporterait la première victoire sur les Russes. Il avait déjà plus de quatre-vingts ans, et il s'éteignit en 1841. Il est resté déposé à Montmorency; c'est là que son historien, le prince Adam Czartoryski, allait récemment le rejoindre. Niemcewicz voulut être mis au tombeau avec la bague commémorative donnée aux fondateurs de la constitution du 3 mai 1791.

Cette date du 3 mai reste comme la marque indélébile d'une génération dont Niemcewicz est une des plus brillantes personnifications. Pour les hommes de ce temps, là était l'espérance, et plus ils avaient espéré, plus aussi ils avaient ressenti la déception de la défaite. Depuis ce moment, ils ont agi, ils se sont dévoués; mais le jour où leur œuvre avait été abattue, ils avaient cessé de croire. « Pour Niemcewicz, dit le prince Czartoryski dans des pages pleines d'une émotion sérieuse, sa muse est depuis lors tantôt triste et plaintive, tantôt pleine de fiel et d'amertume; mais on chercherait en vain chez lui l'accent d'un espoir ranimé, d'une âme confiante... Tout au plus alla-t-il jusqu'à célébrer les anciens exploits; il n'entonna jamais l'hymne de la délivrance et de la résurrection. L'espérance, une fois abattue par le désastre de la Tar-

gowiça, n'a jamais pu retrouver dans son âme son ancienne vigueur. Tout cela ne l'empêchait pas de prendre part à chaque effort national : il le faisait par devoir, pour n'avoir rien à se reprocher; mais dans un avenir prochain il n'entrevoyait que des malheurs incessants dont le terme lui échappait, qui devaient durer plus que sa propre vie. »

Quel est le secret de ce découragement intérieur de toute une génération? Niemcewicz le dit : c'est l'esprit du temps où elle était née, du dix-huitième siècle. Dans l'accomplissement de leurs desseins de rénovation, Niemcewicz et ses contemporains manquèrent de cet énergique instinct religieux qui fortifie un peuple dans sa vie morale, l'aguerrit contre son infortune et ravive l'espérance jusque dans la défaite. C'est justement cet instinct qui, sous la dure pression du malheur, s'est réveillé dans la Pologne nouvelle, et qui donne au mouvement actuel un caractère si étrange et si émouvant, en faisant de la prière et de la passion du sacrifice un moyen de lutte. C'est ce qui fait la différence entre la génération d'autrefois et la génération d'aujourd'hui. La première avait cessé de croire, celle qui lui succède a retrouvé la foi par la souffrance; mais il est un trait par lequel les deux générations se ressemblent : l'une et l'autre auront supporté avec la même intrépidité les mêmes épreuves. « Des déboires! disait un Polonais, je ne vis que de cela depuis trente ans! » Et qui peut dire de combien de déboires, de déceptions, de luttes obscures et ingrates se compose la résurrection d'un peuple?

III

LE DRAME D'UNE ANNÉE EN POLOGNE

Nous assistons depuis quelques années aux spectacles les plus instructifs et les plus émouvants, à l'explosion, pour ainsi dire, d'une situation dont les éléments dispersés et confus se rejoignent dans une mystérieuse et invincible unité. Ce qui semblait impossible devient en peu de temps une foudroyante réalité. Des perspectives s'ouvrent tout à coup que notre génération pouvait à peine se promettre d'entrevoir de loin. Nous avons vu le droit public lui-même, ou ce qu'on nomme ainsi, s'effondrer au passage de ces causes populaires et nationales qui s'agitent dans le monde et qui sont les messagères d'un esprit nouveau. Vainement on prétendrait scinder ces causes nationales qui parlent si vivement à l'opinion, accorder tout à l'une et refuser tout à l'autre, limiter la justice par l'opportunité ou les convenances. La politique peut avoir ses heures, ses mesures et ses prédilections : au fond, le droit est partout ou il n'est nulle part. Il procède de la

même source pour ces peuples qui aspirent à la plus légitime, à la plus pure des conquêtes, à la conquête d'eux-mêmes, et tous ces mouvements qui éclatent à la fois se lient à une situation générale dont le caractère intime et profond est un travail universel de transformation. Qu'on ne s'y méprenne point en effet : ce que nous voyons, ce n'est pas une crise vulgaire qui peut se dénouer par un vulgaire traité de paix; c'est la lutte de deux ordres de choses, de deux principes, et on le proclamait il n'y a pas longtemps dans une assemblée française, ce droit nouveau qui est celui des peuples, en face duquel les vieilles combinaisons de la politique sont réduites à une défensive laborieuse et inquiète. C'est la question qui s'agite au moment présent, c'est le problème qui se manifeste sous mille formes saisissantes, à l'orient comme à l'occident, au midi comme au nord.

Certes, un des plus curieux de ces épisodes, un des plus émouvants de ces spectacles contemporains, c'est ce dramatique tête-à-tête qui s'est poursuivi pendant une année, au nord de l'Europe, entre deux puissances si inégales, la Russie et la Pologne, l'une embarrassée de sa force et des traditions de sa politique, l'autre se faisant de sa faiblesse même et de son droit un bouclier inexpugnable. Rien n'y a manqué, ni l'imprévu, ni l'originalité passionnée des démonstrations, ni les scènes tragiques, ni même ces fatalités mystérieuses, qui font quelquefois des affaires humaines un véritable drame : vrai drame en effet, qui a son nœud au cœur d'un pays, qui a eu ses péripéties, ses personnages, et à travers lequel passe, comme le chœur antique, tout un peuple poussant au ciel ses supplications

et ses plaintes ! Pendant une année, on a vu ce spectacle d'un mouvement d'une nature toute morale, d'un caractère tout nouveau, venant se placer en face d'une politique étonnée de se trouver si faible avec tant de moyens de domination matérielle, et réduite à épuiser sans conviction tous les expédients des concessions apparentes ou des compressions inefficaces. Puis, après une année, tout a semblé rentrer dans le silence, ou du moins les manifestations extérieures ont cessé; mais la démonstration était faite. Ce qu'on croyait mort était encore plein de vie ; cette assimilation des provinces polonaises que la Russie croyait déjà presque accomplie n'était pas même commencée, et l'Europe voyait à l'improviste se relever cette question de la Pologne avec son cortége de difficultés épineuses où se trouvent engagés tout à la fois le destin d'un peuple, la politique d'un grand empire et l'équilibre de l'Occident lui-même.

L'Europe a senti par un vague instinct qu'elle n'en avait point fini avec ce problème qui se complique étrangement sans doute de la multiplicité des dominations et des régimes étendus aux terres polonaises, qui change de forme suivant le hasard des démembrements et des traités, qui n'est point le même à Posen et à Cracovie, à Varsovie et à Wilna, dans le royaume, dans la Lithuanie ou dans l'Ukraine, mais auquel le sentiment national, partout identique et partout vivant, communique une indissoluble unité. C'est en effet le caractère de cette question à la fois si énergiquement simple et si complexe, qui porte en elle-même le résumé de tous les conflits de notre temps, qu'on croit trop souvent étouffée sous le poids

des impossibilités, et qui se réveille au moment où on s'y attend le moins dans une palpitation de patriotisme comprimé. Je voudrais la montrer, cette question, dans son explosion la plus récente, dans ses éléments et dans sa marche comme dans son rapport avec tout ce qui s'agite ou se prépare en Europe, et jusqu'au sein même de la Russie.

Il est un événement qui ne date pas encore de bien loin et qui a été déjà la source de bien des choses contemporaines; c'est la guerre d'Orient, cette guerre qui ne fit rien pour la Pologne directement et ostensiblement, il est vrai, mais qui fut sur le point de faire beaucoup plus qu'on ne l'a cru peut-être. Au moment où se dénouait ce grand conflit, on le sait aujourd'hui, le nom de la Pologne avait dû retentir dans le congrès de Paris avec celui de l'Italie. La France et l'Angleterre étaient d'intelligence, le jour était choisi. Ce fut l'habileté des plénipotentiaires russes, du comte Orlof surtout, d'éluder cette évocation importune en intéressant les sympathies mêmes de l'Occident au silence, en promettant plus qu'on ne pouvait demander, à la condition toutefois que l'Europe laissât au tsar la liberté et la spontanéité de ses concessions. Ce n'est plus un mystère, lord Clarendon l'a dit un jour dans le parlement anglais, en répondant à lord Lyndhurst, ce vieux champion des causes libérales: « Nous avons eu des motifs sérieux de croire que l'empereur de Russie à l'égard de la Pologne était généreux et bienfaisant. Nous avons dû admettre que l'empereur, était non-seulement disposé à décréter une amnistie générale, mais encore à rendre aux Polonais quelques-unes de leurs institutions nationales, qu'ils recevraient des garanties pour l'exercice

de leur religion, que l'instruction publique en Pologne allait être établie sur un pied plus libéral et plus national. Nous avons enfin cru être fondés à espérer que la Russie allait renoncer pour toujours au système de sévérité qu'elle avait jusqu'alors pratiqué. Mus par ces convictions, nous avons dès lors renoncé à discuter cette question [1]. »

Le comte Orlof promit, le congrès de Paris se tut, et un mois était à peine écoulé qne l'empereur Alexandre II, en promulgant une amnistie qui était une *déception* cruelle, selon le langage de lord Clarendon lui-même, adressait à la noblesse polonaise, à Varsovie, deux allocutions où il lui disait avec hauteur : « ... J'entends que l'ordre établi par mon père soit maintenu. Ainsi, messieurs, et avant tout, point de rêveries! point de rêveries !... Le bonheur de la Pologne dépend de son entière fusion avec les peuples de mon empire. Ce que mon père a fait est donc bien fait, je le maintiendrai... Mon règne sera la continuation du sien... En conservant à la Pologne ses droits et ses institutions tels que les lui a donnés mon père, j'ai la volonté inébranlable de faire du bien et de favoriser la prospérité du pays. Il dépend de vous de me rendre cette tâche possible. Vous seuls serez responsables, si mes intentions devaient échouer devant de chimériques résistances... » Et comme un des maréchaux de la noblesse semblait vouloir parler, l'empereur se tourna et reprit : « M'avez-vous compris? J'aime mieux être à même de récompenser que de punir; mais sachez, et tenez-le pour dit, messieurs, que

[1] Les documents diplomatiques publiés récemment en Angleterre et en France, ont mis à jour cet épisode jusqu'alors peu connu des négociations du Congrès de Paris.

quand cela sera nécessaire, je saurai réprimer et punir, et on verra que je punirai sévèrement... » C'était au mois de mai 1856, presque au lendemain du congrès de Paris.

Ce n'est pas sans raison que j'évoque aujourd'hui ce souvenir d'une tentative inutile, d'une négociation interrompue par une promesse illusoire; il domine les événements qui ont surgi depuis, de même que le débat du congrès de Paris a dominé les événements d'Italie, et il met en quelque sorte au nœud de la crise actuelle de la Pologne un acte de sympathie de l'Europe, un vœu intelligent, comme aussi il montre ce que la Russie a fait jusqu'au jour où la crise a éclaté. « Ce que mon père a fait est bien fait, » c'était là de la part de l'empereur Alexandre II une parole filiale peut-être, mais à coup sûr peu politique et peu prévoyante. Quel était effectivement cet ordre établi par l'empereur Nicolas et qu'on promettait de maintenir ? Je ne parle plus des garanties dont les traités de Vienne cherchaient à entourer une nationalité qu'ils livraient, je ne parle plus de la constitution de 1815, œuvre de l'empereur Alexandre Ier; mais le *statut* accordé par l'empereur Nicolas lui-même en 1832, ce statut qui était un châtiment, la rançon d'une défaite pour la Pologne, qu'en a-t-on fait? C'est M. Tymowski, un ministre d'État russe, qui l'a dit l'an dernier, au début des événements, dans un rapport secret : ce *statut* même n'a jamais été ni abrogé ni exécuté. Des autorités nouvelles qu'il créait, conseils urbains, conseils de palatinats, assemblées provinciales « ayant le droit de délibérer sur les questions d'intérêt général du royaume, » aucune n'a existé jamais. Il devait y avoir aussi un conseil d'État;

c'était probablement une institution trop révolutionnaire ou un signe trop visible d'autonomie ; en 1841, le conseil d'État était simplement remplacé par deux départements nouveaux, 9e et 10e, du sénat dirigeant de Pétersbourg transportés à Varsovie. En un mot, ajoute M. Tymowski, « on peut dire que depuis 1831, sans avoir égard aux promesses du *statut*, le royaume de Pologne a été livré complétement à la bureaucratie, et qu'il est resté sous l'influence exclusive des employés sans aucune participation des habitants, placés ainsi en dehors de toute hiérarchie. »

Il est certes inutile de dire comment bureaucratie et employés ont entendu pendant trente années le gouvernement en terre polonaise. Je me bornerai à rappeler qu'un jour l'empereur Nicolas signait d'un esprit tranquille et de sa propre main, comme ajoutait le ministre, la *transplantation* au Caucase de quarante-cinq mille familles de « ci-devant gentilshommes polonais, portant désormais le nom d'affranchis et de bourgeois, » suivant cet étrange langage administratif. On a parlé souvent du pénible régime enduré par les populations de la Lombardie, des États pontificaux et de l'ancien royaume des Deux-Siciles, et ce n'était pas sans raison; mais souvenons-nous aussi qu'il est un pays où, à la lumière de ce siècle, on a pu *transplanter* quarante-cinq mille familles coupables du seul crime d'être suspectes de patriotisme et « d'exciter la méfiance du gouvernement! » On peut comprendre par là ce qu'il y avait d'involontairement cruel et de tristement décevant dans ces paroles de l'empereur Alexandre II: « Tout ce que mon père a fait est bien fait, » dans ces paroles assurément peu propres à gagner la

Pologne au nouveau règne, et qui étaient une réponse au moins malheureuse au témoignage de la sympathie européenne retenu au seuil du congrès de Paris.

L'erreur de la politique russe pendant trente années a été de croire que l'absence de toute loi était l'ordre, que la toute-puissance de la force était illimitée et indéfinie. Elle a réussi momentanément sans doute, elle a créé le silence, elle a pu voiler et ajourner les difficultés; mais il en est résulté cette situation impossible dont l'illégalité est l'essence, où, à travers le réseau d'une vaste compression, s'est formée une nation nouvelle en dehors de toute hiérarchie et de toute organisation, selon le mot de M. Tymowski, une nation insaisissable, ingénieuse à se faire une arme de tout, même du mépris de la vie. La Pologne était véritablement hors la loi; elle s'est pénétrée profondément du sentiment de la légalité, c'est encore M. Tymowski qui le dit. Elle n'avait aucune représentation publique; elle s'en est fait une, elle a eu cette Société agricole, qui, à un jour donné, s'est trouvée être une sorte de représentation nationale. Aucune issue régulière ne lui était ouverte pour produire ses vœux, ses besoins, ses instincts; elle s'est éprise d'un culte passionné pour ses souvenirs, pour ses fêtes populaires, pour ses cérémonies religieuses, et le moment est venu où elle a été occupée toute une année à passer en quelque façon la revue de ses souvenirs et de ses anniversaires. Elle ne pouvait certes songer à engager une lutte par les armes : elle s'est réfugiée en elle-même, elle a fait appel à la puissance morale : elle a ouvert son âme au plus étrange des sentiments, au sentiment du sacrifice volon-

taire, et comprenez bien ce qu'il y a de surprenant, de nouveau, dans ce terrible argument à la Descartes de tout un peuple qui dit: Nous mourons, donc nous vivons! De là aussi cette situation extraordinaire pour la Russie, placée en face de ses propres erreurs par cette résurrection inattendue, réduite à poursuivre une sédition dans ce qui n'est pas même une illégalité, obligée de faire la guerre à des manifestations toutes pacifiques, à des services religieux, à des hymnes, à des vêtements de deuil, à des emblêmes inoffensifs, n'ayant à opposer d'autre moyen que la force, et sentant l'impuissance de la force elle-même. De là enfin le caractère de tout ce mouvement que les événements de l'Europe ont pu accélérer, que l'avénement de l'empereur Alexandre II et les crises intérieures de la Russie ont pu favoriser, mais qui est avant tout le résultat d'un passé de trente ans, d'une politique dont la fatalité n'est point sans doute encore épuisée.

Une chose profondément caractéristique dans ce mouvement, c'est qu'il est né au sein même du pays, sans la complicité des émigrations et en dehors de toute excitation étrangère. C'est au lendemain du congrès de Paris que l'empereur Alexandre avait tenu à la noblesse polonaise ce langage: « Point de rêveries, point de rêveries! » C'est aussi à dater de ce moment que le sentiment polonais se réveille pour grandir lentement et éclater au mois de février 1861. Plus d'un symptôme attestait déjà ce réveil inattendu. A l'époque de l'entrevue de Varsovie, en 1860, l'empereur Alexandre, prêt à partir de Pétersbourg, accompagné de cinq princes allemands, tenait à se montrer

à ses hôtes dans l'éclat de sa popularité à son passage à Wilna, sur une terre polonaise. C'était dans la Lithuanie que s'était élevée la première manifestation pour l'affranchissement des serfs, et l'empereur avait remercié la noblesse lithuanienne. Cette circonstance semblait favorable, et le gouverneur de la Lithuanie, le général Nazimof, fut chargé d'organiser un bal. Ce n'est rien qu'un bal en apparence; mais on ne sait pas ce que c'est pour les Polonais qu'un bal officiel, où l'éclat de la fête cache mille aiguillons, mille secrètes blessures. Dans *les Aïeux*, Mickiewicz met un bal officiel dans un des cercles de cet enfer où il peint toutes les souffrances polonaises. Le général Nazimof fut héroïque d'efforts et de persuasion auprès de la noblesse lithuanienne; il n'échoua pas moins. Les dames déclinèrent toute invitation; les propriétaires voulaient bien payer les frais des réjouissances russes, mais sans paraître à la fête. L'empereur prit le parti de refuser un bal pour lequel le général Nazimof avait prodigué tant de zèle inutile, et il s'arrêta à peine à Wilna.

Ce fut bien pis à Varsovie, en présence de cette réunion de trois têtes couronnées, personnification vivante de tous les désastres de la patrie polonaise. Choisir Varsovie en ce moment, au bruit de l'affranchissement de l'Italie, pour une entrevue de l'empereur d'Autriche, du tsar de Russie et du roi de Prusse, ces trois maîtres de la Pologne, c'était, il faut le dire, un défi jeté à une nation malheureuse, et le sentiment populaire releva ce défi, qui était le second; le premier avait été le discours de l'empereur Alexandre à la noblesse de Varsovie après

le congrès de Paris. C'est alors que les démonstrations commencent à se multiplier. Des services religieux se succèdent pour honorer la mémoire des poëtes patriotes, Mickiewicz, Krasinski, Slovacki. Le 29 novembre 1860 se fait entendre pour la première fois ce chant qui a été pendant une année le mot d'ordre passionné des multitudes, qui a retenti dans les cathédrales et dans les plus humbles églises de campagne, le *Boze cos Polske* :

« Seigneur Dieu, toi qui durant tant de siècles entouras la Pologne de splendeur, de puissance et de gloire, toi qui la couvrais alors de ton bouclier paternel, toi qui détournas si longtemps les fléaux dont elle a été enfin accablée, Seigneur, prosternés devant tes autels, nous t'en conjurons, rends-nous notre patrie, rends-nous notre liberté !

« Seigneur Dieu, toi qui plus tard, ému de notre ruine, as protégé les champions de la plus sainte des causes, toi qui leur as donné le monde entier pour témoin de leur courage et as fait grandir leur gloire au sein même de leurs calamités; Seigneur, prosternés devant tes autels, nous t'en conjurons, rends-nous la patrie, rends-nous la liberté!

« Seigneur Dieu, toi dont le bras juste et vengeur brûle en un clin d'œil les sceptres et les glaives des maîtres du monde, mets à néant les desseins et les œuvres des pervers, réveille l'espérance dans notre âme polonaise; rends-nous la patrie, Seigneur, rends-nous la liberté !

« Dieu très-saint, dont un seul mot peut en un instant nous ressusciter, daigne arracher le peuple polonais de la main des tyrans, daigne bénir les ardeurs de notre jeu-

nesse; rends-nous, Seigneur, la patrie, rends-nous la liberté !

« Dieu très-saint, au nom des plaies sanglantes du Christ, daigne ouvrir la lumière éternelle à nos frères qui sont morts pour leur peuple opprimé, daigne accepter l'offrande de nos larmes et de nos chants funèbres; rends-nous la patrie, Seigneur, rends-nous la liberté !

« Dieu très-saint, il n'y a pas encore un siècle que la liberté a disparu de la terre polonaise, et pour la regagner notre sang a coulé par torrents; mais s'il en coûte tant de perdre la patrie de ce monde, ah! combien doivent trembler ceux qui perdront la patrie éternelle !

« Prosternés devant tes autels, nous t'en conjurons Seigneur Dieu, rends-nous la patrie, rends-nous la liberté ! »

Alors aussi tout change d'aspect en peu de temps; un frémissement électrique parcourt le pays. C'était une révolution peut-être, c'était à coup sûr une révolution morale qui révélait ce qu'on soupçonnait à peine, l'existence d'une nation restée intacte à travers toutes les épreuves; mais c'était une révolution qui commençait étrangement, sans violence, sans pensée meurtrière, sans insurrection, par des chants, par des prières, par des manifestations à la fois enthousiastes et disciplinées, par l'explosion aussi énergique qu'imprévue de cette force irrésistible qu'on appelle l'âme d'un peuple.

C'est au mois de février 1861 que tout se presse et que cette résurrection polonaise prend réellement le caractère d'un drame plein de passion, de saisissante originalité. Le 25 était l'anniversaire de cette formidable bataille de

Grochow où les Polonais, en 1831, disputaient pendant trois jours la victoire aux Russes. Dès le 21, la Société agricole, fondée par le comte André Zamoyski et rapidement popularisée dans le pays, était en session pour délibérer sur l'avénement définitif des paysans à la propriété. D'un autre côté, des étudiants polonais, arrivant de Kiev, de Moscou, de Dorpat, comme à un mystérieux rendez-vous, s'agitaient pour réclamer une université nationale. Demander un enseignement plus libéral, travailler à l'union des classes par l'abolition des derniers restes du servage, fêter des anniversaires douloureux et patriotiques, c'étaient-là les préoccupations qui remplissaient les âmes. D'autres pensées se mêlaient sans doute à ces préoccupations : l'idée d'une adresse à l'empereur pour réclamer une constitution commençait à naître, et, chose étrange, elle était chaudement soutenue par un homme qui allait avoir bientôt un rôle dans ces événements, le marquis Wielopolski. Le marquis s'agitait beaucoup, allait trouver le comte Zamoyski pour le presser de prendre, au nom de la Société agricole, l'initiative de cette manifestation ; mais le comte André s'y refusait, ne voulant pas laisser dénaturer l'institution dont il était le guide vigilant et ferme, et répugnant dans tous les cas à placer une revendication nationale sous les auspices des traités de 1815, comme le proposait le marquis Wielopolski.

Pendant ce temps, que faisait la Russie elle-même? Elle attendait, déconcertée et surprise plus qu'éclairée par ce mouvement qu'elle voyait s'accomplir sous ses yeux et qui lui échappait de jour en jour. Elle était représentée à cette époque, à Varsovie, par le prince Michel

Gortchakof, lieutenant de l'empereur, un homme qui était un loyal soldat et qui avait montré une mâle vigueur dans la défense de Sébastopol. Il avait vécu longtemps à Varsovie comme chef d'état-major du prince Paskievitch, il connaissait la Pologne et aimait à vivre dans ce pays. Il répugnait surtout à sa nature de soldat de recourir à des répressions outrées qui le troublaient. Malheureusement, au sein même de l'administration dont il était le chef ostensible, il y avait un homme qui, à l'abri de son autorité, avait une omnipotence réelle : c'était le ministre de l'intérieur, de l'instruction publique et des cultes, M. Muchanof. Celui-là était un vieux Russe de l'école de l'empereur Nicolas, instrument vulgaire du système inflexible qui depuis trente ans ne tendait qu'à un but, dénationaliser la Pologne. Il avait fait destituer le comte Skarbek, ministre des finances, homme éclairé, écrivain distingué, qui avait eu la pensée révolutionnaire de demander une école de droit pour Varsovie. M. Muchanof était en guerre avec tout ce qui ressemblait à un réveil ou à un acte de vie propre de la part du pays, les sociétés de tempérance, la Société agricole, le goût d'un enseignement plus libéral. Il n'exceptait de la proscription que l'école des beaux-arts. « Qu'ils peignent, disait-il, ils ne penseront pas ! » C'est entre la Russie ainsi représentée, divisée de conseils, et la population polonaise, progressivement surexcitée, qu'allait s'engager ce dialogue d'une année entremêlé de scènes sanglantes, où les généraux russes eux-mêmes se fatiguent et ont comme une aversion secrète de leur rôle.

On était arrivé à l'un de ces moments où il ne man-

quait qu'un étincelle. Le jour du 25 février se leva brumeux et sombre : on devait aller prier pour les morts tombés dans la bataille de Grochow, et dès le matin une passion spontanée jeta la population dans les rues. Une procession immense se formait bientôt, marchant sans désordre, la torche à la main, précédée d'un drapeau à l'aigle blanc et chantant l'hymne *Swiety Boze :* « Dieu saint, Dieu puissant, ayez pitié de nous, daignez nous rendre notre patrie; sainte Vierge Marie, reine de Pologne, priez pour nous! » Le gouvernement n'avait rien fait jusque-là pour empêcher la manifestation ni même pour la prévenir, lorsque tout à coup le chef de la police, le colonel Trepov, arrivait et précipitait deux escadrons de gendarmes sur cette masse épaisse. La foule tomba à genoux et continua à chanter, sabrée par les soldats. Plus de quarante personnes étaient blessées ou mortes.

A ce moment même, la Société agricole était en séance, et tous les membres étaient saisis d'une violente émotion en apprenant le massacre d'une multitude inoffensive. Le président, le comte Zamoyski, maîtrisant ses propres impressions, s'efforça de maintenir le calme, et, levant la séance, il se rendit chez le prince Gortchakof, qui semblait surpris lui-même et manifestait les intentions les plus conciliantes. Les officiers russes s'indignaient du rôle qu'on leur préparait, et l'un d'eux, le général Liprandi, allait jusqu'à déclarer, dit-on, que tant qu'il aurait le commandement de l'infanterie, il ne la ferait pas marcher contre des hommes sans armes. Le fait est qu'encore une victoire de ce genre, et tout était remis en doute pour la Russie. L'œuvre de trente ans s'évanouis-

sait devant cette apparition d'un peuple prêt à mourir sans se défendre. La ville entière était dans une inexprimable anxiété, et dès le lendemain on prenait le deuil de ces premières victimes.

Nulle faiblesse du reste ne paraissait dans l'émotion publique; bien au contraire, une singulière exaltation animait tous les cœurs, et on se disposait à célébrer le 27 un nouveau service funèbre pour quelques patriotes pendus par la Russie, notamment pour le comte Zawisza. Plus de trente mille personnes se trouvaient réunies le 27 dans l'église des Carmes ou aux abords, et, au sortir de la messe, un immense cortége se déroulait, marchant vers le palais de la Société agricole, qu'on essayait depuis deux jours d'entraîner à signer une adresse à l'empereur. Le comte Zamoyski résistait toujours, et il montrait certes autant d'héroïsme intelligent, surtout plus de prévoyance patriotique, dans sa résistance qu'en cédant à un entraînement prématuré. Il ne voulait pas compromettre légèrement une institution qui pouvait servir encore d'une manière si efficace la cause nationale et qui était la seule représentation du pays. A l'approche de la foule, le comte André prit le parti de clore les séances et de mettre fin à cette session, si étrangement agitée ; mais c'est justement ici que tout se précipitait. Tandis qu'au dehors la multitude était sabrée par des escadrons de Cosaques qui la poursuivaient jusque dans les églises, les membres de la Société agricole quittaient à peine leur palais, qu'ils étaient assaillis eux-mêmes avec le peuple par un feu meurtrier. C'était le général Zabolotskoy qui commandait cette fois cette étrange exécution.

Il n'y eut vraisemblablement aucun calcul, tout était décousu dans la répression de cette journée de la part des Russes. Dix personnes n'étaient pas moins tombées mortes, et plus de soixante étaient blessées. Alors se passa une scène curieuse. La foule exaspérée s'empara d'un de ces cadavres encore chauds et alla le porter à l'hôtel du comte André Zamoyski. Il y avait peut-être un sentiment de reproche dans cette démarche populaire. Cela voulait dire : Pourquoi nous abandonnez-vous au moment où nous mourons ? — C'était une méprise populaire. Par le fait, si le comte Zamoyski, en qualité d'homme public investi d'un titre presque officiel, refusait de compromettre une institution qui était à ses yeux la seule force légale du pays, le patriote mâle et ferme vivait tout entier en lui, et en recevant ce cadavre qu'on lui portait, il répondit à la foule d'une voix pleine d'émotion : « Je vous remercie du témoignage d'estime que vous me donnez. Faites entrer le cadavre de ce martyr, je saurai l'honorer. » Puis il fit dresser dans son hôtel une chapelle ardente où le cadavre resta deux jours. Par son passé, par son nom, par son actif dévouement à tous les intérêts du pays, par son attitude toujours fière et digne sans cesser d'être modérée en face des Russes, le comte André était le vrai chef, le guide sage et énergique de ce mouvement qui venait chercher en lui sa personnification la plus haute.

Qui avait encore une fois vaincu dans cette seconde journée ensanglantée? Ce n'était point assurément la Russie. Jamais, au contraire, un pouvoir ne s'éclipsa plus complétement dans toute l'apparence de la force. Après

les événements du 27, le prince Gortchakof réunissait chez lui ses officiers, les plus hauts fonctionnaires. Bientôt arrivaient l'archevêque, qui venait se plaindre de la violation des églises, quelques notabilités de la ville, qui s'étaient réunies spontanément chez un des principaux banquiers, M. Kronemberg, le comte Zamoyski lui-même avec deux autres délégués de la Société agricole, MM. Ostrowski et Potoçki, et le langage de tous ces hommes était d'une tristesse fière. Le prince Gortchakof ne se dissimulait ni la gravité de la situation, ni l'odieux du rôle créé fatalement à l'armée. Il niait absolument d'ailleurs avoir donné les ordres impitoyables qui venaient d'être exécutés, et il laissa échapper une parole singulière : « Me prenez-vous pour un Autrichien? dit-il. Je n'ai donné qu'un seul ordre, celui de ne pas vous livrer la citadelle, même sur une injonction signée de ma main. »

L'essentiel pour le moment, c'était de désarmer les colères, de calmer les esprits et d'effacer le sang répandu. Le prince Gortchakof, dans un sentiment d'humanité, se montrait prêt aux plus larges transactions. Destitution du chef de la police, le colonel Trepov, enquête sur la conduite du général Zabolotskoy, retraite des troupes dans leurs casernes jusqu'après l'enterrement des victimes du 25 et du 27, création d'une commission de sûreté placée sous les auspices du comte Zamoyski avec le concours d'un Russe estimé et honoré à Varsovie, le marquis Paulucci, police de la ville confiée aux étudiants, tout fut accepté, et le soir même une adresse à l'empereur circulait partout. Elle fut rapidement couverte de milliers de signatures. C'était l'expression énergique des griefs et des vœux

du peuple polonais. « Notre nation, disait cette adresse, qui pendant des siècles avait été régie par des institutions libérales, endure depuis plus de soixante ans les plus cruelles souffrances. Privée de tout organe pour faire parvenir au trône ses doléances et l'expression de ses besoins, elle est forcément réduite à ne faire entendre sa voix que par le cri des martyrs que chaque jour elle offre en holocauste... Un pays jadis au niveau de la civilisation de ses voisins d'Occident ne saurait d'ailleurs se développer moralement ni matériellement tant que son Église, sa législation, son instruction publique et toute son organisation sociale ne seront pas marquées du sceau de son génie national et de ses traditions historiques. » Les signatures de l'archevêque, du grand rabbin, étaient en tête de cette adresse, et les Polonais employés, les maréchaux de la noblesse, donnaient leur démission pour se joindre à cette manifestation.

Tout, à vrai dire, avait changé de face en peu de temps. Deux jours avaient suffi pour mettre en présence une nationalité ravivée dans toute son énergie et un gouvernement frappé d'impuissance. Ce fantôme de la Pologne qu'on avait refusé de laisser paraître au congrès de Paris, et que l'empereur Alexandre écartait comme une vision importune dans son entrevue avec la noblesse de Varsovie, devenait tout à coup un être vivant et palpable. Ce n'était pas une poignée d'agitateurs troublant une ville de leurs violences, c'était toute une population saisie d'une inspiration soudaine et reprenant en quelque sorte possession d'une patrie. Toutes les distinctions s'effaçaient désormais dans un sentiment profond de solidarité, et

les balles mêmes du 27 février avaient scellé cette union en frappant des personnes de toutes les classes, de tous les cultes, de tous les sexes et de tous les âges. Quelles étaient les armes de cette nation renaissante? Elle n'en avait pas et n'en voulait pas avoir, ou plutôt elle n'en avait qu'une : c'était un héroïsme passif porté jusqu'à l'exaltation, un vrai fanatisme de sacrifice, comme on pouvait le voir dans l'adresse des ouvriers de Varsovie. Son signe de reconnaissance était le deuil. Dès les premiers jours de mars 1861, un avis répandu dans toute la Pologne faisait de la couleur noire une couleur nationale. « Dans toutes les parties de l'ancienne Pologne, disait cet avis, on prendra le deuil pour un temps indéterminé... La couronne d'épines, voilà depuis près d'un siècle notre emblème! Cette couronne ornait hier les cercueils de nos frères. Chacun de vous en a compris le sens : elle signifie patience dans la douleur, sacrifice, délivrance et pardon. Nous invitons tout Polonais, quel que soit son culte, à répandre ces paroles dans les contrées les plus reculées. »

Un instant maîtresse d'elle-même à Varsovie, cette population mettait une sorte de dignité fière à éviter tout désordre, même à respecter les soldats russes. C'étaient des étudiants qui, le 2 mars, maintenaient le calme pendant l'enterrement des victimes du 27 février; plus de cent mille personnes assistaient à ces funérailles, où le patriotisme faisait la police. D'un autre côté, au contraire, tout était en désarroi parmi les autorités russes, qui étaient comme les spectatrices déroutées d'un mouvement qu'elles ne pouvaient empêcher, qui était incom-

préhensible pour elles. Le prince Gortchakof lui-même, visiblement ému de cette situation extraordinaire, était partagé entre l'étonnement et les réveils curieux de l'instinct d'un soldat sentant son impuissance, cherchant un adversaire sans le trouver. Rien ne peint mieux le caractère du mouvement polonais et l'embarras du pouvoir russe qu'une conversation qui eut lieu le 3 mars, le lendemain de l'enterrement des victimes du 27 février, entre le prince Gortchakof et le comte Zamoyski. Le prince-lieutenant mit d'abord une vraie bonne grâce à remercier le président de la Société agricole de l'ordre maintenu dans la ville pendant la cérémonie de la veille. « Toute la ville vous obéit, lui dit-il; puis, s'animant tout à coup et changeant d'idée, il continua : « Cela ne peut pas durer ainsi ; du reste, je ne vous crains pas, j'ai maintenant des troupes. — Nous sommes prêts à recevoir vos balles, répondit le comte André.—Non! non! nous nous battrons. — Nous ne nous battrons pas, vous nous assassinerez si vous voulez. — S'il vous faut des armes, je vous en donnerai. — Nous ne nous en servirons pas. » C'était là en effet le secret de ce mouvement insaisissable par son caractère tout moral et redoutable par ce qu'il avait de vague. Lorsque l'adresse de Varsovie arrivait à Pétersbourg, l'empereur Alexandre la lisait devant quelques personnes de sa famille. « Mais ils ne demandent rien! dit quelqu'un. — C'est justement ce qu'il y a de grave, » reprit l'empereur. Et c'était la parole d'un esprit sensé.

Il n'y avait qu'un moyen pour la Russie de ne point laisser se prolonger cette situation périlleuse : c'était de préciser un but, de répondre à cette révolution pacifique

de la Pologne par des satisfactions promptes, sincères et efficaces. La Russie ne le fit pas, elle perdit tout un mois; quant à sa sincérité, elle était au moins douteuse. Le plus clair était l'embarras, et sa politique le laissait trop bien voir par la confusion où elle flottait. A Varsovie, tandis que le prince Gortchakof faisait des concessions, ou jetait au comte Zamoyski un défi qui n'était point relevé, tandis que l'ordre était maintenu par le plus merveilleux accord de toutes les volontés, en attendant qu'une solution vînt de Pétersbourg, M. Muchanof, maître encore du ministère de l'intérieur, lançait une circulaire clandestine pour ameuter les paysans contre les propriétaires dans les campagnes, s'inspirant de la triste politique suivie autrefois par l'Autriche dans la Galicie. Ce fut par des juifs que cette circulaire fut découverte, et elle excita une telle indignation que le prince Gortchakof fut bientôt obligé d'enlever le ministère de l'intérieur à M. Muchanof, qui partit de Varsovie hué par la population; c'était dans tous les cas une étrange marque des contradictions persistantes de la politique russe dans un moment où la sincérité eût été habile.

A Saint-Pétersbourg même, on ne savait que faire. On gagnait du temps ou l'on en perdait, et lorsqu'au dernier jour de mars l'empereur Alexandre se décidait à envoyer à Varsovie un plan de réforme, le mouvement national avait pris trop de consistance, les esprits étaient trop énergiquement excités, trop résolus pour qu'on pût se contenter de concessions timides, équivoques, qui ne répondaient plus à la gravité des circonstances. En quoi consistaient en effet ces réformes? Elles supprimaient, il

est vrai, ces deux départements du sénat qui siégeaient à Varsovie et qui étaient le signe de l'assimilation absolue de la Pologne à la Russie; elles promettaient l'élection de conseils provinciaux, de conseils de district, une organisation nouvelle de l'enseignement, la création d'une faculté de droit, plus de respect de la langue polonaise, et enfin elles appelaient à la direction de l'instruction publique un Polonais, le marquis Wielopolski. C'était quelque chose, quoique ce ne fût pas même la réalisation entière du *statut* de l'empereur Nicolas. Ce qui manquait au fond, c'était la garantie, la sincérité d'une politique sérieusement libérale, pratiquée par des hommes vraiment dévoués au pays et animés de son esprit.

Malheureusement, aux méfiances trop justes des Polonais la Russie répondait par un système qui était une contradiction permanente, et qui a invariablement consisté, pendant toute une année, à n'être jamais plus près d'une recrudescence de réaction que lorsqu'on parlait de concessions. Les concessions sont pour l'Europe, qui regarde; le fait reste le même et s'aggrave. En paraissant céder à ce mouvement tout-puissant d'opinion, on cherchait à le flétrir et à le représenter comme l'œuvre de quelques factieux incorrigibles. On semblait vouloir traiter avec cette nationalité renaissante, on publiait le le 1er avril les réformes arrivées de Pétersbourg, et six jours après on dissolvait brusquement cette Société agricole dans laquelle le pays voyait son image, qui n'était intervenue que pour pacifier, que le prince Gortchakof lui-même avait remerciée, et on la dissolvait sous le prétexte étrange « qu'elle ne répondait plus à son but dans

les circonstances actuelles, par suite de la position qu'elle avait prise dans les derniers temps. » De tous ces corps des constables, des délégués de la ville, qui avaient un moment existé, qui pendant tout un mois avaient maintenu l'ordre, dont on avait demandé le concours, on ne laissait rien subsister; on balayait tout avec une sorte d'impatience. On multipliait les proclamations, et en même temps on faisait avancer précipitamment des troupes sur Varsovie.

Qu'en résulta-t-il? L'opinion ressentit comme une provocation la dissolution de la Société agricole; elle se souleva d'indignation, non contre les réformes qu'elle eût peut-être acceptées, mais contre cette politique équivoque qu'elle voyait se dessiner comme une menace, et dès lors moins que jamais la paix était possible entre la Russie et cette nation vivace, obstinée, que M. Tymowski représentait, dans son rapport secret, comme « profondément pénétrée du sentiment de la légalité, » en ajoutant que tout dépendait « de la bonne foi » qu'on mettrait avec elle. Le 7 avril 1861, une foule immense allait au cimetière prier pour les morts de février, puis le soir elle se rendait sur la place du Château, qu'elle trouva occupée militairement; elle demandait à grands cris le retrait de l'ordonnance de dissolution de la Société agricole. Cette foule était si peu menaçante d'ailleurs, que les troupes elles-mêmes finirent par quitter la place, et elle se dispersa en se promettant de revenir le lendemain. Le 8, en effet, à six heures du soir, une multitude plus nombreuse encore renouvelait la manifestation de la veille devant le château. Le prince lieutenant sortit lui-même et se mêla à la foule pour l'a-

paiser, pour lui demander ce qu'elle voulait. La réponse était unanime; elle se résumait dans ce mot énergiquement significatif : « Nous voulons une patrie! »

Rien, du reste, dans cette multitude exaltée, mêlée de femmes et d'enfants, ne trahissait une pensée d'agression matérielle et de lutte. On la sommait de se disperser; elle répondait avec une sombre passion : « Tuez-nous, mais nous ne bougerons pas. » Elle restait impassible devant l'armée rangée en bataille, lorsque tout à coup une voiture de poste vint à passer, et le postillon fit retentir sur son cornet l'air des légions de Dombrowski : « Non, la Pologne ne périra pas! » Aussitôt un cri enthousiaste s'échappa de toutes les poitrines, la foule tomba à genoux, et un mouvement se manifesta. L'armée crut-elle être attaquée? Obéissait-elle à un mot d'ordre? Se décidait-elle, comme on l'a dit, par cette simple et concluante raison que la veille on avait décidé, dans un conseil de guerre, qu'on tirerait, qu'il fallait en finir? Toujours est-il qu'un feu instantané s'ouvrit. Pendant que des escadrons de cavalerie recevaient l'ordre de charger, quinze fois des feux d'infanterie allèrent faire leurs trouées sanglantes dans cette multitude sans défense qui se trouvait cernée de tous côtés.

La foule continua à prier et à chanter en recevant la mort; les femmes et les enfants étaient agenouillés à une extrémité de la place, autour d'une statue de la sainte Vierge, et tout ce peuple resta jusque dans la nuit, lorsque les troupes elles-mêmes s'étaient déjà retirées. Quelque obscurité qu'on ait laissé planer sur le nombre des victimes, il est certain que plus de cinquante

personnes avaient péri, et que le nombre des blessés était immense. Un témoin oculaire l'écrivait avec émotion : « Jamais je ne saurai vous faire comprendre ce mépris de la mort inoui, enthousiaste, qui s'est emparé de ce peuple, hommes, femmes, enfants. De vieux soldats habitués au feu assurent que jamais, à une telle proximité, les troupes les plus solides ne sauraient conserver cet héroïsme indomptable et calme qu'a montré tout ce peuple sous les charges furieuses des cavaliers et sous les feux des bataillons. » C'était assurément une étrange insurrection, que les autorités de Varsovie n'avaient pas eu de peine à vaincre, mais qui rendait désormais toute transaction plus difficile en élevant entre la Russie et la Pologne une méfiance invincible.

Le malheur pour la Russie, c'est qu'en remportant ces tristes victoires, elle n'ajoutait ni à sa force ni à la sécurité de sa domination ; elle ne faisait qu'ajouter à ses embarras; elle restait en quelque sorte sous le poids de sa propre politique. Même après le 8 avril, elle maintenait, il est vrai, les réformes qu'elle venait de promulguer; mais en même temps, par la logique de sa situation, elle se trouvait engagée dans une guerre impossible contre tout ce qu'il y a de plus impalpable, l'âme d'une nation. Comme elle voyait partout une menace sans pouvoir saisir une conspiration, elle était réduite à découvrir sans cesse des combinaisons nouvelles de répression. On ne pouvait sortir le soir sans une lanterne, on ne pouvait se promener en certains lieux. Le deuil surtout était proscrit. Il y eut en vérité un moment où il fallut une autorisation pour être vêtu de noir, et malgré tout le génie de

la police échouait toujours devant l'irritante obstination de ce deuil universel, de cette couleur noire adoptée par toutes les dames polonaises. Les autorités russes, il faut leur rendre cette justice, ne portaient pas dans cette guerre une conscience tranquille. Jusque dans les répressions qu'elles exerçaient, elles semblaient agitées d'un secret malaise qui éclatait d'une manière singulièrement saisissante dans les derniers moments du prince Gortchakof, surpris tout à coup par la mort au milieu de ces luttes, deux mois après les scènes du 8 avril.

On dirait que les tragédies intimes de la Pologne ont quelque chose de fatal pour les fonctionnaires russes. Déjà le prince Paskievitch, à son lit de mort, avait été troublé, dit-on, par une apparition sinistre : il voyait toujours se dresser devant lui une ombre, celle de la mère du comte Zawisza, qui était venue inutilement se traîner à ses genoux pour demander la grâce de son fils. Les derniers moments du prince Gortchakof étaient pleins des mêmes troubles. On racontait à Varsovie que, depuis les scènes sanglantes de février et d'avril, il était saisi parfois d'hallucinations étranges ou de sombres irritations. Peu de jours avant sa mort, il s'était rendu à la gare du chemin de fer pour chercher la princesse Gortchakof, sa femme, qui arrivait de voyage. Il aperçut un des principaux banquiers de Varsovie, et, courant à lui : « Ah ! c'est vous, dit-il, qui faites le patriote ! Je saurai vous écraser ! Je saurai venir à bout de vos maudits étudiants ! Je ferai de vous tous poussière à ma guise ! » Dans les derniers jours de sa vie, il voyait partout des femmes noires qui le suivaient, marchant à côté de lui. « Oh ! les femmes noires, les

femmes noires, les voilà encore! Éloignez-les! » disait-il. D'autres, on le verra, devaient succomber d'une manière plus tragique encore, et le successeur immédiat du prince Gortchakof, le général Souchozanett, lieutenant temporaire de l'empereur en Pologne, ne laissait-il pas percer quelque chose de ce trouble secret dans quelques paroles qu'il prononçait avant de quitter Varsovie? « Vous pourrez, disait-il, m'accuser d'être un homme malhabile, mais vous ne pourrez pas dire que je suis un bourreau : je n'ai fait fusiller personne. » Fatalité étrange d'un système qui pèse sur ceux qui l'exercent comme sur ceux qui le subissent, et qui se relevait tout entier après le 8 avril en face d'une population frémissante!

Un homme s'est rencontré pourtant au milieu de ces événements qui a tenté un effort suprême de conciliation, et ce n'est pas la figure la moins caractéristique, la moins originale de ce drame aux scènes passionnées et émouvantes : j'ai nommé le marquis Wielopolski. A dater du 1er avril, il prenait une place prépondérante dans les conseils du gouvernement, et son rôle actif allait commencer. Le marquis Wielopolski, je l'ai dit, était à Varsovie au mois de février; il suggérait la pensée d'une adresse à l'empereur demandant une constitution, mais commençant par un acte de soumission, par un témoignage de repentir et une sorte de désaveu de la révolution de 1830. N'ayant pu faire prévaloir son idée, il refusait de signer l'adresse envoyée à Pétersbourg et se tenait en dehors du mouvement. Peu après, l'empereur l'appelait à la direction de l'instruction publique, et dès lors il prenait une part décisive à toutes les mesures, à tous les actes qui se suc-

cédaient. Bientôt même, par la démission des autres directeurs, après le 8 avril, il restait seul dans le conseil, s'associant à toutes les rigueurs. C'est peut-être un des types les plus curieux de notre temps, personnage altier, dédaigneux et éloquent, portant le nom des Gonzague, et laissant entrevoir parfois quelques traits d'un vieux politique italien, grand propriétaire tenant par ses domaines à toutes les parties de la Pologne, dévoué à la Russie, non par servilité ou par intérêt, mais par passion de vengeance contre l'Occident, par système, par le calcul d'une politique étrange peut-être, mais puissante. C'est le marquis Wielopolski qui en 1846, après les massacres de Galicie, écrivait avec une fière et vibrante éloquence cette *Lettre d'un gentilhomme polonais au prince de Metternich*, qui était une révélation et qui retentit en Europe [1].

Ce que le marquis conseillait alors à la Pologne, c'était de prendre une résolution héroïquement désespérée, de renoncer désormais au secours de l'Occident, à toutes les sympathies calculées et trompeuses, à toute cette éloquence à bon marché, à ces garanties que les hommes décorent du titre pompeux de droit des gens, et de se donner hardiment à la Russie, d'aller vers le tsar en lui disant : « Nous venons à vous comme au plus généreux de nos ennemis. Nous vous avons appartenu jusqu'ici en esclaves par la conquête, par la terreur; aujourd'hui nous nous donnons en hommes libres, qui ont le courage de se reconnaître vaincus... Nous ne stipulons pas de conditions, vous jugerez vous-mêmes quand vous pourrez vous relâcher de

[1] Voir plus loin le portrait du marquis Wielopolski.

la sévérité de votre loi à notre égard. Pas de réserve donc; mais vous verrez une prière, une prière silencieuse écrite dans nos cœurs en caractères flamboyants, cette seule et unique prière : Ne laissez pas impunis les crimes commis par l'étranger, et dans le sang de nos frères répandu n'oubliez pas le sang slave qui crie vengeance!... »

On reconnaissait à ces paroles le théoricien enflammé d'un panslavisme vengeur qui entrevoyait le jour où par cette fusion, par le sacrifice de ses idées de nationalité indépendante, par ce suicide moral, la race polonaise revivrait dans l'empire, retrouvant l'ascendant de l'intelligence et du conseil. Ce que le marquis Wielopolski pensait en 1846, il le pensait toujours en 1861. Aussi s'était-il tenu à l'écart de toutes les tentatives pour réchauffer la pensée nationale, de toutes les œuvres pratiques de réorganisation patiente et invisible; il n'avait jamais voulu faire partie de la Société agricole. Le marquis Wielopolski entrait au reste dans son rôle avec l'inflexible vigueur d'un caractère altier et plein d'orgueil qui bravait l'impopularité auprès de ses compatriotes, mais qui, d'un autre côté, en acceptant de servir la Russie, gardait sa hauteur. Au mois de février, quand il s'agitait un moment à Varsovie pour son adresse, le prince Gortchakof lui fit dire de prendre garde; il répondit fièrement : « Dites au prince que mes malles sont faites, que je suis prêt à partir pour la Sibérie. »

A ses compatriotes le marquis disait : « Vous, vous n'êtes pas à la hauteur nécessaire pour me comprendre. » Pour les Russes, c'était un personnage indéfinissable et énigmatique. Ils ne comprenaient pas cet

étrange gentilhomme polonais qui, n'étant rien dans la hiérarchie administrative, se trouvait tout à coup ministre, qui refusait tout traitement, qui négociait direcrectement avec l'empereur. Que voulait-il? quel était le dernier mot de sa pensée? De là, pour le marquis, cette position solitaire et difficile entre les Polonais, qui n'avaient qu'antipathie pour ses idées, et les Russes, pour lesquels il était un phénomène plus extraordinaire que rassurant. Le marquis Wielopolski ne croyait pour le moment qu'à la possibilité d'organiser un régime légal quelconque; il y employait ses efforts. Or la légalité est ce que les Russes comprennent le moins. Ce fut, après la mort du prince Gortchakof, l'origine des démêlés du marquis Wielopolski avec le nouveau lieutenant, le général Souchozanett, démêlés où le gentilhomme polonais finit par avoir momentanément raison du Russe, pour être bientôt emporté lui-même par un courant plus violent de réaction.

La réaction, c'était en réalité le mot du système suivi par la Russie, et elle ne voyait pas qu'au lieu de calmer et de maîtriser le mouvement elle ne faisait que lui donner plus de profondeur et d'énergie par la compression, si bien que lorsque trois mois plus tard la Russie semblait se raviser et revenir un instant à des idées plus conciliantes, le mouvement avait encore grandi. Il s'était surtout étendu, il avait gagné les provinces de l'ancienne Pologne de 1772. Des scènes semblables à celles de Varsovie s'étaient passées à Wilna, et en appliquant les mêmes répressions à toutes ces provinces, la Russie scellait en quelque sorte par sa propre politique cette

unité de la vieille patrie polonaise qu'elle s'efforçait de combattre. Une proclamation officielle parlait de la Lithuanie comme d'une province ayant toujours appartenu à l'empire et n'ayant été qu'un moment conquise autrefois par la Pologne. Quelques journaux français vinrent même en aide à la Russie à cette époque en démontrant à la Lithuanie, cette patrie de Mįckiewicz, de Kosciusko et des Czartoryski, qu'elle ne devait avoir rien de polonais. Ce fut justement ce qui provoqua, comme protestation, une des scènes les plus curieuses de cet étrange drame sous la forme d'un pèlerinage à Horodlo.

Horodlo est une petite ville au delà du Bug, où s'était accomplie, il y a plus de quatre siècles, l'union de la Lithuanie et de la Pologne. Le 10 octobre était l'anniversaire de cette union. Dès le mois de septembre des circulaires coururent dans toutes les parties de l'ancienne Pologne, et partout des délégués furent nommés, même dans la Prusse occidentale. On fit ce qu'on put pour détourner ces singuliers voyageurs. Ceux qui venaient d'au delà du Bug ne purent passer le fleuve; ceux qui venaient de Cracovie furent arrêtés sur la Vistule. L'affluence fut néanmoins immense; les routes étaient encombrées de gens à cheval, de piétons, de voitures de toute sorte, lourdes charrettes, tarantas de Podolie, phaétons de Léopol. A la veille du 10 octobre, les châteaux, les maisons, les villages autour d'Horodlo se remplissaient d'hôtes inconnus qui partout recevaient une large hospitalité. « Entrez, et soyez les bienvenus, » leur disait-on sans demander leur nom.

Le lendemain, à six heures du matin, une immense

procession se forma. Arrivée au petit village de Kopylowa, à une demi-lieue d'Horodlo, toute cette foule, composée d'hommes inconnus les uns aux autres, mais rapprochés par un même sentiment, se rangea en ordre, marchant en colonne serrée et chantant. Il y eut un moment d'incertitude. Fallait-il aller plus loin, au risque de se heurter contre une répression sanglante? Un cri partit : « Nous sommes venus pour aller prier à Horodlo, allons à Horodlo! » Et la procession reprit sa marche, précédée d'une avant-garde de plus de deux cents prêtres et religieux, lorsque tout à coup, en approchant d'Horodlo, on voyait se déployer en demi-cercle autour de la ville une force militaire considérable. Un mouvement d'inexprimable anxiété se manifesta.

On ne savait en effet ce qui allait arriver, et on ne s'avançait pas moins après avoir rejeté tout ce qui pouvait ressembler à une arme. L'emportement d'un chef pouvait transformer cette scène en un véritable massacre. Heureusement le gouverneur militaire de Lublin, le général Chrustef, chargé de défendre Horodlo, était un homme conciliant et humain. Il s'avança à la tête de son état-major vers la procession, salua avec déférence les membres du clergé, et leur dit : « J'ai l'ordre formel et sévère d'empêcher la manifestation, je n'ai pas le choix des moyens. Ne me forcez donc pas à employer la rigueur; vous ne voudriez pas charger votre conscience de la responsabilité du sang versé. » Un chanoine sortit alors des rangs et fit observer que toute cette foule ne pouvait être venue de si loin pour se retirer sans avoir au moins entendu la messe. Le général réfléchit

un instant; il était lui-même dans une anxiété visible; un silence poignant régnait partout. Enfin Chrustef dit au prêtre : « Si vous voulez absolument prier, faites-le ici, dans les champs, devant la ville; mes ordres ne vont pas jusqu'à vous l'interdire. » Aussitôt on se mit à l'œuvre, et un autel rustique fut élevé au sommet d'une petite colline. Tout était prêt, lorsque quarante bannières représentant toutes les provinces de l'ancienne Pologne, se déployèrent, dominées par une immense bannière portant les armes réunies de Lithuanie et de Pologne.

Le tableau était splendide et éclairé par un soleil radieux. Quand la messe fut dite, un prêtre basilien du rite grec-uni se leva, et, s'adressant à cette foule: « C'est aujourd'hui, lui dit-il, que sont réunis pour la première fois les membres mutilés de notre Pologne. Il n'y a pas dans toute notre histoire nationale de fête plus belle, de souvenir plus pur que celui que nous célébrons en ce jour... Regardez cette forêt : autant elle compte d'arbres, autant vous trouverez sur la terre polonaise de tombeaux de braves et de martyrs morts pour notre liberté. Ici comme dans toute la Pologne, tous sont prêts encore au sacrifice de la vie; mais l'heure n'est pas venue. Prions, prions, et alors pas un ne manquera à l'appel. Ne souhaitons pas de mal à nos ennemis; voyez-les aujourd'hui silencieux et immobiles. Ils nous regardent et ils comprennent maintenant ce que nous sommes et ce que nous pourrons être. D'un geste, ils pourraient nous écraser, nous renverser palpitants sur le sol; ils se taisent, parce qu'ils sentent bien que derrière nous est tout un peuple, et qu'on ne tue pas un peuple. » Et, se tournant vers la

bannière flottante, le prêtre dit en finissant : « Oiseau sans tache, aigle blanc qui jadis distribuas des couronnes et n'en as plus pour toi, plane au-dessus de tes frères et va crier aux quatre coins du monde que tu respires encore! Convoque tes enfants, tes émigrés, tes anciens défenseurs, et montre leur la route. Tu souffriras, tu souffriras beaucoup; mais un jour tu t'élèveras plus haut, plus haut encore que dans le passé, tu déploieras tes ailes comme pour bénir ta nation libre enfin!... » Puis, après avoir planté une croix de bois à l'endroit où la messe venait d'être dite, toute cette foule s'écoula, emportant le religieux souvenir de cette scène étrange.

Ce n'était là toutefois qu'un épisode de ce mouvement, contagieux comme la passion. La vraie question n'avait cessé d'être à Varsovie, au centre même de l'agitation polonaise; elle précédait et dominait la manifestation d'Horodlo.

Je touche ici aux phases diverses de la politique russe et à une de ses fatalités. Qu'on le remarque bien : aux derniers jours de mars, la Russie se montre disposée aux concessions; elle publie des réformes, et aussitôt la réaction éclate, elle est sans limites le 8 avril ; des réformes de mars rien ne subsiste pour le moment, ou du moins tout est en suspens. Au mois d'août, après une période de compression et de rigueurs marquée surtout par un antagonisme très-vif entre le marquis Wielopolski et le général Souchozanett, envoyé comme successeur du prince Gortchakof, une éclaircie semble encore se produire. Un nouveau lieutenant est donné au royaume de Pologne, c'est le général comte Lambert, qui part pour Varsovie

avec la mission d'appliquer les institutions nouvelles, de rallier « les hommes éclairés et bien intentionnés, » de rechercher « les besoins réels du pays. » Quel allait être le dénoûment de cette expérience reprise dans des conditions aggravées? Malheureusement il y avait un vice dans cette tentative comme dans toutes les tentatives de la Russie en Pologne. Le comte Lambert réunissait sans doute les conditions les plus favorables pour remplir une mission de paix. C'était un gentilhomme aux manières courtoises et affables, d'origine française, catholique de religion, ayant un esprit modéré et jouissant de la faveur particulière du tsar; mais en même temps les hommes placés autour de lui passaient pour des représentants du vieux parti russe, destinés à le surveiller, à le retenir au besoin. C'était le général Gerstenzweig, gouverneur militaire de Varsovie et ministre de l'intérieur, le chef d'état-major Krijanowski, le sénateur Platonof, membre du conseil d'administration.

Malgré tout, le comte Lambert, à son arrivée à Varsovie, fut reçu avec faveur et considéré comme un plénipotentiaire de paix, et ses premiers actes étaient marqués effectivement d'un esprit de conciliation. Le général Lambert nouait des rapports avec les chefs du parti national, conférait avec les évêques, et accueillait même une note confidentielle d'un chanoine considéré à Varsovie, M. Wyszinski, indiquant les conditions possibles de la paix, conditions qui se résumaient dans une constitution pour le royaume et une organisation fondée sur l'autonomie nationale pour la Lithuanie et la Ruthénie. Enfin il se disposait immédiatement à mettre

en pratique les institutions nouvelles, organisation du conseil d'État, élection des provinces et des districts.

Pour le parti national, il s'agissait de savoir ce que le pays devait faire en présence de cette situation nouvelle et des élections qui se préparaient. Des réunions eurent lieu. Tout repousser et s'abstenir, c'était l'opinion de ce qu'on pourrait appeler le parti de l'action, le parti avancé. Les modérés, avec un sens plus pratique, sentaient la nécessité de ne renoncer à aucun moyen légal, et surtout ils combattaient l'idée de s'abstenir dans les élections. Ce fut le parti modéré qui l'emporta. Seulement une combinaison fut adoptée pour rallier toutes les opinions : deux pétitions devaient être signées en même temps, l'une adressée au conseil d'État et demandant l'émancipation complète des Juifs, l'autre adressée au comte Lambert et réclamant une représentation nationale comme la seule institution propre « à rechercher et à faire connaître les besoins du pays, » selon les mots du rescrit impérial. Ces deux pétitions devaient être signées par tous les électeurs au moment du vote, et c'est ainsi qu'on se présentait au scrutin à la fin de septembre. Les listes électorales adoptées en commun obtinrent presque l'unanimité malgré les tentatives de dissidence de quelques exaltés. Les paysans surtout montraient un grand zèle, et dans tous les districts les électeurs signaient les deux pétitions convenues, qui devaient être remises le 18 octobre par une députation.

Une chose à remarquer, c'est qu'on signait dans le plus grand secret, et le secret a même été si bien gardé que le texte de l'une des pétitions n'a point

été connu. Par le fait, ces élections, où le parti national modéré avait un immense avantage, imprimèrent à la situation un caractère tout nouveau; elles plaçaient l'agitation sur le terrain des revendications légales, et il fut convenu que les manifestations devaient cesser complétement par la célébration d'une fête religieuse en l'honneur de Kosciusko le 15 octobre. Le 14, l'état de siége était subitement proclamé!

Qu'était-il arrivé? Ce n'était point la crainte de troubles possibles dans la journée du 15 qui faisait recourir à l'état de siége; mais on avait vu se dessiner ce système nouveau d'action que je signalais. Déjà les évêques prenaient l'initiative des revendications légales en présentant une note que le comte Lambert refusait d'accepter. D'un autre côté, l'affaire des pétitions signées pendant les élections commençait à s'ébruiter et à inspirer de vives inquiétudes, surtout à Pétersbourg. Enfin c'était le moment où des désordres éclataient en Russie dans les universités, Cet ensemble de symptômes effraya, et l'état de siége était proclamé, moins assurément pour empêcher la célébration de la fête de Kosciusko que pour étouffer la pétition qui devait être remise quatre jours après. Or ici cette situation, qui avait paru un moment rentrer dans des conditions toutes politiques, toutes légales, reprenait un caractère dramatique, et l'état de siége transformait la journée du 15 en une tragédie nouvelle qui rouvrait l'ère des réactions et emportait tout.

Ce fut en effet une des plus poignantes journées dans cette succession de journées lugubres. Dès le matin du 15 octobre, le peuple courait dans les églises pour assister

aux services funèbres en mémoire de Kosciusko. Les troupes, occupant déjà militairement la ville, n'empêchaient nullement les fidèles d'entrer. Ce ne fut que quand les églises furent remplies que l'armée reçut l'ordre de les cerner; elle arriva tardivement devant quelques-unes, d'où l'on put s'échapper. La cathédrale de Saint-Jean et les Bernardins eurent les honneurs d'un siége véritable. En même temps des nuées de Cosaques se répandaient dans Varsovie, commettant toute sorte d'excès, ne respectant ni les femmes ni les étrangers. C'est un Anglais, M. George Mittchell, victime et témoin dans cette journée, qui l'a écrit. « Des troupes de cosaques et de Circassiens en furie couraient à travers les rues, frappaient indistinctement hommes et femmes. Ils entraient dans les maisons, en maltraitaient les habitants et les mettaient au pillage. » En cernant les églises, on ne prévoyait point assurément que la foule prendrait une résolution étrange, celle de ne point en sortir tant que l'armée serait là, qu'il faudrait l'en arracher, et c'est ainsi qu'une résolution irréfléchie et violente conduisait aux conséquences les plus désastreuses.

Pendant tout le jour on resta en présence : la population dans les églises, haletante, exaltée, souffrant de la faim, mais inébranlable; les soldats campant aux portes. A huit heures, un général se présenta et offrit à la foule de se rendre *à la grâce* et à la merci du lieutenant du royaume. On lui répondit qu'on savait ce que c'était que cette grâce, qu'on ne sortirait pas tant que l'armée ne se serait pas éloignée. On alluma les cierges du catafalque élevé la veille pour l'archevêque mort, et de temps à autre

on chantait des hymnes. A deux heures du matin, un nouveau parlementaire survint. On lui répondit, comme la première fois, qu'on ne demanderait pas grâce. Deux longues et mortelles heures s'écoulèrent encore, et ce n'est qu'à quatre heures du matin, c'est-à-dire après un siége de dix-sept heures, que les soldats reçurent l'ordre d'envahir l'église par la force et de chasser cette foule. Plus de deux mille personnes furent prises et conduites à la citadelle.

Ce n'est pas tout cependant, et ici se révèle cette fatalité que je montrais pesant parfois sur les fonctionnaires russes. Le comte Lambert n'avait nullement prévu, à ce qu'il semble, l'envahissement des églises ni ces arrestations en masse. Tout s'était exécuté par l'ordre du général Gerstenzweig, chef de l'état de siége, et de là une scène qui devenait une tragédie entre les deux généraux. Le comte Lambert reprochait les violences de la journée à Gerstenzweig, qui à son tour répliquait avec violence. Que se passa-t-il alors? Ce qui ne semble plus douteux, c'est que l'un, Gerstenzweig, se brûlait la cervelle, tandis que le général Lambert quittait subitement Varsovie. Quant aux suites de ces scènes du 15 octobre, elles se manifestaient immédiatement : l'administrateur du diocèse de Varsovie faisait fermer les églises, et il était imité par les chefs des autres cultes, par le grand rabbin, par le chef de l'Eglise protestante. Depuis un an toutes les écoles étaient fermées en Pologne, les théâtres l'étaient aussi, les églises se fermaient à leur tour. Ainsi s'inaugurait une période nouvelle de réaction plus violente et plus systématique encore.

C'est comme le triste épilogue de ce drame d'une année. Les scènes du 15 octobre ont été, en effet, le point de départ d'une sorte de révision de tout ce qui s'est passé depuis le mois de février 1861 et d'une série de châtiments appliqués indistinctement par la loi martiale à toutes les classes, à tous les cultes comme à toutes les professions. Parmi tous ces hommes punis, déportés, enfermés dans des forteresses, qui trouve-t-on? M. Szlenker, le prévôt des marchands de Varsovie, le plus riche et le plus honorable commerçant du royaume; M. Hiszpanski, chef de la corporation des ouvriers cordonniers, petit-fils de Kilinski, aimé et influent à Varsovie, membre de la délégation formée en 1861 et élu au mois de septembre de la même année membre du conseil municipal. Les Sibériens amnistiés depuis quelques années furent renvoyés en Sibérie « par mesure de précaution, » selon les termes de l'arrêt; parmi eux se trouvaient M. Ehrenberg, un poëte distingué, — M. Krajewski, un des plus éminents critiques polonais, le plus modéré et le plus sensé des écrivains, l'auteur d'une remarquable traduction de *Faust*. Un nombre immense d'étudiants, d'ouvriers, étaient envoyés au Caucase et à Orembourg. Le grand rabbin Meiselz, les rabbins Kramstuk et Jastrow furent expulsés. Le pasteur évangélique Otho fut condamné à la déportation. Le chapitre seul de Varsovie perdait dix de ses membres, notamment M. Stecki, le chanoine Wyszinski, celui à qui le général Lambert demandait des notes. Enfin n'a-t-on pas vu l'administrateur même du diocèse de Varsovie, un vieillard de quatre-vingts ans, M. Bialobrzeski, condamné à mort pour avoir fermé les églises

après le 15 octobre, et détenu par grâce dans une forteresse, puis flétri dans son caractère par la publication d'une rétractation qui, si elle avait été faite réellement, rendait bien plus inexplicable encore une condamnation à mort! Or, quand on voit cette multitude de peines, on se demande à quelle nature de délits et de crimes elles s'appliquent. Les proclamations et les arrêts le disent: ce sont des prières, des hymnes, des processions, un geste douteux fait en lisant une affiche officielle, des emblèmes nationaux, des vêtements de deuil. Seulement il est bien vrai que dans ces chants, ces prières, ce deuil, il y a l'âme d'une nation attristée par l'excès des compressions, douloureusement éprouvée et jamais découragée même par les revers.

C'est là justement ce qu'il y a de grave dans ces événements d'une année éclatant tout à coup au moment où tout s'agite, où des problèmes si nouveaux viennent passionner la politique. De quelque façon qu'on les juge, ces événements révèlent un peuple qui est apparu debout sans qu'on ait su comment, qui n'a trouvé qu'en lui-même le secret de ne pas mourir, de vivre au contraire d'une vie nouvelle et plus abondante. Ce qu'on voit dans ce drame, que l'imagination émue et exaltée d'un peuple teint, je le sais, de ses couleurs, et qui ressemble parfois à une légende, ce n'est point la convulsion d'une nationalité expirante, et poussant une sorte de cri fatidique avant de mourir; c'est au contraire une force qui pendant trente ans se retrempe, s'épure, se discipline, et qui apparaît à la fois enthousiaste et tranquille. Quels sont donc les traits d'une nationalité véritable? — Est-ce le génie

de l'intelligence et de l'imagination? La Pologne a compté dans ce siècle toute une légion de poëtes d'une singulière puissance d'inspiration, et elle a encore toute une littérature vivace et variée. Même sans avoir toujours droit de cité dans ses écoles, sa langue a subsisté. — Est-ce le sentiment du passé et des traditions? Ce sentiment éclate partout depuis un an. — Est ce l'originalité des mœurs et de la vie? Les mœurs polonaises ont gardé toute la saveur du caractère national, et ce n'est point assurément l'influence russe qui les a pénétrées.— Est-ce par l'unité des classes, par la paix sociale, qu'une nationalité apparaît dans son intégrité et sa force? ce que le mouvement actuel a montré précisément, c'est cette unité, cette fusion des classes scellée par l'abolition des dernières traces du servage, par l'avénement définitif des paysans à la propriété, avénement favorisé, réalisé par les propriétaires eux-mêmes d'une façon à la fois libérale et pratique, car si on ne voit quelquefois de cette agitation que les dehors dramatiques et émouvants, il y a aussi sous la passion un esprit politique sagace, patient, éclairé par toutes les fautes et par toute l'histoire du passé — Est-ce enfin la religion qui est un des signes d'une nationalité sérieusement vivace? La religion est partout dans ce réveil polonais qui se manifeste par des hymnes, qui se réfugie et se concentre à un certain moment dans les églises.

Il est sans doute de grands démocrates pour qui la Pologne est suspecte à cause de cette fidélité religieuse. Ils ne voient pas que non-seulement dans la souffrance il y a quelque chose qui rouvre toutes les sources du senti-

ment religieux, qui l'élève parfois jusqu'à un mysticisme passionné, mais encore que dans un pays comme la Pologne, l'Eglise est la seule force organisée, le seul corps ayant sa loi, son indépendance. Le catholicisme est réellement une des formes de la nationalité polonaise. Seulement à ce catholicisme s'allie désormais un large sentiment de tolérance, et on a vu prêtres, évêques, rabbins, pasteurs protestants, rapprochés dans les mêmes manifestations et sous le coup des mêmes répressions. Le catholicisme polonais réalise ce phénomène, qui par malheur n'existe point partout, d'une alliance intime, profonde, de la religion avec tous les instincts de nationalité et de liberté, et c'est par l'ensemble de ces caractères que l'agitation polonaise est bien autre chose qu'une fièvre éphémère de révolution faite pour tomber sous une répression violente.

De là aussi ce qu'il y a dans ce problème d'éternellement menaçant pour la Russie elle-même, réduite à soutenir une lutte ingrate autant qu'impuissante, qui la compromet souvent aux yeux de l'Europe, qui engage toute sa politique, et qui pèse sur son propre développement intérieur. Je ne sais ce qui arrivera, nul ne pourrait le dire. La Russie peut sévir encore, elle peut s'adoucir, le problème reste le même et s'aggrave sans compensations pour l'empire des tsars. Lorsque la Russie, il y a un siècle, réalisant la pensée de Pierre le Grand, marchait sur la Pologne pour la dissoudre et recueillir ses dépouilles, elle violait assurément toute justice; mais elle avait une raison : elle voulait se rapprocher de l'Occident et entrer par là plus avant dans les affaires de l'Eu-

rope. Tout n'a-t-il pas changé? La puissance russe a-t-elle besoin aujourd'hui de la Pologne pour avoir un rôle dans les affaires du monde et de l'Europe? Il y a une chose qui rapproche désormais la Russie de l'Occident bien plus que sa présence à Varsovie, c'est cette multiplicité de communications, ce mélange de toutes les idées et de tous les intérêts, ces lignes de fer qui rapprochent tout, qui font disparaître les distances. Et qu'arrive-t-il? C'est que pour soutenir une domination toujours précaire, toujours contestée, parce qu'elle n'a pas su aller au moment opportun au-devant des vœux les plus légitimes, la Russie compromet toute sa politique; elle est à chaque instant entravée dans les combinaisons de ses alliances, car entre elle et ceux qui pourraient être ses alliés s'élève sans cesse ce fantôme de la Pologne.

Et ce n'est pas seulement sa politique extérieure qui est gênée, engagée, c'est toute sa politique intérieure, liée par les nécessités d'une incessante compression. Le grand Chatam disait : « Si le gouvernement anglais soumet l'Amérique au despotisme, par cela même l'Angleterre sera obligée de s'y soumettre. » Et voilà justement le lien de cette récente agitation polonaise et des aspirations libérales qui se manifestent aujourd'hui en Russie. Ce n'est plus un mystère que dans toutes les classes de la société russe les sentiments de sympathie pour la Pologne se propagent rapidement, et on entrevoit, sans s'en émouvoir, la possibilité d'une séparation des deux pays. Un journal clandestin de Pétersbourg, le *Welicorus*, le disait avec netteté il y a peu de temps : « Pour exercer notre pouvoir sur la Pologne,

nous sommes forcés d'y maintenir une armée supplémentaire de deux cent mille hommes, de dépenser annuellement quarante millions de notre argent, outre celui que nous tirons de laPologne. Nos finances ne s'amélioreront pas tant que nous gaspillerons ainsi nos ressources. Il nous faut quitter la Pologne pour nous sauver nous-mêmes de la destruction... Nous ne pourrons plus aujourd'hui vaincre les Polonais comme du temps de Paskievitch, car maintenant en Pologne il n'y a plus de discorde. Les patriotes polonais ont consenti à se dépouiller d'une partie de leurs terres pour en doter les paysans, malgré les efforts de notre gouvernement pour semer la division entre ces deux classes... Pour nous, Russes, il s'agit de savoir si nous devons attendre jusqu'à ce que nous soyons ignominieusement expulsés de la Pologne, qui, s'étant elle-même émancipée, sera notre ennemie, ou si nous devons être assez sages pour renoncer volontairement à un pouvoir ruineux et faire des Polonais de fidèles amis de la Russie. » Tel est en effet le problème qui s'agite devant l'Europe attentive.

Et pour l'Europe elle-même, cette question qui se dégage de tout un drame palpitant d'une année, des rapports de la Russie et de la Pologne, cette question n'est point indifférente. L'Occident tout entier est livré aujourd'hui à une de ces crises où tout s'éprouve, où tout se renouvelle, où tout change de face. Ce qu'on a appelé l'ordre public européen pendant quarante ans n'existe plus, et ce ne sont pas seulement les peuples qui l'ont violé, ce sont les gouvernements eux-mêmes qui y ont porté la main, si bien qu'il est tombé pièce à pièce.

L'ordre public de 1815 s'en va. Ce que sera l'ordre nouveau qui sortira du travail contemporain, nul certes ne peut le dire ; mais c'est justement parce que nous vivons dans un temps où tout se refond, où tout s'élabore, que le premier intérêt est d'observer les éléments de ce vaste et universel mouvement, toutes les manifestations sérieuses de la conscience des peuples. Nous avons à observer ce qui meurt et ce qui vit. La Russie a, dit-on, une certaine crainte de l'opinion de l'Europe. L'opinion, à coup sûr, n'a aucune disposition hostile contre la Russie; elle ne peut au contraire que s'intéresser à des œuvres comme l'émancipation des paysans, due à l'initiative de l'empereur Alexandre II, et à ce travail libéral qui se dessine de plus en plus aujourd'hui au sein de la nation russe; mais en même temps elle contemple ce point noir qui est à Varsovie, elle fait la part des fautes et des malheurs, et elle se dit que si les fautes ont d'inévitables conséquences, les malheurs d'un peuple ont aussi un terme.

IV

UN SOLDAT POLONAIS EN RUSSIE

Lorsqu'on suivait d'un œil plus distrait qu'aujourd'hui les événements qui se passaient au nord de l'Europe, on était exposé à voir de temps à autre dans un journal, dans une dépêche énigmatique, que des prisonniers de la veille, de jeunes étudiants polonais, étaient envoyés pour servir comme *simples soldats* dans l'armée russe à Orenbourg, au Caucase, et on ne se rendait pas assurément compte du sens réel de ce simple mot, on ne savait pas au juste ce que cachait de souffrances cette phrase officielle jetée indifféremment au public. Dans notre Occident, ce mot de soldat n'a certes rien qui effraye, rien qui ne parle à un certain instinct en éveillant l'idée d'une vie sévère, difficile sans doute, mais aussi relevée par un sentiment viril de dévouement patriotique et même par l'espoir d'une fortune promise sans distinction à tous ceux qui peuvent la gagner par l'éclat des services. Le plus humble conscrit de France peut être triste en quit-

tant son village et sa famille, mais il ne tarde pas à se façonner à sa vie nouvelle; il est saisi par cette religion du drapeau qui est la religion de la patrie, et il reprend vite sa bonne humeur dans le rang. Avec un peu de bonheur, il arrive quelquefois à l'épaulette, et, n'eût-il pas cette compensation, il a toujours l'espoir de rentrer, après ses sept ans de service, libre et content dans son vieux foyer. D'ailleurs, ce nom de soldat qu'il porte s'applique indistinctement au premier des généraux et au dernier troupier. Il n'en est pas encore ainsi en Russie, et aucun officier, ni même un simple *junker* aspirant à un grade, ne s'appelle de ce nom réservé à cette masse obscure qui sert sans espérance. Je ne ferai que rappeler le triste tableau tracé par un déporté en Sibérie, qui sur sa route voyait un vieux soldat s'approcher de lui en lui tendant la main pour demander l'aumône, et se trouvait, lui condamné à la Sibérie, presque heureux auprès du vieux serviteur abandonné.

« Le plus malheureux de tous les hommes du monde, plus malheureux encore que le soldat de Sibérie, est sans contredit le soldat russe, dit l'auteur des *Souvenirs d'un Sibérien*[1]. Je ne parle pas des vingt ou vingt-cinq ans de service qui usent sa santé et sa vie; je ne parle pas de ces coups de bâton et de verges qu'on lui applique par milliers pendant son long martyre : si du moins, au terme de ces nombreuses années passées sous les armes et sous les verges, il était, dans ses vieux jours, protégé contre la misère ! Mais c'est tout au plus si le gouvernement accorde à

[1] Voir les *Souvenirs d'un Sibérien*, de Rufin Piotrowski habilement et éloquemment mis en français par M. Julian Klaczko.

8.

quelque victime exténuée et décrépite de la discipline militaire de l'établir dans une terre de la couronne, à des milliers de verstes de sa famille et du lieu de sa naissance, sans toutefois lui rien donner de ce qui est nécessaire à l'exploitation du champ qui doit le nourrir. Encore est-il obligé, s'il se marie, de remettre au tsar tout enfant mâle dès qu'il a atteint sa dixième année : il a, dit-il, l'assurance que son fils mènera une vie aussi misérable que la sienne. Il s'en faut pourtant de beaucoup que tous les vétérans soient si bien pourvus : la plupart reçoivent leur destination pour les forteresses et les prisons ou sont renvoyés dans leurs foyers, où, vieux, impropres à tout travail, ils ne sont guère qu'une lourde charge pour une famille devenue presque étrangère; mais le gouvernement a soin alors de spécifier dans le certificat de congé qu'il leur est rigoureusement défendu de se laisser pousser la barbe et de mendier. Malheureusement il est plus facile de se conformer à la première défense qu'à la seconde. »

Il faut bien remarquer, du reste, qu'en Russie *être envoyé pour servir comme soldat* n'équivaut pas absolument à être incorporé dans l'armée, ni même à être envoyé aux recrues. Cette expression implique l'idée d'une punition, et d'une punition devenue terrible pour des milliers de Polonais qui l'ont subie depuis trente ans, qui la subissent encore pour expier le crime d'aimer trop leur pays.

Combien en est-il de ces malheureux soldats par contrainte qui aient réussi à s'échapper? Bien peu, je crois. Dans ces derniers temps, un d'entre eux parvint à

s'évader et à se mettre en sûreté. Comme tous ceux qui ont beaucoup souffert, il ne se montra d'abord nullement désireux de raconter sa pauvre histoire. On l'interrogeait pourtant, et, pressé de questions, il finit par raconter les misères par lesquelles il avait passé pendant quelques années sous la capote de soldat condamné. Ce qu'il disait, il ne croyait pas le dire pour le public, il le disait pour quelques-uns de ses compatriotes émus, avec une simplicité naïve et douloureuse, et sans soupçonner que ses paroles pussent être recueillies. Je ne voudrais rien changer à ce récit échappé, involontairement en quelque sorte, à un jeune homme qui a eu tant de semblables dans son pays.

I

« Mon père était capitaine dans l'armée de Napoléon Ier, disait le soldat condamné; en 1809, il perdit un œil sous Kœnigsberg; c'est tout ce que ma mémoire a pu retenir de lui; quant à son histoire et à sa figure, je n'en ai qu'une idée confuse. Ce que je sais, c'est qu'avant ma naissance il habitait la campagne de Zagrodka, dans le département de Lublin; qu'en 1831 il servait dans la cavalerie de l'armée nationale, puis qu'il passa successivement à Krosniewice, petite ville du département de Kalisch, et à Lublin, où il était sous la surveillance de la police. Un jour, pour une raison que j'ignore, mon père fut pris et envoyé je ne sais où. Ma mère m'expliqua tout

cela, mais j'étais trop enfant pour entendre ce qu'elle me disait ; j'avais à peine six ans, et, plus tard, voyant l'impression qu'elle en ressentait toujours, je ne voulus plus l'interroger. Je me rappelle seulement qu'au départ de mon père ma mère versa bien des larmes et lui donna une petite croix d'argent. Elle m'emmena à Radzin et de là à Sieldce, où, ayant grandi, je commençai à aller au collége. Au printemps de 1848, j'avais déjà seize ans et j'étais dans la deuxième classe, lorsqu'un grand mouvement se manifesta parmi les étudiants. Ceux de Lublin arrivaient en cachette et conféraient avec les plus grands ; à moi, on me dit seulement qu'il y avait une guerre, que l'heure de l'affranchissement était sonnée pour la Pologne, et qu'il fallait aller en Hongrie, où les nôtres se battaient déjà pour la liberté. Je ne pris même pas la peine de réfléchir, tant tout cela me semblait naturel et obligatoire ; l'entraînement était d'accord en moi avec le sentiment du devoir. J'étais prêt à partir.

« Le jour convenu, je n'eus pas le courage de faire mes adieux à ma mère ; je lui écrivis seulement quelques mots, le cœur bien serré, et je quittai la maison à la dérobée. A une heure avancée du soir, nous montâmes hors la ville dans quelques chariots de juifs qui nous attendaient, et nous nous mîmes en route pour Lublin. A une lieue de la ville, nous rencontrâmes d'autres volontaires qui se joignirent à nous ; puis, divisés par groupes, nous nous dirigeâmes à pied vers la forêt de Miendzyrzec, où devaient se réunir d'autres détachements. Pour moi, je ne connaissais ni la route, ni le plan adopté, ni rien, mais il y en avait parmi nous qui le savaient. A peine en-

trés dans la forêt, nous entendîmes des coups de fusil; des espions nous avaient trahis, et des troupes du gouvernement nous attendaient à notre point de ralliement. Les premiers arrivés étaient déjà aux prises, et nous fûmes bientôt cernés à notre tour. Nous nous défendîmes énergiquement; des deux côtés il y eut des morts et des blessés. Un Cosaque m'atteignit d'un coup de sabre à la main, près du poignet, et, me saisissant par le cou, m'attira sur son cheval; j'eus beau me débattre, le piquer deux fois d'un couteau que je tenais de l'autre main et le mordre à l'oreille, cela ne servit à rien. Ceux d'entre nous qui survécurent furent pris et conduits à Varsovie.

« Là, nous restâmes plusieurs mois à la citadelle, puis on nous transféra à Modlin, où nous passâmes encore cinq mois et d'où on nous ramena enfin à Varsovie. L'enquête commença. Quoique nous fussions enfermés séparément et que nous n'eussions occasion de nous rencontrer que rarement et pour un temps fort court, un mot d'ordre arriva parmi nous pour nous avertir de parler le moins possible, de ne pas nous accuser les uns les autres, et surtout de ne pas dire un mot de ceux qui n'avaient pas été pris. Pour moi l'instruction était bien inutile, car je ne savais rien et je ne pouvais trahir des secrets que j'ignorais. Amené devant la commission que présidait un général couvert de décorations, je dis toujours la même chose, et ce n'était rien. Des cris s'élevèrent alors contre moi, assaisonnés du jurement russe ordinaire. Je tremblai et je me mis à pleurer, mais je n'en dis pas plus. Ce qu'il y eut d'interrogatoires séparés, de confrontations, de ruses pour nous arracher une parole, est infini. Ce ne

fut qu'à l'automne de 1849 que l'enquête se termina et qu'on nous fit connaître notre sort. Pour moi, j'étais condamné à six ans de travaux au fort et ensuite à douze ans de service comme simple soldat au Caucase, avec droit d'avancement. Aussitôt après l'arrêt, notre habit gris de prison reçut un enjolivement : aux capotes de ceux d'entre nous qui devaient être conduits en Sibérie, on mit une manche noire; à ceux qui, comme moi, devaient tôt ou tard aller au Caucase, on mit au dos de leur capote la lettre *K* en drap jaune, avec d'autres lettres plus petites et des chiffres. Au mois de décembre, on nous envoya à Modlin, que je ne quittai que dans l'été de 1853, pour être transporté à Zamosc.

« Il y avait à Zamosc plus de quatre-vingts Polonais condamnés à différentes époques et pour différents délits politiques. Quelquefois, dans les intervalles de repos qui coupaient notre travail, nous quittions nos pelles et nos brouettes et nous nous rapprochions un instant pour échanger une parole, ou du moins pour soupirer ensemble. Un jour, nous étions quatre ; laissant tomber nos bras fatigués, et, secouant tristement la tête, nous nous regardions en silence. Un de nous dit tout à coup : « Puisse le feu tomber sur ces murs et réduire tout en cendres pour mettre enfin un terme à nos souffrances ! — Non, reprit un autre, on n'a pas besoin de feu, car Dieu est juste, et ils seront noyés dans notre sang. » Un surveillant qui était à une petite distance se tourna brusquement vers nous, et, comme il n'entendait pas notre langue, il nous demanda ce que nous disions. « Rien, » répondîmes-nous. Par malheur, un juif, quittant un groupe voisin,

s'offrit pour interprète, et lui dit que nous maudissions la Russie, que nous souhaitions sa mort. « Ah! rebelles! je vais vous traiter comme vous le méritez! » dit le surveillant en nous apostrophant. Il nous fit mettre aux arrêts, et nous reçûmes vingt-cinq coups de verges. Si ce n'était encore que la douleur! Mais personne ne pourra jamais se figurer l'espèce d'horreur qu'on éprouve à se trouver entre les mains de pareils bourreaux qui semblent vouloir vous dévorer, à voir leur figure s'illuminer quand, retroussant leurs manches, ils s'écrient : « Apportez-les moi! » à les entendre faire claquer leur langue à chaque coup de fouet qu'ils donnent comme s'ils vidaient un verre d'excellente eau-de-vie et répéter avec joie : « Tiens, c'est du sang léchite! » Souvent le souvenir de ma mère me revenait et me remplissait d'attendrissement. « Ma pauvre mère, me disais-je, si tu savais quel est le sort de ton fils! » Et pourtant qu'était-ce en comparaison de ce qui m'attendait!

« L'empereur Nicolas vint à mourir, et on parla de certaines grâces accordées par Alexandre. Ce fut par suite de ces grâces qu'on nous annonça, aux Pâques de 1855, que nous ne resterions plus dans le fort et que chacun de nous irait à la destination fixée par son arrêt de condamnation. On nous rassembla, en effet, une vingtaine environ, appartenant à la même catégorie, et on nous expédia avec un détachement de recrues. Nous marchions entre deux rangs de gardiens, les recrues librement, nous, derrière eux, chargés de fer. A notre arrivée à Bresc-Litewski, je tombai malade de la fièvre, et on me mit dans un hôpital. Dès que je fus rétabli, on me

chargea de nouveau de chaînes et on m'envoya, sous escorte, en compagnie de six condamnés de toute espèce, par Kowel-Luck et Ostrog, à Zytomir. Là, on m'ôta mes chaînes, je fus adjoint au détachement de soldats envoyés des hospices et conduit à Kiew. Destiné à un régiment qui servait en Crimée, et désormais revêtu de l'uniforme, je fus expédié à la réserve de mon corps. Je passai l'hiver à Bialo-Cerkiew, et ce ne fut qu'au printemps, qu'ayant rejoint à Berdyczew mon régiment, qui revenait de Crimée, je me rendis à Winiça.

II

« Alors commença pour moi, avec le service, une tout autre vie pleine de tourments nouveaux. Attaché à une compagnie, je fus placé sous la direction d'un *diadouchka* (vieux soldat) et sous l'autorité immédiate d'un caporal instructeur, qui tous les deux m'enseignaient les détails du service. Ils m'apprenaient à appeler mes supérieurs, en commençant par eux jusqu'au général, chacun par son prénom, en y ajoutant celui de son père[1]. Outre cela, j'allais aux exercices. Malheureusement, sans compter l'aversion, j'avais pour le service une incapacité involontaire, et j'eus beaucoup à souffrir. Quoique mon titre de noblesse m'exemptât de la peine corporelle et que mes

[1] La politesse russe veut en effet qu'au prénom d'un supérieur ou d'une personne qu'on estime on ajoute en forme d'attribut le prénom de son père modifié par une terminaison uniforme.

supérieurs eux-mêmes fussent obligés de me dire *vous*, cela ne m'empêchait pas d'être maltraité, de m'entendre apostropher avec toute sorte d'injures dont la plus douce était celle-ci : « Écervelé de Polonais ! » D'ailleurs, les punitions permises ne manquaient pas. Passe encore pour la consigne, pour l'emprisonnement au pain et à l'eau ; mais *les heures* (tchasy), voilà ce qui est terrible ! On vous fait prendre deux carabines dans la position de l'arme au bras, on en met deux autres sur vos épaules, et sur ces dernières deux encore en travers ; on charge votre sac de pierres, et vous restez ainsi debout, une, deux, quelquefois trois heures. Vos jambes plient, vos bras s'engourdissent, le sang vous monte à la tête ; il n'y a pas à dire, il faut tenir ferme, et s'il vous arrive de laisser tomber une des carabines, on vous remet en position en vous accablant de coups de poing et en prolongeant votre punition.

« Mon privilége de noblesse me nuisait plus qu'il ne me protégeait ; il m'attirait une haine singulière, tant de mes supérieurs que de mes égaux dans la hiérarchie militaire, et servait à tous de motif pour m'insulter et me persécuter. Ceux qui avaient le droit de me commander s'irritaient à la pensée de trouver dans ce titre bien illusoire une apparence d'entrave à leur arbitraire ; ceux qui comme moi appartenaient au dernier degré des subordonnés destinés à souffrir sans pouvoir faire souffrir personne, au lieu de ressentir de la compassion et de la pitié, regardaient mes souffrances avec une sorte de satisfaction méchante et stupide. Il n'y avait pour moi ni justice, ni complaisance, ni fraternité. J'appris bien vite

qu'une réclamation, si légitime qu'elle fût, une plainte élevée jusqu'à une autorité supérieure, ne faisait qu'aggraver le malheur de celui qui se la permettait, en lui attirant la colère et la vengence du chef dénoncé.

« Pour être entendu, il aurait fallu être en faveur auprès de quelqu'un, et je ne pouvais compter sur la faveur de personne. Les officiers me regardaient de travers et n'aimaient pas à me trouver sur leur chemin. Les sous-officiers, qui étaient les seuls dont j'aurais pu rechercher la société et l'intimité, me repoussèrent, parce que je ne pouvais pas me soumettre aux conditions d'une complète camaraderie avec eux. Il aurait fallu partager leurs goûts, leur vie, et quel genre de vie, bon Dieu! Ne trouvant pas en moi un compagon, les sous-officiers me prenaient quelquefois pour objet de leurs amusements grossiers. Tantôt, en guise de plaisanterie, ils m'enfonçaient des coups de poing dans la poitrine à me couper la respiration, tantôt ils me lançaient quelques mots déplaisants pour provoquer une réponse et vomir ensuite contre moi toutes sortes d'injures qui blessaient tout ce qu'il y avait de sacré dans mes sentiments d'homme et de Polonais; ou bien ils m'entraînaient de force avec eux, en m'obligeant à être le témoin de leurs orgies. Toutefois, tant que mes supérieurs et mes camarades n'eurent rien à m'envier ni rien à attendre de moi, j'en fus quitte pour des avanies passagères. Bientôt on alla plus loin.

III

« Notre régiment quitta la Podolie et se rendit dans l'Ukraine ; nous fûmes cantonnés dans le département de Kiew. L'état-major avec le bureau fut établi dans un chef-lieu d'arrondissement. Ma compagnie se trouva dans la même ville où résidait le commandant du bataillon. J'étais logé chez un juif; tout près de la petite ville étaient le château du propriétaire et l'église catholique. Les dames du château, qui allaient à la messe, me voyaient souvent à genoux dans un coin de l'église et les yeux pleins de larmes. Elles eurent la curiosité de savoir qui j'étais, et firent prendre des informations sur mon compte; puis on m'appela au château où je fus reçu avec une bienveillance dont le souvenir ne sortira jamais de mon cœur. Une des dames me fit raconter toute mon histoire ; elle m'écouta avec attendrissement, chercha à me consoler et m'offrit une certaine somme avec une telle bonté qu'il y aurait eu, à ce que je croyais, ingratitude ou orgueil à la refuser.

« J'étais d'ailleurs dans le dénûment le plus extrême. Mon uniforme était tout déchiré, il ne me restait que des lambeaux de chemises, et je n'avais pas l'espoir d'en obtenir de neuves du régiment, car, sous ce rapport aussi, j'étais traité exceptionnellement. Pourtant, quand j'eus quitté le château, je réfléchis, je revins sur mes pas et je

rendis l'argent à ma protectrice, en lui disant qu'il ne pourrait me servir à rien, car si l'on s'en apercevait, je serais aussitôt obligé de dire d'où il me venait. La dame en parut fort émue, elle chercha un moyen de tout concilier, et il fut convenu qu'on adresserait au commandant du régiment une lettre où il me serait donné avis de me rendre chez elle pour recevoir trente roubles envoyés par une personne inconnue. Le plan fut exécuté, mais il n'eut pas malheureusement tout le succès désiré.

« Aussitôt que j'eus reçu cet argent, une rumeur extraordinaire s'éleva dans toute la compagnie. Je devins un personnage singulièrement intéressant. Le commandant m'appela à plusieurs reprises, me félicitant, d'un ton moitié railleur, moitié acrimonieux, d'être devenu seigneur, m'exhortant gravement à ne pas déroger par quelque imprudence à ma dignité de noble. Il m'interrogea de toutes manières sur la vraie source de mon argent ; puis enfin il ajouta que puisque j'étais connu au château, je devrais tâcher d'obtenir la permission de chasser dans le parc et lui procurer du gibier pour les fêtes de Pâques qui approchaient. J'obtins la permission, et, à l'aide du garde champêtre, à qui je donnai deux roubles, ayant tué un chevreuil, un lièvre et un faisan, je portai le tout au commandant. Il me reçut poliment, et depuis ne me tourmenta plus de ses questions.

« Il en fut autrement avec mes supérieurs directs et mes compagnons habituels. Tous me regardaient dans les yeux comme s'ils attendaient ou exigeaient de moi quelque chose. Parfois ils me laissaient entendre, non sans ajouter

quelques menaces déguisées, que je devais les fêter. Peu disposé à donner des régals qui m'auraient conduit trop loin, je jugeai plus à propos d'employer mon argent à m'habiller convenablement. Je me fis faire une tunique, une casquette, j'achetai du linge et tout ce qui m'était le plus nécessaire; il me restait encore sept roubles. Les menaces et les persécutions dirigées contre moi ne tardèrent pas à prendre un caractère plus dangereux, et je me laissai aller à m'en plaindre à ma bienfaitrice. Pour mon malheur, ou peut-être pour mon bonheur, puisque Dieu mit mon salut là où devait être ma perte, il vint à l'idée de cette bonne dame d'écrire au général du corps une lettre où, racontant l'oppression dont j'étais l'objet, elle le priait de me protéger. Le général blâma le colonel et le commandant-major. Il ne manquait plus que cela pour que tous, depuis le plus grand jusqu'au plus petit, s'acharnassent contre moi, pauvre malheureux !

« Un jour, peu de temps après les Pâques, rentrant dans mon logement, j'aperçois une montre sur ma table. D'où pouvait-elle venir? Je ne le savais. Bien étonné, je la prends et je vais chez le juif qui me logeait pour lui demander ce que cela voulait dire. En me voyant, le juif pousse des cris, prétendant que je lui ai volé sa montre, et que n'ayant pu la cacher plus longtemps, je viens la lui rendre. Au même instant entre le caporal avec deux soldats, et sans autre explication ils tombent sur moi, donnant raison au juif. Après le caporal, c'est le sous-officier qu'on va chercher et qui arrive immédiatement. C'était un terrible homme que ce sous-officier ; je frissonne encore rien que d'y songer. Sorti de la classe des *enfants de troupe*,

il était cruel avec les soldats, adroit à les pressurer, et à cause de cela favori du colonel. Fauve, petit, trapu, lorsque dans un accès de colère il se jetait sur un homme d'une haute stature, il s'élançait et lui assénait au menton des coups de poing à lui briser toutes les dents, à faire plier sa tête sur son épaule, sauf à frapper ensuite de l'autre côté pour la redresser. Je sens encore aujourd'hui la marque de ses coups à ma mâchoire. Il accourut, écumant de rage, ne me laissa pas dire un mot, et me poussa violemment, ordonnant aux soldats de me conduire aux arrêts. Bientôt après, le commandant-major vint aussi. Ses yeux étaient pleins de flammes, il se mordait les lèvres et se mit à me parler d'abord d'un ton mesuré. « C'est donc ainsi, mon cher monsieur? me dit-il; de mendiant vous devenez voleur; je vous avais bien dit de prendre garde à votre noblesse; maintenant, il faut lui dire adieu! » Je tordais mes mains et je jurais en pleurant que j'étais innocent. « Tu mens! » s'écria-t-il, et il sortit en me lançant un coup de pied. Il me croyait sans doute coupable, et pourtant il était vrai que j'étais innocent comme l'enfant qui vient au monde.

« Le lendemain je fus expédié avec le rapport au chef-lieu d'arrondissement comme prévenu de mendicité et de vol. Je ne pus emporter ni effets ni argent; en revanche, on me mit sur le dos un sac rempli de sable avec lequel je devais faire quatre lieues. Pour une chemise fine que j'avais réussi à garder sur moi et que je leur donnai, mes gardiens consentirent à jeter le sable de mon sac. Quant à eux, ils se grisèrent. Arrivé à la ville, je fus conduit au cachot et le colonel accourut en fureur. Après quelques

mots, il me cingla de coups de cravache en me répétant : « C'en est fait de ta noblesse, tu passeras par les verges ! » Dès qu'il fut parti, je fus appelé dans une autre chambre devant le juge d'instruction militaire. Celui-ci m'interrogea et écouta tranquillement mes réponses qu'il dicta ensuite au secrétaire chargé de rédiger le procès-verbal.

« Cela se répéta plusieurs jours de suite. Je ne savais réellement plus ce que j'allais devenir ; j'attendais, me recommandant à Dieu. Il y avait avec moi cinq autres détenus, dont trois déserteurs et deux domestiques du colonel. Le onzième jour, lorsque les déserteurs furent conduits sur la place pour être passés par les verges, ordre me fut donné de les suivre, pour que je pusse être témoin de leur exécution et me faire l'idée de ce qui m'attendait. Quelques moments après mon retour dans la prison, le colonel arriva : il fit fustiger ses domestiques, et par la même occasion il me fit étendre aussi tout nu. Je ne sais combien de verges je reçus ; mais j'étais tout en sang de la tête aux pieds ; c'était aux mollets que je souffrais le plus. Ce n'était cependant qu'un essai, quoique je fusse tombé en convulsion, et vers le soir on m'annonça que le lendemain je serais passé par les verges dans toutes les règles.

« J'étais entièrement convaincu que je ne pourrais supporter le supplice jusqu'au bout, et je passai la nuit à me préparer à la mort. A sept heures du matin, je demandai à l'officier de service la permission d'aller me confesser. Cet officier paraissait assez bon : il me regarda quelques instants d'un air indéfinissable, et sans prononcer une parole il me conduisit lui-même à l'église, où il me laissa

sous la garde d'un soldat. Je trouvai un jeune prêtre auquel je fis la confession de ma vie entière; je lui exposai ma position présente. Il fut vivement ému, et me bénit comme à la dernière heure, en essayant pourtant de me consoler et de m'inspirer quelque espoir. Après la prière et la communion, je pris la petite croix d'or que ma mère m'avait attachée au cou lorsque j'étais encore au berceau, et je la suspendis en *ex-voto* au-dessous d'une image de la sainte Vierge.

« Le prêtre voulut m'accompagner à la prison; il prit sur lui d'attester mon innocence, et au besoin offrit d'aller chez le gouverneur général. L'officier de service que nous trouvâmes au corps de garde dit à mon confesseur que je ne serais pas passé par les verges parce que, d'après l'enquête du juge d'instruction, il n'y avait contre moi que des soupçons et point de preuves certaines, mais que par suite de la prévention dont j'avais été l'objet je perdrais probablement mon droit d'avancement. Voilà ce qui m'arriva pour quelques remontrances adressées par le général du corps à mes supérieurs, et je n'étais pas au bout.

IV

« Quelques jours après, on m'expédia à Kiew, avec un bataillon de chasseurs de la douane. De Kiew je fus immédiatement renvoyé à mon commandant-major. Dès que

celui-ci m'aperçut, il s'écria : « C'est toi! Que viens-tu faire ici? » Et il me fit conduire chez le capitaine, qui à son tour ne voulut rien voir ni rien entendre. Je fus ainsi ballotté de l'un à l'autre, jusqu'à ce que, revenant enfin chez le capitaine, je ne trouvai que le sous-officier, qui me reçut à sa façon en m'appelant voleur et en me lançant à la figure un coup de poing si violent que je sentis aussitôt mes yeux s'injecter de sang. Après quoi il ordonna au caporal de me conduire à mon quartier et de veiller à ce que je me présentasse le lendemain à l'exercice, bien que je fusse absolument dépourvu de tout, hors la capote et un sac vide.

« Les effets de ces cruelles épreuves ne se firent pas longtemps attendre; dans la nuit, je tombai dangereusement malade, et ici commencèrent de nouveaux tourments. On ne voulut pas croire à ma maladie. Je fus forcé d'aller au bureau du bataillon et je ne pouvais marcher, je tombais à chaque pas ; trois soldats me traînaient sur le pavé, lorsqu'un paysan, survenant avec sa *kibitka*, eut pitié de moi, et m'offrit de me porter sur sa voiture au bureau du bataillon. Je ne trouvai que le sous-officier, qui m'accueillit par de nouvelles injures, sans vouloir rien entendre, et ordonna de me conduire au major qui était à la place de manœuvres, à quelques verstes de la ville. Le caporal et quelques soldats, après m'avoir aidé à descendre de la *kibitka*, me traînèrent plus loin comme ils purent.

« En passant dans une ruelle étroite, ils me déposèrent un moment à terre pour me laisser prendre un peu de repos, et ils s'étaient eux-mêmes éloignés à quelque distance,

lorsque d'une maison en face sortit une servante qui m'apporta une tasse de thé et me demanda qui j'étais; elle fut bientôt suivie de son maître en robe de chambre et en pantoufles. C'était un capitaine en retraite, Polonais de naissance. Je lui racontai en quelques mots mon histoire; il me conseilla d'adresser sans retard une pétition au gouverneur général prince Wasiltchikoff. Malheureusement mes gardiens se rapprochaient, et notre conversation en resta là. Le capitaine en retraite s'éloigna en laissant tomber sur mes genoux une pièce d'un quart de rouble, dont le caporal s'empara en prétendant qu'elle lui appartenait; depuis, il est vrai, le caporal me traita avec plus d'humanité.

« Quand nous eûmes rejoint le major, celui-ci me renvoya au médecin, qui se mit à crier : « Tu mens, tu n'es pas malade, ce sont des coups de verges qu'il te faut! » Alors je me mis à fondre en larmes, et, désespérant de tout, je dis : « Faites de moi ce que vous voudrez! » Je tombai à quelques pas de la porte du médecin, qui me vit et envoya son domestique à mon secours. Il se décida à prescrire une ordonnance, et on me ramena à mon quartier. Le soir, je fus pris d'une fièvre violente, et je ne me rappelle plus par suite de quelles circonstances je me trouvai à l'hôpital.

« Lorsque après bien des jours j'eus repris connaissance, et que, souffrant et affaibli, j'étais encore cloué sur mon lit, je voyais de temps à autre un vieux soldat serviteur de l'hôpital venir s'asseoir à mon chevet, et il me disait : « Eh bien! tu es dans de mauvais draps, tu vas partir pour l'autre monde. As-tu seulement pensé au salut de

ton âme païenne? » Je lui répondais que j'étais chrétien. « Quel chrétien es-tu? reprenait-il. Tu n'es pas baptisé comme il faut; ta chrétienté est païenne, et toi-même tu es un païen ; demande à un pope, il te dira : — Fais-toi baptiser à la foi orthodoxe, qui est la seule véritable, autrement tu es perdu à jamais. » Je n'avais pas la force de lui répondre ; mais il me voyait inébranlable, et il finit par me traiter comme un chien ; car pour lui, et il aimait à le répéter, un chien, un *lakh* (Léchite, Polonais) et un juif, c'était la même chose.

« Ce ne fut pas, au reste, la seule tentative de séduction religieuse pratiquée à mon égard. Même avant la fatale affaire de la montre, mon capitaine instructeur, après l'exercice, après m'avoir traité fort rudement, me prenait quelquefois à part et il me disait gravement qu'il ne dépendait que de moi d'améliorer mon sort, que si je me convertissais à la foi orthodoxe je gagnerais la protection de mes supérieurs et l'estime de tous, qu'on me donnerait cent roubles de gratification et que je pourrais obtenir de l'avancement même avant le terme de ma condamnation. Plus tard, lorsque, après ma sortie de l'hôpital, j'allai de nouveau aux exercices, le même capitaine recommença à me tourmenter avec ses manies d'apôtre; mais il ne me promettait plus que la réintégration dans la noblesse et un traitement plus doux : « Tu seras notre frère, me disait-il, et nous te traiterons comme tel. — Ne suis-je pas chrétien, lui répondais-je, et votre frère en Jésus-Christ? — Non, s'écriait-il; celui-là seulement est notre frère qui a le même Dieu et le même tsar. Votre religion est schisma-

tique, contraire à Dieu et au tsar. » Je ne pouvais certes espérer le détromper, mais je me bornais à lui répondre d'ordinaire que ma religion était une religion sainte et véritable, que fallût-il souffrir pour elle, je ne la renierais jamais. A cette réponse il s'écriait uniquement : « Oh ! si votre religion était sainte et véritable, vous ne nous seriez pas soumis, et tu ne serais pas ici sous mes ordres ! » Puis, s'échauffant par degrés, il se mettait en colère, injuriait ma religion, moi, les Polonais, et terminait d'habitude sa harangue en disant : « Le diable t'emporte ! Sois maudit ! »

« Je ne me doutais guère que la maladie que je venais de faire allait contribuer à changer étrangement mon sort. Ce fut ainsi pourtant. Parmi les étudiants en médecine qui fréquentaient l'hôpital militaire pour suivre la clinique, il y avait des Polonais. J'eus l'occasion de faire connaissance avec eux et de me lier ensuite avec quelques *junkers* (ceux qui entrent dans l'armée en qualité de gentilshommes et avec droit à l'avancement). Peu après ma sortie de l'hôpital, un certain jour de gala, je me promenais dans la ville avec quelques-uns de ces derniers. Ce jour-là, les théâtres et tous les spectacles étaient gratuits.

« Au moment où nous passions à côté d'un de ces spectacles et où nous entrions dans une rue écartée, nous aperçûmes un étudiant frappant d'une petite canne un chien qui s'était jeté sur lui. Aussitôt un colonel, dont les journaux ont depuis répété le nom, m'a-t-on dit, et qui était le maître du chien, se précipita sur l'étudiant. Nous ne pûmes bien voir ni bien entendre ce qui se passa entre eux,

car une foule de curieux se rassembla immédiatement, et nous, n'osant approcher, nous nous tenions à quelque distance près d'un mur. Quelques soldats s'arrêtèrent aussi à côté de nous. Après en avoir fini avec l'étudiant, le colonel se tourna vers nous et tous nous le saluâmes ; mais il fallait qu'il exhalât sa colère contre quelqu'un. « C'est donc maintenant que vous songez à ôter vos casquettes ! » s'écria-t-il. Un des *junkers* répondit que nous n'avions pas pu l'apercevoir auparavant. Il frappa le *junker* à la poitrine. Quant à moi et aux autres soldats, il nous frappa en pleine figure. Notre sang bouillait. Le soir, les deux *junkers* et moi, tous trois travestis en costume civil, nous allâmes au théâtre, et là, que vous dirai-je? nous rendimes au colonel ce qu'il nous avait donné. Il n'y avait plus qu'à subir notre sort ou à fuir si nous pouvions. La nuit nous n'étions plus à Kiew. Nous nous jetâmes à travers la forêt, sans savoir où et comment Dieu nous conduirait. Il nous conduisit à bon port, il nous permit de nous sauver, et me voici ! »

Ici s'arrête le journal. Dans la liberté tout intime de ses récits, le jeune soldat allait plus loin cependant ; il multipliait des détails d'une précision douloureuse ; il racontait les aventures de sa fuite avec ses compagnons, les mille périls auxquels ils avaient échappé, les scènes dramatiques et émouvantes où ils s'étaient trouvés jetés dans leur voyage à travers les campagnes de Pologne, enfin tout ce qu'on ne peut qu'effleurer dans une histoire où

tout est réel. Si ce n'était qu'une exception reléguée dans le passé, le récit de ces obscures souffrances n'aurait que l'intérêt qui s'attache à une destinée individuelle contrariée par le malheur; mais cette histoire du passé n'est-elle pas aussi celle du présent, celle de tant de jeunes gens arrachés encore aujourd'hui à leurs familles, à leurs études, pour aller servir malgré eux, loin de leur pays, subissant le commandement dans une langue qui n'est pas leur langue natale, et dévoués obstinément à ce supplice aigu du jeune soldat condamné, du *lechite chez les Moscovites?*

V

DEUX PORTRAITS DE LA POLOGNE CONTEMPORAINE

LE COMTE ANDRÉ ZAMOYSKI ET LE MARQUIS WIELOPOLSKI

Si les événements qui ont remué la Pologne depuis quelques années n'étaient que la tragédie domestique d'un peuple, ils auraient certes encore assez de puissance pour émouvoir les âmes; mais ces scènes pleines d'émotions et de deuil sont plus que la tragédie intime d'une nation aux prises avec le malheur : elles sont la vivante démonstration de l'impuissance d'un système; elles se lient à cet ébranlement contemporain des vieilles organisations sous l'action sourde et irrésistible d'un nouveau principe de vie; elles ramènent au jour enfin le grand et triste problème né d'une violente tentative de destruction qui a pesé comme une fatalité sur la politique européenne tout entière, de ce partage qu'un diplomate a justement nommé le berceau sanglant de la sainte-alliance. Ce qu'on a voulu établir ne s'établit pas, et n'a tout au plus que l'au-

torité équivoque d'un fait sans cesse remis en doute; ce qu'on croit mort au contraire vit de toute l'énergie d'un instinct qui se dérobe à toutes les compressions, à toutes les combinaisons, et pour la première fois peut-être dans l'histoire on peut suivre pendant un siècle à la trace des convulsions un acte que nul n'osa jamais absoudre, qui a été plus d'une fois désavoué par les héritiers de ceux-là mêmes qui l'ont accompli, qu'on n'a enregistré dans les traités qu'en s'excusant et en se sentant une certaine rougeur au visage, qui se maintient pourtant par la cruelle logique des ambitions et des intérêts complices, mais contre lequel s'élève une tradition invariable de résistance et de protestation.

Comment donc se résoudra ce problème toujours débattu, devant l'Europe émue et hésitante, entre une domination aussi peu sûre de son droit que de sa durée et une nation dont l'incorruptible vitalité défie toutes les épreuves? Comment réussira-t-on à pacifier la Pologne? S'il ne s'agit que d'une tranquillité matérielle du moment, tout est dit, la force est là, et les Polonais ne pourraient aller au combat que comme ils iraient au supplice; mais cette autre pacification qui n'est due qu'à des moyens moraux et politiques, comment l'obtiendra-t-on? sera-ce par quelque acte d'intelligente et libérale justice, rouvrant l'avenir à une nation dans l'attente? sera-ce par une politique plus habile, cherchant à réconcilier les vainqueurs et les vaincus sous un pacte systématiquement maintenu et resserré? C'est là ce qui s'est agité et ce qui s'agite encore dans tout ce qui se produit à Varsovie depuis deux ans, dans ce mouvement d'hommes et de choses qui a

fait passer comme dans un saisissant éclair toute une société frémissante et passionnée, et qui s'est résumé un instant dans ce double fait où se révèle toute une situation: — l'exil déguisé, l'internement à l'étranger du plus populaire des Polonais contemporains, le comte André Zamoyski, et l'omnipotence ministérielle de cet autre Polonais hautain, le marquis Wielopolski, sous la direction d'un grand-duc messager de la pensée impériale à Varsovie;— deux hommes, plus que deux hommes à vrai dire, deux idées, deux politiques se développant parallèlement à travers ces agitations récentes, deux types supérieurs de la vie nationale observée dans ce qu'elle a de simple, de permanent, et dans une de ces contractions douloureuses d'où s'élancent parfois tout armées les personnalités violentes.

Tout s'enchaîne et s'éclaire en quelque sorte d'une lumière intérieure dans cette histoire d'un siècle qui conduit aux événements d'aujourd'hui, où domine un trait ineffaçable. Aucun pays du monde peut-être n'a plus manqué d'une forte institution politique que la Pologne dans sa dramatique existence, et c'est par là qu'elle s'est trouvée désarmée le jour où l'ennemi à trois têtes a marché sur elle. Alors elle n'eut plus à opposer à la complicité de redoutables ambitions que les convulsions de son héroïsme et la pensée tardive ou prématurée d'une réforme intérieure violemment interrompue. Aucune contrée aussi n'a été plus riche de cette séve native qui se traduit en énergie locale ou individuelle, en résistances multipliées et indomptables, et rien n'explique mieux comment la Pologne a été si facile à surprendre, si difficile à sou-

mettre,— comment, après avoir été cinq ou six fois partagée et remaniée, après avoir été vaincue en 1794 avec Kosciusko, vaincue encore par les armes en 1831, livrée à la rudesse de l'assimilation germanique à Posen, massacrée en Gallicie, broyée dans ce que les traités ont appelé le royaume, elle peut se retrouver vivante. C'est qu'elle a manqué au moment voulu de la force défensive d'une institution fixe concentrant la puissance nationale; mais la sève est restée, elle s'est répandue, disséminée pour ainsi dire, et désormais l'âme de la Pologne a été partout où il y a eu un Polonais, en Sibérie, au Caucase, dans l'exil comme dans l'intimité du foyer domestique, fermé à toute influence étrangère. De là cette situation extraordinaire où, sous une domination toujours artificielle, à travers des circonscriptions politiques qui changent et les événements qui se succèdent, se meut une société qui reste elle-même, qui se nourrit de sa propre substance, ne touchant à la société officielle que par une plaie vive, ne se laissant atteindre ni dans ses mœurs, ni dans son génie traditionnel, ayant ses partis, ses factions si l'on veut, ce qui est encore une dernière marque d'autonomie, mais gardant une secrète et invincible unité jusque dans la dispersion, le morcellement et la dépendance.

C'est Mickiewicz qui raconte que, lorsqu'on s'agitait en Pologne, dans le foyer primitif de la patrie, tous les Polonais répandus dans le monde, bien que ne sachant rien de leur pays, ressentaient à travers la distance la secousse électrique et se trouvaient debout. A l'époque de la confédération de Bar, Beniowski, l'un des premiers dans la

tradition de l'exil, osait s'insurger, au fond du Kamtchatka, et bravait pendant tout un hiver la puissance russe. Au moment de la guerre de Kosciusko, les tentatives de soulèvement se multipliaient parmi les Polonais dispersés dans les contrées les plus lointaines de l'empire. Quant au signe visible, contemporain, de cette unité survivante d'une nation morcelée dans son territoire, il est étrange, et n'a surtout rien de commun avec l'érudition historique ou ethnographique : c'est le deuil porté aujourd'hui partout également en Pologne, à Posen comme en Gallicie, dans le royaume comme dans la Lithuanie et dans la Podolie. Il y a en Russie un signe de plus pour caractériser tout ce qui est terre polonaise, c'est l'état de siége. Ces deux choses, le deuil et l'état de siége, sont, au sein de trois empires, comme le signalement douloureux d'une Pologne que nul traité assurément n'a prévue. De là aussi ce je ne sais quoi de passionné et de dramatique dans une société ainsi organisée, réduite à se défendre sans cesse, à s'affirmer sous toutes les formes de l'inspiration ou du sacrifice, à suppléer à tout par sa séve intérieure et par l'énergie individuelle, dans une nation sans indépendance avouée, mais toujours vivante par les hommes qui se succèdent, politiques, soldats ou écrivains, depuis les chefs de la confédération de Bar jusqu'au probe et populaire Kosciusko, jusqu'à ce grand émigré, le prince Adam Czartoryski, qui a su élever l'exil à la hauteur d'une dignité, d'une mission de service public.

Cette sorte de représentation nationale spontanée et libre, elle est partout, essayant toutes les combinaisons

sans réussir et sans s'arrêter, se renouvelant d'époque en époque, et c'est ainsi que ce mouvement actuel, qui se rattache lui-même à tant d'autres mouvements, qui a eu sa lente préparation, ses ouvriers obscurs et pratiques comme ses précurseurs retentissants dans la poésie, en est venu un moment à se personnifier dans ces deux hommes, — le comte André Zamoyski et le marquis Wielopolski, — si différents de caractère, quoique issus de la même séve et portés par les mêmes événements : l'un devenu sans effort la conscience parlante d'un peuple, représentant dans toute son ingénuité le sentiment du droit et faisant de la sincérité une politique; l'autre, esprit vigoureux et superbe, jeté par découragement ou par haine dans la théorie désespérée d'un panslavisme plein d'énigmes, se plaisant dans l'indépendance solitaire d'un rôle où il a toutes les difficultés à vaincre, toutes les colères et toutes les suspicions à braver, irritant les Polonais sans cesser d'être Polonais, acceptant l'apparence d'une complicité avec la Russie, mais en se relevant par la fierté de son attitude, par la liberté de sa parole et de sa passion, et disant encore aujourd'hui, dans une brochure qui lui est attribuée[1], où il se déguise à peine sous ce nom de *fils de noble* que Slowaçki jetait à la face du *poëte anonyme* : « Si quelqu'un est accusé pour avoir lu ces pages, et s'il les a prises à

[1] Cette brochure, écrite en polonais, qui a causé une grande sensation en Pologne, est en effet généralement attribuée au marquis Wielopolski, dont elle reproduit toutes les idées et les habitudes de style. Elle a pour titre : *Le Mouvement polonais en* 1861, *coup d'œil sur le développement politique et social dans le royaume de Pologne depuis* 1831 *jusqu'à nos jours*. In-8°, Leipsig. 1862.

cœur, alors je me présenterai et je dirai : J'ai raconté la douleur qui ronge une nation héroïque; punissez-moi seul pour l'avoir dévoilée, et je mourrai, s'il faut que je meure? »

Certes tout a singulièrement changé en Pologne, comme en Europe, depuis trente ans, depuis cette révolution du 29 novembre 1830, qui dura dix mois et dont la chute de Varsovie signala la triste défaite. Mil huit cent trente apparait comme une étape lointaine et dépassée. Ce n'est pas moins une date significative où tout se renoue, où, sous le coup même d'un effroyable désastre, recommence le travail d'un peuple qui passe vingt-cinq ans étouffé dans la morne obscurité des répressions, qui respire un peu et revoit la lumière vers 1855 pour se relever tout à fait au grand jour des démonstrations de 1861, et par une circonstance curieuse, c'est dans cette révolution même de 1830 qui scinde la vie polonaise, qui fait d'une catastrophe nationale le prologue d'une histoire toute nouvelle, c'est dans cette révolution que commence la carrière publique des deux hommes dont la figure se détache sur tout ce mouvement contemporain. De loin, cette révolution apparait peut-être comme une impatience héroïque, comme un acte de généreuse irréflexion. Les Polonais ont le droit de le croire; nous, en France et en Europe, nous avons à peine le droit de le dire, car ce ne fut qu'à ce prix que la guerre fut détournée, et que la France n'eut point à soutenir le choc d'une coalition nouvelle.

Ce qu'on a toujours soupçonné, mais ce qu'on n'a jamais su qu'incomplétement en effet, c'est à quel point

l'empereur Nicolas était déjà engagé contre la révolution de juillet. Son premier mouvement avait été de donner à son ambassadeur à Paris l'ordre de se tenir prêt à partir et de quitter d'abord l'hôtel de l'ambassade, tandis que d'un autre côté il faisait avancer ses forces, dont l'armée du royaume de Pologne était l'avant-garde, tandis qu'il envoyait le maréchal Diebitsch à Berlin pour concerter des préparatifs militaires, et que sa diplomatie partout active s'efforçait de retenir toutes les politiques sur le terrain de la sainte-alliance. L'évidence de ces dispositions de guerre ressortirait de quelques dépêches particulières de M. de Nesselrode aux agents russes, ainsi que d'un mémorandum adressé au grand-duc Constantin et annoté par ce prince. Déçu par l'attitude de l'Angleterre, le tsar comptait du moins sur la Prusse et l'Autriche, et à défaut d'une rupture ouverte avec la France, il luttait encore pour qu'on se bornât à reconnaître le roi Louis-Philippe comme lieutenant général du royaume.

Alors éclatait la révolution de Pologne : c'était, suivant une expression caractéristique, l'avant-garde qui se retournait contre le corps de bataille. « Eh bien ! messieurs les Polonais, disait le maréchal Diebitsch aux députés de la diète de Varsovie qui passaient par son camp allant à Pétersbourg, votre révolution n'a pas au moins le mérite de l'à-propos ; vous vous êtes justement soulevés au moment où toutes les forces de l'empire étaient en marche vers vos frontières... Qu'en résultera-t-il pour vous? Nous comptions faire une campagne sur le Rhin, nous la ferons sur l'Elbe ou même sur l'Oder, après vous avoir écrasés... Vous sentez bien que la parole d'un souverain est quelque

chose, d'un souverain surtout qui la tiendra envers et contre tous, comme il est résolu à tenir celle qu'il a donnée au roi Charles X. » Il arrivait ainsi que cette révolution, impatience d'héroïsme ou témérité, si l'on veut, à n'observer que les forces en présence, tirait de la situation même un sens profondément européen.

C'est dans ces conditions, au milieu d'une Europe ébranlée et indécise, que la Pologne se jetait dans la lutte, opposant les armes aux armes, la diplomatie à la diplomatie. Deux des plus jeunes membres de cette diplomatie étaient justement le marquis Alexandre Wielopolski-Myszkowski et le comte André Zamoyski, l'un né le 15 mars 1803, l'autre le 2 avril 1800, le premier d'une maison de haute et riche noblesse, quoique ayant peu marqué dans l'histoire nationale, le second de cette famille des Zamoyski dont les traditions se mêlent à la vie de la Pologne tout entière, et qui comptait encore sept frères dans cette guerre nouvelle d'indépendance. L'un, le marquis, alla à Londres, l'autre alla à Vienne. Ils avaient la même mission, celle de faire reconnaître une Pologne indépendante, ou tout au moins de provoquer une de ces interventions ou de ces médiations qui donnaient en ce moment la vie à une Grèce ou à une Belgique. La diplomatie polonaise avait malheureusement fort à faire. L'explosion du sentiment libéral en Europe était en apparence une condition merveilleusement favorable : au fond, tout était péril et impossibilité, en Angleterre surtout, où l'illusion du patriotisme le plus confiant ne pouvait tenir longtemps devant la résolution froide et arrêtée de s'abstenir, et ici je voudrais bien tirer de

l'obscurité un fait qui, pour être banni des annales officielles, n'en a pas moins de valeur.

Quand on parle de la Pologne et de ses ébranlements périodiques, il semble toujours que l'intérêt soit le même pour l'Angleterre et pour la France, que ce soit uniquement pour nous une question de sentiment, et qu'il n'y ait en un mot rien de politique dans l'instinct qui entraîne l'opinion publique en France vers la Pologne. L'Angleterre, avec ses *meetings*, ses discours et ses dépêches, ne s'y est jamais trompée, et elle ne s'y trompe point encore. Il n'y a pas longtemps qu'un diplomate anglais des plus élevés disait naïvement à des Polonais : « Que voulez-vous enfin? Quelles sont vos idées, et pourquoi vous acharner à ce mirage d'indépendance? Nous ne pouvons vous aider en cela : ce serait trop d'avantage pour la France. » Que répondait-on à Londres, dès 1831, à toutes les démarches, à toutes les instances des envoyés polonais? M. le comte Walewski, qui succéda au marquis Wielopolski, pourrait, je crois, le dire. « Vous êtes, répondait-on, des hommes fort distingués et une vaillante nation pour lesquels nous ne ferons rien. Ce n'est pas la Russie qui nous effraye aujourd'hui, c'est la France; nous ne voulons pas affaiblir la Russie, dont nous pouvons avoir besoin un jour ou l'autre contre la France. Vous êtes des alliés pour les Français, arrangez-vous au plus vite avec l'empereur Nicolas. » C'est avec ces difficultés que le marquis Wielopolski, le premier des envoyés polonais, avait à se débattre, et s'il ne réussissait pas, s'il était réduit à n'avoir avec les ministres anglais que quelques entrevues mondaines ou clandestines, qui ne suffi-

saient pas à sa fierté de gentilhomme et d'agent d'un gouvernement national, il luttait du moins avec toutes les ressources d'un esprit fortement nourri, supérieurement initié à la situation de l'Europe et absolument étranger à toute déclamation. Il résumait sa mission dans un mémoire adressé à lord Palmerston, à peu près inconnu, et qui est, à vrai dire, un étrange exorde du système qu'il a suivi depuis à trente ans de distance.

Ce mémoire du marquis Wielopolski à lord Palmerston était assurément l'œuvre d'une forte intelligence politique, la plus saisissante démonstration des dangers créés au continent par les partages et par la prépondérance russe, de la nécessité du rétablissement de la Pologne, non-seulement au point de vue du droit, mais encore au point de vue de tous les intérêts européens. En un mot, c'était la question polonaise vue sous toutes ses faces, dans toute son extension, dans ses rapports avec la situation du monde, et pratiquement résolue par une démonstration collective, arrêtant l'effusion du sang d'abord pour arriver à fonder un ordre nouveau. La Russie! cela coûtera sans doute à son orgueil; mais elle cédera devant une manifestation décisive, elle reprendra son rôle naturel; « elle commencera à chercher sa grandeur dans les améliorations intérieures et dans un développement calme et progressif de ses ressources locales, au lieu de la chercher dans les envahissements et les conquêtes. »

L'Autriche! elle n'avait jamais été éloignée de se prêter à la réparation d'une iniquité qui pesait toujours sur elle en lui créant un périlleux voisinage avec la Russie, et

puis en ce moment même on ne désespérait pas de la tenter par l'appât d'une couronne pour un archiduc. La Prusse résisterait peut-être d'abord; mais qui ne voit que, l'Autriche entrant dans une alliance européenne pour la reconstitution de la Pologne, la Russie réduite à céder devant la manifestation de toutes les volontés, la Prusse à son tour serait fatalement conduite à se résigner ?

D'ailleurs qu'ont donc gagné la Prusse et l'Autriche au partage ? Elles n'ont gagné que d'être plus vulnérables, « de s'incorporer un ennemi continuel, des sujets qui deviennent les alliés naturels de chaque nouvel ennemi de ces Etats, et auxquels on ne peut pas même reprocher d'avoir tort en agissant de la sorte... L'Autriche et la Prusse gagneront plus de force véritable par la considération qui rejaillirait sur elles d'un acte de justice aussi éclatant. Cet événement leur donnerait une attitude toute différente aux yeux des nations. On ne verra plus en elles des ennemis perpétuels de la liberté... » — Mais, disait-on, le danger, c'est la France avec ses vues belliqueuses, avec ses dispositions à déborder sur l'Europe, et ici le marquis Wielopolski analysait avec une singulière sagacité, en traits rapides, l'état de la France, les mobiles des partis. « Le motif le plus puissant qui pousse la France à la guerre, disait-il, c'est la haine de la sainte-alliance, et par le rétablissement de la Pologne ce grief disparaît. » De plus, c'est une satisfaction libérale donnée à cette nation généreuse, tranquillisée dans ses instincts et dans ses sympathies. Il ne resterait donc en France que ceux qui veulent la guerre pour la guerre, la conquête universelle : c'est une infime minorité à laquelle le

gouvernement, appuyé par l'immense majorité du pays, n'aurait aucune peine à résister.

Ainsi, la Russie renfermée dans ses limites et cessant d'être une menace, l'Autriche et la Prusse rendues à une attitude plus libre et plus naturelle, la France désarmée et satisfaite, une nation jeune et vigoureuse renaissant au nord et tenant la balance, c'était là le résultat de la reconstitution de la Pologne, et l'ordre européen, bien loin d'en être ébranlé, se trouvait raffermi. C'était un gage de paix au lieu d'être un élément de guerre. « Quoi donc! poursuivait ce pressant diplomate en ajoutant à son mémoire, en citant l'exemple de ce qu'on faisait pour la Grèce et pour la Belgique, — les Polonais seront-ils les seuls à invoquer en vain tous les principes de justice, de morale et de politique? Est-ce la plus grande puissance de la Russie qui ferait changer de principes? Mais alors il faudrait convenir qu'il n'y a pas du tout de principes, qu'ils sont tous dans les circonstances, et cet aveu serait-il conciliable avec la dignité des cabinets? Ne serait-ce pas avouer implicitement que la Russie est une puissance vis-à-vis de laquelle on n'ose pas avoir de principes? » Lord Palmerson n'entendit rien, le marquis Wielopolski s'impatienta et partit.

Chose curieuse et qui peint peut-être notre temps, la Pologne eut à cette époque trois envoyés à Londres : l'un, le vieux patriote Niemcewicz, avait été bien des années émigré, il resta émigré après le dénoûment, et il est mort dans l'émigration; l'autre rentra pour se mêler comme nonce à la diète et comme journaliste aux débats d'une révolution nationale expirante, pour se

soumettre ensuite, et il est aujourd'hui premier ministre du grand-duc Constantin à Varsovie; le troisième n'émigra pas, il ne rentra qu'un instant pour assister à la dernière bataille; il revint en Angleterre et en France, et il était hier ministre d'État à Paris !

Ce que le marquis Wielopolski faisait à Londres, le comte André Zamoyski le faisait à Vienne, mais autrement et dans des conditions différentes. Qu'on songe simplement à ces petites difficultés : le comte André avait eu à franchir deux ou trois cordons sanitaires gardant l'Autriche bien moins du choléra que de la révolution, à passer la Vistule à gué, la nuit, ne sachant pas nager, ayant de l'eau jusqu'au cou et portant ses dépêches au-dessus de sa tête, à se dérober à toutes les polices à travers la Gallicie et la Hongrie, à pénétrer dans Vienne sans être découvert, enfin à se frayer un chemin jusqu'à M. de Metternich sans se faire connaître, — et il avait réussi par la seule autorité d'une résolution ferme et confiante, si bien que le vieux chancelier de Cour et d'État était à la fois surpris et intéressé par cette odyssée presque romanesque d'un diplomate polonais échappant à la police viennoise et se trouvant dans son cabinet pour traiter des affaires de la Pologne ! Le prince de Metternich, qui n'avait voulu voir aucun autre envoyé polonais, recevait le comte André dans le plus grand secret, le plus souvent le soir. Il aimait la parole nette et franche de ce jeune plénipotentiaire, qui savait et qui osait tout dire : il écoutait tout, car ce mot de reconstitution de la Pologne n'a jamais effrayé l'Autriche; mais il ne faisait rien. A Vienne, on disait : Voyez à Londres et à Paris. A Paris, on disait :

Voyez à Vienne et à Londres. A Londres, enfin, on disait plus crûment : Il n'y a rien à faire.

Un jour vint cependant où il y eut presque un acte à Vienne. C'était à la suite des scènes d'exaspération populaire qui ensanglantèrent Varsovie le 15 août 1831. « A qui la faute? dit vivement le comte André au vieux ministre autrichien qui lui annonçait ces meurtres en croyant le déconcerter peut-être; c'est vous qui êtes responsable par votre indifférence et votre inaction, et ce sang retombera sur votre tête! » Cette vive candeur de conviction émut le prince, qui aussitôt ouvrit une sorte de négociation où il mit en présence l'ambassadeur de Russie à Vienne, M. de Tatistchef, et le comte Zamoyski. M. de Metternich offrit sa médiation au gouvernement national de Pologne, tandis que M. de Tatistchef se laissa persuader d'écrire au maréchal Paskiévitch pour le déterminer à suspendre toute hostilité, et ce fut le comte André qui partit lui-même avec un secrétaire de la légation russe pour aller porter ces dépêches. Ce n'était que cela, mais c'était encore cela. Malheureusement il était trop tard; quand les deux messagers de paix arrivèrent, Varsovie venait de tomber sous un dernier effort des armes russes, et le maréchal Paskiévich n'était point d'humeur à écouter les propositions de Vienne. Il fit conduire devant lui le comte André, l'assaillit de sa colère, le traita comme un prisonnier et un rebelle, et finit par le menacer de le faire fusiller. « Vous n'en avez pas le droit, » répondit le comte André sans se laisser troubler. Vous n'en avez pas le droit! mot curieux assurément, qui dut fort étonner Paskiévitch, mais qui peint tout entier l'homme auquel il

échappait en ce moment, de même que le marquis Wielopolski se peignait dans la dialectique serrée et impérieuse de sa diplomatie. Ce mot peint l'homme songeant à invoquer le droit, s'en faisant une dernière dignité devant le vainqueur, et ramassant instinctivement ce bouclier pour l'avenir au milieu de la plus effroyable ruine. Tout était fini en effet de cette révolution, réduite à n'avoir pour dernière chance qu'une parole tardive et inutile de M. de Metternich. Il ne restait en Pologne qu'un maître irrité en présence d'un pays dévasté par la guerre, d'une armée vaincue et dispersée, d'une société momentanément épuisée ou démembrée par l'émigration, d'une nation enfin n'ayant plus pour longtemps d'autres ressources que des efforts isolés et d'héroïques mais obscures protestations.

Il est une preuve inconnue des peuples heureux ou qui du moins dans leurs revers gardent, avec l'indépendance et la liberté de leur vie intérieure, le moyen de refaire leur destinée. C'est cette crise du lendemain d'une défaite où une nation qui s'est vue un moment près de renaître retombe du haut de ce rêve éclatant et ne trouve plus rien, pas même une espérance humainement possible. Les faibles et les timides n'osent s'avouer ce qu'ils ont pensé et se réfugient dans une soumission muette; les orgueilleux s'isolent, se querellent avec la fortune, et se déguisent parfois à eux-mêmes les victoires de la force pour ne pas en être humiliés. Il n'y a que des âmes viriles et fermes qui, sans illusion et sans découragement, sans s'isoler et sans conspirer avec la foudre, se disent : Il faut se remettre à l'œuvre; recommençons par le commence-

ment! Et certes tout était à recommencer pour la Pologne, seulement dans des conditions très-différentes de celles qui avaient existé avant la révolution du 29 novembre. Je ne sais ce qui serait arrivé, si l'empereur Nicolas, maître de l'insurrection par les armes, eût donné l'exemple d'un prince revenant de lui-même à une politique habilement modérée et généreuse, offrant à l'Europe la satisfaction d'un droit respecté, aux Polonais la satisfaction du respect de leur malheur et de l'organisation que l'empereur Alexandre I[er] leur avait assurée. Ce qui est certain, c'est qu'il n'en eut jamais la pensée ; il ne voulut ni de la Pologne du droit, ni de la Pologne légale des traités, ni d'une Pologne réconciliée; il voulut une Pologne soumise, russe et à jamais impuissante, systématiquement détruite dans ses lois, dans ses mœurs, dans sa religion, dans son intelligence, dans sa langue, jusque dans ses costumes, et ici commence une période lugubre qu'on pourrait appeler la période de la captivité.

On a bien souvent peint ce régime, et ce qui a surtout frappé, c'est l'inexorable rigueur d'une politique transportant des milliers de familles polonaises au fond de la Russie, peuplant la Sibérie et l'armée du Caucase. Cette intensité de persécution personnelle n'est rien encore pourtant, ou plutôt ce n'est que la partie dramatique et la plus saisissante de ce régime. Ce qui est plus frappant ou du moins plus caractérisque, c'est cette situation prolongée pendant vingt-cinq ans d'un pays systématiquement dissous en quelque sorte dans son organisme, réduit à ne pouvoir ni remuer, ni s'occuper de ses intérêts, ni rechercher le plus simple progrès moral ou matériel, ni

s'instruire, ni même apprendre sa langue sans être soupçonné de sédition, et étouffant dans l'obscurité transformée en régime normal. A qui la faute? On peut choisir. Ce fut peut-être uniquement la faute de ce corps opaque interceptant toute communication entre le pays et la couronne, et que le marquis Wielopolski appelle « le gouvernement militaire, » qu'il appelle aussi un « gouvernement improductif. » Improductif, il l'était sûrement en bienfaits sociaux; mais en même temps il produisait l'irritation, la haine, le découragement, une défiance incurable, la démoralisation et l'ignorance, — une ignorance telle que récemment, lorsqu'on a voulu refaire l'université et restaurer les études, il a fallu réduire l'examen classique à l'explication des livres les plus élémentaires dans un pays où, il y a moins d'un siècle, la langue latine était la langue de la politique et de la diplomatie !

Nul n'a tracé peut-être d'un trait plus net et plus accusateur ce sombre tableau que le marquis de Wielopolski lui-même dans cette brochure, qui n'a été à l'origine, croit-on, qu'un rapport présenté à l'empereur actuel, et où l'auteur, en vrai théoricien constitutionnel, sans doute aussi pour ne pas trop effaroucher, fait une distinction si subtile entre la couronne et « le gouvernement militaire. » C'est assurément une triste peinture. « Toute cette période de l'histoire du royaume sous une administration purement militaire, dit aujourd'hui le marquis, est féconde en préjudices sociaux. Des conditions impropres et un faux système de gouvernement ont appauvri la lumière et détruit la richesse du pays sans dénationaliser personne... Mais le tiraillement dans cette lutte a eu de fa-

tales conséquences : la considération et le respect de la loi sont allés en décadence, car cette loi était devenue le privilége du plus fort et du plus riche. Une affreuse démoralisation dans les sphères officielles, la corruption, le népotisme, la protection accordée aux favoris, ont miné l'idée même de l'autorité. La société ne voyait pas dans un fonctionnaire un citoyen chargé du bien public, mais un homme fort pour protéger ou pour nuire, au point qu'il arriva que chez nous on cessa de croire qu'une affaire quelconque, fût-ce la plus honnête, pût trouver accès auprès des autorités gouvernementales sans qu'on fût obligé d'acheter la protection des hommes de qui tout dépendait. » Et ailleurs encore : « Les restrictions enfermèrent la société dans un cercle fatal, au point qu'il ne lui arrivait plus que de sourdes nouvelles sur le progrès et que la seule recherche de la lumière devint une conspiration... Il n'était pas permis au citoyen d'envoyer son fils à l'étranger pour y faire ses études, et si quelqu'un éludait la vigilance de la police et des autorités militaires, il brisait la carrière de son propre enfant, et lui-même était alors dans la crainte continuelle de la vengeance. Alors survenait la brigade de gendarmerie qui se faisait une ferme de bon revenu en préservant du châtiment le citoyen pris en flagrant délit d'illégalité. Le passe-port à l'étranger devint un trésor enchanté, car il permettait de voir une pleine lumière, quelquefois d'embrasser un frère exilé, de respirer un air frais après avoir été longtemps suffoqué dans cette atmosphère de crainte... » Il en résultait une société tout à la fois détournée d'un développement pratique, paralysée dans l'essor régulier et légitime

de son intelligence et de ses intérêts, rejetée dans une oisiveté corruptrice et accessible aux suggestions les plus anarchiques.

Qu'il y eût des conspirations, cela est bien certain; mais elles n'étaient que l'écho de la souffrance universelle de la nation, et après tout « aucun des accusés et des condamnés n'était plus coupable que le citoyen qui restait chez lui et qui avait l'air tranquille. » Et, en effet, la conspiration n'était ici qu'une légère aggravation; le crime était d'exister, de persister. « Pendant les quinze ans qui ont précédé l'insurrection de 1830, dit le marquis Wielopolski, notre société a prouvé qu'elle avait un organisme jeune, renouvelé et sain, et qu'elle possédait d'immenses ressources vitales pour une existence indépendante. » Là étaient le crime, le danger toujours possibles. Aussi, dès ce moment, la politique russe en Pologne devint-elle comme un immense réseau s'étendant sur le pays, arrêtant tout mouvement, réprimant chaque pulsation, gênant le moindre effort individuel, ne laissant rien passer, autant qu'on le pouvait du moins, et c'est l'histoire de vingt-cinq ans!

Vivre à travers tout, cependant, revenir de la grande défaite de 1831, échapper aux mailles obscures de ce réseau si violemment tendu sur la société tout entière, tirer parti des circonstances, c'était donc là le problème qui naissait de cette situation, problème redoutable pour la nation, épreuve décisive pour les caractères, pour les hommes réduits à puiser dans leur instinct ou dans le recueillement intérieur une inspiration, une règle. Le comte André Zamoyski, comme le marquis Wielopolski,

fut un de ceux qui n'émigrèrent pas. Tout rudoyé qu'il eût été par le maréchal Paskiéwitch, tout désigné qu'il fût encore à une police ombrageuse, il voulut tenir quand même dans le pays comme dans une place assiégée, sans communication avec le dehors, sans nulle intelligence avec ceux de sa famille qui émigraient. Quand il se séparait de son frère, le général Zamoyski, l'un et l'autre se disaient que c'était probablement pour longtemps, qu'ils ne s'écriraient pas. C'était la claustration acceptée dans toute sa rigueur, et, dès lors, le premier étourdissement de la défaite passé, commence toute une carrière nouvelle, protégée par l'obscurité même, où se dégage peu à peu un citoyen ne prenant pas des rêves pour des réalités, sans illusion, au contraire, se refusant absolument aux conspirations vaines pour se vouer uniquement à des œuvres pratiques. Il ne sait ce qui arrivera de ses efforts et ne les continue pas moins, avec cette idée toujours présente qu'une nation ainsi accablée n'a d'autre moyen de se relever et de se défendre que le travail, la patience, la vigilance sur elle-même, et en quelque sorte la reprise de possession incessante de tout ce que la force ne peut lui disputer.

Nul n'était peut-être plus propre à ce rôle de promoteur et de guide, je pourrais presque dire de précurseur en un certain sens, que le comte André Zamoyski. Par sa famille, une des plus grandes et des plus intègres du pays, il était naturellement un des représentants des traditions nationales; par son éducation, il avait le goût des réformes positives et une aptitude d'exécution qu'étaient venues encore développer des études scientifiques éten-

dues faites en Angleterre, en France et en Suisse, sous le général Dufour, alors capitaine du génie. Attaché au ministère de l'intérieur comme directeur de l'agriculture et du commerce avant 1830, et même un instant ministre pendant la révolution avant d'aller à Vienne, il avait manié les intérêts matériels du pays ; par sa nature enfin, il avait l'esprit net et résolu qui entreprend. Mais ce qui est caractéristique aussi, c'est la pensée nationale qui se cache au fond de toutes ces entreprises, si étrangères à la politique ou si modestes qu'elles soient.

Le comte André se mit à l'œuvre, et il commença en prenant l'initiative d'une émancipation méthodique et graduelle des paysans sur les terres du majorat de sa famille, où il vivait renfermé pendant les premiers temps. Ce n'était que le commencement de cette série de tentatives d'un ordre en apparence tout matériel : établissement d'un haras national ou d'entrepôts, propagation des écoles de village, envoi de jeunes gens à l'étranger pour faire des études agricoles et industrielles, organisation de la navigation à vapeur sur la Vistule reliant les intérêts de la Gallicie et du grand-duché de Posen à ceux du royaume, création de compagnies commerciales, fondation du crédit foncier. Et si quelquefois dans ces entreprises les dividendes manquaient au bout de l'année, il arrivait au comte André d'y suppléer. Cet étrange spéculateur faisait des dividendes fictifs avec sa propre fortune, afin de ne pas décourager ses associés.

La vraie pensée était de refaire le pays, de l'accoutumer à s'occuper de ses intérêts, de le détourner par le travail de l'oisiveté et de la démoralisation. Ce n'était point cepen-

dant sans difficulté que le comte André accomplissait cette œuvre patiente et invisiblement régénératrice : il avait à marcher entre les récriminations contraires de ceux des Polonais qui lui reprochaient d'amortir le feu national dans un mouvement tout matériel, et des Russes, qui, sans se rendre compte de la portée de ces entreprises, les voyaient avec ombrage, parce qu'elles étaient la manifestation d'une activité indépendante. Aux Polonais, il ne pouvait rien dire; vis-à-vis des Russes, il puisait sa force dans sa sincérité et dans sa droiture. Toute sa politique dans ses relations avec le gouvernement du tsar pouvait se résumer dans un mot : se tenir debout sans conspirer et sans fléchir. Jamais il ne voulut condescendre à acheter la complaisance d'une autorité russe, même pour ses intérêts personnels les plus chers. Ses associés des affaires industrielles lui reprochaient de ne pas savoir donner cent francs pour en gagner mille; mais il résista toujours, Il exigeait au besoin ce qu'on n'avait pas le droit de lui refuser, et ne voulait pas le payer. Il se refusait à ces transactions de la vénalité administrative qui, en allégeant le joug, accoutument à le supporter, et qui abaissent toujours.

Il y avait du reste dans sa parole je ne sais quel accent de vive et ferme honnêteté qui troublait et déconcertait complétement. Quand il avait à se débattre avec les autorités russes, qui épiaient ses mouvements, c'est par là qu'il se sauvait sans céder le terrain et sans provocation inutile. Il opposait à la destruction la défense infatigable d'un cœur intègre, d'un esprit actif, profitant des relations que lui créaient les mille affaires dont il était l'ingé-

nieux promoteur pour accoutumer le gouvernement à cette intervention perpétuelle, mais traçant toujours la limite entre le citoyen chargé d'un intérêt public et l'homme, et faisant respecter en lui le caractère du Polonais. Il eut plus d'une crise à traverser; il ne se laissait ni décourager ni intimider, et, quand il était serré de trop près, il faisait ce que j'appellerai une sortie d'honnêteté et d'esprit. Un jour, il avait recueilli sur ses terres de pauvres gens qui avaient servi autrefois et qui étaient maintenant sans pain; il les garda, leur donna du travail. Ce fut assez pour qu'il fût soupçonné de vouloir organiser quelque complot et pour que la police envoyât des agents épiant tout autour de lui. Il tint tête à toute cette police, l'effraya même et la dispersa, puis il partit pour Varsovie et se rendit chez le prince Paskiévitch, qui le reçut en tempêtant, avec cette accusation invariable de conspiration. « Eh bien! quoi? dit-il; c'est vrai, j'ai recueilli des malheureux, je les garde. Où est le crime? de quoi vous plaignez-vous? Ce sont autant de mécontents de moins. — Au fait, vous avez peut-être raison, » dit Paskiévitch, qui était un soldat, et qui se radoucit subitement. D'autres fois l'alarme était plus forte.

On ne pouvait marcher que pas à pas dans cette voie. Et qu'on songe bien que pendant un quart de siècle, ces œuvres, d'une apparence si simple, mais dont chacune était une victoire, ont été la seule manifestation de vie intérieure possible sous un régime qui suspectait tout, voyait partout une conspiration, s'efforçait d'interdire l'action comme la pensée. Je n'ignore pas que des facilités ont pu naître à un moment donné de l'avénement de

l'empereur Alexandre et d'un certain adoucissement inhérent à un changement de règne. Au fond cependant rien n'était essentiellement changé, et je n'en veux pour preuve que ce que dit le marquis Wielopolski, l'historien le plus récent de cette époque. « On reconnut, dit-il, la nécessité d'une réforme de l'instruction publique, d'institutions scientifiques supérieures, de cours académiques; mais les hommes accoutumés à l'ancien système, persuadés que trop de lumière conduit à la révolution, faussèrent cette bonne intention. Au lieu d'une organisation nouvelle de l'instruction publique, on persuada au législateur qu'il fallait, dans un intérêt politique, restreindre le terrain des études, qui produit des idéologues et des anarchistes, et créer à la place des écoles spéciales destinées à former des industriels et des commerçants. Au lieu d'une université qui aurait répandu une lumière supérieure dans la société, on ajouta aux gymnases philologiques un cours restreint de droit, et *pour la sûreté du corps humain* on institua une académie de médecine : la jeunesse, avide de sciences, combla à l'instant cette académie. Dans une dizaine d'années, nous aurions eu un prolétariat de médecine, et partout l'absence de talents supérieurs. »

En fait, c'était toujours la même politique, sacrifiant l'intérêt social à un intérêt de domination, et si dès ce moment une certaine vie commençait à renaître, si on se reprenait à s'intéresser à tout, si on sentait l'activité se réveiller, c'était bien moins l'œuvre de quelques réformes partielles ou équivoques que de ce travail de vingt-cinq ans dont le comte André Zamoyski était l'âme,

qui disputait pied à pied un terrain d'action indépendante, qui sauvait de la mort une étincelle de vie : travail tout matériel, en apparence tout pratique, et en réalité éclairé intérieurement, pour ainsi dire, d'un sentiment moral indestructible.

Il y eut un instant où cet obscur et patient mouvement eut un organe humble et simple comme lui-même, un journal, les *Annales d'Agriculture*. Ce fut le germe lent à mûrir de la *Société agricole*, formée d'abord des membres du comité du journal, — de cette société devenue bientôt une puissance et devant laquelle le marquis Wielopolski, qui l'a dissoute, ne peut s'empêcher de s'arrêter comme devant l'image imprévue de la patrie. « L'organisation de la Société agricole, dit-il, fut d'une utilité inouïe... Rappelons-nous seulement la période de notre histoire de 1831 à 1855. Après tant d'années, c'est pourtant pour la première fois qu'on voit sortir du sein de la société une corporation, une institution nationale, qui, ayant à peine abordé les intérêts de l'agriculture, a dû toucher à toutes les conditions de la richesse nationale. Pour accroître la richesse du pays, elle voyait la nécessité de moraliser et d'éclairer; elle devait, par conséquent, s'occuper des mœurs relâchées, de l'instruction publique; elle devait être aux prises avec l'administration, avec mille difficultés... Cette institution unique, après avoir rallié l'intelligence nationale, mettait rapidement les membres au courant des affaires politiques et sociales, réveillait la vie publique. A défaut d'autre chose, elle réunissait toutes les capacités, tous les vœux de la nation et tous les efforts des citoyens pour relever la société chancelante, et après avoir ras-

semblé dans son sein tant d'éléments divers, elle devait, malgré elle, remplacer toutes les institutions nationales de l'époque antérieure à l'année 1831... »

Quand les résultats sont apparus sous la forme d'une véritable résurrection nationale, on a compris qu'ils ne pouvaient être absolument improvisés; on a vu à la lumière du jour le sens et la portée de ce mouvement. Au moment où il commençait, et pendant qu'il s'accomplissait encore dans l'obscurité, on ne se doutait pas qu'il allait conduire au saisissant réveil qui en a été comme le couronnement. Le comte André ne s'en doutait pas lui-même; il agissait sans calcul, sans préméditation arrêtée, surtout sans l'ambition d'un rôle, et c'est ainsi qu'en s'identifiant au pays, à ses intérêts, à sa vie de tous les jours, il est devenu comme le centre et le lien naturel de tous les efforts, la conscience vivante de la nation, ce personnage que le peuple en Pologne, que tout le monde a un jour appelé avec une familiarité confiante *monsieur André*.

Physionomie expressive et curieuse assurément! homme étrange, mêlant la sérénité de l'homme bien né à une secrète tristesse, hardi à la fois et modéré, indulgent et fin, qui a résolu dans notre temps le problème de faire de la sincérité et de l'honnêteté une politique, d'oser tout dire sans sédition, de vivre pendant vingt-cinq ans sous le régime le plus dur sans s'abaisser, d'être populaire sans y songer, de mêler à la sagacité pratique un sentiment moral inébranlable! Son action s'étend de sa première création matérielle jusqu'à cette effigie sculpturale qui était placée sous son inspiration et par ses soins, il y a quelques an-

nées, à l'entrée de la crypte de l'église de Sainte-Croix à Varsovie, qui y est encore, et dont les Russes ne saisirent pas le sens peut-être au premier moment : c'est un Christ qui plie sous la croix et qui relève la tête d'un effort désespéré, montrant du geste le ciel ; au-dessous est écrit ce mot : *Sursum cor!* Image aussi nouvelle que touchante des pays qui luttent et des hommes qui, en ayant la foi des œuvres, ont gardé l'espérance lorsque l'espérance ne semblait plus permise !

Rien ne diffère plus de cette physionomie simple, sérieuse, mêlée d'ingénuité austère et de finesse intelligente que cette autre figure aux traits violemment accusés du marquis Wielopolski, comme aussi rien n'est plus différent que la vie de ces deux hommes, qui n'ont eu de commun que d'être de la même génération, de représenter un instant leur pays dans une révolution nationale qui faisait un inutile appel à l'Europe, et de n'émigrer ni l'un ni l'autre après la défaite. Le marquis Wielopolski est visiblement un de ces hommes qui aiment la lutte, qui la recherchent, non pour les émotions qu'elle éveille, mais par cet instinct des esprits entiers et dominateurs qui se plaisent aux choses difficiles, qui s'affirment par la haine, l'impopularité et les obstacles ; sa physionomie même est le reflet de cette nature. Le regard est dur et impérieux ; l'ensemble du visage est massif et exprime la force ; tout chez lui porte la marque de l'opiniâtreté, de la passion du commandement, d'une confiance superbe. C'est bien l'homme qui, dès sa jeunesse, à l'université, disait à un de ses compagnons d'étude à qui l'on avait donné pour sujet d'une thèse morale et littéraire la présomption :

« J'espère bien que vous allez soutenir que la présomption est une vertu. » C'est l'homme qui dit encore aujourd'hui dans sa brochure : « La Providence donne à ses instruments des forces grandes et durables, le marquis Wielopolski en avait en lui une immense provision... Le triomphe des hommes choisis par la Providence est d'autant plus grand que l'accueil qui leur est fait par les nations est plus mauvais... »

Une circonstance de famille n'a pas peu servi peut-être à développer en ce personnage étrange cette passion intense de la lutte que je signalais, en lui donnant une forme particulière. La fortune que le marquis Wielopolski possède aujourd'hui, et qui est considérable, consiste surtout dans un majorat qu'il tient d'un de ses aïeux par les femmes, le marquis Myszkowski. Ce titre même de marquis, unique peut-être en Pologne et en Russie, et qui ajoute un trait exceptionnel de plus à cette vigoureuse individualité, ce titre est un don du pape Clément VIII à un Myszkowski, qui tenait aussi du duc de Mantoue le droit de prendre les armes et le nom de Gonzague. Au moment d'arriver à l'héritier actuel, le majorat des Myszkowski avait été démembré et vendu en partie à la faveur des lois civiles qui régissaient le duché de Varsovie, pour faire face à des dettes de famille. Or ce démembrement, la mère du marquis d'aujourd'hui ne l'acceptait pas ; elle revendiquait pour son fils, au nom du droit féodal, l'intégrité du majorat, et en prévision des luttes qu'il aurait à soutenir le jour où il prendrait lui-même la direction de ses intérêts, ce jeune homme recevait une éducation forte et soignée. On lui inculquait des qualités toujours

rares même parmi les Polonais, surtout peut-être chez les Polonais, la patience, la persévérance dans les projets, aussi bien qu'une économie qui a pris quelquefois un autre nom en Pologne. Il avait des maîtres qui firent de lui un légiste habile, un humaniste savant, et au besoin un orateur,— de telle sorte que le marquis Wielopolski se trouvait tout à la fois avec une fortune confuse à disputer et toutes les armes d'une intelligence naturellement supérieure, développée par une vigoureuse éducation. Le marquis eut en effet une multitude de procès, où le plus souvent il se présentait lui-même défendant sa cause avec âpreté, avec éloquence, laissant entrevoir déjà une personnalité énergique et irritant ses adversaires.

La question n'est point ici évidemment dans la nature de ces affaires de justice, elle est dans cette vie de lutte qui a réagi étrangement sur le caractère, sur le talent et sur la situation de ce jeune représentant du droit féodal en guerre avec le droit civil moderne. Le marquis Wielopolski a eu tant de procès qu'il a fini par se croire en querelle avec tout le monde, et que tout le monde aussi a fini par se sentir blessé de cette guerroyante humeur. Il en est résulté ce penchant à ne point craindre, à rechercher, au contraire, ces duels inégaux où il est seul contre tous, et où il se sent d'autant plus fort qu'il est plus isolé.

Lorsque l'insurrection de 1830 éclatait, elle le trouvait au milieu de ces procès qui n'ont fini que bien plus tard, et elle le jetait dans la politique avec cette hauteur d'esprit qui se révèle déjà dans ses dépêches de Londres aussi bien que dans ses discours parlementaires à Varsovie ou dans ses polémiques. En réalité, quelle était sa situation morale

au lendemain de la défaite? Il avait vu deux choses redoutables pour une nature comme la sienne : envoyé à Londres, il avait vu l'indifférence de l'Europe devant les plus pressants appels de sa diplomatie ; nonce à la diète de Varsovie, il avait vu l'agonie d'une révolution se débattant dans les luttes intérieures à l'approche des Russes. Ce qu'il avait vu dans ces événements, ce n'était pas le malheur, c'était l'impuissance, plus insupportable encore à son orgueil que le malheur. Il sortait de là avec un ressentiment amer contre l'Occident et avec un dédain complet pour les partis. Il n'était point homme du reste, à recommencer dans le silence, comme le comte André Zamoyski, à disparaître en quelque sorte dans la nation, à renouer patiemment, pratiquement, les fils de cette existence brisée et à chercher dans ce travail, sans illusion comme sans faiblesse, le mot de l'avenir, s'il y avait encore un avenir. Il a pu lui arriver avec le temps de s'intéresser par curiosité à ce travail et de se rendre sur les terres du comte André pour voir ses expériences agricoles, ses essais pratiques d'émancipation des paysans ; mais il croyait peu à l'efficacité de ces moyens. Il avait d'un autre côté l'âme trop haute pour aller se soumettre servilement. Conspirer lui semblait aussi puéril qu'inutile ; puis c'eût été, je crois bien, être avec quelqu'un.

Il dut y avoir, pendant quelques années, au sein de cette nature puissante, mais dénuée de naïveté et de sympathie, un débat singulier. Le penseur dédaignait ou comprenait peu les moyens pratiques, le retour à la vie par l'agriculture, par l'industrie. L'aristocrate n'avait que mépris, sans compter la haine, pour les conspirateurs, les

propagandes démocratiques qui se formaient déjà, et pour ce parti qu'il allait bientôt dépeindre insolemment comme « le parti du désordre social, le rebut de toutes les classes, de mauvais prêtres, de la noblesse de surface, des intendants infidèles, d'anciens sous-officiers, de jeunes démagogues, des propriétaires ruinés, des fermiers endettés, de la valetaille, des communistes. » Le patriote déçu et rejeté dans le sentiment superbe de lui-même n'avait que peu de considération pour « la diplomatie nationale, » qui continuait à se tourner vers l'Occident.

Puis, qu'on le remarque bien, il y a chez le marquis Wielopolski, sinon une foi unique à la force, du moins un certain respect païen de la fatalité et des décisions de la force. La fortune avait prononcé, on avait été vaincu ; il voyait presque de la dignité à ne point se réfugier dans des protestations impuissantes. Le Polonais subsistait encore, cependant, et il subsiste toujours en lui. Qu'il ressentit la dureté du joug qui pesait sur la Pologne, ce qu'il écrit aujourd'hui le prouve assez. Il faisait mieux que la ressentir, il la jugeait. Comment échapper à ce cercle fatal d'impossibilités? Telle était la lutte qui se poursuivait au sein de cette vigoureuse nature, tout occupée en apparence à des procès de famille. Le dernier mot de ce travail intérieur éclatait en 1846, au spectacle des massacres qui ensanglantaient la Galicie, et la *Lettre d'un gentilhomme polonais au prince de Metternich* était l'expression aussi imprévue que véhémente de cette personnalité solitaire rentrant dans la politique par un acte de foi nouvelle, par un vrai programme offert à la Pologne.

Certes peu d'événements ont un caractère plus drama-

tique que ces massacres de la Galicie éclatant en pleine paix, au milieu d'une Europe civilisée. Un gouvernement complice du carnage et de la dévastation, se servant des passions malheureusement excitées chez les paysans par les propagandes démocratiques pour les tourner contre la noblesse elle-même, soudoyant et récompensant une jacquerie, détruisant les classes l'une par l'autre et voyant dans le meurtre un acte de fidélité à la couronne, c'était là un spectacle fait pour exciter l'émotion et l'indignation.

La colère s'alluma dans l'âme du marquis Wielopolski, et il écrivit cette lettre d'une éloquence sombre et terrible, acte sanglant d'accusation contre la politique autrichienne et contre le prince de Metternich : « Avant de descendre dans la tombe, disait-il fièrement au prince, vos pieds ont glissé dans le sang : c'est le sang des descendants de cette noblesse qui jadis a versé le sien sous les remparts de Vienne ! Des tours de l'antique château de nos rois que vous changez en citadelle on voit encore chaque nuit sur l'horizon bordé par les Carpathes la lueur des feux qui consument nos campagnes ; mais en contemplant l'avenir ne voyez-vous pas cette autre lueur, cette traînée sanglante qui, partant de vos mains, s'étend sur les têtes de la noble et antique race de Rodolphe de Hapsbourg et de Marie-Thérèse, comme un nuage enflammé qui présage la foudre et l'incendie ?... Le massacre de Galicie vivra dans la mémoire de nos tribus polonaises, il sera transmis de génération en génération par nos récits domestiques, par les chants de nos bardes, et se joignant au souvenir de tant d'autres cruautés autrichiennes, cette tradition roulera comme un tonnerre parmi les na-

tions slaves, de peuplade en peuplade...» Et cet acte d'accusation contre l'Autriche finissait par une exhortation à la Pologne. « Il nous faut prendre un parti, poursuivait le marquis; à cette marche désordonnée et aventureuse que nous suivons jusqu'à ce jour il nous faut, au moyen d'une résolution hardie qui pourra faire saigner nos cœurs, substituer une conduite saine et tracée par les événements. »

Quelle était cette conduite? C'était d'accomplir un suicide héroïque, d'abdiquer les prétentions d'une nationalité polonaise exclusive, de se fondre dans la grande nationalité slave dont la Russie est la tête. « La noblesse polonaise aimera mieux sans doute marcher avec les Russes à la tête de la civilisation slave, jeune, vigoureuse et pleine d'avenir, que de se traîner coudoyée, méprisée, haïe, injuriée, à la queue de votre civilisation décrépite, tracassière et présomptueuse. » Et puis « un Romanof est trop bon gentilhomme pour laisser, même parmi ses ennemis, assommer ses semblables. » Il fallait donc aller à l'empereur de Russie, tant qu'on pouvait encore faire un don acceptable de soi-même, et lui dire : « Nous venons nous remettre à vous comme au plus généreux de nos ennemis. Nous vous avons jusque-là appartenu en esclaves par la conquête, par la terreur, et nous comptions pour rien nos serments extorqués; aujourd'hui vous acquérez sur nous un nouveau titre. Unissant désormais nos destinées à celles de votre empire, nous nous donnons à vous en hommes libres qui ont le courage de se reconnaître vaincus; nous le faisons de notre propre volonté, sans démonstration et sans calcul, de cœur et de conviction.

Vous devenez aujourd'hui pour nous aussi, comme vous l'étiez malgré nous, notre souverain par la grâce de Dieu, au jugement duquel, manifesté dans les destinées de notre peuple, nous nous soumettons. Nous laissons derrière nous toutes ces dépouilles, notre unique avoir, les sympathies calculées et honteuses, cette éloquence à bon marché, les garanties et tout ce que les hommes décorent du titre pompeux de droit des gens, lambeaux de vêtements dont la charité de l'Europe se complaisait à nous entourer, mais qui couvrent mal les flétrissures de notre corps meurtri. Nous ne reculons pas devant la première des lois de votre empire; nous ne stipulons pas de conditions. Vous jugerez vous-même quand vous pourrez vous relâcher de la sévérité de votre loi à notre égard. Pas de réserve donc; mais vous verrez une prière, une prière silencieuse écrite dans nos cœurs en caractères flamboyants, cette seule et unique prière : Ne laissez pas impuni le crime commis par l'étranger sur nos frères de Galicie, et dans leur sang répandu n'oubliez pas le sang slave qui crie vengeance ! »

Il y avait bien des choses dans ce manifeste plein d'une sombre passion. Il y avait d'abord sans doute l'indignation excitée par les événements du moment; mais il y avait encore, on le voit, tout un système de panslavisme menaçant, et cette théorie elle-même cachait surtout la haine de l'Allemand, plus forte que la haine du Russe dans bien des cœurs polonais, la haine et le ressentiment contre l'Occident pour ses froids abandons et son indifférence, et c'est même ce qui faisait que cette proposition de suicide par l'abdication ressemblait encore à du pa-

triotisme. C'est au moment où se préparaient ces scènes de Gallicie, on s'en souvient peut-être, que s'engageait entre Slowacki et Krasinski une polémique ardente, où le premier jetait ironiquement au *poëte anonyme* le nom de *fils de noble*, et c'est en ramassant ce nom de *fils de noble* que le marquis reproduit encore aujourd'hui dans sa brochure récente les mêmes sentiments qu'il exprimait en 1846. « C'est un malheur, dit-il, que nous n'ayons pas su mourir sur la terre natale et que les débris des drapeaux martyrs aient été en exil, mendiant la pitié chez des nations de Crésus. Les nations riches ont entendu des plaintes larmoyantes, et ont fait attendre leur pitié à la porte des seigneurs. Une nation de héros a voulu trouver une noblesse chevaleresque chez des épiciers et des marchands de flanelle, et ceux-ci ont dédaigné un héros en lambeaux qui n'a pas su mourir sur le champ de gloire. »

Ce que ce sentiment avait de caractéristique lorsqu'il éclatait dans sa première expression, en 1846, c'est qu'en étant l'élan spontané d'une âme soulevée par l'indignation, il s'élevait à la hauteur d'un calcul, d'une politique. Que la destinée faite à un pays partagé entre trois maîtres eût amené cette préconisation de la doctrine de l'anéantissement volontaire au profit d'un des partageants dans une pensée vengeresse, c'était, sans nul doute, la marque d'une situation violente et extrême; cette manifestation inattendue était aussi le signe d'une nature pleine d'elle-même, ne tenant aucun compte de l'opinion, s'inquiétant peu d'être suivie, pourvu qu'elle fît acte de force et d'éclat. Si le marquis Wielopolski n'eût rompu qu'avec

le parti démocratique, ce n'eût été rien ; mais c'était avec la nation elle-même qu'il rompait. Il avait désormais son attitude, sa doctrine, il avait remporté une de ces victoires comme il les aime : il était seul ! Une fois dans cette voie, il y est resté. Un jour encore cependant, en 1848, il se laissait aller à la tentation d'entrer dans les mouvements de cette époque, il se mêlait de très-près aux affaires de Hongrie, et il trouvait d'autant plus de facilité à s'y mêler qu'il était le beau-frère du général Dembinski, chef momentané de l'armée hongroise. Ce qu'il voulait alors est toujours resté obscur, c'était à coup sûr la haine de l'Autriche encore ; mais il ne tardait pas à revenir à son idée, à la logique de son rôle vis-à-vis de la Russie, sans se préoccuper de l'opinion, sans craindre de la braver. Ce qu'aucune famille polonaise n'avait fait volontairement, il le faisait avec une certaine ostentation, comme pour donner la sanction visible des actes à sa théorie : il envoyait son fils servir dans l'armée russe à Saint-Pétersbourg, et au moment du départ, organisé avec apparat, faisant allusion au héros de Miçkiewicz arraché au foyer natal, élevé au milieu des ennemis de son pays et excité aux luttes patriotiques par le vieux *waidelote*, il disait à son fils : « Surtout pas de Wallenrod ! » C'était la traduction du mot de la *Lettre au prince de Metternich :* pas de réserve !

Le marquis Wielopolski d'ailleurs agissait de même en tout, restant à peu près étranger à ce qui se passait en Pologne pour relever le pays, refusant d'entrer dans la Société agricole, où on lui offrait pourtant une des premières places, se réservant toujours, en un mot,

avec un mélange d'audace et de calcul. L'empereur Nicolas, tant qu'il vécut, était peu sensible, il faut le dire, à ces avances et à ces manifestations. Que le marquis se donnât ou ne se donnât point, c'était pour lui exactement la même chose : le fier gentilhomme polonais ne voyait pas qu'aux yeux d'un prince comme l'empereur Nicolas il y avait encore trop du rebelle dans sa manière de s'offrir, dans sa façon de traiter les Romanof de gentilhomme à gentilhomme, et trop d'orgueil dans sa soumission. Le moment n'était pas venu pour lui; il fallait un autre souverain et d'autres circonstances. Chose plus extraordinaire, il a fallu, pour que le marquis Wielopolski devînt possible, pour qu'il touchât au but de son ambition, le pouvoir, pour qu'il pût se jeter avec une impétuosité audacieuse sur les affaires, il a fallu que ce mouvement, auquel il dédaignait de se mêler, et dont le comte André a été le plus actif promoteur, devînt une sensible et vivante réalité.

Et maintenant qu'on rassemble ces traits divers, qu'on observe ces deux hommes partant du lendemain de 1831 pour suivre des voies si différentes, on comprendra peut-être comment, dans les événements de 1861, l'un s'est trouvé, sans nulle préméditation ambitieuse, être le représentant naturel des vœux, des intérêts, des espérances de toute une population revenue à la vie, tandis que l'autre a pu être une dernière ressource pour gouverner la Pologne, — comment le comte André Zamoyski, présent à Varsovie ou éloigné du pays, est toujours une puissance morale, tandis que le marquis Wielopolski, soutenu uniquement par son énergie, est devenu une sorte de dic-

tateur placé entre la Russie, qui le surveille, et la nation, qu'il irrite ou qu'il étonne. Je n'ai point le dessein de raconter les événements, encore présents à tous les esprits, qui éclataient au commencement de 1861 sous une forme aussi imprévue que saisissante, qui se déroulaient à travers des répressions décousues jusqu'aux scènes du sac des églises au 15 octobre, et qui, après quelques mois d'une recrudescence de rigueur, ont fini par conduire au gouvernement du royaume avec le grand-duc Constantin pour lieutenant impérial et le marquis Wielopolski pour premier ministre; mais ce qui est aussi curieux que la marche heurtée des faits, c'est le mouvement des idées, des politiques, des passions et des caractères depuis le premier jour où, selon l'expression du marquis Wielopolski lui-même, « une étrange sainteté s'était emparée de la masse du peuple, où l'ordre était maintenu par des enfants. » Il y a dans la récente publication du marquis un mot révélateur. Ce fut une faute, assure-t-il, de la part des chefs de la société nationale, — et par ces chefs il entend surtout le comte André, — ce fut une faute de ne pas s'emparer de cette situation pour la régler, pour préciser les vœux et les besoins du pays, de se borner à une adresse qui n'était significative que par le vague qui s'y laissait voir; c'était livrer le mouvement à lui-même et le laisser devenir la passion d'un peuple.

C'est qu'en effet, dans tous ces événements, ce n'est point le rôle du comte André de formuler des programmes, de préciser des politiques. Sa politique, c'est d'être tout entier du côté de la nation, de s'identifier avec elle, en la guidant et en la modérant sans doute, mais aussi

sans diminuer ou altérer sa pensée, de rester en un mot un chef moral, l'expression vivante, ingénue et sensée de tout un ordre nouveau. Pas un seul instant il ne sort de la légalité; mais le jour où on lui demande quel est le moyen de pacifier le pays, il répond avec simplicité : « Il n'y en a qu'un probablement : allez-vous-en ! Vous voyez à quoi vous avez réussi, vous ne réussirez pas davantage. » Le jour où il se trouve devant le prince Gortchakof, lieutenant du royaume, que les agitations de Varsovie troublent et qui lui offre en quelque sorte le combat, il dit : « Non, pas d'armes, pas d'insurrection! Nous ne nous révolterons pas, et nous attendrons. » C'est le mot de sa conduite : se tenir debout sans révolte et sans abdication, accepter le bien, même insuffisant, y concourir si on le peut, et vivre. Et la question grandissant, s'étendant du royaume aux anciennes provinces polonaises de la Russie, cet homme d'une ingénuité embarrassante, envoyé à Saint-Pétersbourg avec une escorte de gendarmes, est un jour devant l'empereur lui-même comme le représentant naturel non d'une politique, mais d'un pays, n'ayant pour être audacieux qu'à rappeler les engagements et les promesses de l'empereur Alexandre Ier.

Quel est au contraire le rôle du marquis Wielopolski ? C'est la lutte d'une volonté assurément puissante, mais toute personnelle, pour se frayer une issue, pour arriver à dominer ce mouvement, à lui imprimer son cachet. Il s'impose dès le premier moment, il veut s'imposer aux Polonais, en leur dictant une adresse qui commence par un acte de repentir du passé, de la révolution de 1830, et, cette adresse étant écartée, il refuse avec hauteur de

souscrire à celle de tout le monde. En même temps il s'impose aux Russes en désarroi au nom de cette agitation polonaise elle-même, contre laquelle la force est impuissante. Une fois au pouvoir par sa nomination au poste de directeur de l'instruction publique et par le premier acte de réforme de l'empereur Alexandre II, au mois de mars 1861, il entre en quelque façon dans son domaine. Il le dit au reste lui-même : il est directeur de l'instruction publique; mais les affaires de l'intérieur ont aussi besoin d'une énergique impulsion, et il prend l'intérieur ; la justice a également besoin d'une main forte, et il prend la justice. Il n'a point d'auxiliaires, il sent le vide se faire autour de lui, et il suffit à tout.

D'un côté, il dissout la Société agricole, dont il reconnaît les services, sous prétexte qu'il ne peut admettre un Etat dans l'Etat; il s'associe aux répressions sanglantes du 8 avril ; il gourmande le clergé. D'un autre côté, il engage avec ce qu'il appelle « l'ancien système, » avec les autorités russes elles-mêmes, un conflit de tous les instants, pour faire prévaloir une ombre de légalité, le nouveau système de réformes, une certaine autonomie administrative. Il tient tête au successeur du prince Gortchakof, le vieux général Souchozanett, qui ne comprend rien à cet étrange personnage. Un instant, à l'automne de 1861, il semble avoir vaincu le « vieux système » avec Souchozanett et triompher par l'arrivée à Varsovie d'un nouveau lieutenant, le comte Lambert, envoyé en messager de paix ; mais les scènes du 15 octobre éclatent, la réaction triomphe plus que jamais, et alors, assez fier pour ne pas accepter sa défaite, assez perspicace pour ne

pas s'associer à une compression sans limites, il se retire un moment sous sa tente ; il se rend à Saint-Pétersbourg en négociateur, et quelques mois après il revient à Varsovie, maître du pouvoir, avec le grand-duc Constantin. Ce qui se passait à Pétersbourg, le marquis lui-même le dit ou le laisse entrevoir. « Il y eut un moment de lutte terrible entre les partis à Saint-Pétersbourg, chacun comprenant autrement les intérêts de la Pologne, son rapport avec l'empire et sa position dans la famille des peuples européens. Partout l'abdication des vieux systèmes est pénible et dangereuse. C'est ainsi que dans l'empire abdiquait le système persistant et opiniâtre des gouvernements militaires. Le marquis disait déjà presque adieu à ses espérances ; il s'apprêtait à partir et était déjà préparé à dire adieu non-seulement à ses vues politiques, mais encore à son bonheur domestique, car après sa défaite, il ne lui eût pas été facile de se justifier devant la nation, lorsque la noblesse de l'empereur Alexandre donnait une victoire définitive à la politique du marquis. Le marquis a seul remporté cette victoire sans aucun appui; il l'a remportée par sa grande logique et sa volonté inébranlable... »

Personnage certes d'une originalité bien différente de celle du comte André Zamoyski, mais d'un vigoureux relief, et qui éclate dans cette manière même de s'ouvrir un chemin, de conquérir le pouvoir et de l'exercer ! Figure au moins bizarre où la volonté, le dédain et le calcul ont une prédominance inquiétante sur toutes les autres facultés morales ! Ce qu'il y a de caractéristique chez le marquis Wielopolski, c'est cette allure superbe de

l'homme qui passe à travers toutes les colères et les suspicions avec l'imperturbable assurance d'un orgueil souverain, qui porte comme un fardeau léger le sentiment de son impopularité et du vide fait autour de lui, brave les défiances, irrite les Polonais dans leurs susceptibilités les plus vives, les blesse et les froisse dans leurs instincts, trouve étrange qu'on ne quitte pas le deuil parce qu'il monte au pouvoir, mais qui en même temps relève en quelque sorte l'individualité polonaise en portant au camp russe son humeur hautaine, la roideur indépendante d'une nature aussi peu faite pour la servilité que pour la crainte. « Il se fera sa place, » disait-on l'an dernier à Saint-Pétersbourg, un jour que les grands maîtres de l'étiquette étaient fort embarrassés de savoir à quel titre il fallait admettre ce personnage sans uniforme, en habit noir, n'ayant aucun rang dans le *tchine*. Et en effet, au moment de la réception, le marquis se fit sa place : il alla tranquillement et spirituellement se ranger dans le corps diplomatique, presque comme le représentant d'une nation étrangère. Quand il parle de l'empereur dans ses rapports avec la Pologne, il ne l'appelle que le roi, et il maintient très-distincte la limite entre les affaires polonaises et les affaires de l'empire. Il n'y a pas longtemps encore, un général, gouverneur de Lublin, arrivait à Varsovie et se rendait chez le grand-duc pour lui faire un rapport sur la situation du pays. Le grand-duc le renvoya au marquis; celui-ci, après avoir fait attendre d'abord le général et l'avoir ensuite écouté pendant un quart d'heure, parlant en russe, lui dit gravement : « Je n'entends pas cette langue. » Aujourd'hui, depuis les attentats qui se

sont succédé, le marquis Wielopolski ne sort dans Varsovie qu'entouré de gendarmes et de cosaques; mais à son arrivée, il y a quelques mois, il refusait d'entrer dans le palais qu'il habite tant qu'une sentinelle russe était à la porte.

Il y a toute une légende de ces saillies d'humeur du marquis Wielopolski, de telle sorte que cet homme singulier, rude et suspect aux Polonais, n'est pas moins parfois pour les Russes une énigme irritante par tous ses procédés, et qu'il pourrait bien y avoir du vrai dans ce qu'on a dit, que l'empereur Alexandre n'avait consenti à lui livrer le gouvernement civil du royaume qu'en plaçant au-dessus de lui le grand-duc Constantin. Quelle est donc sa force? C'est sa volonté, une irrécusable vigueur d'intelligence et de caractère mise au service d'une expérience qui est peut-être la dernière pour la Russie vis-à-vis de la Pologne, après laquelle du moins il ne reste plus que l'alternative entre une justice plus complète et une recrudescence des gouvernements militaires.

Ce n'est point évidemment une tentative vulgaire, et à saisir de plus près toutes les pensées qui s'agitent dans l'esprit du marquis Wielopolski, cette lutte engagée avec l'impossible, on a sous les yeux un système combiné et pratiqué avec une surprenante énergie. Ce n'est point, dans tous les cas, la conséquence qui manque à ce système, dont les déductions ne s'écroulent que devant l'image souveraine du droit. Le marquis Wielopolski, je l'ai dit, est fier de sa logique. Tout se tient ici. Que peut la Pologne dans la situation qui lui est faite ! Où est sa ressource? — L'Occident! Elle lui a adressé des appels désespérés, et

elle n'a point été entendue; elle a essuyé les dédains des puissants et des forts. — Peut-elle compter uniquement sur elle-même? C'est la plus vaine espérance de prétendre avoir raison par les armes, par l'insurrection, de trois grands Etats. Entre ces trois maîtres cependant, où est le plus antipathique, le plus dangereux? Il est en Allemagne, non-seulement dans les cabinets liés par la tradition des partages, mais encore plus dans l'ambition de la race elle-même, telle qu'elle s'est manifestée en 1848. Il ne reste donc qu'à se tourner vers la Russie, à s'allier à elle.

Autre face de cette situation : lorsque survint la défaite de 1831, on eut tort de s'abandonner, de se réfugier dans une retraite hostile ou dans l'émigration. Ces trente mille personnes des classes éclairées qui émigraient, dit le marquis, c'était la lumière qui disparaissait du pays. On sacrifiait l'intérêt social à l'intérêt politique de l'indépendance. On eut tort encore, en 1855, de ne point profiter de l'adoucissement et des velléités réformatrices d'un commencement de règne. Le mouvement de 1861 éclatant, on ne pouvait renouveler la même faute. Il fallait donc, dans l'intérêt social, accepter la situation pour en tirer le seul parti possible par l'alliance avec la Russie, ramenée à une intelligence plus juste de la nécessité; mais dans quelles limites pouvait-on s'allier avec la Russie? Si on lui demandait ce qu'elle ne pouvait donner, on n'aurait rien. Ce qu'on pouvait obtenir, au contraire, c'était l'autonomie des lois, des institutions, de l'administration, de la langue, de la vie morale.

J'irai plus loin. On ne peut méconnaître que sur ce

terrain, une fois accepté, le marquis Wielopolski ne se soit mis à l'œuvre avec une énergique puissance de travail. C'est ainsi qu'il a résolu définitivement la question des paysans, qu'il a donné la vie au conseil d'Etat du royaume, désormais composé de notables du pays, et aux conseils de district, qu'il a créé une certaine autonomie administrative en éloignant presque tous les fonctionnaires russes du royaume, et que dans l'instruction publique il a réalisé de vraies réformes, rouvrant l'université, appelant de nouveaux professeurs, allant même les chercher, soit dans les autres provinces polonaises, soit dans tous les pays slaves. Enfin, plus au fond, dans quelque repli mystérieux de l'esprit du marquis Wielopolski, il se peut qu'il y ait eu la pensée de faire, avec le temps, du royaume une sorte de centre renouvelé, de foyer rayonnant sur toutes les contrées polonaises, comme un Piémont du nord lentement formé aux côtés de la Russie.

C'est tout, je crois. Il n'y a qu'un malheur, c'est que cette entreprise, si logiquement conduite en apparence, périt dans l'application au courant des impossibilités qui naissent des circonstances, de la situation du pays, du caractère même de l'homme en qui elle se personnifie et des pensées qui l'inspirent. Sans parler du droit toujours vivant, il se peut qu'une telle tentative eût eu quelque chance il y a un demi-siècle, il y a quarante ans, lorsque tout n'était point encore si fatalement compromis, avec un souverain comme l'empereur Alexandre Ier, qui gardait une certaine prédilection pour la Pologne. Et ici je ne peux m'empêcher de songer à cet autre Polonais émi-

nent, le prince Adam Czartoryski, qui avait eu un jour une pensée de ce genre : elle avait été naturelle autrefois, lorsque le prince Adam, après la défaite de l'insurrection de Kosciuszko, était envoyé en otage à Saint-Pétersbourg, s'attirait la sympathie d'Alexandre, alors grand-duc, et devenait son ami. Alexandre le faisait venir souvent à Tsarskoe-Selo, et les deux jeunes gens allaient se promener le matin dans les jardins. Pendant ces excursions, ils échangeaient des rêves généreux. Alexandre laissait voir de l'attendrissement pour la Pologne, le regret des partages accomplis, des desseins libéraux. Plus tard, s'il ne fit pas tout ce qu'il promettait, il donnait du moins à la Pologne la constitution de 1815, une diète, une armée, une semi-indépendance. Encore en 1825, se trouvant à Varsovie, il allait voir le comte Zamoyski, marié à une sœur du prince Adam et père du comte André. Là, faisant venir les jeunes gens, comme il le disait, il parlait devant eux de ses intentions persistantes de faire plus qu'il n'avait fait, de réunir au royaume les anciennes provinces polonaises. Alors, bien qne les illusions eussent déjà singulièrement diminué, cette tentative avait du moins encore peut-être quelque chance.

Tout a changé prodigieusement. Entre cette époque et la nôtre il y a le règne de l'empereur Nicolas, vingt-cinq ans de cette compression sans limites que je décrivais, toute une période pendant laquelle le sentiment national s'est exalté par la souffrance, et c'est le marquis Wielopolski lui-même qui dit que ce terrible régime a créé une incurable défiance de tout ce qui vient des auorités russes, défiance que n'a pas affaiblie à coup sûr, ce

que l'empereur Alexandre II a dit quelquefois aux Polonais : « Pas de rêverie! ce que mon père a fait est bien fait. » C'est donc dans des conditions aggravées, compromises, altérées, que se produit cette tentative, devenue d'autant plus difficile, fût-elle sincère et sérieuse, que contre elle se relèvent et les souvenirs d'un passé, trop récent pour être oublié, et les défiances nées de ce passé, et les instincts nationaux mûris dans le silence douloureux d'une vie comprimée. C'est là une difficulté contre laquelle le marquis Wielopolski a toujours à lutter, et elle se manifeste à chaque instant sous toutes les formes.

Il y en a une autre qui tient à cette étrange nature, composée surtout de force, de dédain, de calcul, et placée en face d'une situation morale sur laquelle elle n'a en quelque sorte aucune prise. Qu'on y songe bien en effet : on est ici en présence d'une nation qui a passé sa vie depuis un siècle à se débattre contre l'impossible, à déjouer toutes les combinaisons, et chez qui la politique a tendu pendant longtemps à supprimer l'instruction, le développement supérieur de l'intelligence, la lumière. Que reste-t-il? Le sentiment, l'instinct, d'autant plus puissant, d'autant plus irrésistible chez une race comme la race slave, naturellement portée à la rêverie, à un certain mysticisme. L'instinct alors s'exalte par la souffrance, son unique aliment; il devient d'une susceptibilité douloureuse. Il en résulte une éducation toute nouvelle, entièrement spontanée, faite dans le silence par le malheur et le désespoir. Que ce soit la faiblesse d'une société, c'est aussi la force intime, insaisissable, par laquelle on la voit se défendre. C'est ce qui est apparu dans les manifesta-

tions de 1861, dans cette adresse des ouvriers de Varsovie qui parlait naturellement le langage d'une naïve et sombre mysticité. Tout est inspiration et sentiment. D'où est venue cette idée du deuil pris par tout un peuple, si ce n'est de là? Qui a eu cette idée, devenue immédiatement une réalité? Vous y chercherez des mots d'ordre, des contraintes, des menaces d'associations inconnues : les chefs de secte ne s'emparent pas de tout un peuple. Pour agir sur une telle nation, il faut sentir, comprendre du moins ce qu'elle sent, ce qui s'agite dans son âme, ce qui est sa douloureuse essence.

C'est une société ainsi faite que le marquis Wielopolski a entrepris de gouverner et de soumettre par sa rudesse hautaine, par les calculs de sa politique, par des qualités sans doute puissantes, mais négatives, et il est arrivé ce qu'il dit, « qu'au lieu de trouver un appui dans la masse des hommes capables, sensés et aimant le bien public, dès qu'il est arrivé au pouvoir, il a rencontré des milliers de colères, de haines et de malédictions. » Je ne sais, puisque j'ai parlé du Piémont, s'il est venu à l'esprit du marquis Wielopolski qu'il y aurait place aussi au nord, quoique dans des conditions différentes, pour le rôle et l'action d'un comte de Cavour; on l'a dit quelquefois, on l'a soupçonné. Je ne parle pas de la différence des situations; mais M. de Cavour avait en lui-même ce point par lequel un homme d'État est en communication avec un peuple ; au milieu de toutes ses combinaisons, il avait l'âme libérale et sympathique, et c'est ce qui a fait sa puissance. Il n'est point enfin jusqu'à cette haine de l'Occident, érigée par le marquis Wielopolski en système, qui ne soit un des

embarras de sa politique. La Pologne a souffert de l'indifférence et de l'abandon : elle n'a point été secourue; elle ne tient pas moins à l'Europe par les traditions, par la civilisation, par la religion; vingt fois déçue, elle n'a point désespéré, et au fond d'où vient qu'elle se relève à demi aujourd'hui, que tout ce qui la touche redevient une question, si ce n'est des mouvements contemporains de l'Occident, de cet avénement du droit des nationalités qui se fait reconnaître, qui ébranle toutes les vieilles organisations? Le marquis Wielopolski lutte ainsi contre l'instinct d'un peuple, contre lui-même, contre les espérances que tout une situation européenne réveille et entretient.

De là cette condition étrange d'un homme qui a besoin de la force de la Russie pour maintenir la Pologne, pour marcher à la réalisation de son système, mais qui a besoin aussi de ce mouvement polonais, qu'il s'efforce de maîtriser, pour se soutenir vis-à-vis du gouvernement russe, — d'un homme dont la politique est moins l'expression des vœux, des besoins véritables d'une société, que le triomphe d'une personnalité débordante, implacable et superbe, qui arrive avec une redoutable naïveté à ne voir qu'elle et à considérer toute résistance comme un effort anarchique à briser. De là aussi le cercle vicieux d'efforts et d'impossibilités où il se débat, où le bien même qu'il fait laisse froid, où la lutte est au fond de tout. Je ne vois qu'une chose assez vraie dans une récente brochure française sur *le grand-duc Constantin, le marquis Wielopolski et les Polonais*, c'est ce que dit l'auteur : « La Pologne est devenue une sorte de champ clos

où le gouvernement use ses forces contre la révolution sous les regards malveillants d'une immense multitude hostile bien qu'immobile. » C'est pourtant une apologie du marquis et du système de gouvernement inauguré l'année dernière à Varsovie. Au commencement encore, le marquis Wielopolski avait quelques amis qui l'aidaient dans son œuvre; à mesure que sa politique s'est déroulée, ou plutôt que sa personnalité s'est donné libre carrière, les uns se sont éloignés, les autres se sont refroidis par degrés; la masse du pays a résisté.

Et ici, qu'on le remarque bien, tout s'enchaîne avec une redoutable logique : les procédés d'une politique superbe produisent l'irritation, qui est allée jusqu'à des tentatives de meurtre contre lesquelles le marquis s'indigne justement après avoir opposé aux meurtriers un dédaigneux courage, et en même temps les résistances redoublent chez cet homme singulier l'opiniâtreté, la passion de la lutte et de la domination; elles l'irritent et le poussent à tout faire pour les dompter, elles l'irritent même d'autant plus qu'elles sont plus modérées. Il est convaincu, dit-on, qu'il suffirait d'enlever un millier de personnes dans le royaume pour que tout fût facile : il se trompe évidemment; mais c'est là le piége et l'entraînement, et c'est ainsi que, de conséquence en conséquence, la politique, dont il est l'âme et le conseil, après avoir commencé par les promesses d'une ère nouvelle, est venue aboutir à ces deux faits : l'application du recrutement militaire dans le royaume et l'envoi à Saint-Pétersbourg du comte André Zamoyski, depuis éloigné du pays, sinon exilé, comme si cette figure eût été im-

portune, comme s'il y eût eu un péril dans la présence à Varsovie de cette autre représentation vivante d'une politique toujours debout.

Ce n'est rien sans doute que le recrutement, c'est du moins une condition acceptée sans révolte dans les pays où c'est une obligation relevée et allégée par le prestige d'un devoir national commun à tous et par la durée limitée du service militaire. En Pologne, c'est le supplice poignant et redouté d'une société qui non-seulement voit ses enfants dévoués à un service étranger s'en aller au Caucase, à Orenbourg, jusqu'aux frontières les plus reculées de l'empire, mais qui encore se dit qu'elle ne les reverra plus jamais. C'est le pays périodiquement moissonné dans sa fleur. Je lisais hier encore dans un rapport tout récent du conseil du district de Piotrkow, peinture assurément peu flatteuse et significative de l'état d'abandon où est restée cette partie du royaume pendant trente ans, je lisais, dis-je, que de 1833 à 1856 plus de onze mille jeunes gens ont été enlevés à ce seul district comme recrues : quatre cent quatre-vingt-dix-huit seulement sont revenus, la plupart ayant perdu leur religion, leur langue, leurs coutumes, et impropres à tout travail. Aussi le conseil de Piotrkow déclarait-il le recrutement « le plus grand des malheurs, » dans les conditions actuelles, et c'est bien là, ce me semble, une *illustration* de ce que le marquis Wielopolski appelle « le gouvernement improductif. » Depuis la guerre de Crimée cependant, tout recrutement avait été suspendu dans le royaume comme en Russie, quand l'ordre d'une levée générale ait survenu à la fin de 1862.

Alors on s'est ému de nouveau en Pologne ; on a frémi de ces départs sans retour. Il y avait même à côté une raison de plus, c'est que le recrutement allait jeter un trouble profond dans le travail pratique d'émancipation des paysans, et cette raison, les conseils de district l'ont invoquée auprès du gouvernement à Varsovie. Qu'a fait alors le marquis Wielopolski avec ses habitudes de calcul, ses enivrements de force et sa pensée secrète d'éteindre les foyers d'agitation ? Il a saisi l'occasion de frapper un coup politique. Il a reconnu et a facilement fait admettre à Pétersbourg la nécessité d'exempter les campagnes de la conscription, mais en adoptant une combinaison qui mettait dans ses mains une arme terrible et assurait toujours au gouvernement russe son contingent militaire. Comme il n'y avait aucune raison d'étendre aux villes l'avantage accordé aux campagnes, c'était dans les villes qu'on prendrait les soldats, et comme, dans ces conditions, le recrutement devenait une opération exceptionnelle qui sortait des règles ordinaires, c'était l'administration qui restait chargée de désigner les jeunes gens appelés ou condamnés au service militaire. Le marquis Wielopolski avait donc atteint son but en s'armant contre les éléments agitateurs rassemblés dans les villes, contre la partie éclairée de la population qui lui résiste et qui était désormais livrée à sa discrétion, mais en même temps il blessait profondément le pays dans un de ses plus vifs instincts, et il ne faisait qu'amasser contre lui de nouvelles colères.

N'est-ce point aussi un entraînement de cette politique à outrance, où la force n'exclut pas toujours la ruse, qui a conduit à l'éloignement du comte André Zamoyski? Le

crime du comte André était uniquement, après tout, de rester l'expression vivante d'une idée modérée, mais ferme, en présence de la personnalité superbe du marquis Wielopolski, et de n'avoir pas cru que tout était sauvé parce qu'un grand-duc était arrivé à Varsovie.

Au mois d'août 1862, le grand-duc Constantin adressait au pays une proclamation qui était un appel à tous les concours et à tous les dévouements patriotiques. Ce fut l'origine d'une manifestation qui n'avait, à vrai dire, rien que de simple. Plus de trois cents propriétaires se réunissaient à Varsovie pour répondre à cet appel, et ils rédigeaient une adresse où ils promettaient en effet leur concours, à deux conditions : c'est que la Pologne retrouverait ses institutions nationales distinctes, et que les anciennes provinces polonaises incorporées à la Russie seraient réunies au royaume. Ceux qui avaient proposé cette adresse se rendirent chez le comte André, qui était l'homme naturellement désigné pour être leur interprète auprès du grand-duc.

Au fond, le marquis Wielopolski surveillait ce mouvement, et sa pensée, qu'il ne dissimulait même pas, était de le laisser mûrir, de laisser la manifestation s'accomplir, pour mettre la main sur un flagrant délit de crime d'État, et faire juger avec éclat tous ceux qui s'y étaient associés. Ce calcul d'une passion vindicative fut déjoué, d'abord parce que le grand-duc Constantin, plus maître de lui, aimait mieux, comme il le disait, prévenir que faire de ces actes de force, puis parce que le comte André, avec une finesse naturelle et sa préoccupation de légalité, engageait tous les propriétaires à ne rien signer; mais la manifesta-

tion n'était pas moins significative. Le comte André était appelé chez le grand-duc et prévenu qu'il devait se rendre à Pétersbourg pour s'expliquer devant l'empereur. Deux heures après, des officiers de gendarmerie tombaient chez lui pour le prendre et le conduire dans son voyage.

C'est à la suite de cette excursion fort involontaire, très-protégée à Saint-Pétersbourg, qu'avait lieu, on le sait, une entrevue entre l'empereur Alexandre II et le comte André Zamoyski. Je n'ai point évidemment la prétention de pénétrer le secret d'une conversation ainsi engagée. Ce qui en a été connu à Saint-Pétersbourg laisse entrevoir l'attitude naturelle des deux personnages : l'un hésitant et perplexe, l'autre défendant avec une vive et ferme honnêteté la cause de son pays. Tantôt l'empereur Alexandre paraissait comprendre le mécontentement de la Pologne et déplorer la fatalité qui pesait sur sa politique, tantôt il en revenait à dire que, décidément, il n'y avait d'autre moyen, pour gouverner les Polonais, que le système de son père, la terreur. Le comte André répondait que cela avait peu servi, et rappelait la politique toute différente, les engagements et les promesses de l'empereur Alexandre Ier; mais Alexandre II était peu sensible à ces souvenirs de son oncle, qu'il traitait de chimérique. Embarrassé, du reste, il répétait plus d'une fois qu'il demanderait à Dieu de l'éclairer. L'empereur Alexandre terminait l'entretien en disant à son interlocuteur : « Je ne vous retiens ni à Pétersbourg ni dans une prison; je ne veux pas faire de vous un martyr. Vous irez à l'étranger, et j'espère que vous ne me traiterez pas en ennemi. — Sire, dit le comte André, j'emporte votre pro-

messe de demander à Dieu de vous éclairer. » Le comte Zamoyski partait en effet pour l'étranger; le marquis Wielopolski est resté pour le moment tout-puissant à Varsovie. Il a peut-être respiré plus librement le jour où il n'a plus rencontré devant lui cette honnête et ferme figure. Ce qui est fait pour l'embarrasser pourtant, ce n'est pas le comte André, c'est l'idée morale et nationale qu'il représente et qui est toujours là.

Ainsi se développent jusqu'au bout, fidèles à eux-mêmes, ces deux types, ces deux caractères: l'un restant, sans faiblir, l'expression d'un sentiment qui ne fait que s'élever et s'accroître; l'autre portant la force et l'orgueil dans les conceptions de l'esprit comme dans les actions de la politique. Chose curieuse, il y a vingt ans, en plein règne de l'empereur Nicolas, c'était le comte André qui était l'homme pratique, tout aux affaires, tandis que le marquis Wielopolski était l'idéaliste sombre et amer, l'homme placé en dehors de la réalité. Aujourd'hui, c'est le marquis qui a la prétention d'être tout à la réalité, à la politique positive; c'est le comte André qui est en dehors de tout, qui ne peut même être dans son pays et qui attend avec la force sûre d'une idée morale. L'un et l'autre, néanmoins, avec leurs contrastes, sont assurément l'expression la plus frappante, quoique la plus diverse, de la vitalité d'une nation. Bien évidemment une société qui produit de tels caractères a dans son sein tout ce qui fait vivre. Il y a trente ans, le marquis Wielopolski écrivait, dans son mémoire à lord Palmerston: « On ne commande pas à l'existence d'une nation, et il n'y a pas de politique qui soit capable de faire la loi à la nature des choses,

c'est-à-dire à la loi de Dieu. Lorsqu'une nation a tous les éléments pour exister, elle vit malgré la mort qu'on prononcerait contre elle dans des traités et des manifestes ; elle existe sourdement sous l'édifice artificiel qu'on s'est plu à construire dans la supposition de son anéantissement. » Lorsque le marquis Wielopolski écrivait ces pales, il ne se doutait pas que, trente ans plus tard, il proposerait à la Pologne d'accepter son sort par héroïsme de désespoir, et qu'en étant lui-même le propagateur, le serviteur de cette politique, il serait un argument vivant contre ses doctrines de suicide national et d'anéantissement volontaire.

VI

L'INSURRECTION POLONAISE DEVANT L'EUROPE

Un jour ou plutôt une nuit de janvier, en pleine Europe, dans une ville aussi renommée pour l'éclat traditionnel de sa civilisation que pour ses malheurs, au sein d'un pays dont la vie nationale n'a plus depuis longtemps d'autre refuge que la protestation, les autorités publiques, par calcul, par aveuglement ou par impatience, veulent tenter un de ces coups qui sont un défi audacieux à la fatalité des conflits : elles jettent nuitamment le filet sur toute une population pour enlever, sous le nom d'un recrutement militaire, tout ce qu'il y a de force jeune, virile et active. Ce n'est pas même assez pour elles d'avoir jeté ce coup de filet nocturne, d'avoir accompli leur œuvre « entre une heure et huit heures du matin, » elles veulent transformer en signe de triomphe la muette stupeur d'une ville, et, se tournant vers l'Europe, elles publient que ce recrutement s'est fait dans le calme le plus heureux, que les conscrits sont pleins de bonne humeur

et se réjouissent d'entrer dans cette « école d'ordre » qu'on appelle l'armée, que rien de semblable à cette tranquillité et à cette bonne volonté ne s'était vu depuis trente ans. Alors cette dernière goutte d'amertume, tombant sur des cœurs ulcérés, les enflamme. On eût supporté peut-être encore l'acte lui-même; l'ironie ressemblant à une insulte vient provoquer à la résistance. Les évasions se multiplient, et le réveil de la nuit du recrutement, c'est l'insurrection se répandant dans tout le pays comme une traînée de feu.

Au premier instant, le gouvernement ainsi engagé et ceux qui le représentent dans l'Occident se hâtent de dire que ce n'est rien, que tout est fini déjà, ou va finir le lendemain, le jour suivant au plus tard, que ce n'est plus que la dernière convulsion d'une agonie. Et d'abord quand cela serait, quand cela eût été, quand une répression foudroyante et irrésistible eût étouffé dans son explosion même cette révolte de l'instinct d'un peuple, la question resterait-elle moins entière? Le droit aurait-il péri avec ces victimes inconnues d'une échauffourée sanglante? Mais non, rien n'est fini, ni le lendemain, ni le jour suivant; tout commence au contraire. Ces fuyards de la conscription, ces *outlaws* se rallient dans les forêts, s'improvisent soldats pour leur pays, pour leur nationalité. La persistance et l'étendue du mouvement déconcertent la répression, qui s'épuise en bulletins de victoire et en contradictions, réduite à n'atteindre que des tronçons qui s'agitent partout à la fois pour se rejoindre. Des bandes qu'on pense avoir détruites reparaissent un peu plus loin; des chefs qu'on dit avoir blessés et rejetés hors du

territoire se retrouvent pleins de vigueur, prêts à reprendre leur élan, disputant le terrain par l'habileté ou par l'audace. Des hommes sans armes tiennent tête à toute une armée, à un empire. On les appelle d'abord des brigands, puis des insurgés, puis l'*ennemi*, et les engagements deviennent des batailles dans le langage officiel lui-même. Quant aux victimes et aux scènes de dévastation, ce n'est point malheureusement ce qui manque. La répression semble se venger de son impuissance par les excès.

De jour en jour ainsi la lutte grandit et se complique. La peur de la contagion ou je ne sais quelle fantaisie de solidarité d'oppression et d'absolutisme attire une puissance voisine dans le piége d'une intervention qui soulève le sentiment universel, déjà bien assez ébranlé par le spectacle de ce combat inégal plein d'héroïsme, de pitié et de terreur, et devant l'Occident la question polonaise se relève tout entière avec ce qu'elle a de complexe, de profond et d'émouvant ; elle se relève dans ce duel nouveau d'un peuple et de la domination étrangère comme un problème qui, par sa nature, dépasse la sphère d'une lutte purement intérieure, qui pèse sur la conscience de l'Europe si étrangement remuée aujourd'hui, qui touche à tout, à la politique, à l'humanité, à l'inviolabilité du sentiment d'indépendance nationale, et qu'on ne peut plus éluder désormais en présence d'un droit rajeuni dans le sang versé à flots.

Certes ce n'est point d'aujourd'hui qu'il existe, ce problème d'une nationalité qui ébranle le monde de ses tressaillements douloureux, de ses efforts pour revivre. Il est

vieux comme la pensée d'ambition et d'injustice qui a cru pouvoir impunément, il y a un siècle, faire disparaître un peuple; il a suivi depuis lors la politique européenne dans ses fluctuations, et s'est mêlé à elle comme un embarras, comme un remords. Il n'est pas un moment, toutes les fois que le continent s'est remué, où il n'ait reparu. Il a donc une raison d'être générale et permanente ; mais en même temps, dans ce que j'appellerai sa génération contemporaine, dans ses manifestations nouvelles, il se lie à des circonstances plus immédiates, plus saisissables. Évidemment l'insurrection qui vient d'éclater en Pologne est la fatalité d'une situation ; elle est le résultat de vingt-cinq ans d'un régime où la compression a été poussée jusqu'aux dernières limites, de sept années perdues en temporisations et en contradictions depuis l'avénement de l'empereur Alexandre II, de deux années d'une agitation morale qu'on n'a su ni apaiser ni désarmer par une libérale et intelligente politique.

L'erreur de la Russie a été de fermer les yeux sur cette situation, de penser que tant qu'elle avait la force, elle avait le droit, que tout ce qui se passait en Pologne n'était que l'œuvre de quelques conspirateurs, qu'il n'y avait, pour faire la paix, au lieu de supprimer les causes d'agitation, qu'à supprimer les agitateurs; son erreur plus grande encore au point de vue des événements actuels, — erreur de tous les pouvoirs troublés, — c'est d'avoir eu un certain jour cette préoccupation fixe qu'entre ce qu'elle appelle le parti révolutionnaire polonais et le parti révolutionnaire russe il y avait une connivence, un travail commun de conjuration qui devait

éclater au printemps, au moment où la question des paysans allait renaître dans l'empire. Elle a été ainsi conduite à cette dangereuse pensée de devancer elle-même l'heure d'un combat qu'elle redoutait, de se jeter sur la foi d'un soupçon au milieu d'un travail présumé d'organisation insurrectionnelle, de frapper un grand coup sur la Pologne avant d'avoir à se mesurer avec d'autres dangers intérieurs. De là ce recrutement, devenu dans les mains de ceux qui l'ont conçu et exécuté une vraie loi des suspects, combiné merveilleusement de façon à diviser les classes en exemptant les populations rurales et en mettant la population des villes à la merci de la police, seule chargée de choisir, de désigner les conscrits, c'est-à-dire les victimes. La Russie n'a point vu qu'en agissant ainsi elle abdiquait d'abord le rôle d'un gouvernement régulier, et de plus que, pour déterminer une insurrection possible, nullement certaine au printemps, elle en provoquait une sûrement, à l'instant même, en donnant à l'explosion d'un peuple une raison nouvelle et mille fois légitime. C'est ce qui est arrivé.

C'est dans la nuit du 15 janvier que le recrutement s'exécutait à Varsovie, et c'est peu de jours après, dans la nuit du 22, qu'éclatait cette insurrection qui a duré déjà plus qu'il n'était humainement possible de le croire, qui s'est maintenue assez pour attester l'inépuisable vitalité d'un peuple, et qui, dût-elle être matériellement vaincue, a un si émouvant caractère entre toutes les prises d'armes contemporaines. Qu'il y eût en Pologne un parti révolutionnaire, ou, pour mieux dire, un parti d'action se séparant des conseillers d'une marche plus lente et plus

pacifique, ne voyant de délivrance que par un soulèvement national et très-accessible à la tentation d'une occasion favorable, oui, sans doute, il existait concentré dans un comité de direction à Varsovie. Il existe plus que jamais aujourd'hui personnifié dans des chefs sous les yeux mêmes du gouvernement russe, qui ne peut le saisir : il existera demain, comme il arrive dans tous pays où s'agite une question d'indépendance, où les têtes jeunes et ardentes ne songent qu'aux revendications armées ; mais ce parti, organisé en effet, ayant partout des intelligences, avait plus de désirs et de rêves d'action que de moyens de combat. Il avait subi plus d'une fois déjà l'influence modératrice de ceux qui croyaient, qui voulaient croire encore à l'efficacité de l'agitation morale, et si tout eût suivi son cours naturel, selon le mot de lord John Russell dans le parlement anglais, il est vraisemblable qu'il eût continué à parler d'insurrection et à ne point s'insurger. La preuve qu'il était bien moins préparé à l'insurrection que ne l'a cru et ne l'a dit la Russie, c'est qu'il n'y avait d'armes nulle part, que rien n'était prévu; une preuve plus décisive encore, c'est qu'au premier moment le mot d'ordre du parti d'action était de ne point résister, de se soumettre au recrutement. Quelques-uns des membres du comité supérieur de Varsovie s'effrayaient du mouvement bien plus qu'ils ne songeaient à le précipiter, si bien que ce comité se divisait, se dissolvait un instant, et était obligé de se reconstituer sous le coup même de cette crise pressante.

Qu'a-t-il donc fallu pour mettre le feu à cette situation, pour faire une réalité de ce qui n'était que le rêve d'es-

prits ardents, pour que ce rêve presque platonique d'un soulèvement national passât tout à coup dans toute une population spontanément rapprochée dans une défense désespérée ! Il a fallu, outre la pensée même de la conscription, la manière dont cet acte s'accomplissait ; il a fallu l'impatience fiévreuse du gouvernement à publier « le triomphe de l'ordre, » sans s'informer si ses paroles, en exaspérant les âmes, n'allaient pas être pour quelque chose dans les torrents de sang offerts comme un héroïque démenti à une déclaration d'obéissance volontaire et de suicide.

Je ne sais si jamais insurrection a eu un prologue plus dramatique et plus lugubre que cette scène du recrutement à Varsovie que des journaux anglais ont décrite d'un trait ineffaçable. Dès la première heure, la ville était occupée militairement. Les troupes campaient sur les places, et des chaînes de factionnaires reliaient tous les postes, tandis que des patrouilles de cavalerie battaient les rues. La ville ainsi enveloppée dans ce réseau stratégique, l'opération commençait. On envahissait brusquement les maisons, on forçait les portes qui ne s'ouvraient pas, et on tombait dans l'intérieur des familles. Chaque officier de recrutement, suivi de trois hommes de police et d'un piquet de soldats, procédait sommairement ; il avait sa liste, et il lui fallait son nombre de conscrits : pour ceux qui manquaient, il prenait les pères, les frères, les enfants, sans excepter les malades et les infirmes. On mettait même la main sur les passants attardés dans les rues sans connaître leur nom, et tout était poussé pêle-mêle vers la citadelle. Je songeais un de ces jours, en voyant passer

tous ces conscrits français de libre et joyeuse humeur, portant à leur chapeau enguirlandé le numéro qui les faisait soldats, je songeais à cette autre scène d'un recrutement procédant comme une proscription, s'abattant la nuit sur les familles, violant le foyer pour enlever à un peuple sa jeunesse et sa force. Il n'y eut pourtant d'abord aucune résistance à Varsovie; elle eût été impossible. Seulement une sourde irritation survivait à la scène du 15 janvier, et la pensée d'une protestation naissait bientôt en présence de cette publication officielle où le gouvernement se complaisait à célébrer sa victoire nocturne en annonçant à l'Europe que le recrutement « s'était effectué dans une tranquillité parfaite, » que les conscrits enfermés à la citadelle « montraient les meilleures dispositions et même de la gaieté. »

Alors tout changeait rapidement. Jusque-là les évasions avaient été peu nombreuses; elles commencèrent à se multiplier. Ceux qui avaient réussi à se soustraire à la conscription s'échappaient de tous côtés. Ils partaient sans argent, n'ayant que les vêtements qu'ils portaient sur eux; d'armes, il n'en était point question. Qu'allaient-ils faire? Ils ne le savaient encore, ils fuyaient. Les uns, qui s'étaient donné rendez-vous à Blonié, près de Varsovie, se dirigeaient vers les forêts à l'ouest de la Vistule; les autres se rassemblaient aux environs de la petite ville de Serock, au confluent du Bug et de la Narew. Dès le 22 janvier, les premiers engagements éclatèrent. Le gouvernement ne se tint pas encore pour averti : il voulut poursuivre l'exécution du recrutement jusque dans les provinces, le 27 janvier; mais cette fois il venait trop

tard. Toute la jeunesse avait pris la fuite et s'était dispersée dans les campagnes, dans les bois. Il n'y avait alors du reste ni plan ni organisation; la nécessité d'une défense commune fit de tous ces groupes de fugitifs des bandes qui en un instant sillonnèrent le royaume de la frontière de la Lithuanie au grand-duché de Posen, qui remplirent les gouvernements de Plock, de Podlachie, de Lublin, de Sandomir, fatiguant les colonnes russes lancées contre elles, tantôt se dérobant, tantôt faisant face avec une énergie désespérée, et voilà comment naissait cette insurrection, n'ayant à l'origine d'autre mobile que d'échapper à une proscription, puis finissant par relever dans son camp le drapeau de la nationalité polonaise, ramené au combat par des légions de soldats improvisés.

Dans ce drame étrange, on peut donc dire que c'est la nature humaine outragée qui rebondit en quelque sorte la première sous un excès d'oppression, auquel vient se mêler une imprévoyante ironie; le patriotisme vient ensuite comme pour donner la force, le lien et préciser le but, et ce qui n'était la veille qu'une fuite devant le recrutement devient le lendemain un vaste et formidable soulèvement ayant ses mots d'ordre, ses points de ralliement et ses chefs, envahissant plus ou moins ou remuant toutes les contrées de l'ancienne Pologne soumises à la Russie, paraissant partout à la fois, au nord entre Wilna et Dunabourg, dans les marais de Pinsk, dans la Lithuanie comme dans toutes les provinces du royaume. Ce que n'aurait pu faire le travail des sociétés secrètes, continué pendant des années, un mouvement de déses-

poir le faisait d'un seul coup en jetant dans les forêts toute la population jeune des villes, en créant ces bandes innombrables, dénuées d'armes il est vrai, réduites à se battre pour en avoir, n'ayant à opposer à des troupes régulières et à l'artillerie que la faux traditionnelle du paysan polonais, ou même quelquefois des bâtons ferrés, mais animées d'une sombre énergie et rapidement formées à la discipline sous la pensée de vendre plus chèrement leur vie.

Dès lors s'engage cette lutte aux mille péripéties, où la répression effarée et irritée va jusqu'aux plus terribles excès, où l'insurrection apparaît avec des chances et sous des couleurs diverses : précaire et toujours menacée du côté du grand-duché de Posen, où la Russie trouve la connivence de la Prusse; enveloppée d'une sorte de mystère du côté de la Lithuanie, où l'intensité du combat ne se révèle que par les proclamations et les bulletins russes; forte et active dans le sud du royaume, où, appuyée sur la frontière de la Gallicie et sur la neutralité de l'Autriche, retranchée dans une contrée montagneuse et boisée, elle se défend à outrance, reprenant son élan quand on la croit vaincue. Ces bandes, formées à la hâte et en quelque sorte d'elles-mêmes, devenues bientôt toute une armée mobile avec ses compagnies de faucheurs, ont eu rapidement leurs chefs audacieux et habiles : les Langiewicz, les Jezioranski, les Bochdanowicz, les Frankowski, les Padlewski, les Lewandowski; mais ce qui prouve combien ce mouvement était peu préparé, c'est qu'au premier instant on ne savait qui conduisait ces bandes d'insurgés, et ces bandes elles-mêmes ne savaient

quels allaient être leurs chefs : les Russes n'avaient d'abord devant eux qu'une masse anonyme et ne savaient à qui ils avaient affaire.

Une nuit, au commencement de janvier, un homme jeune encore, glacé de froid et à bout de ressources, frappe à la porte d'un château dans la campagne, au delà de la frontière prussienne. Il avait épuisé, pour arriver jusque-là, ce qu'il avait d'argent; il était exténué, et ne pouvait aller plus loin. Il reçut une hospitalité de quelques heures, il se réconforta et put repartir bien vite. Où allait-il? Celui qui l'avait reçu un instant, sans connaître rien de plus que son nom de Polonais, l'apprit quelques jours après par les bulletins russes : c'était Marian Langiewicz, le plus habile tacticien de cette guerre qui commençait. Langiewicz est né le 5 août 1827, à Krotoszin, dans le grand-duché de Posen. Il a étudié longtemps dans les gymnases et à l'université de Breslau, où il s'occupait principalement de mathématiques. Obligé, comme sujet prussien, au service de la *landwehr*, il a passé une année dans l'artillerie de la garde à Berlin. Il n'a cessé depuis de poursuivre des études militaires, sans avoir cependant fait partie, comme on l'a dit, de l'expédition de Garibaldi en Sicile. Accouru de France au premier bruit du recrutement, dont il pressentait les effets, il arrivait seul, inconnu, comme je l'ai dit, prêt à se mêler à la première bande qu'il rencontrerait, et en quelques jours il est devenu l'un des chefs les plus brillants, les plus heureux de cette émouvante guerre, posant d'abord son camp dans les montagnes de Sainte-Croix, organisant à demi ses hommes, et bientôt entrant en campagne avec ce mé-

lange d'habileté et de hardiesse qui a déjoué pendant quelque temps la stratégie des colonnes envoyées contre lui. Les Russes l'ont tué ou blessé quelquefois, au dire de leurs bulletins, et plus souvent encore ils ont dispersé ses bandes. Il n'a pas moins tenu ferme au premier instant, personnifiant avec un éclat devenu européen cette insurrection, concentrée dans le palatinat de Sandomir. Et puis, Langiewicz fût-il réduit à passer la frontière, ou succombât-il sous le poids des masses qui cherchent à l'assaillir, tout devait-il donc être fini? N'était-ce point désormais la révolte à mille têtes?

Au fond, quelle est la force et quels sont les éléments de cette insurrection? Sa force est dans la nature de cette guerre de partisans qui échappe à une défaite décisive, qui, au lieu de se concentrer dans une ville, sur un champ de bataille, est partout à la fois, harcèle les Russes, les contraint à se diviser, les épuise sans cesse en marches et en contre-marches suivies de victoires problématiques ou inutiles. Les éléments qui sont entrés dans la lutte sont peut-être plus difficiles à préciser. Sans doute il y a un sentiment commun dans tout le pays, et toutes ces questions de démocratie, de socialisme, de propagande révolutionnaire qu'on agite, comme pour faire illusion à l'Europe, n'ont ici qu'un rôle absolument effacé, si même elles ont un sens quelconque dans l'état actuel de la société polonaise. Il serait néanmoins peut-être aisé de distinguer, à n'observer qu'un fait, que dans la première surprise, à l'origine, il y a eu des nuances dans l'action des différentes classes.

Ainsi, il est évident que le noyau primitif, énergique et

puissant de l'insurrection a été la population des villes particulièrement atteinte par le recrutement, toute cette classe moyenne active, intelligente, aspirant à prendre un rôle qu'elle n'a point eu jusqu'ici, composée d'industriels, de petits propriétaires, d'employés, d'ouvriers. Les grands propriétaires, dans les premiers jours, restaient dans une certaine expectative, hésitant à tout risquer, à compromettre l'avenir du pays en un mouvement qu'ils jugeaient prématuré, mal préparé, et formant une sorte de réserve imposante en cas d'une déception trop prompte. Les étudiants eux-mêmes de l'université de Varsovie et de l'école polytechnique de Pulawy refusaient d'abord de se jeter dans l'insurrection, ou résistaient encore du moins à l'excitation du moment. Quant aux paysans proprement dits, aux cultivateurs répandus dans les campagnes, sans être hostiles ils restaient passifs et inertes; vivant dans la sphère de leurs intérêts pratiques, ils en étaient à mal comprendre un mouvement qui ne les touchait pas directement, et dont ils avaient été en quelque sorte désintéressés d'avance par l'exemption calculée de la conscription. Dans plusieurs provinces, ils semblaient vouloir rester neutres.

Il ne faut point s'y tromper cependant : ces différences étaient plus apparentes que réelles, et c'est la Russie elle-même qui a pris soin d'effacer ces nuances, de refaire l'unanimité dans l'action comme dans les pensées. Par le recrutement, elle avait déjà donné à l'insurrection une armée qu'elle n'aurait point eue sans cela; en vantant les étudiants de Varsovie pour leur bonne tenue, leur subordination et leur amour de l'ordre, elle les poussait à s'en

aller rejoindre les insurgés ; en cherchant à tirer avantage de l'attitude de la noblesse, elle la provoquait à se déclarer plus nettement et à répondre par une proclamation qui finissait par ces mots : « Les pères suivront leurs fils ! » Et pour les paysans, ils n'ont pas tardé eux-mêmes à se sentir entraînés par le courant. La Russie, il est vrai, après les avoir exemptés du recrutement, a cherché à s'en faire des auxiliaires, à exciter leurs passions et leur cupidité. Il y a tel commandant militaire, le général Chruszczef à Lublin, qui a offert aux paysans cinq roubles par insurgé qu'ils livreraient. En Lithuanie, avant même la dictature sinistre de Mourawief, le gouverneur militaire, le général Nazimof, publiait une proclamation où il s'adressait particulièrement aux paysans pour leur rappeler leur récent affranchissement et les détourner de toute participation aux mouvements insurrectionnels. « Je m'adresse à vous, disait-il, paysans des gouvernements de Wilna, Grodno, Kowno et Minsk;... vous devez prouver l'impuissance de pareilles tentatives, arrêter immédiatement tout individu qui oserait les entreprendre et le livrer aux mains de l'autorité la plus voisine pour qu'il soit traité selon la loi... » C'est ni plus ni moins le langage tenu en Gallicie au moment des massacres de 1846.

Je ne veux point dire que ces excitations aient été partout sans effet et que l'appât du butin n'ait point entraîné quelques malheureux; mais en général les paysans ont résisté à ces suggestions violentes : ils ont été de plus en plus les alliés du mouvement, et ici encore c'est l'armée russe qui a pris soin de les éclairer en n'épargnant ni leurs villages ni leurs familles. S'ils n'ont pas pris une

part plus grande, plus visible à l'insurrection, c'est tout simplement parce qu'ils n'avaient pas d'armes et qu'on n'en avait pas à leur donner quand ils se présentaient. Pour tout le reste, ils sont évidemment liés à la cause commune. Et de fait, s'il y avait dans les campagnes une population ennemie, comment expliquer la durée et les progrès de cette insurrection pendant plusieurs mois? La moindre hostilité de la part des paysans serait la perte des insurgés. Ces bandes, mal armées, mal vêtues au cœur de l'hiver, eussent été affamées et gelées en quelques jours; elles n'auraient eu ni vivres, ni vêtements, ni refuge, ni aucun moyen de soigner leurs blessés. Elles ont vécu et elles vivent cependant : ce sont les paysans qui leur assurent des vivres, des secours, qui reçoivent leurs blessés et les soignent.

La vérité est que cette insurrection est devenue l'œuvre de tout le monde, et que du concours universel est née cette organisation dont il faut se rendre compte pour comprendre combien elle est difficile à vaincre et à déraciner. Il y a en effet une petite armée régulière, permanente, mobile, prête à se porter partout, manœuvrant avec dextérité, et en même temps il y a dans chaque district une *pospolite*, suivant le vieux mot polonais, une sorte de *landwehr* toute locale; ceux qui la composent vivent chez eux, dans les fermes ou dans les usines, se lèvent au premier signal pour combattre, le plus souvent sans sortir de leur circonscription, et se dispersent après l'action. Plus loin une autre *pospolite* est prête à se lever au même signal et dans les mêmes conditions. De là cette multitude de bandes qu'on voit surgir, qui ne sont jamais

les mêmes, qui se dispersent en effet comme le disent les bulletins officiels, mais qui sont toujours prêtes à se recomposer après le passage des colonnes russes et font la force populaire de ce mouvement. Le gouvernement a senti le danger et a fait aux maires des communes une obligation de réunir des gardes urbaines pour courir sus aux insurgés. Les maires ont répondu qu'il n'y avait que des vieillards, des enfants et des femmes évidemmen incapables de réussir là où la puissante armée impériale ne suffisait pas.

L'imprévoyance de la Russie en face de ce mouvement grandissant, il faut le dire, n'a été égalée malheureusement que par la violence qu'elle en est venue bientôt à mettre dans la répression. Aux premiers jours, on traitait légèrement à Varsovie cette insurrection de réfractaires. C'était une éruption, comme on disait, et les médecins habiles n'arrêtent pas les éruptions. Il était bon que tous les factieux se réunissent pour qu'on pût les atteindre et les abattre d'un coup. Aussi laissait-on partir tous les fugitifs. On allait bien plus loin : craignant que les conscrits déjà enfermés à la citadelle n'allassent faire une propagande dangereuse jusque dans l'armée russe, on en relâchait le plus grand nombre, et c'étaient autant de soldats nouveaux pour l'insurrection; mais un fait inattendu vint bientôt surprendre le gouvernement russe. Ces bandes n'étaient pas aussi faciles à vaincre qu'on l'avait supposé. Les victoires qu'on se promettait se changeaient en une série d'échecs. L'impuissance conduisait à l'irritation, et entre les autorités civiles et militaires de Varsovie c'était à qui se renverrait la responsabilité d'une lutte ainsi en-

gagée. Une impatience violente s'emparait du gouvernement, et cette guerre devenait sombre. Alors s'ouvrait cette campagne semée de journées lugubres, — Wengrow, Siematicze, Wonchotsk, Tomaszow, Miechow, — où les colonnes russes marquaient leur passage par l'incendie, le pillage et le massacre, où les femmes d'une petite ville, sommées de se retirer, répondaient : « Ici les femmes meurent à côté de leurs maris, et les enfants à côté de leurs pères. » Et ce n'est pas par le témoignage nécessairement passionné des insurgés que se révèle le caractère désordonné et furieux de cette répression, c'est par les ordres du jour du grand-duc Constantin lui-même, réduit à constater et à blâmer les excès de la soldatesque, par les proclamations des généraux menaçant de tout saccager, de détruire les maisons par le canon et exécutant leurs menaces, par les rapports des autorités publiques racontant les sacs des villes, le massacre des habitants paisibles et même des fonctionnaires.

La guerre a sans doute ses exaspérations; mais il y a aussi des actes à peine imaginables dans un pays civilisé, interdits à une armée régulière. Or, que fait l'armée russe dans cette triste campagne? Voici une petite ville, Tomaszow, où périssent massacrées dix-sept personnes absolument étrangères à l'insurrection, des fonctionnaires, le juge de paix et son greffier, le maire de la ville, le médecin, le pharmacien, des préposés de la douane, le vérificateur des tabacs, le vicaire, le maître de poste, etc., et c'est la troisième scène de sang que le même fonctionnaire rapporte en quelques jours. — Voici une autre petite ville, Miechow, momentanément occupée par les in-

surgés et attaquée par un détachement russe. Les habitants restent étrangers au combat; n'importe, quand les soldats entrent une demi-heure après la retraite des insurgés, ils commencent par tirer dans les fenêtres des maisons, brisent les portes, envahissent les demeures, prennent l'argent qu'ils trouvent, massacrent le bourgmestre. « Ni l'autorité du rang, dit le chef civil du district, ni le grade, ni l'uniforme, ni les signes honorifiques, ne pouvaient préserver la vie des victimes. » Quelques personnes vont se cacher dans un couvent, et, n'étant plus en sûreté, sont réduites à s'enfuir dans la campagne. Pendant ce temps, on met le feu à la ville, et « ce qui est plus affreux, poursuit tristement le fonctionnaire qui raconte ces faits, c'est que l'incendie fut allumé à dessein par les soldats *défenseurs naturels de l'ordre.* »

Ce n'est pas tout : voici un homme connu par ses opinions modérées, et même, si je ne me trompe, membre du conseil d'État de Varsovie, le comte Poletyllo, dont le château, à Woislawice, devient le théâtre du drame le plus sombre. Le comte Poletyllo se trouvait chez lui avec ses deux jeunes enfants malades, son beau-frère, M. Woyciechowski, et le fils de ce dernier, un de ses amis, propriétaire voisin, le major Kuhn, un vieil officier polonais, le colonel Dunin, et quelques parentes. Il était à dîner, lorsqu'on annonçait tout à coup l'approche d'une colonne russe. Le propriétaire, n'ayant rien à cacher, était sans inquiétude. Bientôt cependant on entendait des coups de feu, puis des coups de canon, et des cosaques débouchaient, précédant l'infanterie. C'était un véritable assaut dirigé contre la maison, et en un instant tout fut envahi

et mis à sac. Lorsque l'on put se reconnaître, M. Woyciechowski était gravement blessé, et son fils était mort. Le major Kuhn et des gens de la maison avaient été aussi atteints. Le colonel Dunin attendait tranquillement dans un salon; des soldats coururent sur lui, et aussitôt il recevait deux balles dans la joue et un coup de baïonnette qu'il put à peine détourner de sa poitrine. On traîna le vieillard tout ensanglanté au dehors, en le poussant à coups de crosse. Il put s'approcher d'un officier. « Qui êtes-vous? dit celui-ci;... c'est un malheur, mais on a tiré sur nous. — Je suis en votre pouvoir, répliqua le colonel Dunin, vous savez qui je suis; faites rechercher dans la maison, et si on trouve même un pistolet ou une arme quelconque, faites-moi fusiller sur-le-champ. » Le major Kuhn demanda un chirurgien pour panser ses blessures; on lui répondit : « Pas de pitié pour vous! Nous avons des chirurgiens, mais pas pour des rebelles. » Après cette scène, le commandant félicitait sa troupe du succès de son expédition, et les soldats se mirent à crier : « Nous tâcherons de faire mieux! »

Le soir venu, on n'osa même allumer une lumière au château de Woyslawice, de peur de provoquer une nouvelle attaque. On passa la nuit au milieu des morts et des plaintes des blessés. Tout compte fait, il y avait deux tués, huit ou dix blessés. Quatre autres personnes furent tuées dans le village voisin. Pour cette expédition, on n'avait pas assez des coups de fusil : on avait tiré le canon contre la maison du comte Poletyllo! Je répète que tout ceci est de la plus scrupuleuse exactitude, et que cela s'est passé il y a peu de mois.

Et en procédant de cette étrange sorte, en tirant le canon contre des maisons, en livrant tout un pays à une soldatesque que les officiers ne contiennent plus, qu'ils sont obligés de suivre sans pouvoir la réprimer, en acceptant pour complices le massacre et l'incendie, en ne reculant « devant aucun moyen, » comme l'ont dit des instructions militaires, la Russie est-elle donc arrivée à dompter l'insurrection, à l'intimider même? Elle lui a donné au contraire une force nouvelle en enflammant l'instinct national, en faisant sentir à toutes les classes, à tous les citoyens, nobles, prêtres, paysans, bourgeois et ouvriers, catholiques et israélites, la solidarité qui les unit dans une défense commune. Elle s'est créé une situation de plus en plus isolée; elle a rendu plus sensible ce fait redoutable d'une domination campant sans régner, maîtresse tout juste de la terre que ses soldats foulent sous leurs pieds, entourée de toutes parts d'un pays qui fait le vide autour d'elle.

Vous voyez ce qui se passe à Varsovie, dans cette ville où règne un calme inquiet et sinistre, où l'on n'entend dans les rues devenues silencieuses que le cliquetis des armes et le pas des patrouilles, où, malgré une garnison de trente mille hommes, on a été réduit, pour se croire en sûreté au château, à faire déguerpir dans les vingt-quatre heures tous les habitants des maisons environnantes : dans cette ville même il existe un comité insurrectionnel qui a ses agents, fait exécuter ses instructions, publie des manifestes, dont tous les Polonais, je crois bien, connaissent les membres, et que le gouvernement seul ne peut saisir. Entre Varsovie et les bandes d'insurgés, il y a des communications

et des ordres incessamment échangés sans qu'on puisse les intercepter. Dans les campagnes, les Russes n'ont ni un secours, si ce n'est par la force, ni un renseignement ni un espion. Les insurgés ont partout des intelligences, ils savent tout ce qui se fait, même dans les sphères du gouvernement; le gouvernement ne sait rien, est trahi dans ses moindres démarches. Les employés inférieurs quittent leurs bureaux pour aller grossir les bandes ; les employés supérieurs les aident dans leur fuite. La Russie ne peut compter sur personne, et quand il y a quelque temps le comte Adlerberg, envoyé de Saint-Pétersbourg par l'empereur Alexandre, arrivait à Varsovie pour presser une solution, pour demander qu'on en finît au plus vite, qu'on en finît en dix jours, le grand-duc Constantin lui répondait nettement : « Pour cela, c'est impossible ; nous sommes en pays ennemi ! »

C'est là en effet le mot de cette situation. Je ne dis pas qu'elle soit nouvelle ; elle s'est du moins singulièrement aggravée en peu de temps : elle est passée de la phase latente et obscure à la phase aiguë et douloureuse, et c'est ainsi que dans le sac des villes, dans le sang qui coule, dans les excès de la répression comme dans l'énergie d'une résistance populaire, s'est réveillée cette question polonaise, qui sous une face n'est sans doute que le duel intérieur d'un peuple et d'une domination imposée, mais qui sous un autre aspect a un caractère européen par ses traditions, par son passé, par les sentiments qu'elle fait vibrer, par les intérêts qu'elle met en jeu, par la situation générale à laquelle elle se lie, et dont elle est aujourd'hui le plus saisissant phénomène.

C'est en effet le propre de cette situation de faire revivre tout un ordre de problèmes d'organisation générale, de remettre toutes les politiques en présence d'elles-mêmes et de leurs intérêts, de contraindre l'Europe à prendre un parti, à se demander où est le droit, où est le devoir, où est la possibilité, la sécurité? Est-ce donc uniquement une question de sentiment, comme on se laisse aller à le croire quelquefois pour se dispenser de sonder plus avant le problème? Oui, sans doute il y a un sentiment universel ému, ébranlé par ces tragédies périodiques d'un peuple qui se débat entre trois maîtres, cherchant de toutes parts une issue, un secours qu'il n'a jamais désespéré de trouver; mais il y a aussi des droits, même des droits écrits : il y a des intérêts supérieurs de sûreté et de prévoyance pour l'Europe, qui ne peut voir laisser se prolonger indéfiniment un ordre de choses où la servitude agitée, jamais acceptée, d'une nation devient un péril incessant, le germe de combinaisons toujours menaçantes, un embarras et un piége pour ceux-là mêmes qui n'en retirent qu'un avantage apparent et précaire de domination.

Il y a un fait qu'il serait curieux de préciser, parce qu'il est le point de départ inévitable de ce qui se peut faire aujourd'hui pour la Pologne, parce qu'il éclaire d'une lumière nouvelle la crise de toute une politique : c'est la manière même dont s'engageait cette redoutable question polonaise en 1815, c'est la disposition des diverses puissances devant cette question plus que jamais rallumée en Europe.

On est ici en présence de combinaisons, de vues, de

réserves qui ont été étrangement oubliées. Ce qui fut fait à cette époque du congrès de Vienne, on le sait, était le résultat d'une transaction entre des velléités et des ambitions diverses qui, faute de s'entendre sur un rétablissement de la Pologne, cherchaient à combiner l'intérêt d'une triple domination avec le droit moralement reconnu de la nation polonaise. Assurément les garanties déposées dans les actes de 1815 étaient vagues et peu efficaces; elles avaient pourtant une certaine valeur, et elles étaient surtout un progrès sur le passé. Le dernier partage de 1795 avait fait disparaître absolument des rapports publics et de la diplomatie le nom de la Pologne, que le duché de Varsovie lui-même, créé sous l'empire, n'avait pas fait revivre; ce nom reparaissait dans les actes de 1815. Dans le duché de Varsovie s'élevait un royaume uni à l'empire des tsars, mais devant avoir sa constitution, son administration distincte, et pouvant s'étendre à la Lithuanie comme aux provinces de Volhynie, de Podolie, d'Ukraine, plus anciennement incorporées à la Russie. C'était le rêve favori de l'empereur Alexandre Ier, qui cachait son ambition sous un sentiment généreux, sous une prédilection libérale pour la Pologne. Les Polonais, qui allaient appartenir à des maîtres divers, devaient avoir du moins « une représentation et des institutions nationales, » et les traités particuliers signés entre la Russie, la Prusse et l'Autriche précisaient encore mieux la nature et l'objet de ces institutions, qui devaient avoir pour but « d'assurer aux Polonais la conservation de leur nationalité. » Dans ces traités mêmes, les limites de 1772 étaient adoptées pour déterminer les relations de commerce et de naviga-

tion entre toutes les provinces de l'ancienne Pologne soumises à un régime unique.

Est-ce là tout? Non; au-dessus de ces garanties mêmes inscrites dans les traités, sanctionnées par l'Europe, il y a dès cette époque comme une conviction universelle de ce qu'elles ont d'insuffisant, d'incomplet et même de contraire à un droit toujours latent. M. de Talleyrand, en entrant dans cette négociation et en s'arrêtant devant l'impossibilité d'une reconstitution complète, disait le premier : « De toutes les questions qui doivent être traitées au congrès, le roi aurait considéré comme la première, la plus grande, la plus éminemment européenne, comme hors de comparaison avec toute autre, celle de Pologne, s'il lui eût été possible d'espérer, autant qu'il le désirait, qu'un peuple si digne de l'intérêt de tous les autres par son ancienneté, sa valeur, les services qu'il rendit autrefois à l'Europe, et par son infortune, pût être rendu à son antique et complète indépendance. Le partage qui le raya du nombre des nations fut le prélude, en partie la cause peut-être, jusqu'à un certain point l'excuse des bouleversements auxquels l'Europe a été en proie.» Lord Castlereagh, de son côté, en expliquant l'opposition qu'il avait faite à la formation d'un royaume polonais à Varsovie, parce qu'il y voyait un moyen de prépondérance pour la Russie, disait : « Le vœu que la cour du soussigné a constamment manifesté a été de voir en Pologne un État indépendant plus ou moins considérable en étendue, qui serait régi par une dynastie distincte et formerait une puissance intermédiaire entre les trois grandes monarchies. Si le soussigné n'a pas eu l'ordre d'insister sur

une semblable mesure, le seul motif qui ait pu retenir a été la crainte de faire naître parmi les Polonais des espérances qui auraient pu devenir ensuite une cause de mécontentement, puisque d'ailleurs tant d'obstacles paraissent s'opposer à cet arrangement... »

M. de Metternich, à son tour, disait au nom de l'Autriche : « La marche que l'empereur a suivie dans les importantes négociations qui viennent de fixer le sort du duché de Varsovie ne peut avoir laissé de doute aux puissances que non-seulement le rétablissement d'un royaume de Pologne indépendant et rendu à un gouvernement national polonais eût complétement satisfait aux vœux de Sa Majesté Impériale, mais *qu'elle n'eût pas même regretté de plus grands sacrifices pour arriver à la restauration salutaire de cet ancien ordre de choses...* Dans aucun temps l'Autriche n'avait vu dans une Pologne libre et indépendante une puissance rivale et ennemie, et les principes qui ont guidé les augustes prédécesseurs de l'empereur, et Sa Majesté Impériale elle-même, jusqu'aux époques des partages de 1772 et de 1795, n'ont été abandonnés que par un concours de circonstances impérieuses et indépendantes de la volonté des souverains de l'Autriche... »

Et l'empereur Alexandre enfin, s'entretenant familièrement avec lord Castlereagh, lui adressait ces paroles : « A la vérité, il ne s'agit pas en ce moment de rétablir la Pologne tout entière ; *mais rien n'empêche que cela ne se fasse un jour, si l'Europe le désire.* Aujourd'hui la chose serait prématurée. Ce pays a besoin d'être préparé à un aussi grand changement ; il ne peut l'être mieux que

par l'érection en royaume d'une partie de son territoire, à laquelle on donnerait des institutions propres à y faire germer et fructifier les principes de la civilisation, qui se répandraient ensuite dans la masse entière. Ce plan ne coûtera des sacrifices qu'à moi, puisque ce royaume ne sera formé que de provinces sur lesquelles la conquête me donne d'incontestables droits; mais ces sacrifices, je les ferai avec plaisir, par principe de conscience, pour consoler une nation malheureuse, pour hâter la marche de la civilisation. J'y attache mon bonheur et ma gloire. » Lord Castlereagh résistait néanmoins, voyant percer l'ambition moscovite sous ces séduisantes paroles.

Chose plus curieuse encore, dès cette époque, dans un moment où l'on s'inquiétait des velléités de prépondérance de la Russie, qui, alors comme aujourd'hui, était en alliance intime avec la Prusse, M. de Talleyrand allait un jour droit à lord Castlereagh, lui proposait une alliance commune à la France, à l'Angleterre et à l'Autriche, et échangeait avec lui ce dialogue significatif, qu'il raconte dans une de ses lettres : « ... Une convention! dit lord Castlereagh, c'est donc une alliance que vous proposez? — Cette convention, repris-je, peut très-bien se faire sans alliance; mais ce sera une alliance, si vous le voulez : pour moi, je n'y ai aucune répugnance. — Mais une alliance suppose la guerre ou peut y mener, et nous devons tout faire pour éviter la guerre. — Je pense comme vous, il faut tout faire, excepté de sacrifier l'honneur, la justice et l'avenir de l'Europe. — La guerre, répliqua-t-il, serait vue chez nous de mauvais œil. — La guerre serait populaire chez vous, si vous lui donniez un

grand but, un but véritablement européen. — Quel serait ce but? — Le rétablissement de la Pologne. — Il ne repoussa point cette idée et se contenta de répondre : Pas encore!... » Ce fut, on le sait, le germe du traité du 3 janvier 1815, entre la France, l'Angleterre et l'Autriche, qui, à la vérité, ne spécifiait pas le rétablissement de la Pologne, mais qui pouvait y conduire, la guerre éclatant.

Ce n'est pas sans dessein que je multiplie ces témoignages d'une autre époque. Ce que je veux remarquer, c'est que, même dans les traités de 1815, dans les circonstances et les commentaires qui les accompagnent, à côté de la sanction matérielle, diplomatique, d'une triple domination étendue aux provinces de l'ancienne Pologne, l'idée de la nationalité polonaise est sauvée du naufrage et placée sous la garantie de l'Europe; à côté du droit amoindri par la raison d'État, par les impossibilités du moment, il y a comme une réserve d'un droit plus entier, plus étendu, et comme un appel à l'avenir. Ainsi M. de Talleyrand dit le premier que la France eût désiré une justice plus complète, qu'elle regrette que des obstacles s'opposent à une réparation. Lord Castlereagh ajoute qu'une Pologne indépendante est le vœu constant de l'Angleterre. M. de Metternich ne cache pas que l'Autriche eût été prête à souscrire à une restauration de l'indépendance polonaise, qu'elle eût même fait sans peine des sacrifices pour y arriver. L'empereur Alexandre Ier de Russie déclare lui-même que rien n'empêche une reconstitution de la Pologne, si l'Europe le désire plus tard, et que la formation d'un royaume restreint, uni à la Russie, est, en attendant, un acheminement vers ce grand résultat. La

France, l'Angleterre et l'Autriche, un moment rapprochées contre la Russie et la Prusse, nouent une alliance à laquelle M. de Talleyrand donne un but en parlant du rétablissement de la Pologne, et qui apparaît dans le lointain comme l'ébauche prématurée d'une alliance toujours possible, vaguement essayée pendant la dernière guerre d'Orient. C'est là ce qui apparaît dans la mêlée des négociations de 1815.

Et, maintenant, où est le nœud de la situation qui fait en quelque sorte explosion aujourd'hui, après un demi-siècle? Il est, si je ne me trompe, dans un fait éclatant : c'est que de ces deux ordres d'idées qui se mêlent, se heurtent en 1815, l'idée seule de la domination matérielle a prévalu, séparée des garanties qui la limitaient. Les puissances restées souveraines des lambeaux dispersés de la Pologne ont moins songé à faire honneur à leurs déclarations et à leurs promesses qu'à se retrancher dans les stipulations diplomatiques qui étaient leur titre de possession. Elles se sont dit ce que disait M. de Nesselrode après 1831, que ce que les traités de 1815 avaient entendu garantir, c'était l'incorporation définitive et irrévocable des provinces polonaises aux divers États, que le reste était un acte libre de souveraineté, d'où il suit que l'Europe, au lieu d'assurer à la Pologne une dernière ombre de vie nationale, se serait engagée à demeurer la spectatrice indifférente de son anéantissement, à couvrir de sa garantie ou de son silence l'excès de toutes les dominations.

L'empereur Alexandre Ier seul, un instant, songeait à réaliser ses promesses; il donnait au royaume

qu'il avait créé, et qu'il n'eut pas le temps de compléter par l'annexion des autres provinces, une constitution, une armée, une véritable autonomie administrative; mais, ce premier instant passé et l'empereur Alexandre descendu au tombeau, une politique nouvelle surgissait avec l'empereur Nicolas, la politique de dénationalisation et de compression, et cette politique, momentanément interrompue par la révolution de 1830, qu'elle provoquait, plus acharnée après la défaite de l'insurrection, a duré vingt-cinq ans, l'espace d'un règne. Elle peut se résumer dans un mot : c'était la guerre à la Pologne, à ses lois, à sa langue, à sa religion, à ses mœurs, à ses costumes, à l'indépendance de sa vie morale et intellectuelle. La guerre a été moins dure dans les autres provinces, je veux dire moins passionnément systématique ou plus accidentelle dans la Gallicie, moins violemment compressive à Posen, bien que lord Palmerston se soit fort hasardé récemment en se portant garant de l'exécution des traités par la Prusse. Le système n'a pas moins été partout à peu près le même; il a tendu à un objet identique, la suppression d'un peuple par l'oubli des engagements publics.

De son côté, cette nationalité polonaise dont la conservation était partout garantie, cette nationalité, ainsi pressée et assaillie, loin de céder à la force, s'est concentrée en elle-même et a grandi par ce qui devait la tuer. Elle a eu des épreuves sanglantes dans la révolution de 1831, dans les insurrections de 1846 et de 1848; elle a eu bien des espérances trompées, et elle s'est vue presque oubliée, presque abandonnée; elle ne s'est pas moins défendue, et n'a pas moins vécu, toujours prête à combattre et à se

reprendre à l'espoir, tantôt se réfugiant dans un travail silencieux, tantôt cherchant une issue dans une agitation toute morale. Et si la lutte se concentre aujourd'hui dans cette partie de la Pologne qui s'appelle le royaume depuis 1815, en s'étendant seulement aux autres provinces qui dépendent de la Russie, c'est que là est le foyer principal de l'esprit polonais, c'est que là aussi, au cœur même de la patrie, est l'ennemi le plus puissant, le plus plus dangereux : de telle façon qu'après un demi-siècle l'insurrection actuelle apparaît comme une crise décisive où vient se résoudre un long conflit, un débat qui n'est plus l'affaire de la Pologne seule, qui devient une question d'ordre général, en créant à l'Europe la nécessité d'une intervention qui n'est point sans doute, si l'on veut, une stricte et rigoureuse obligation diplomatique, selon les paroles récentes de lord Palmerston, mais qui est pour elle un droit résultant des garanties placées sous sa sauvegarde, qui est un devoir de solidarité morale, et qui est un intérêt souverain, l'intérêt de la paix en péril, de la justice violée, de la liberté d'un peuple engagée avec la force.

Quand on y regarde de près, dans cette carrière où s'agite l'Europe, dans cette crise nouvelle en face de laquelle elle s'est réveillée subitement, il y a trois choses qui se dégagent : il y a une nationalité qui résiste à tout, qui depuis un siècle se dispute héroïquement à la destruction, qui depuis cinquante ans ne fait que grandir dans le feu des épreuves et s'affirme sous toutes les formes, fût-ce par la défaite; il y a le principe d'une domination qui périt par son excès, sous le poids de ses

fautes et d'une impossibilité; il y a aussi toute une combinaison européenne qui s'affaiblit dans la proportion même où se développe le sentiment des indépendances légitimes, où grandissent des intérêts nouveaux, dont le vice éclate par le progrès du droit et de la liberté. Ce qu'on entrevoyait déjà dès 1815, mais ce qui apparaît bien plus sensiblement aujourd'hui, c'est que la situation faite à la Pologne a été comme une fatalité pesant sur la politique européenne, et qu'elle a paralysé le mouvement régulier des peuples en créant des menaces permanentes, des rapports contraints; c'est qu'il y a une intime connexité entre une condition meilleure, plus juste, indépendante, pour la nation polonaise et tous les intérêts du libéralisme.

L'asservissement de la nationalité polonaise, c'est, dans l'histoire contemporaine, la sainte-alliance, qui s'est appelée plus tard l'alliance du Nord ; c'est cette combinaison colorée un moment de mots prestigieux, représentée comme une alliance de fraternité chrétienne, et, en réalité, née avec le premier partage de la Pologne, maintenue à travers tout, même à travers les rivalités d'un autre ordre, dans la pensée unique, toujours renaissante, d'une garantie mutuelle de la triple domination. C'est une triste et invincible logique qui, dans la politique intérieure et extérieure des puissances ainsi liées, a fait de l'absolutisme la rançon de leur part de souveraineté sur un peuple qui n'a jamais voulu être conquis et qui veut moins que jamais l'être aujourd'hui. Tout se tient : essayez donc de comprendre une liberté quelconque en Russie tant qu'il y a une Pologne frémissante et indomptable. Une velléité

renaissante d'absolutisme à Berlin conduit aussitôt à une sorte de reprise de complicité avec la domination russe dans le royaume de Pologne. Et, d'un autre côté, il a suffi que l'Autriche se fît à demi libérale pour se trouver, au moins moralement, dégagée d'une solidarité trop directe et pour se créer la sécurité du moment. La vérité est que cette solidarité dont je parlais, et dont l'Autriche se lasse peut-être, a été une cause incessante de désordre moral et politique en entretenant un foyer inextinguible d'agitation, en conduisant plus d'une fois l'Europe au seuil de la guerre, en troublant tous les rapports par le fantôme obstiné d'une coalition toujours possible, en embarrassant souvent les puissances copartageantes elles-mêmes par les redoutables tentations de violences qu'elle leur créait, par la gêne qu'elle leur imposait dans la poursuite d'intérêts d'un autre ordre.

Voilà ce qui apparaît, et s'il est une nation intéressée à rompre cette fatalité séculaire, à se proposer dans sa politique le retour à un ordre plus régulier et plus juste, c'est la France. Ce qu'il y a de sécurité, de garantie pour nous dans l'existence d'une nationalité polonaise plus libre, éclate dans un double fait qui se reproduit à trente ans de distance. Aux premiers moments de la révolution, lorsque l'Europe tentait cette étrange entreprise de réduire la France, quelle était une des causes les plus essentielles des premières défaites de la coalition ? C'est que les alliés de Pilnitz, en prenant les armes contre la révolution française, se tournaient au même instant du côté de la Pologne pour achever de la démembrer et se partager ses dernières dépouilles. Ils divisaient leurs forces

pour se jeter sur leur proie du Nord, et ils n'en échouaient que plus sûrement dans leur triste campagne contre nous. En 1830, lorsque l'empereur Nicolas cherchait ouvertement à nouer une coalition nouvelle et faisait même avancer son armée pendant qu'il négociait à Berlin, qui se levait encore entre la Russie et la France, si ce n'est la révolution polonaise? Si l'on veut peser et mesurer l'intérêt national permanent de la France dans une telle question, qu'on suppose une Pologne libre, indépendante sur la Vistule, assez forte pour se faire respecter, et qu'on se demande si notre politique, dans ses rapports, dans ses alliances, ne se trouve pas plus libre, plus dégagée, et j'ajouterai même plus naturellement pacifique. Et ce qui est l'intérêt de la France n'est pas moins l'intérêt de l'Europe, rassurée contre le péril d'une crise toujours à la veille de naître, rendue à la liberté de ses mouvements et de ses progrès intérieurs.

Il y a un mot qui a jailli quelquefois du sein de ce peuple périodiquement soulevé pour reconquérir son indépendance : « Pour votre liberté et pour la nôtre ! » ont dit les Polonais dans leurs crises les plus extrêmes en se tournant vers l'Europe et vers les Russes eux-mêmes. Et en effet, en combattant pour leur liberté, c'est pour la liberté du monde qu'ils combattent. Tout ce qui est victoire pour eux est une défaite pour les idées de domination abusive, de sainte-alliance et d'absolutisme, une garantie de plus pour les idées de justice, de libéralisme et de paix. « Pour votre liberté et pour la nôtre ! » c'est le mot de l'instinct et de la politique jaillissant du cœur d'un peuple souffrant.

Comment donc entrer aujourd'hui dans cet ordre de problèmes nouveaux qui s'agitent dans le feu d'un soulèvement national et qui se proportionnent naturellement à la marche des choses? Où est la solution? Où est le moyen de transformer cette situation impossible? C'est ici évidemment que s'élève la grande et sérieuse difficulté. Tant qu'il ne s'agit que d'un élan de sympathie pour les droits, pour les souffrances, pour le désespoir héroïque de cette vaillante et malheureuse race, d'un jugement rétrospectif sur l'iniquité qui l'a dépouillée, le même sentiment retentit partout, — à Londres comme à Paris; il se fait même jour à Vienne, quoique d'une façon plus voilée, comme il éclate chez tous les peuples libres, et le pays où il prend peut-être la forme la plus vive, la plus résolue, est la Suède. Au delà commence l'obscurité et reparaissent toutes les perplexités de la politique.

Diplomatiquement, l'Europe a sans nul doute un titre régulier, précis, puisqu'il en faut un pour s'occuper d'un peuple qui livre son sang en sacrifice, et ce titre est dans les traités de 1815. Dans cet ordre d'idées et en s'armant des garanties que l'empereur Alexandre 1er se faisait un mérite de lui avoir arrachées, l'Europe peut s'informer si le royaume de Pologne est uni à l'empire par une constitution propre, s'il a une administration distincte, s'il a reçu par l'annexion des anciennes provinces cette « extension intérieure » prévue par l'article Ier de l'acte général de Vienne; elle a très-certainement le droit d'examiner si les Polonais ont ces institutions qui devaient assurer « la conservation de leur nationalité, » elle peut réclamer des

amnisties, des concessions, des réformes, et enfin elle peut justement rappeler, en demandant ce qu'elles sont devenues, ces paroles que l'empereur Alexandre Ier adressait aux Polonais : — « Une constitution appropriée aux besoins des localités et à votre caractère, l'usage de votre langue dans les actes publics, les fonctions accordées aux seuls Polonais, la liberté du commerce et de la navigation,... votre armée nationale, tous les moyens garantis pour perfectionner vos lois, la libre circulation des lumières dans votre pays, tels sont les avantages dont vous jouirez sous notre domination et sous celle de nos successeurs...» L'Europe peut rappeler tout cela, elle peut invoquer ce minimum de garanties et d'espérances, et elle n'est que strictement dans son droit. Qu'on ne se fasse point illusion cependant. Les événements ont marché pour la Pologne comme pour la Russie, placées aujourd'hui l'une vis-à-vis de l'autre dans cette situation où il n'y a plus que le droit en face de la force et où une intervention diplomatique ne peut plus être qu'une médiation prenant comme point de départ des traités dépassés, violés ou abrogés, pour en venir à une solution d'équité supérieure.

Les réformes d'administration, les garanties d'institutions, elles sont salutaires sans doute : il y a eu des moments où elles auraient été efficaces, bienfaisantes, et où elles auraient été acceptées. Aujourd'hui la première difficulté naît de l'invincible méfiance que les événements ont engendrée, et qui rend un système de réformes presque aussi malaisé qu'une œuvre de réparation plus complète. Je ne sais ce qui serait arrivé, si la politique inau-

gurée un moment au lendemain de 1815 eût continué et eût été fidèlement suivie. La politique de l'empereur Nicolas a creusé un abîme, et l'empereur Alexandre II ne l'a point comblé. Le malheur de la Russie, c'est qu'elle est engagée depuis longtemps dans une voie où elle est sous le poids d'une fatalité qu'elle a créée de ses propres mains. Ce ne sont point les promesses qui ont manqué : elle ont été multipliées, et elles ont reçu toujours de la réalité le plus cruel démenti. En 1856 même, on l'a vu récemment par une dépêche de lord Clarendon, le comte Orlof, pour éviter que la question polonaise fût évoquée dans le congrès de Paris, promettait au nom de l'empereur Alexandre II tout ce qu'on pouvait demander, et rien n'a été fait sérieusement. Il y a quelque temps, c'était tout un système de pacification et de conciliation qui s'annonçait à Varsovie par l'arrivée du grand-duc Constantin et par l'avénement au pouvoir du marquis Wielopolski, et le lendemain c'était le recrutement. Il y a peu de mois, les propriétaires du royaume présentaient une adresse au grand-duc, et le comte André Zamoyski était exilé. Plus récemment, une assemblée de la noblesse de Podolie adresse à l'empereur un exposé pour demander l'annexion des anciennes provinces au royaume, et les signataires sont condamnés à quatorze mois d'incarcération dans la forteresse de Petropavlosk pour crime d'État. Or ce crime d'État, c'est une pensée conçue, caressée par l'empereur Alexandre Ier, transformé ainsi rétrospectivement en coupable de haute trahison !

Admettons néanmoins un retour au royaume de 1815 : les difficultés naissent à chaque pas. S'il n'y a point d'ar-

mée, toutes les institutions et toutes les réformes possibles sont sans garantie; s'il y a une armée, c'est un danger permanent. Si ce royaume est sérieux, c'est un foyer d'attraction entraînant dans sa sphère les provinces polonaises de l'Autriche et de la Prusse ; c'est dans le Nord un autre Piémont, et je crois bien que l'Autriche en a eu assez d'un au Midi. C'est donc encore un expédient, qui n'est point à dédaigner sans doute, mais qui n'est qu'un acheminement à une solution plus complète.

A tout prendre, ne serait-ce pas l'intérêt de la Russie elle-même d'aller droit à cette solution plus entière, de se créer un allié là où il n'y a pour elle qu'un ennemi? Que peut-elle faire? Elle campe en Pologne sans y régner, et une victoire si chèrement achetée ne l'affermira pas. Elle a rencontré, il est vrai, sans la chercher peut-être, cette alliance bruyante de la Prusse qui depuis s'est changée en demi-retraite, en une connivence assez honteuse; mais de tels faits, plus compromettants qu'ils ne sont utiles, ne font que rendre plus criante cette situation, en laissant croire que la Russie ne peut se suffire à elle-même. La possession de la Pologne n'est plus qu'un poids pour la Russie ; elle ne sert qu'à offrir le spectacle dangereux d'un empire de soixante-dix millions d'âmes réduit à employer une armée de cent cinquante mille hommes, à faire marcher ses dernières réserves, la garde impériale, pour dompter une insurrection qui se soutient depuis plusieurs mois, et c'est la seconde expérience de ce genre en trente-deux ans ! Sait-on ce que la Russie trouve en Pologne? Un embarras pour toute sa politique et une école de démoralisation pour son armée, livrée à de tels

excès, que des officiers se sont tués ou ont passé la frontière pour ne point servir dans de telles conditions.

Et cependant, si la Russie ne sent pas elle-même la nécessité de prendre une grande résolution, l'Europe n'a-t-elle plus d'autre ressource que de rester impassible et inactive après avoir constaté l'insuccès de ses démarches diplomatiques? N'y a-t-il pas dans les événements actuels une sorte de logique mystérieuse qui ramène, après un demi-siècle, à une réalisation plus ou moins complète de cette alliance qui s'ébauchait dès 1815 entre la France, l'Angleterre et l'Autriche? Je n'ignore pas que l'Angleterre a toujours des préoccupations particulières, que ses sympathies pour la Pologne sont limitées par des traditions de sa politique, par un certain ennui de voir la France provoquée à se mêler trop activement d'une crise dont le dernier mot peut être la reconstitution d'un peuple qui sera un allié de plus. Ce qui est certain, c'est que la politique de l'Angleterre, un peu platonique peut-être, pourrait se résumer dans des déclarations qui, à cinquante ans de distance, expriment les deux faces de la question polonaise.

Dès 1815, lord Castlereagh écrivait, dans une note adressée au congrès de Vienne, ces paroles prophétiques, qui semblent dater d'hier, qui sont l'histoire de toute une période : « L'expérience a prouvé que ce n'est pas en cherchant à anéantir les usages et les coutumes des Polonais que l'on peut espérer assurer le bonheur de cette nation et la paix de cette partie importante de l'Europe. On a tenté vainement de leur faire oublier, par des institutions étrangères à leurs opinions et à leurs

habitudes, l'existence dont ils jouissent comme peuple, et même leur langage national. Ces essais ont été assez souvent répétés et reconnus infructueux. Ils n'ont servi qu'à faire naître le mécontentement et le sentiment pénible de la dégradation de ce pays, et ne produiront jamais d'autres effets que d'exciter des soulèvements et de ramener la pensée sur des malheurs passés. »

Et à son tour, tout récemment, lord Palmerston disait, en présence de l'insurrection actuelle : « Je ne puis concevoir qu'un souverain doué des qualités dont je crois doué l'empereur Alexandre ne voie pas qu'un succès militaire, dans la lutte où il est malheureusement engagé en ce moment avec la nation polonaise, serait une immense calamité. Quel serait le résultat si, avec une force écrasante de cent mille hommes, il arrivait à réprimer entièrement cette grande insurrection ? Il serait le maître d'un pays dont les plaines seraient inondées de sang, d'un pays où il n'y aurait plus que des ruines fumantes de villes et de villages. Un succès de ce genre peut-il être jugé désirable?... » Ce que fera l'Angleterre, je l'ignore, et d'ailleurs sa politique peut se modifier avec les circonstances et les événements ; ce qu'elle pense dès ce moment, on le sait, et si son concours actif suivait la mesure de son concours moral, on aurait sans doute fait un grand pas.

La question, à vrai dire, est aujourd'hui moins en Angleterre qu'en Autriche. C'est à l'Autriche de prendre un parti devant cette situation si nouvelle, et par ses traditions, par son passé, par la nature de son rôle et de ses intérêts, elle est en quelque sorte mise sur la voie d'une résolution qui peut exercer une influence décisive. Plus

que toute autre des puissances copartageantes de la Pologne, elle a désavoué toujours la pensée première du démembrement, et son souverain actuel lui-même a, un jour, appelé, dit-on, la Gallicie « un bien mal acquis. » Dans toutes les circonstances, elle s'est montrée non pas empressée, mais disposée ou résignée à sacrifier ses possessions polonaises, qui sont pour elle comme un point douloureux, qui lui créent une contiguïté trop pénible, trop onéreuse avec la Russie, et c'est une maxime de plus d'un de ses hommes d'État de désirer tout ce qui peut la mettre à l'abri de ce voisinage incommode. Il y a ici seulement un fait curieux à observer : c'est une des puissances maîtresses de la Pologne qui se trouve conduite par l'instinct de sa situation à ne point reculer devant la transformation la plus radicale. Un royaume de 1815 à Varsovie ne serait peut-être qu'un danger de plus; ce serait ce foyer d'attraction dont je parlais, qui exercerait une magnétique influence sur la Gallicie.

Ce qui serait dans l'intérêt de l'Autriche, si elle acceptait résolûment les conséquences de cette pensée, ce serait la vraie, l'ancienne Pologne reconstituée dans sa complète indépendance, et servant, comme on l'a dit, de coussin, de tampon entre les deux empires. Et l'Autriche n'est-elle pas aujourd'hui dans la meilleure condition pour entrer dans cette voie où, en se débarrassant de toutes les comprotantes dominations, elle peut se créer des destinées nouvelles? D'abord elle est désormais trop suspecte à la Russie, par suite de la neutralité qu'elle a observée vis-à-vis de l'insurrection du royaume, pour revenir à une politique de complicité et de solidarité. Et puis elle a bien assez

souffert de ces situations fausses où tout un empire est obligé de peser sur une nation pour ne point chercher ailleurs sa grandeur et sa sécurité.

Chose curieuse, l'Autriche se trouve aujourd'hui vis-à-vis de la Russie dans la même condition où se trouvait l'empereur Nicolas vis-à-vis de l'Autriche en 1846, après les massacres de la Gallicie. A cette époque, il n'eût tenu peut-être qu'à l'empereur Nicolas de faire oublier les excès de sa politique en se présentant comme le protecteur des Slaves, des Polonais de la Gallicie et du grand-duché de Posen, en acceptant alors le rôle ambitieux que le marquis Wielopolski, dans un sentiment de vengeance contre l'Autriche, faisait briller à ses yeux. Aujourd'hui c'est la même occasion qui s'offre à l'empereur François-Joseph. L'Autriche peut se faire une grandeur nouvelle en reprenant son rôle en Orient, en associant ses destinées à l'émancipation de la race slave, à une reconstitution de la Pologne, et, par une coïncidence plus bizarre, c'est elle qui peut prendre une influence libérale en Allemagne en présence des défaillances de la Prusse. L'Autriche peut d'autant mieux regarder cet avenir en face, que, sur ce terrain, les causes d'antagonisme entre la France et elle disparaissent; il ne reste plus que des possibilités d'alliance, des intérêts communs. Quant à la France, évidemment, sa politique ne peut être qu'ardemment, énergiquement favorable à tout ce qui relèvera, fortifiera ou garantira la Pologne, cette alliée de tous les temps.

On a traité légèrement d'autres époques où cette question s'est élevée et où le sentiment populaire eût inspiré et soutenu une action plus résolue en faveur de la Pologne.

On a eu du dédain pour ces déclarations parlementaires obstinées : « La nationalité polonaise ne périra pas. » D'abord ces affirmations du droit par un grand peuple ne sont jamais inutiles. En outre, on ne songe pas qu'au moment où la question polonaise s'élevait pour la première fois en 1831, la France, au lendemain d'une révolution, se trouvait entre le trouble des rues et le danger frappant, imminent, des coalitions extérieures. Sa politique, comme le remarque M. de Montalembert, c'était la liberté au dedans et la paix au dehors. Et cependant elle tentait une médiation à laquelle se refusait l'Angleterre. Aujourd'hui, la même question se réveille avec des dangers de moins, avec un caractère plus pressant encore et au milieu d'une Europe mieux préparée à saluer tout ce qui peut être tenté pour empêcher un peuple de périr dans des flots de sang.

Certes, nul ne peut se hasarder à dire qu'il soit facile de tracer le plan d'une intervention européenne, de fixer le degré, la mesure d'une action, de préciser les termes d'une solution, de combiner tant d'intérêts divers et complexes, sans compter la paix ; mais ce qui est plus difficile encore, c'est de maintenir ce qui a existé jusqu'ici et ce qui a conduit à une explosion où tous les intérêts libéraux sont dans le camp d'un peuple en insurrection. La politique de compression, on peut le dire, est épuisée : tout ce qu'elle pouvait faire, elle l'a fait, et elle n'a point réussi ; elle s'est usée dans cette œuvre impossible de l'anéantissement moral et politique d'une nation. La langue, on lui a fait la guerre, on l'a bannie de l'enseignement en l'assimilant tout au plus à une langue étran-

gère. Les institutions, on les a supprimées et viciées par l'invasion d'un arbitraire universel. L'instruction publique, on l'a systématiquement amoindrie et réduite à des connaissances usuelles et techniques. La religion, on l'a poursuivie; on a envahi ses temples, exilé ses ministres; on a poussé par la force dans l'orthodoxie russe des milliers de paysans ruthènes. On a tout mis en œuvre pour atteindre ce peuple dans tout ce qui fait son existence publique; on ne lui a laissé que son âme, et, dans un mouvement suprême, il la rejette à la face des dominateurs, douloureuse, meurtrie, mais toujours vivante, — et devant ce spectacle, si difficile que soit une solution, qui peut dire que ce ne soit pas un devoir pour l'Europe de la chercher, de la trouver, pour que la justice et le droit d'un peuple ne soient pas de vains mots en ce monde et dans ce siècle?

VII

UN ESSAI DE LIBÉRALISME RUSSE EN POLOGNE

ALEXANDRE Ier ET LE PRINCE ADAM CZARTORYSKI

C'est dans les scènes émouvantes d'une insurrection nationale que s'est relevé aujourd'hui le problème des destinées de la Pologne, comme il était hier dans le travail mystérieux d'un peuple se reprenant obscurément à la vie, comme il est toujours apparu depuis un siècle à travers tous les ébranlements européens, variant avec les circonstances, changeant de forme sans changer de nature. Certes, ces destinées encore si incertaines se sont jouées dans bien des épisodes dont l'explosion actuelle n'est que le sanglant couronnement. Elles ont passé déjà par bien des phases de guerre, de diplomatie, d'agitations pacifiques, de complots, par bien des crises morales et politiques. Elles ont été l'incessante et virile obsession de bien des esprits occupés à chercher une patrie par des voies différentes, les uns par l'épée et les désespoirs hé-

roïques, d'autres par les transactions, par la toute-puissance de la raison et de la justice, — ceux-ci dévorés du feu de l'action, ne comptant que sur un effort prodigieux et rompant avec toutes les considérations de politique régulière, ceux-là s'adressant à l'Europe, s'efforçant de réveiller le sentiment souverain d'un intérêt universel, bien souvent déçus, jamais désespérés et toujours prêts à reprendre cette grande négociation de la renaissance de leur pays. Tout a été essayé, rien n'a réussi, et le vieux problème n'a cessé de subsister, de grandir, de se dégager de toutes les expériences avec une netteté plus redoutable, retrouvant périodiquement à leur poste ceux qui n'ont cru qu'à l'action et ceux qui ont cru à la diplomatie, aux influences morales, — les uns et les autres finissant par se rejoindre dans la même pensée et plaçant leur foi, leur constance au-dessus des revers du moment.

Un jour, vers la fin de la dernière guerre d'Orient, un homme demeuré jusqu'au bout le type respecté et pur de cette infatigable diplomatie nationale de la Pologne était au travail dès le matin et préparait une défense nouvelle des droits de son pays, lorsqu'un de ses compatriotes venait frapper chez lui en lui disant : « N'entendez-vous pas? c'est le canon qui annonce la paix! » Le vieux patricien s'arrêtait un instant affaissé, attristé et secouant sa tête pleine de souvenirs, puis il se remettait à l'œuvre. « A quoi bon continuer? reprenait-on. Il n'y a plus rien à espérer pour nous aujourd'hui. — Ah! n'importe, répondait-il, il faut continuer, cela pourra servir une autre fois.... » Celui qui parlait ainsi, et qui, âgé de près de quatre-vingt-dix ans, élevait encore sa foi au-dessus

d'une déception nouvelle, ne croyait plus visiblement aux transactions; il ne voyait de chances que dans une lutte où l'Europe aurait le droit d'exiger comme rançon de sécurité publique la réparation d'une grande injustice; il en était venu, comme tous les Polonais, à la plus incurable méfiance à l'égard de la politique russe. Et pourtant c'était l'homme qui dans sa jeunesse avait personnifié l'idée d'une conciliation entre une Pologne renaissante et la Russie sous un même sceptre; bien mieux, il avait trouvé pour complice un prince jeune comme lui, qui allait être un des plus puissants souverains, l'antagoniste heureux de Napoléon lui-même. C'était l'homme qui avait été l'ami, le confident, le coopérateur préféré de l'empereur Alexandre Ier avant d'être la victime de l'empereur Nicolas et le fier émigré qui ne croyait plus ni aux vaines amnisties ni aux promesses trompeuses.

De cette multitude d'épisodes dont se compose la vie polonaise, je ne sais s'il en est un plus curieux, plus significatif, plus propre même à éclairer les événements d'aujourd'hui, que cet épisode des rapports de l'empereur Alexandre Ier et du prince Adam Czartoryski, de cette tentative de libéralisme concertée comme un complot entre un tsar et un jeune patriote polonais, de cette amitié qui se nouait dans des conditions romanesques, qui continuait à travers toutes les complications du commencement de ce siècle, se retrouvait vivante et active jusque dans les combinaisons de 1815, et ne finissait que lorsqu'il n'y avait plus d'espoir. C'est évidemment le dernier mot des transactions possibles entre la Russie et la Pologne. Voici en effet un souverain tout plein d'aspirations généreuses,

qui a pu être appelé un accident en Russie, et le Polonais le plus modéré, le plus loyal dans la mesure d'un patriotisme invariable, — deux hommes rapprochés étrangement par la fortune, caressant avec une manifeste sincérité le même rêve, s'essayant de leur mieux aux mêmes projets de réparation et de conciliation. A quoi sont-ils arrivés? C'est justement l'épisode qui se ravive tout entier dans les lettres jusqu'ici inconnues de l'empereur Alexandre Ier et du prince Czartoryski, dans les Mémoires moins connus encore du vieux proscrit polonais, dans cet ensemble de documents dont la lumière, en éclairant une existence de droiture et d'honneur, rejaillit sur tout un ordre d'événements, de possibilités ou d'impossibilités contemporaines.

C'est l'idéal lointain et évanoui d'une régénération polonaise par la bienveillance et l'équité réparatrice, par une diplomatie généreuse ou chimérique si l'on veut, d'une paix conçue et négociée pendant vingt ans dans les circonstances les plus extraordinaires, ébauchée à l'origine dans le mystère d'une intimité sincère entre deux hommes singulièrement rapprochés, l'un n'étant rien encore qu'un adolescent impérial promis au pouvoir le plus absolu, l'autre jeté tout à coup dans une cour ennemie et ressentant comme une blessure sacrée le désastre récent de sa patrie, tous deux réduits à se cacher pour mettre en commun leurs rêves et leurs désirs de justice. Cette tentative a fini par une déception, elle commençait comme un roman à une heure cruelle. C'était sous le coup même du dernier partage, de la prise d'armes de Kosciusko et de sa défaite à Macieiowice, de la dévas-

tation des provinces polonaises, de la disparition du nom de la Pologne, de l'incarcération ou du bannissement de tout ce qui était patriote, de la confiscation étendue aux biens des plus grandes familles, de toutes ces choses en un mot qui semblaient faire croire que tout était fini. On avait essayé de sauver du naufrage la fortune du vieux prince Czartoryski : « Qu'il m'envoie ses fils, puis nous verrons ! » avait répondu la toute-puissante spoliatrice Catherine.

Qu'on se représente donc le jeune prince Adam contraint par devoir à ce rôle ingrat, entrant avec son frère Constantin, le 12 mai 1795, à Saint-Pétersbourg, le cœur serré, comme un exilé, comme un otage, obligé de paraître et de vivre dans un monde où tout lui rappelait la force victorieuse et l'oppression. Il n'allait pas gaiement à cette aventure, — c'est lui-même qui le raconte, — ce jeune homme de vingt-cinq ans, qui dans sa forte éducation avait été nourri tout à la fois des traditions polonaises, des idées du dix-huitième siècle et des grands exemples de la liberté anglaise, qui avait vu déjà l'Europe de l'Occident, qui s'était associé aux travaux de la grande diète, qui avait été un des auteurs de la constitution du 3 mai 1791, un des complices de Kosciusko dans son insurrection, et qui gardait une aversion instinctive contre les Russes. Pour lui, tout était supplice à Pétersbourg : la différence de civilisation, d'idées, de mœurs, le contact permanent du vaincu et des vainqueurs, cette vie de prisonnier en pays étranger, dans le camp ennemi.

C'était au reste un monde curieux que cette société russe de la fin du règne de Catherine II. L'extérieur était français, le fond était russe et très-russe. Le luxe le plus

raffiné se mêlait aux mœurs moscovites; on parlait de Voltaire et de Diderot dans une atmosphère asiatique, au milieu d'une nuée d'esclaves, de Cosaques, de Circassiens et de Tartares. C'était le temps où le comte Strogonof, qui avait longtemps habité Paris sous Louis XV et qui s'était fait Français sans cesser d'être Russe, accumulait les productions des arts dans son palais ouvert à tout venant, où le grand écuyer Narychkine, gai, affable, bon courtisan de tous les pouvoirs, travaillait le plus consciencieusement du monde à se ruiner en bals et en somptuosités, et n'y réussissait pas, — où la princesse Basile Dolgoroukof et la princesse Michel Galitzin, fort connues depuis à Paris, tenaient le sceptre dans leurs salons élégants, rivalisant de beauté, d'esprit et de séduction au point de tourner la tête à ce malheureux M. de Cobentzel, l'ambassadeur d'Autriche, et à M. de Choiseul-Gouffier.

Il y avait dans la politique des hommes comme le comte Bezborodko à l'extérieur d'ours, à l'esprit fin, à l'intelligence lucide, paresseux au possible et fort adonné aux plaisirs, ou comme le vieux comte Osterman, figure détachée d'une ancienne tapisserie, long, maigre, pâle, toujours habillé à la vieille mode. Avec ses bottes en drap, son habit brun aux boutons d'or et son cordon noir au cou, Osterman représentait le règne de l'impératrice Élisabeth; il était le seul qui, comme vice-chancelier et doyen du collége des affaires étrangères, eût osé se prononcer contre le partage de la Pologne. Le favori du jour n'était plus le puissant Potemkin aux fascinations secrètes : c'était Platon Zubof, le dernier-né des bonnes grâces de la septuagénaire Catherine. Platon Zubof était jeune encore, svelte,

d'une figure agréable; il avait une voix flûtée et des affectations de dignité indolente. Courtisans et solliciteurs affluaient dans ses antichambres, où il y avait cohue de dignitaires de l'empire. Comme un roi, il avait ses levers; il entrait d'un pas traînant en robe de chambre, saluant d'un léger signe de tête les courtisans qui attendaient un regard, pendant que les valets de service s'emparaient de lui et faisaient sa toilette. Platon Zubof sortait souvent triste et abattu de ses entrevues avec son impériale maîtresse, et il n'était pas sans se livrer à d'autres intrigues d'amour.

Au-dessus de ce monde apparaissait ce que le prince Adam appelle spirituellement l'Olympe moscovite, un Olympe à trois étages. Au premier étage était la jeune cour des grands-ducs Alexandre et Constantin, rayonnante de vie et d'entrain; plus haut, on voyait le grand-duc Paul, qui inspirait l'effroi ou le mépris par son humeur sombre et farouche, par ses lubies fantasques. Au sommet enfin était le Jupiter femelle de cet Olympe, l'impératrice Catherine elle-même, âgée déjà, mais verte encore, donnant le ton à une cour hébétée de servilité. C'était une femme plutôt petite que grande et d'un embonpoint assez développé, mêlant dans sa démarche l'élégance à la dignité, portant sur son visage ridé l'expression de la hauteur, sur ses lèvres un savant et éternel sourire, passionnée et vindicative au fond, ayant fait assez de bien et de mal pour inspirer le fanatisme ou la terreur, pour que tout ce qui venait d'elle fût sacré, même sa luxure. Elle savait plaire et elle avait une volonté inexorable. Elle détestait son fils, le grand-duc

Paul, à qui elle n'avait pas même laissé le droit de diriger l'éducation de ses enfants, et elle transportait ses affections sur la jeune cour, sur le grand-duc Alexandre, qui était l'objet privilégié de ses espérances.

Pour cette société concentrée à Saint-Pétersbourg, la Pologne conquise n'était pas seulement une question d'agrandissement politique, une satisfaction d'orgueil national; c'était un grand butin à partager, car, il faut le dire, dans les affaires de Pologne, la conquête d'état ou la répression marche toujours accompagnée de la dépossession privée. L'empereur Nicolas seul a pris pendant son règne pour plus de 300 millions de propriétés polonaises, et on voit aujourd'hui encore les séquestres renaître. Au lendemain du dernier partage, sous Catherine, les confiscations étaient immenses. C'était à qui aurait sa part dans les distributions. Les plus grands dignitaires russes ne craignaient pas d'hériter des dépouilles des familles polonaises, et la cupidité se colorait au besoin d'un singulier prétexte : l'impératrice le voulait, on ne pouvait désobéir à la souveraine. Un seul, et c'était le vainqueur de Kosciusko à Macieiowice, le général Fersen, eut le courage de refuser les propriétés de la famille Czaçki, et demanda simplement quelques biens du domaine national.

C'est dans ce monde et à cette heure du partage des dépouilles que le prince Adam arrivait avec son frère, gardant au fond du cœur le sentiment de sa patrie perdue, et en même temps ayant à refouler tous ses instincts, toutes ses convictions de jeunesse, s'il voulait réussir. Le vieux prince Czartoryski avait donné pour compagnon

et pour guide à ses deux fils un honnête et bon homme, M. Gorski, ayant la démarche fière, le ton haut et décidé, mais gai, amusant, facile à vivre, parlant un français original et réjouissant, ayant l'art de s'insinuer et de conduire deux jeunes gens dans cette carrière nouvelle où il y avait à obtenir la restitution d'une fortune sans s'abaisser. Il fallait aller partout, visiter les personnages influents, se faire des amis, arriver jusqu'à la tsarine. L'honnête Gorski était impitoyable dans cette course au clocher à travers le monde russe, qu'il fréquentait, qu'il détestait et qu'il savait gagner par sa bonne humeur.

Les deux frères, à vrai dire, n'étaient pas mal reçus à Pétersbourg, et peut-être la cour avait-elle pour mot d'ordre de faire fête à ces deux jeunes représentants d'une des premières familles polonaises venant plaider leur cause de spoliés chez les spoliateurs; ils trouvaient d'ailleurs dans plus d'une maison les souvenirs qu'y avait laissés leur père au commencement du règne de Catherine, et le jour de leur première présentation à la cour l'impératrice elle-même arrêtait sur eux son plus doux regard en leur disant : « Votre âge me rappelle celui de votre père quand je l'ai vu pour la première fois. J'espère que vous vous trouvez bien dans ce pays. » Le fait est qu'ils ne se trouvaient pas bien du tout à Pétersbourg; ils se sentaient mal à l'aise en terre étrangère et ennemie; ils souffraient de cette recherche contrainte de la faveur auprès d'hommes dont l'un, le frère du favori, le comte Valérien Zubof, avait fait la guerre de 1794 sans pitié et avait saccagé la résidence de leur famille, Pulawy, ce Versailles de la Pologne.

Tout le jour pourtant il fallait courir, se faire une attitude; le soir seulement, quand on était sans témoins, l'impression intime éclatait. Chez le bon Gorski, c'était un vrai débordement de vertes épithètes contre ceux qu'il venait de voir, auxquels il venait de sourire : « Ah! le lâche! ah! le coquin! » s'écriait-il pour se soulager avant de recommencer le lendemain. Chez le prince Adam, c'était de la tristesse, un sentiment d'ennui profond. « Nos pensées, dit-il, se reportaient vers nos parents, nos sœurs, notre patrie; nous réfléchissions sur nous-mêmes, sur la triste position où nous nous trouvions. »

Et ce qui ajoutait à cette amertume secrète du jeune exilé en Russie, c'est qu'au moment même où il passait son temps matériellement libre du moins, obligé d'accepter des distractions, quelques-uns de ses plus dignes compatriotes, Kosciusko, Potocki, Sokolnicki, Niemcewicz, Kilinski, étaient sous les verrous. Ils étaient là, à quelques pas, dans la même ville, à Pétersbourg; on ne pouvait avoir de leurs nouvelles. Ne pouvant rien pour eux, le prince Adam se contentait de passer souvent dans la rue où quelques-uns étaient gardés prisonniers, espérant au moins les apercevoir. Il réussit quelquefois en effet à les voir passer comme des ombres. Il ne les connaissait pas tous alors; mais, selon un de ses mots touchants, le cœur lui battait bien fort quand il levait les yeux vers ces fenêtres si bien fermées derrière lesquelles vivaient des hommes chers à tout Polonais, et qui n'avaient commis d'autre crime que de se dévouer pour leur patrie. Cette époque avait laissé une empreinte profonde chez le prince Adam; elle n'avait pas plié son caractère à la dissimula-

tion, mais elle lui avait donné un air de tristesse sérieuse et circonspecte qu'il a gardé toute sa vie. Ne pouvant manifester ses sentiments, il s'était réfugié dans un certain stoïcisme, favorisé par une indolence naturelle que sa mère, la princesse-générale, lui reprochait quelquefois avec une charmante tendresse dans des lettres d'une vivacité éloquente.

Une fois sur ce terrain, il n'y avait plus qu'à jouer son rôle jusqu'au bout. A ce prix, les Czartoryski ne retrouvaient pas tous leurs biens confisqués, mais ils en eurent une partie par un don impérial qui assimilait ainsi les spoliés et les spoliateurs dans cette vaste curée des fortunes polonaises. C'était, on le voit, traiter à la cosaque le droit de propriété. Encore cette faveur, fallait-il l'acheter par un nouveau sacrifice de liberté en entrant au service de Russie. — Le prince Adam et son frère entreraient-ils au service militaire ou au service civil? Peu leur importait en vérité. Marchander, choisir, sortir d'un rôle tout passif, c'eût été attacher de la valeur à ce qui n'en avait point à leurs yeux, et c'est en victimes, le front baissé, qu'ils se laissaient faire officiers des gardes et bientôt gentilshommes de la chambre. Ils étaient de la cour. C'était un succès à faire envie à beaucoup de Russes; pour eux, il n'y avait qu'une chaîne, une contrainte de plus. Ils faisaient leur service, ils voyaient le monde, et ne se considéraient pas moins comme des otages en uniforme attendant l'heure de se dégager avec dignité et avec honneur. C'est justement alors, dans cet isolement moral au milieu d'une société où ils passaient en étrangers, où tout était fait pour les blesser, même les faveurs,

qu'ils se trouvaient surpris par un événement aussi mystérieux qu'inattendu.

Dans ce monde semi-européen, semi-asiastique, où une tsarine vieillie régnait dans une atmosphère de servilité, il y avait, je l'ai dit, toute une génération de princes encore dans l'adolescence, le grand-duc Alexandre, le grand-duc Constantin, petits-fils de Catherine, fils de celui qui allait être l'empereur Paul. Alexandre, qui était déjà marié, avait à peine dix-huit ans, et sa femme, la grande-duchesse Élisabeth, n'en avait que seize. C'était un couple plein de vie et de grâce, éclairant cette vieille cour assombrie de caprices despotiques. La position du grand-duc Alexandre était pénible entre sa grand'mère, dont il subissait toutes les volontés sans l'aimer au fond, et son père, pour lequel il avait de l'attachement sans oser le montrer. Il avait reçu des circonstances et d'un précepteur suisse, M. de La Harpe, esprit tout plein des théories du dix-huitième siècle, une éducation étrange : rien de précis, nulle connaissance de la réalité, nulle pratique des choses, mais des idées vagues, générales, d'humanité, de liberté, de justice. Tout cela lui avait fait une âme singulière, retenue par bien des liens russes et en même temps ouverte aux aspirations généreuses, inquiète du présent, ardente et contenue. Il se sentait isolé, lui aussi, et avait de ces besoins d'expansion de la jeunesse. Plus d'une fois, soit à la cour, soit dans les promenades et sur les quais, où affluait la bonne compagnie russe aux beaux jours d'avril qui précèdent la débâcle du Ladoga, Alexandre avait remarqué et recherché les deux jeunes princes Czartoryski ; il s'était senti attiré par leur tenue simple et réservée. Il

prenait un plaisir visible à être avec eux, à prolonger la conversation et à nouer des rapports plus intimes. Adam lui plaisait. Jusque-là il n'y avait rien de plus, lorsqu'un jour Alexandre dit au prince Adam de venir le trouver le matin au palais de la Tauride, où se trouvait la cour.

C'était au printemps de 1796, par une matinée riante et douce, qu'Alexandre, prenant le prince Adam familièrement par le bras et l'entraînant dans les jardins de la Tauride, s'ouvrait à lui tout entier et se livrait à une de ces confidences qui créent désormais un lien. Pendant trois heures parcourant les allées, croisant de temps à autre la grande-duchesse, qui souriait, comme si elle eût été d'intelligence, à cette intimité naissante, Alexandre s'abandonnait à une de ces conversations infinies, vingt fois interrompues, vingt fois reprises et toujours animées. Il avouait au prince Adam qu'il avait été ému et excité à la confiance par sa conduite et celle de son frère, par leur résignation dans une existence qui devait leur être si pénible, par le calme et l'indifférence avec lesquels ils avaient tout accepté sans y attacher de prix, sans repousser des faveurs faites pour leur déplaire, il le sentait. « Je devine tous vos sentiments, ajoutait-il, je les approuve, et je sens à mon tour le besoin de vous dire ce que je suis, ce que je pense. J'épiais l'occasion ; je ne veux pas que vous me confondiez avec mon entourage, que vous me supposiez des idées semblables à celles de la cour, du gouvernement actuel... J'ai bien vu à vos réticences que vous vous teniez en garde aussi avec moi. Sachez donc que je condamne du fond de mon âme les actes de ma grand'mère envers la Pologne, que je les

trouve injustes et barbares, que j'ai en horreur les cruautés commises dans votre pays, que tous mes souhaits étaient pour Kosciusko, et que j'ai le plus grand respect pour son caractère, la plus vive sympathie pour son malheur. Je respecte les droits de l'humanité, je déteste le despotisme, je fais des vœux pour la cause de la liberté, dont les Français sont les défenseurs... Je ne trouve personne à qui je puisse avouer mes sentiments. Ma femme seule les connaît et les approuve; elle a comme moi horreur de l'injustice. Tous les autres ne me comprendraient pas et se hâteraient de me trahir. Pensez donc combien il m'est doux de trouver en vous un confident. Soyez aussi franc avec moi, ne me cachez pas vos impressions. Maintenant que vous me connaissez, que rien ne vous arrête. Dites-moi vos chagrins, une confiance mutuelle les adoucira. Je vous estime parce que je vous vois attaché à votre pays; je comprends votre douleur et je la partage... Surtout ne confiez qu'à votre frère notre entretien!... »

Certes la confidence était imprévue et de nature à émouvoir profondément, car enfin celui qui parlait ainsi, quel était-il? Un petit-fils de Catherine, un tsarevitch vivant dans la cour la plus absolue, dans une atmosphère de violence et de haine contre la Pologne, un prince éloigné du trône encore, il est vrai, mais appelé à régner sur la Russie. Plusieurs fois pendant la saison, lorsque la cour se transportait à Tsarskoe-Selo, ces entrevues et ces conversations se renouvelaient, et c'était toujours le même abandon. Alexandre se dévoilait dans la vivacité d'une nature mobile et généreuse, plein des idées de 1789, rêvant la régénération de la Pologne comme de la Russie,

dissimulant parfois l'ambition du pouvoir sous de vagues projets de solitude et de vie retirée, et chose curieuse, dans ces entretiens qui embrassaient tout, le plus exalté, le plus hardi d'opinion était le petit-fils de Catherine ; le modérateur, celui qui tempérait ce qu'il y avait parfois de trop visiblement chimérique dans les élans du grand-duc, c'était le confident, qui avait le plus à attendre pour son pays de ces idées d'équité, d'un changement total de politique, de l'avénement d'un prince dont le règne rouvrait des perspectives de justice.

Ainsi se formait cette amitié que je cherche à saisir dans son origine mystérieuse au sein d'une société hostile, parce qu'elle est la révélation première de ce phénomène de libéralisme éclos un jour secrètement en Russie dans l'ombre de l'absolutisme le plus illimité, le premier germe des velléités réparatrices d'Alexandre pour la Pologne : amitié qui naissait d'abord d'un attrait personnel, d'un goût romanesque d'épanchement, et qui, en se cachant dans un règne, est restée à travers les événements le mobile invisible des combinaisons de toute une politique, quelquefois un frein pour Alexandre devenu empereur, un motif d'espérances sérieuses, quoique toujours trompées, pour le prince Adam, le lien survivant de deux hommes si singulièrement rapprochés.

Il faut se souvenir de ce qu'était l'Europe en ce moment, de ce qu'elle offrait de chances au patriotisme d'une nation vaincue, pour comprendre ce que devait ressentir un jeune Polonais réduit à vivre parmi les ennemis de son pays, et comment pouvait naître une intimité si imprévue. La Pologne venait de disparaître dans le dernier

démembrement de 1795; elle se personnifiait en quelque sorte dans cette royauté prisonnière de Stanislas-Auguste, pensionnée par la Russie, internée à Wilna ou à Pétersbourg. La révolution française, en remuant le monde, n'avait rien fait pour elle, ne paraissait vouloir rien faire, et les puissances liées par la solidarité de la spoliation n'aspiraient qu'à maintenir leur œuvre, à s'assurer définitivement leur conquête.

Chose étrange, pour la France la Pologne était trop loin, pour les coalisés du Nord c'était une autre France mise à la raison, un foyer de prétendu jacobinisme éteint au centre de l'Europe. Il semblait que désormais il n'y eût plus rien à attendre d'aucun côté. Seul, dans une de ces cours ennemies où avait été conçu et préparé l'acte de destruction, un jeune prince reniait cette politique d'injustice et de violence ; il parlait avec attendrissement des malheurs de la Pologne, avec respect de Kosciusko, et il laissait entrevoir la pensée d'une réparation possible. « Je crus rêver en entendant ces confidences, dit le prince Adam ; mon émotion fut extrême, » et longtemps après, même quand il avait perdu toute espérance, il était resté fidèle à ce souvenir.

Cette amitié née dans les jardins de la Tauride et de Tsarskoe-Selo était sincère en effet. Lorsque Alexandre, à dix-neuf ans, dans le plus grand mystère, allait chercher un jeune Polonais qui se considérait comme un proscrit à Pétersbourg, pour échanger avec lui des confidences tout intimes, des rêves d'amélioration pour l'humanité, pour la Pologne, il ne faisait évidemment aucun calcul vulgaire. Qui pouvait-il vouloir tromper? quel in-

térêt avait-il à surprendre la confiance d'un inconnu, d'un déshérité qui ne pouvait rien? Il cédait à un besoin d'attachement, à un élan spontané, et ce sentiment devait survivre longtemps encore aux circonstances qui l'avaient fait naître. Empereur ou grand-duc, dans les crises décisives de sa destinée, en 1810, en 1812 comme en 1801, à son avénement soudain au trône comme en 1796, Alexandre ne s'adressait à Adam Czartorysk, ne lui écrivait qu'avec une effusion particulière, en l'appelant « mon cher ami, » en lui disant : « à vous de cœur et d'âme pour la vie. »

En 1802, au moment de la tragédie qui tranchait le règne et les jours de l'empereur Paul, et qui plaçait une couronne ensanglantée sur la tête de son fils, le prince Adam, par une sorte de disgrâce, se trouvait en Italie, comme envoyé auprès d'un souverain sans États, le roi de Sardaigne, et la première pensée d'Alexandre était de le rappeler; il lui écrivait aussitôt : « Vous aurez appris déjà, mon cher ami, que par la mort de mon père je suis à la tête des affaires. Je tais les détails pour vous en parler de bouche. Je vous écris uniquement pour que vous remettiez sur-le-champ les affaires de votre mission à celui qui s'y trouve le plus ancien après vous, et que vous vous mettiez en route pour venir à Pétersbourg. Je n'ai pas besoin de vous dire avec quelle impatience je vous attends. J'espère que le ciel veillera sur vous pendant votre route... Adieu, mon cher ami, je ne puis vous en dire davantage. » Et bientôt, malgré ce que pouvait avoir d'étrange la présence d'un Polonais, qui ne se cachait pas d'être Polonais, à la tête des conseils de la Russie, au risque d'étonner et de froisser les gens de cour russes,

Alexandre n'avait point de repos qu'il n'eût fait arriver au ministère des affaires étrangères l'ami de sa jeunesse, le confident de ses rêves et de ses pensées. C'était une manière d'être fidèle à un premier sentiment.

Le libéralisme d'Alexandre et ses vues réparatrices sur la Pologne étaient-ils également sincères? Ils l'étaient sans doute dans une certaine mesure. C'est même le propre de ce personnage curieux et énigmatique de l'histoire de s'être cru toujours fidèle à ces idées généreuses qui avaient tout d'abord fasciné sa jeunesse. Ce que pensait le grand-duc adolescent, encore loin du pouvoir, Alexandre ne le désavouait pas après la mort de Catherine, qui le rapprochait du trône. Le despotisme capricieux et violent, quelquefois aussi puéril que farouche de son père, Paul Ier, ne faisait que le confirmer dans ses opinions premières. Devenu lui-même empereur par cette catastrophe dont il taisait les détails au prince Adam, et à laquelle il avait prêté tout au moins une connivence indirecte ou tacite pour en garder ensuite toute sa vie l'effroi et le remords, il se défendait auprès de ses amis les plus intimes d'avoir changé. Tout ce qui touchait à des réformes équitables, à des institutions libérales, à la justice, à l'émancipation des masses, il ne cessait de s'en préoccuper. Il aspirait toujours au rôle de bienfaiteur de l'humanité, de redresseur des iniquités. A mesure cependant qu'il entrait dans le domaine des choses réelles et qu'il se rapprochait du pouvoir, il éprouvait le trouble des caractères faibles jetés tout à coup en face de difficultés imprévues; il subissait le dangereux attrait de l'omnipotence sans limites. Un homme nouveau se dessi-

nait en lui, un peu embarrassé de ses aspirations et de ses rêves, facilement conduit, sinon à les désavouer, du moins à les ajourner. Le libéralisme d'Alexandre, comme son amitié, tenait de sa nature complexe, une nature à la fois exaltée et timide, caressante, naïvement cauteleuse, inquiète et mobile.

Personnage assurément étrange, ayant le goût des nouveautés et toutes les faiblesses d'un caractère irrésolu, utopiste plutôt que réformateur, Européen d'idées, libéral d'imagination, Grec par la finesse, Russe par l'aptitude à concilier les sentiments, les instincts, les actes les plus contraires, sensible à l'éloge, à la popularité, permettant toutes les critiques de son gouvernement, pourvu qu'elles prissent la forme d'un dévouement personnel, et se considérant lui-même comme une exception en Russie! Alexandre était en effet un phénomène dans la société russe par toutes ces velléités de progrès et de justice qui flottaient dans son esprit; seulement ce n'étaient que des velléités. Le libéralisme était pour lui comme une petite conspiration ne devant jamais aboutir, comme un secret franc-maçonnique partagé entre quelques initiés. Il s'était fait au commencement du règne une sorte de conseil secret composé de quelques hommes qu'il appelait ses amis personnels, et dont le jeune comte Paul Strogonof était le plus ardent, M. de Novosiltsof le plus avisé et le plus souple, le comte Kotchubey le plus pratique et le plus désireux d'entrer aux affaires, le prince Adam Czartoryski le plus désintéressé à coup sûr.

C'était ce que la vieille société et les vieux politiques de Pétersbourg appelaient avec ironie le parti des jeunes

gens. Deux ou trois fois par semaine, le soir, ces jeunes gens, qui avaient le privilége d'aller dîner au palais sans invitation, s'esquivaient après le repas et gagnaient un petit cabinet de toilette où l'empereur les rejoignait bientôt. Là on dissertait de tout, on se livrait à mille projets, on s'élançait à plein vol dans toutes les sphères de la politique, et l'empereur lui-même s'abandonnait entièrement à ses idées favorites, à ses sentiments. C'était bien tant qu'on restait dans le sanctuaire; hors de là, le train de la vieille machine russe continuait, et Alexandre retombait sous l'inflence d'une cour toute pleine des traditions autocratiques, de ministres qu'il hésitait à changer. Il lui fallut du temps pour oser. Provoquer trop vivement son initiative eût été le blesser, exciter sa méfiance, réveiller en lui le tsar, et si on se laissait aller à le serrer de trop près, il se troublait, il se fermait en quelque sorte ou se réfugiait dans une subtile distinction entre l'homme et le souverain, croyant avoir répondu à tout quand il disait que l'homme n'avait pas changé, qu'il était toujours le même, qu'il ne renonçait à aucune de ses idées, mais que le souverain avait des devoirs.

Cette nature fuyante échappait ainsi aux uns et aux autres, restant une énigme pour tous. Alexandre avait pourtant des velléités intermittentes et descendait quelquefois de ses rêves. On a parlé récemment comme d'une grande nouveauté de la création d'un comité ou conseil des ministres à Pétersbourg. C'est une nouveauté de 1802 qui est devenue depuis ce qu'elle a pu. Alexandre mettait la main sur la vieille machine gouvernementale, à laquelle il substituait des départements ministériels, un conseil

délibérant en commun. Il allait même plus loin : il accordait au sénat dirigeant des priviléges nouveaux, le droit de contrôle et de représentation sur les oukases. On se crut un moment sur le chemin du régime représentatif. Qu'en restait-il dans la pratique? Cela finit par une petite aventure piquante où se peignent tout à la fois le caractère du prince et ce qu'ont de factice les plus simples tentatives libérales en Russie.

Un jour, un des membres du sénat, le comte Severin Potocki, qui était des amis de l'empereur sans être du conseil secret, croyant naturellement que, si on avait accordé un droit, c'était pour quelque chose, et qu'il n'y avait pas de meilleur moyen d'être agréable que de le prendre au sérieux, proposa une représentation sur un oukase qui portait atteinte à la charte de la noblesse. Les autres sénateurs ne virent là qu'une petite comédie arrangée pour faire honneur aux vues réformatrices du maître, une occasion facile et sans péril de faire de l'indépendance, et ils se hâtèrent de voter unanimement la motion. L'opposition du procureur général du gouvernement, ministre de la justice, leur parut un détail piquant de plus ajouté à la scène. Ce fut le vieux comte Strogonof qui, avec deux de ses collègues, eut la mission d'aller porter ce vote à l'empereur. Ils étaient émerveillés de leur tactique et pleins de confiance. Quelle fut leur surprise, lorsque l'empereur les reçut d'un ton sec et froid, réprimanda vertement le sénat, et lui signifia de ne s'occuper désormais que de ce qui le regardait, de faire exécuter au plus vite l'oukase objet de ses représentations!

Ce fut la première et unique tentative d'indépendance

du sénat de Pétersbourg, qui se le tint pour dit et ne recommença jamais sa campagne. Au fond, observe spirituellement le prince Adam, Alexandre aimait la liberté comme un passe-temps d'imagination, comme un thème favori sur lequel on pouvait tout dire, pourvu qu'on le dît à huis clos et qu'on n'en vînt pas à la réalité. « Il eût bien voulu que tout le monde fût libre, à la condition que tout le monde fît librement et spontanément sa volonté seule. » Une naïve préoccupation personnelle dominait tout chez lui. L'empereur Alexandre Ier est resté le type le plus curieux, le plus original et le plus candide de ce libéralisme russe, tout d'ostentation et de vanité, qui encore aujourd'hui est plus factice qu'on ne croit, qui n'est que le déguisement européen d'une réalité violente et confuse, des mœurs invétérées de l'absolutisme asiatique. C'est avec ce souverain que le prince Adam Czartoryski avait affaire, inspiré et soutenu, non par une idée vague et indéfinie de réforme libérale, mais par la pensée plus précise d'une restauration polonaise qui avait été à l'origine l'unique raison d'être de leur romanesque intimité.

Le rôle du prince Adam était certes aussi délicat que difficile. Ce qu'il faudrait remarquer et définir, c'est ce caractère, cette position étrange d'un Polonais ami d'un empereur de Russie, bientôt son ministre, toujours son confident préféré ; c'est la vraie nature de cette intimité, dont la Pologne était le nœud, et que le prince Adam avait pu accepter sans faiblesse, sans infidélité à la cause de son pays, parce qu'il y était entré avec l'intégrité de son patriotisme et de ses espérances, sans avoir rien à désavouer de ses sentiments et de ses aspirations. La re-

vendication avouée, permanente, de sa nationalité faisait au contraire la dignité et l'originalité de son rôle. Même au service, il n'était nullement le serviteur de la Russie; il mettait tous ses soins à garder le caractère d'un étranger jeté par la fortune dans un pays qui n'est pas le sien, et servant dans l'intérêt de son propre pays. Il avait été convenu qu'il ne recevrait ni traitement ni décorations russes. C'était plutôt le représentant d'une cause en souffrance, le plénipotentiaire d'une nation vaincue placé dans une société où tout lui était hostile, excepté le souverain qui semblait ne point reculer devant le principe et la possibilité d'une réparation.

Les rapports d'Alexandre et du prince Adam se ressentaient de cette situation; ils se fondaient sur une idée de justice pour la Pologne; ils se resserraient ou se refroidissaient quelquefois selon les fluctuations de la pensée impériale. Ils étaient très-libres d'ailleurs et empreints d'une familière simplicité. Pour Alexandre, le prince Adam n'était point un confident vulgaire choisi parmi des courtisans; c'était un ami et comme une image vivante de sa jeunesse, de ses impressions de 1796. Sans tout lui dire, pas plus qu'à personne, il lui disait du moins ce qu'il n'aurait pas confié à des Russes, et c'est avec lui de préférence qu'il s'épanchait parfois, qu'il se plaignait des difficultés qu'on lui suscitait, qu'il revenait à des rêves, à des projets avec lesquels il semblait ne vouloir jamais rompre, même quand il les ajournait et s'en éloignait le plus dans la réalité. Le prince Adam ne s'y méprenait pas : il recevait ces confidences et en était touché; mais en même temps il devinait les mobilités de cet ami

couronné, qui promettait tant et semblait par moments oublier si vite. Sans le heurter, il lui parlait avec une franchise qu'on trouverait aujourd'hui sévère; il lui rappelait ce qui les avait liés, les idées qu'ils avaient nourries en commun, et souvent même il l'embarrassait.

Un jour, au commencement du règne, Duroc, l'aide de camp du premier consul, venait d'arriver à Pétersbourg pour complimenter Alexandre, et on en avait profité pour signer une convention qui ne réglait aucune difficulté entre la Russie et la France, qui ne contenait qu'un article remarquable par lequel les deux pays se promettaient mutuellement de ne point protéger les émigrés. Cet article était principalement dirigé contre les émigrés français; mais par le fait il se tournait aussi contre les Polonais. C'était un des premiers actes du règne. L'empereur n'en avait rien dit au prince Adam, qui, à la première entrevue, en fit l'observation avec une tristesse qui était un reproche. L'empereur baissa les yeux, resta un moment confus, et finit par dire que cet article ne signifiait rien, qu'il n'avait pas moins à cœur les destinées futures de la Pologne.

Le prince Adam, dans ses relations avec Alexandre, avait souvent de ces déceptions, et alors il était pris d'un découragement profond. Il désespérait de pouvoir servir utilement son pays, et, dévoré d'amertume, il n'aspirait qu'à s'en aller, à se soustraire à cette vie de continuels désappointements; puis, à la moindre éclaircie, sur une parole nouvelle de l'empereur, il retrouvait un peu de confiance. Il restait, il réprimait le dégoût du Russe qui le saisissait, et, faute de marcher plus ouvertement, plus directement au but national où il tendait, il

faisait du moins tourner cette faveur exceptionnelle dont il était l'objet ou la victime au bien de ses compatriotes. Il intervenait pour ceux qui étaient exilés en Sibérie ou enfermés dans les cachots, faisait lever les confiscations, employait la diplomatie impériale à tirer des prisons de l'Autriche un des patriotes les plus éminents, l'abbé Kollontay, saisissait l'occasion de ménager un régime moins dur, moins tyrannique, aux anciennes provinces polonaises, sur lesquelles les fonctionnaires russes s'étaient abattus avec leurs mœurs violentes et déprédatrices. Il servait en détail, obscurément, se demandant chaque jour, après l'œuvre de la veille, ce qu'il pourrait faire le lendemain. Il se disait enfin qu'en ce moment, en Europe, où il semblait y avoir une triste émulation d'oubli pour son pays, dans cette cour où tout était froissement, où il ne pouvait se confier à personne, pas même à ses collègues du conseil secret avec lesquels il vivait familièrement, Alexandre était peut-être le seul homme qui laissât parler devant lui d'un avenir pour la Pologne, et qui en parlât lui-même.

Le dernier mot de ces rapports soumis à de si singulières alternatives, l'expression ostensible de cette faveur obstinée et sans résultat, c'est l'élévation du prince Adam Czartoryski au ministère des affaires étrangères en 1802. Il fut d'abord simplement adjoint au comte Vorontsof, et bientôt il succéda comme ministre au vieux Vorontsof lui-même, qui était malade et dont l'empereur se moquait dans l'intimité en le singeant. Il se défendit tant qu'il put de cette fortune imprévue, il résista, montra ce qu'il y avait d'étrange à le placer, lui Polonais avant tout et fer-

mement résolu à rester Polonais, dans une de ces situations où il pouvait se trouver d'un jour à l'autre entre sa loyauté de ministre et son patriotisme, entre l'intérêt de son pays et l'intérêt de la Russie. L'empereur s'obstina et répondit qu'il n'en était rien, qu'il prévoyait au contraire des circonstances différentes et plus favorables, que dans tous les cas son ministre pourrait se retirer le jour où un antagonisme d'intérêts éclaterait. Alexandre fit mieux, il lui offrit comme appât, comme prix de sa bonne volonté, le poste du curateur de l'université de Wilna et la direction de l'instruction publique dans les sept gouvernements polonais annexés à la Russie, c'est-à-dire dans la Lithuanie, la Volhynie, la Podolie, l'Ukraine.

C'était une fantaisie de ce prince qui en avait tant, et qui mettait une ardeur d'enfant à les satisfaire. Il voulait son ami pour ministre, pour coopérateur intime de ses desseins. Adam Czartoryski accepta avec tristesse, comme un soldat, dit-il, qui, jeté par l'amitié et le hasard dans des rangs qui ne sont pas les siens, combat par un sentiment d'honneur et pour ne point abandonner son compagnon; il accepta tout ce qui lui était offert, préférant en secret, par une prévoyance nationale, le soin de surveiller l'éducation morale et intellectuelle de huit millions de Polonais à la direction même des affaires de l'empire, qui lui était donnée par surcroît.

Au fond, les difficultés étaient immenses pour le prince Adam : il n'avait pas seulement à faire face aux inimitiés, à la malveillance, aux intrigues de la société de Pétersbourg, qui voyait avec une envie mêlée d'étonnement cette faveur d'un Polonais auprès d'un tsar; il avait à re-

lever la politique extérieure de la Russie de la confusion où l'avait laissée l'empereur Paul en mourant, de l'effacement où elle était restée depuis le commencement du nouveau règne. Il fit un rêve étrange : il aurait voulu que, retirée pour le moment des démêlés du continent, n'ayant rien à voir dans tous ces remaniements territoriaux par lesquels Napoléon ouvrait sa victorieuse carrière, et où les cupidités européennes cherchaient à se satisfaire, la Russie se recueillît véritablement, se consacrât à un travail de réformes intérieures, et se fît au dehors une politique plus élevée, dégagée de tout esprit de violence et de conquête. Il aurait voulu qu'en face de Napoléon et de ses menaces d'ambition dictatoriale en Europe, Alexandre se fît un arbitre de paix, un médiateur désintéressé protégeant les faibles, s'armant de toutes les idées de droit public et d'équité. Il traçait tout un plan de politique qu'il a reproduit depuis dans son *Essai sur la diplomatie*, où la grandeur de la Russie se liait à une pensée de justice, de respect du droit des peuples et des nationalités violentées, où il faisait reluire habilement l'émancipation des Grecs et des Slaves. Le nom de la Pologne n'était pas prononcé, mais il venait sur les lèvres, et le rétablissement de la nation polonaise se laissait entrevoir dans l'ombre comme le couronnement du système.

Le plan de ce curieux ministre polonais des affaires moscovites n'était-il qu'une chimère? Le prince Adam s'en est douté depuis, je crois; il s'est aperçu plus tard qu'aucun Russe, fût-ce le plus libéral, ne se laisse placer de son plein gré et sans arrière-pensée en face d'une résurrection possible, même lointaine, de la Pologne. Le

jour où comme ministre il développa son système dans le conseil, il ne trouva que faveur et applaudissements tant qu'il ne parla que de la grandeur, du rôle prépondérant da la Russie. Dès qu'il en vint au but, aux obligations de ce rôle, aux droits des autres peuples, aux principes de justice, les visages se rembrunirent; l'attitude des assistants devint contrainte et froide, et on se tut.

L'empereur seul fut charmé. Ce plan parlait à son ambition secrète et à ses sentiments; il lui souriait d'autant plus qu'il était d'une réalisation éloignée, qu'il laissait le champ libre à l'imagination et à toute sorte de combinaisons sans exiger une décision ou tout au moins une action immédiate. Seulement, en subissant le charme, Alexandre entrait dans cet ordre de vues avec sa nature impressionnable et mobile, en homme toujours partagé entre les inspirations d'un ministre qu'il aimait et les influences russes qui l'assiégeaient chaque jour davantage. Il ne fit rien même pour s'acheminer de loin vers le but, et le rêve finit par la guerre de 1804, où la Russie n'était qu'une puissance de plus dans une coalition organisée contre la France, une puissance ne sachant pas même bien au juste où elle allait et ce qu'elle voulait. Le prince Adam aurait voulu, puisqu'on était en guerre, que dès l'entrée en campagne on s'armât des tergiversations de la Prusse et de ses condescendances craintives envers la France pour la sommer de se prononcer, lui passer sur le corps au besoin, et lui prendre ses provinces polonaises, qui, réunies à celles que possédait la Russie, auraient formé un royaume distinct sous le sceptre d'Alexandre.

Ce n'était pas la première fois que cette idée passait

dans les entretiens de l'empereur et du prince Adam; c'était la première fois qu'elle prenait une forme saisissable et que l'occasion s'offrait. Alexandre parut un moment donner dans ce projet, puis il ne résista pas à la séduction d'une amitié récemment formée avec le roi et surtout avec la reine de Prusse. A toutes ses indécisions, il ajouta le tort plus grand encore peut-être de céder, lui aussi, au goût de la gloire militaire, d'embarrasser de sa présence la responsabilité de ses généraux, et il alla se faire battre piteusement à Austerlitz. Ce n'était pas la faute du prince Adam, dont aucune des idées n'avait été suivie et dont l'influence avait déjà diminué; c'était la faute d'Alexandre, qui, flottant entre toutes les idées et tous les systèmes, blessant l'orgueil de Napoléon sans se rendre compte de ce qu'il faisait, s'était lancé dans cette aventure sans avoir rien prévu ni rien préparé, pour en revenir mécontent de tout le monde et de lui-même, plus que jamais rejeté pour le moment dans l'incertitude et répétant avec amertume : « On ne m'y reprendra plus ! »

Or la campagne d'Austerlitz conduisait à la guerre de Prusse, qui allait éclater un an après, et la guerre de Prusse elle-même, en étendant les conflits, en les portant vers le nord de l'Europe, était de nature à créer une situation nouvelle où cette question de Pologue, devant laquelle Alexandre venait de reculer, pouvait se réveiller tout à coup dans des conditions inattendues. On l'entrevoyait déjà. Tant que le prince Adam avait cru à demi à la possibilité d'une réparation par la Russie et qu'il avait été soutenu dans cette idée par l'amitié et la confiance intime de l'empereur, il était resté au poste ingrat où un

caprice de bienveillance souveraine l'avait placé. Dès que la confiance impériale diminuait à la suite d'Austerlitz et qu'on marchait à grands pas vers une de ces éventualités qu'il avait pressenties à son entrée au pouvoir, où l'intérêt de son pays pouvait se trouver en lutte avec la politique de la Russie, il ne songeait plus qu'à se retirer du ministère. Par délicatesse autant que par prévoyance patriotique, il insistait auprès d'Alexandre pour se dégager du service. Il ne voulait ni rester séparé de son pays au moment d'une crise, ni être soupçonné d'avoir préparé cette crise comme ministre. De ses emplois il ne gardait que le poste tout national de curateur de l'université de Wilna. Ce n'était pas la fin de son amitié et de ses rapports intimes avec Alexandre, c'était la fin de son existence publique en Russie, et c'est ainsi qu'il arrivait libre, sans autre engagement qu'un lien nominal avec Pétersbourg et son attachement personnel pour l'empereur, à ce conflit d'événements au-dessus desquels le nom de la Pologne allait se lever de nouveau.

Je voudrais peindre cette situation qui, à dater de 1806, se prolonge jusqu'en 1815 à travers les plus redoutables, les plus sanglantes vicissitudes, et où la Pologne reprend un rang dans les affaires de l'Europe pour ne plus disparaître, où cette question une fois ravivée grandit dans la mesure même des complications générales. Au milieu de ces grandes péripéties de l'empire qui mettaient aux prises toutes les ambitions pour aboutir à un duel suprême entre la France et la Russie, entre Napoléon et Alexandre, qui par une sorte de fatalité réparatrice faisaient à demi renaître un peuple des convul-

sions du continent, de quel côté pouvait se tourner un patriote polonais? Rien ne semble plus simple aujourd'hui à la lumière de toute une histoire ; le problème était plus obscur alors dans cet état de l'Europe où une idée de justice n'était point précisément l'âme de la politique, et où cette nation même dont les destinées recommençaient à être en question avait pu être abattue, violemment supprimée sans trouver un secours. La France, il est vrai, après avoir paru abandonner la Pologne, après avoir licencié ou envoyé mourir à Saint-Domingue les légions polonaises, la France était la première à reprendre en main cette cause de la restauration d'une indépendance. Avec les provinces qu'elle enlevait à la Prusse, elle créait un duché de Varsovie en 1807; elle agrandissait ce duché d'une partie de la Gallicie en 1809, après la guerre d'Autriche, et le mouvement des choses la conduisait, en 1812, à laisser proclamer sous ses auspices la reconstitution de la Pologne de 1772. Chaque guerre nouvelle élargissait en quelque sorte le cadre de cette nationalité renaissante, qui finissait par retrouver son vrai nom après s'être cachée sous le nom d'une ville et s'être vue un moment confondue dans les États du roi de Saxe.

Au fond cependant, il faut le dire, la politique de Napoléon, même en consacrant ces résultats, était toujours singulièrement énigmatique et peu préoccupée de faire revivre une indépendance. Elle voulait et elle ne voulait pas ; elle appelait les Polonais à l'insurrection, et elle laissait tomber sur leur enthousiasme des bulletins qui leur disaient avec une obscurité solennelle : « Le trône de Pologne se rétablira-t-il? Cette grande nation reprendra-

t-elle son existence et son indépendance?... Dieu seul, qui tient dans ses mains lès combinaisons de tous les événements, est l'arbitre de ce grand problème politique...» La vérité est que pour Napoléon la Pologne était un champ de bataille, une terre féconde en vaillants soldats, un territoire servant à ses combinaisons encore plus qu'une nation à faire revivre. Il était toujours plein de ménagements, tantôt pour la Russie, tantôt pour l'Autriche, sacrifiant à l'une quelques districts, garantissant à l'autre ses possessions, et à chaque proclamation qui enflammait l'esprit national répondait tout un travail de négociations clandestines destiné à diminuer le caractère national de cette résurrection qui allait se concentrer dans un État précaire et factice trop grand pour un duché, trop petit pour un royaume.

Si Napoléon n'eût cédé au caprice violent de ses conceptions gigantesques et de ses distributions arbitraires de territoires, s'il eût saisi nettement et distinctement cette question qui se levait devant lui, il aurait vu que, puisqu'il mettait la main à l'œuvre, il devait se hâter d'avouer cette pensée d'une Pologne reconstituée, de donner à sa création assez d'ampleur et de force pour qu'elle existât par elle-même, et il eût agi ainsi dans son propre intérêt, dans l'intérêt de la France et dans l'intérêt d'un équilibre nouveau de l'Europe. Si même en 1812, au lieu de répondre par des réticences nouvelles aux députés de la confédération polonaise qui se présentaient à lui à Wilna, il se fût arrêté, eût organisé une forte et indépendante Pologne attendant les événements, il eût ainsi bien mieux atteint son but qu'en allant s'enfoncer dans l'in-

connu jusqu'à Moscou, et il eût échappé à cette fatalité sinistre qui l'épiait, lui, son armée et toute sa grandeur. Le malheur de Napoléon fut de faire sans cesse tout ce qu'il fallait pour parler à l'imagination des Polonais, pour les fasciner en les associant à ses victoires, et tout ce qu'il fallait aussi pour exciter les méfiances des esprits réfléchis et clairvoyants ; son habileté était d'entretenir leurs espérances. Au jour des aveux, à Sainte-Hélène, il disait : « Je donnai par ma faiblesse du mécontentement et de la méfiance aux Polonais. Ils virent que je les sacrifiais à mes convenances. Je sentis ma faute, et j'en eus honte. »

En face de cette série d'événements toujours incomplets où renaissait par lambeaux, par fragments, une Pologne qui n'était pas encore une Pologne, quelle était la politique de la Russie, dirigée par l'inquiet et mobile Alexandre? — Si la Russie, devançant la France, comme le proposait le prince Adam, eût, dès 1805, offert aux Polonais cette séduisante satisfaction de les réunir en un royaume séparé sous le sceptre de l'empereur, — un royaume composé des provinces qu'elle possédait elle-même et des provinces prussiennes qui pouvaient être le prix de la guerre, — elle eût réussi peut-être, et dans tous les cas elle eût pris dès ce moment un rôle aussi brillant que nouveau. Si un an après encore, avant la création du duché de Varsovie, Alexandre était revenu avec sincérité à son plan, il aurait pu gagner les Polonais, les arrêter dans leur élan vers la France et balancer la création de Napoléon. La Russie aurait pu d'autant plus aisément suivre cette politique que les haines suscitées par le dernier partage s'étaient un peu assoupies, et qu'elle avait

dans ses mains le premier noyau de ce royaume, qui serait devenu comme un intermédiaire, comme une première défense de l'empire. Il n'en fut rien; les événements marchaient : le duché de Varsovie, en créant une semi-indépendance sous l'influence française, ravivait les haines contre la Russie, montrait de nouveau dans le Russe le véritable ennemi, et lorsque après avoir hésité devant les occasions Alexandre revenait à ses projets, il n'était plus temps; il fallait attendre une occasion nouvelle.

Cet insaisissable empereur flottait toujours entre ses velléités et l'esprit russe, qui ne pouvait s'accoutumer à l'idée d'abandonner les provinces polonaises, fût-ce pour en former un royaume sous le sceptre du tsar. Par une inconséquence bizarre, au moment où il se croyait appelé à être le promoteur de la renaissance de la Pologne, comme il le disait, où il voulait flatter et attirer l'esprit national de ce pays, il se prêtait à des morcellements nouveaux, il acceptait de Napoléon le district de Bialystok en 1807 à Tilsitt, un district de la Gallicie en 1809, et il laissait passer dans une proclamation ces paroles, qui devaient retentir douloureusement dans tout cœur polonais, qui étaient comme l'expression de la crainte qu'on avait de voir la Pologne renaître sous une autre main : « Les provinces polonaises, au lieu d'être réunies de nouveau, restent à jamais partagées entre trois puissances. La Russie acquiert une partie considérable de ces provinces... Toutes les chimères des provinces polonaises détachées de notre empire disparaissent; l'ordre de choses actuel leur met des bornes pour l'avenir... » Alexandre parlait ainsi dans ses manifestes, sauf à dire en

secret que cela ne signifiait rien. Il gardait en effet sa pensée, il la cachait soigneusement, se laissant aller parfois dans ses actes à une politique absolument contraire. Pour lui comme pour Napoléon, c'était une arme qu'il tenait en réserve pour les heures difficiles, et à la puissance de laquelle il croyait.

Placé entre tous ces événements et retiré de la vie publique, le prince Adam se trouvait dans une situation singulière : d'un côté, sans avoir, comme beaucoup de Polonais, une foi complète en Napoléon, il ne se séparait pas de ses compatriotes dans les espérances que leur inspirait le duché de Varsovie; il y voyait tout au moins un germe, un premier pas; d'un autre côte, il avait gardé avec Alexandre des rapports devenus, il est vrai, de plus en plus rares, affectueux encore, quoiqu'un peu embarrassés.

Il n'était pas entièrement et officiellement affranchi du service en Russie : il s'était contenté d'un congé périodiquement renouvelé; mais déjà il demandait à l'empereur de lui rendre sa complète liberté. Ami du souverain, il voulait retrouver sa pleine indépendance comme Polonais. Alexandre éludait, appelait encore de temps à autre le prince Adam, et reprenait avec lui une de ces conversations intimes où il se plaisait autrefois; il revenait à ses projets, et il y revenait avec d'autant plus d'insistance que l'inquiétude croissait en lui. A mesure que les événements grandissaient en effet et que les guerres se succédaient, Alexandre sentait qu'après la Prusse et l'Autriche c'était son tour qui allait venir, qu'il allait être réduit à se soumettre ou à se résoudre à une lutte directe avec

Napoléon. Il se voyait cerné de tous côtés; il flairait la crise, et il y marchait avec une anxiété visible. C'était une raison de plus pour revenir à ses idées sur la Pologne, quoiqu'il se fût laissé devancer, et qu'au lieu d'être sur la Vistule et sur l'Oder il eût en face de lui Napoléon à Varsovie.

Le prince Adam a noté une de ces conversations familières où Alexandre se dévoilait à demi dans les premiers mois de 1810. « L'empereur me dit d'un ton pénétré, raconte le prince Adam : Je ne crois pas que ce soit encore pour cette année, mais je m'attends à la crise l'année prochaine. Nous sommes au mois d'avril, ainsi ce sera dans neuf mois. — En me disant cette phrase et en général pendant toute cette conversation, son regard terne et fixe me rappelait les yeux hagards qu'il avait après Austerlitz. Sa contenance était remplie d'abattement. Je remarquai beaucoup d'inquiétude et un grand désir d'arranger les affaires de Pologne en faisant tout ce qui pourrait dépendre de lui. Il fit plusieurs fois amende honorable vis-à-vis de moi en répétant, sans y être provoqué, que l'année 1805 était la plus favorable pour l'exécution du projet. J'ignore si c'était chez lui conviction ou désir de m'amadouer... » Les circonstances s'aggravaient chaque jour cependant sous l'apparence de relations qui n'avaient encore rien de violent. La lutte s'approchait de façon à rendre la position du prince Adam plus pénible, à lui faire désirer d'être absolument libre de tout lien, et Alexandre, se mettant à l'œuvre dans le plus grand secret, saisissait cette occasion, pour ouvrir avec lui une correspondance qui éclaire aujourd'hui les événements; il lui écrivait dès le 25 décembre 1810 :

« J'ai reçu votre lettre du 15 décembre (27 novembre), mon cher ami, et je ne vous cache pas qu'elle m'a fait beaucoup de peine. Vous voulez rompre le seul rapport public qui existe entre nous, et après une intimité de plus de quinze ans qu'aucune circonstance n'a pu altérer, nous allons nous trouver étrangers l'un à l'autre, si ce n'est pour nos sentiments, du moins pour nos relations publiques. Voilà une idée à laquelle il m'est pénible de m'arrêter, et cela surtout dans un moment où je croyais que notre intimité et nos relations allaient acquérir leur véritable étendue...

« ... Les circonstances actuelles me paraissent bien importantes. Il me semble que c'est le moment de prouver aux Polonais que la Russie n'est pas leur ennemie, mais bien plutôt leur amie véritable et naturelle, que malgré qu'on leur ait fait envisager la Russie comme la seule opposition existante à la restauration de la Pologne, il n'est pas improbable au contraire que ce soit elle qui la réalise. Ce que je vous dis là vous étonnera peut-être; mais, je le répète, rien n'est plus probable, et les circonstances me paraissent des plus favorables pour me livrer à une idée qui a été anciennement mon idée favorite, que j'ai été deux fois dans le cas d'ajourner sous l'empire des circonstances, mais qui n'en est pas moins restée dans le fond de ma pensée.

« Jamais le moment n'y a été plus propre; mais avant d'aller plus loin je voudrais que vous me répondiez point par point et avec le plus grand détail aux questions que je crois devoir faire préalablement avant que de procéder à l'exécution de mon plan... »

Et en effet, les questions se pressent dans l'épanchement impérial. — Quelles sont les dispositions des habitants du duché de Varsovie? Saisiront-ils une certitude de régénération de quelque part qu'elle leur vienne? Se joindraient-ils indistinctement à toute puissance qui proclamerait la restauration de la Pologne? — Y a-t-il à Varsovie des partis différents? Que pensent-ils? Que pense l'armée? Comment agir sur les uns et les autres?— « Voici le moment, ajoutait l'empereur, où vous pouvez servir votre patrie pour la première fois en réalité... C'est avec la plus vive impatience que j'attends votre réponse; tout à vous de cœur et d'âme. »

Ce n'était pas à un négociateur vulgaire qu'Alexandre s'adressait ainsi; c'était à l'ami d'abord sans doute, mais aussi à l'homme en qui il avait vu dès sa jeunesse le confident de ses idées libérales, en qui il voyait encore un plénipotentiaire libre de la Pologne, et qui certes avait le droit de débattre les intérêts de son pays, puisqu'il les avait défendus jusque dans l'intimité impériale. Par elles-mêmes, ces idées n'avaient rien de nouveau; elles n'étaient nouvelles que par la circonstance où elles se produisaient, et aussi par la forme plus nette qu'elles prenaient, par la volonté d'action qu'elles révélaient. Sans se livrer en rien et sans se laisser engager dans un de ces complots d'imagination qu'il avait vus si souvent s'évanouir dans une tergiversation d'Alexandre, le prince Adam ne se croyait pas le droit de repousser pour son pays une chance de plus, si tardive et si inattendue qu'elle fût. Il ne cacha rien à l'empereur dans une lettre tout intime qu'il lui écrivit aussitôt d'une de ses terres de

Pologne où venait le chercher la confidence impériale ; il ne lui dissimula ni les difficultés, ni la gravité de cette résolution, ni les légitimes et invariables prétentions de tout ce qui était polonais, ni le lien d'honneur et de reconnaissance qui attachait les habitants du duché de Varsovie à Napoléon, et qu'il ne serait pas aisé d'ébranler, — ni la puissance de cette confraternité des armes qui mêlait partout les soldats des deux pays, ni la solidarité qui existait dans tant d'esprits entre la cause de la Pologne et la cause de la France, ni enfin l'animosité si vivement excitée contre la Russie. Ce qu'il y avait encore de vague dans les premières confidences d'Alexandre n'échappait pas au prince Adam, et il posait à son tour des conditions, des questions.

Qu'avait-on à offrir à la Pologne pour la gagner, pour la détourner de Napoléon ? Dans tous les cas, la première condition était la réunion de tout ce qui était polonais en un seul royaume, sous un seul sceptre, et la proclamation immédiate de la constitution libérale de 1791 ; il ne faudrait pas moins. « Ce n'est pas par des demi-mesures et avec des réticences qu'on pourra espérer changer tout à coup la méfiance et l'animosité en enthousiasme et en attachement. » — Quelles étaient en outre les forces dont l'empereur pouvait disposer pour entrer dans cette lutte ? Sur quelles alliances pouvait-il compter ? Ne vaudrait-il pas mieux commencer par une tentative pour arriver à un résultat par la paix générale et en conservant en tout les formes les plus loyales ? Quant à lui, en présence d'une situation telle que cette confidence la révélait, il insistait plus que jamais pour être délié absolument du service.

« Si les vues bienfaisantes de Votre Majesté pour la Pologne ne pouvaient se réaliser, disait-il, et que votre politique exigeât de traiter ce pays en ennemi, vous concevez facilement, dans cette cruelle supposition, combien peu je pourrais vous être utile, et combien je dois désirer me retirer du service d'une puissance qui fera, fût-ce involontairement, la ruine de mon pays. Si le plan de Votre Majesté réussit, je pourrai mieux servir la cause commune comme Polonais que comme étant au service de la Russie. »

Alexandre était désormais impatient; il avait l'anxiété et la résolution fiévreuse de la lutte qu'il redoutait et qu'il provoquait à la fois, et il fit un pas de plus dans cette correspondance mystérieuse, où il débattait tout comme avec lui-même, écrivant tout de sa propre main; il se hâtait, et dès le 31 janvier 1811 il répondait au prince Adam; il précisait et serrait les points principaux :

« Me pénétrant bien du contenu de votre lettre, disait-il, j'ai cru pouvoir en tirer sur votre manière de voir les conclusions suivantes :

« Incertitude où vous vous trouvez sur la puissance par qui la restauration de la Pologne doit se réaliser;

« Incertitude pareille sur la nature même de cette régénération, et crainte qu'on ne veuille pas se prêter à ce que tout ce qui faisait la Pologne autrefois soit réuni ensemble;

« Nécessité d'offrir aux Polonais, pour se les rendre favorables, la certitude d'un état de choses préférable à celui dans lequel ils se trouvent;

« Crainte que vous éprouvez sur l'insuffisance des moyens militaires qu'on veut mettre en jeu contre nous...... »

Ces points principaux, Alexandre les traitait l'un après l'autre nettement, péremptoirement, multipliant les garanties, donnant au mot de *régénération de la Pologne* le sens politique et territorial le plus étendu, analysant la situation en homme qui y avait réfléchi, qui en calculait, sans illusion, les avantages et les faiblesses. Au fond, cette situation est clairement définie dans la lettre du 31 janvier 1811. On voit venir la guerre, il ne s'agit plus que de savoir qui sera l'agresseur, qui allumera l'incendie; placés entre Napoléon et la Russie que feront les Polonais du duché de Varsovie? Selon ce qu'ils feront, tout peut changer de face. S'ils restent attachés à la France, la reconstitution de la Pologne fût-elle proclamée par Napoléon, il faudrait avant tout arracher à la Russie les provinces qu'elle possède, et en attendant le sol polonais va devenir le théâtre d'une effroyable guerre. Si l'alliance d'Alexandre est acceptée par les habitants du duché de Varsovie, la régénération de la Pologne peut être proclamée et devenir un fait dès le moment même, en comprenant tout ce qui est terre polonaise. La guerre se trouve transportée sur l'Oder au lieu d'être sur la Vistule ou sur la Bérésina. Une révolution morale s'accomplit en Europe, etc. Je ne fais qu'indiquer ici cet ordre d'idées où l'esprit d'Alexandre s'exalte visiblement. On était au mois de janvier 1811.

Jusque-là cependant rien ne semblait changé encore;

il y avait seulement en Europe une attente inquiète et un pressentiment de conflit. La guerre était dans l'air et dans les délibérations intimes avant d'être dans les manifestes des gouvernements, et les symptômes de rupture se multipliaient. Entre la France et la Russie, entre Napoléon et Alexandre, on n'en était plus aux caresses de Tilsitt, à ce décevant concordat des ambitions. Napoléon sentait une résistance et voulait la vaincre; Alexandre n'était plus sous le charme de celui qu'il avait un moment appelé son ami, et dans le demi-jour des relations publiques du temps les défis s'échangeaient.

Jusqu'à quel point le souverain russe avait-il le droit de compter sur cette confiance des Polonais à laquelle il faisait un secret appel et qu'il avait si peu méritée? Ce qui est certain, c'est que les Polonais à cette heure critique mettaient tout leur espoir en Napoléon; ils oubliaient leurs griefs, leurs mécomptes, pour confondre leur cause avec la sienne, et bien loin de se tourner vers la Russie, ils s'exaltaient au contraire à la perspective d'une lutte qu'ils considéraient comme le signal de la renaissance définitive de leur pays. L'empereur Alexandre, troublé de son isolement, cerné de tous côtés, cherchant une issue vers l'Europe, ne se berçait pas moins de cette illusion, qui était pourtant cette fois bien près d'être une conviction et un dessein sérieux, et à mesure que tout se précipitait, cette correspondance avec le prince Adam, commencée dès 1810, interrompue pendant quelques mois, prenait un accent ému, pénétré, pressant, plein d'une tristesse résolue qui n'est point sans fierté. Le 1er avril 1812, à la veille de la rupture, il renouait une fois encore ce dia-

logue sur lequel rejaillit aujourd'hui la lumière sinistre de l'incendie de Moscou.

« .... La rupture avec la France paraît inévitable. Le but de Napoléon est d'anéantir ou d'abaisser du moins la dernière puissance qui reste sur pied en Europe, et pour y parvenir il met en avant des prétentions inadmissibles et incompatibles avec l'honneur de la Russie. Il veut que tout le commerce avec les neutres soit interrompu ; c'est nous priver du seul qui nous reste. En même temps il exige que, privés de tout moyen d'exporter nos propres productions, nous ne mettions aucune entrave à l'importation des objets de luxe français que nous avons prohibés, n'étant plus assez riches pour les payer. Comme jamais je ne pourrai consentir à des propositions pareilles, il est probable que la guerre doit s'ensuivre, malgré tout ce que la Russie a fait pour l'éviter. Elle va faire couler des flots de sang, et cette pauvre humanité va être encore sacrifiée à l'ambition insatiable d'un homme créé, à ce qu'il paraît, pour son malheur. Vous êtes trop éclairé pour ne pas voir combien de sa part les idées libérales envers votre patrie y sont étrangères. Napoléon a eu à ce sujet des conversations confidentielles avec les envoyés d'Autriche et de Prusse, et le ton dans lequel il s'est expliqué peint très-bien et son caractère et le peu d'affection qu'il porte à vos compatriotes, qu'il ne regarde que comme des instruments de sa haine envers la Russie.

« Cette guerre, que je ne puis plus éviter, à ce qu'il semble, me dégage de tous les ménagements que j'ai eus à garder envers la France, et me laisse la liberté de tra-

vailler à mes idées favorites sur la régénération de votre patrie. Il ne s'agit donc que de déterminer la marche la plus avantageuse à suivre pour assurer le succès de nos plans....

« Quel est le moment le plus propre pour prononcer la régénération de la Pologne? Est-ce à l'instant même de la rupture? est-ce après que les opérations militaires nous auront procuré quelques avantages majeurs?

« Si le second parti est préféré, serait-il utile aux succès de nos plans d'organiser un grand-duché de Lithuanie comme mesure préalable, et de lui donner une des deux constitutions préparées, ou faut-il ajourner cette mesure, pour la confondre dans celle de la régénération de la Pologne entière?

« C'est sur ces questions essentielles que je vous invite à m'énoncer votre opinion franchement.... Je n'entrerai plus ici en discussion sur les deux chances qui se préparent pour la Russie dans cette lutte......

« ... Si la guerre commence, on est résolu ici à ne plus poser les armes. Les ressources militaires qu'on a rassemblées sont très-grandes, et l'esprit public est excellent en différant essentiellement de celui dont vous avez été témoin les deux premières fois. Il n'y a plus de cette jactance qui fait mépriser son ennemi. On apprécie au contraire toute sa force, on croit que des revers sont très-possibles; mais on est décidé, malgré cela, à soutenir l'honneur de l'empire à toute outrance.

« Quel effet la jonction des Polonais ne ferait-elle pas dans ces circonstances! C'est immense, et cette masse d'Allemands menés par force suivrait très-certainement

l'exemple des premiers. Ne serait-il donc pas possible de produire ce grand résultat?...

«..... Adieu, mon cher ami, la Providence seule connaît l'issue qui est réservée à tous les grands événements qui se préparent. Il m'aurait été bien doux de vous revoir à Wilna, pour où je pars dans trois jours; mais je n'ose vous le proposer, sentant parfaitement tout le danger qu'il y aurait pour vous dans cette course. Ne prenez pour guide dans tout cela que votre prudence, et croyez-moi de cœur et d'âme tout à vous pour la vie... »

Ces lettres curieuses, et jusqu'ici inconnues, dont je ne rappelle ici que quelques fragments, révèlent la nature d'Alexandre, les préoccupations, les obsessions et les désirs avec lesquels il marchait à cette lutte inévitable. Elles sont comme le prologue d'un drame où vont se jouer les destinées de la nation polonaise et de l'Europe. Une chose était vraie et bien claire dans cette correspondance: c'est qu'à tout événement, ce duel gigantesque une fois engagé, la Pologne ne pouvait manquer d'être exposée à tous les feux de la guerre.

Au premier instant, il est vrai, malgré des difficultés déjà visibles, cette étrange expédition de 1812 s'inaugure victorieusement par l'invasion de la Russie. Napoléon s'avance, traînant à sa suite les contingents de vingt nations à la tête desquels marche l'armée polonaise, combattant pour elle-même en combattant pour la France. Tandis que l'armée d'invasion s'enfonce en Russie jusqu'à Moscou, la diète réunie à Varsovie se transforme en confédération générale, proclame le rétablisse-

ment du royaume indépendant de Pologne et fait appel aux Polonais de toutes les provinces. La Lithuanie, la Ruthénie s'associent au mouvement.

Il y a un moment où l'on croit avoir touché le but. Laissez passer quelques jours, tout a changé déjà. Cette armée, entrée victorieuse à Moscou, est décomposée par les éléments et se replie en désordre vers les frontières, se disputant pas à pas à la destruction, suivie par les Russes, qui regagnent le terrain perdu. Cette Pologne, née à peine à une vie nouvelle, redevient un théâtre de guerre. Elle n'est pas seulement un champ de bataille matériel, elle est un champ de bataille moral, où en quelques mois les esprits, les cœurs passent par toutes les alternatives d'une confiance exaltée et du découragement. Tout n'est pas dit encore sans doute; mais l'incertitude renaît, le sentiment des malheurs passés se ravive, le patriotisme retrouve toutes ses anxiétés.

Rien ne peint mieux peut-être ces conflits intérieurs et ces alternatives cruelles qu'une lettre dramatique, entrecoupée, de la princesse Czartoryska, mère du prince Adam, à son fils. « Ah! mon cher ami, lui écrivait-elle, une des grandes privations que j'éprouve, c'est que je ne puis plus espérer. Non, l'espérance est morte dans mon cœur. Trente ans de malheurs de tout genre, chaque époque où l'on croyait voir luire un rayon de bonheur suivie d'une déception, à côté de cela toujours des ruines, des malheurs, des pertes, toujours en butte à une sorte de haine... Ah! mon cher ami, je vous le répète, je n'espère plus rien. Tant de gens veulent la mort de cette Pologne, de cette patrie que vous savez, qui pour moi est la

chose principale !... Que n'avons-nous pas fait pour relever la Pologne! Bravoure sans exemple, dévouement jusqu'au délire : qu'ont-ils produit !... » C'est cette même femme, au cœur sincèrement passionné et dévoué, qui bientôt après, voyant les désastres s'accumuler et apprenant la mort du brillant Joseph Poniatowski, écrivait encore à son fils Adam pour le détourner de tout : « Pauvre Pologne! celui qui ne saurait être remplacé par personne nous est ravi à jamais!... Et vous, qu'avez-vous besoin d'aller à Varsovie? Vous n'y ferez rien qui vaille, vous n'y obtiendrez rien. Tout y est sourd et dur comme la pierre. Retournez plutôt à Pulawy; cultivez-y votre terre, elle saura récompenser votre labeur, tandis qu'en vous aventurant où l'on cherche à vous pousser, vous ne récolterez que des chagrins... »

La vérité est que la position du prince Adam Czartoryski était aussi étrange que difficile en face de cette crise de 1812 qui était venue rejeter dans l'ombre les propositions de l'empereur Alexandre et qui mettait en lutte ses sentiments de patriote et d'ami. D'un côté tout le rattachait à la cause nationale. Son père, le vieux prince Adam-Casimir, qui avait plus de quatre-vingts ans, avait été acclamé président de la confédération à Varsovie, son frère Constantin servait comme colonel à la grande armée, son beau-frère, le comte Zamoyski, était un des chefs du mouvement, lui-même il suivait de tous ses vœux la renaissance de son pays et se tenait prêt à envoyer son acte d'accession à la confédération ; mais en même temps, par une délicatesse supérieure, il sentait qu'il devait à une ancienne amitié de ne rien brusquer, de ne point donner

à son patriotisme une forme blessante. C'est à l'empereur Alexandre lui-même qu'il demandait de lui rendre la liberté, en l'affranchissant définitivement du service; il avait déjà plusieurs fois fait cette demande, toujours éludée : il la renouvelait et il finissait par dire avec une émotion triste, mais résolue, que s'il ne recevait point une réponse dans un délai déterminé, il se considérerait comme libre.

Le rôle du prince Adam aux deux moments décisifs de cette formidable crise de 1812 se résume dans un double fait. Lorsque la cause de son pays semblait victorieuse sous la protection de Napoléon et que l'empereur Alexandre semblait menacé de quelque catastrophe, il gardait une certaine réserve qu'il expliquait dans une lettre à M. Matuszewicz, ministre à Varsovie : « La Pologne va renaître de ses cendres, disait-il; elle a l'espoir certain de retrouver toutes ses parties déchirées. Au milieu de la joie de tous, moi seul je suis condamné à mêler des regrets personnels à l'espoir de la prospérité de ma patrie. Mes parents pourront se rendre immédiatement à Varsovie pour assister à l'acte mémorable qui doit recommencer l'existence de la Pologne; je suis condamné à ne pas y paraître... J'ai fait mes preuves d'attachement inébranlable à mon pays et à ma nation. Comment mes vœux ne seraient-ils pas pour cette cause sacrée à laquelle mon père, mon frère, toute ma famille, tant d'amis vont concourir?... Si les destinées de ma patrie étaient encore incertaines, si pour la sauver il fallait sacrifier les considérations les plus respectables, je ne devrais pas balancer, ou du moins je pourrais présenter une excuse à moi-même

et à ceux qui me jugeront; mais qui peut douter des résultats de cette lutte? qui serait assez privé de bon sens pour ne pas voir que toutes les probabilités promettent le succès au génie de la victoire? Tous les malheurs menacent au contraire Alexandre : serait-il noble d'ajouter par une précipitation si peu loyale à tant de désastres imminents l'amertume que lui causerait l'ingratitude de la part de celui qui lui devait une reconnaissance particulière? Une personne de plus ou de moins en ce moment ne saurait influer sur les chances qui s'ouvrent pour la Pologne, ni faire tomber un seul grain dans la balance où l'avenir des nations est déjà résolu et pesé par une main aussi habile que puissante... »

Lorsqu'au contraire la fortune avait changé, lorsque c'était la cause de la Pologne qui pliait sous la défaite et que la Russie était victorieuse, le prince Adam se tournait vers Alexandre, insistant plus que jamais auprès de lui pour être libre de tout lien, se rattachant à son pays avec une énergie ravivée par le malheur et revendiquant une solidarité entière avec ses compatriotes menacés. « Sire, écrivait-il au souverain russe vers les derniers jours de 1812, j'ai refusé jusqu'à présent d'envoyer mon accession à la confédération ; mais je me suis joint à elle par sentiment, j'y ai adhéré de tous mes vœux pour ma patrie, mes lettres à Votre Majesté le témoignent. Ce n'est pas lorsque mes compatriotes croient voir approcher le moment où leurs intentions les plus droites, leurs sacrifices les plus héroïques, leurs pertes les plus sensibles ne seront suivis que par des malheurs plus grands encore, ce n'est pas, dis-je, lorsque toutes les espérances de mon pays sem-

blent péricliter que j'irai me rétracter et renier devant Votre Majesté une cause sacrée pour tout Polonais, et qui restera belle et juste, si même elle ne cesse d'être malheureuse... »

C'est ainsi que dans la scrupuleuse délicatesse d'une conscience loyale et sûre d'elle-même le prince Adam puisait le droit de ne désavouer aucun de ses sentiments, ni une ancienne amitié ni son patriotisme, mettant le patriotisme au-dessus de tout sans doute, mais n'ayant rien à renier. Et c'est ainsi en même temps qu'en présence des désastres qui grandissaient pour la Pologne comme pour la France, il pouvait seul peut-être se tourner vers Alexandre et lui écrire : « Les événements de la guerre prenant une tournure qui semble décisive, je crains que personne ne veuille à présent plaider auprès de Votre Majesté les intérêts de ma patrie... Je ne saurais m'imaginer que Votre Majesté, après avoir voulu quand elle ne pouvait pas, ne veuille plus maintenant qu'elle peut tout ce qu'elle voudra. Ce sont des moments qui ne reviennent pas dans la vie... » Et en effet Alexandre lui répondait : « Les succès ne m'ont pas changé, ni dans mes idées sur votre patrie ni dans mes principes en général, et vous me trouverez toujours tel que vous m'avez connu... A mesure que les résultats militaires se développeront, vous verrez à quel point les intérêts de votre patrie me sont chers et combien je suis fidèle à mes anciennes idées ; quant aux formes, vous savez que les plus libérales sont celles que j'ai toujours préférées... » C'était du moins une dernière chance renaissant du désastre même, et pour faire arriver les idées d'Alexandre à maturité, pour leur ouvrir un jour,

il avait fallu d'étranges événements qui changeaient en courant la face du monde.

Qu'on songe en effet à cet amas d'événements au bout desquels une bonne volonté d'Alexandre, longtemps indécise et vaine, peut apparaître comme une sauvegarde possible pour la Pologne. Pour en venir là, il n'avait fallu rien moins qu'un ébranlement du continent, des luttes gigantesques, le reflux de l'Europe contre Napoléon, la coalition de tous les sentiments froissés, de tous les intérêts révoltés contre une domination enivrée d'elle-même, et, ce qui était plus imprévu alors, la défaite de celui qu'on s'était presque accoutumé à croire invincible, dont la fortune n'avait reculé devant rien jusque-là. Dans la situation d'esprit de l'empereur Alexandre, qui se croyait avec une certaine candeur le libérateur de l'Europe, cette idée de renouer une tradition de sa jeunesse, de se montrer libéral en tout, de reprendre ses projets de réparation et d'équité envers la Pologne, cette idée devait lui sourire; elle se liait sans doute à une pensée d'ambition qui se trouvait satisfaite par un agrandissement pour la Russie, par le lustre d'une couronne pour Alexandre, flatté peut-être de pouvoir, comme Napoléon, s'appeler empereur et roi; elle existait pourtant, elle survivait à la guerre, et c'était encore une dernière chance pour la Pologne, retombée sous la loi de la conquête et mise au rang de tous ces territoires que les vainqueurs allaient se distribuer.

Toutes les pensées d'Alexandre sur ce qu'il appelait la régénération de la Pologne ne se réalisèrent pas. Elles étaient combattues par la diplomatie, qui ne voyait dans l'annexion du duché de Varsovie à la Russie qu'un agran-

dissement démesuré, et dans la création d'un royaume de Pologne que la menace d'une prépondérance russe substituée à la prépondérance française, une ambition déguisée sous une forme libérale; elles étaient plus vivement combattues encore par les Russes, excités contre les Polonais par tous les souvenirs de la guerre, exaltés dans leur orgueil, portés d'ailleurs par instinct à redouter toutes ces combinaisons libérales qui créaient des droits, des espérances, un antagonisme de situations là où ils ne voyaient qu'une domination à établir et un pays conquis à absorber.

Ce qui sortait de cette crise et de tous les débats diplomatiques de Vienne, c'était du moins ce qui s'est appelé l'œuvre de 1815 : un royaume séparé et distinct pouvant s'étendre aux provinces polonaises plus anciennement incorporées à la Russie, une constitution libérale, une armée nationale, la langue respectée, les fonctions exercées par les Polonais, une autonomie complète, un cadre et un premier noyau de nationalité, et ici se retrouve l'influence du prince Adam, ramené par les événements auprès de l'empereur de Russie. Par un retour singulier de fortune, celui qui avait été pour Alexandre un confident de jeunesse, à qui il s'était adressé comme à un négociateur avant la lutte, et dont il avait été tout près d'être séparé à jamais, se retrouvait après la guerre un ami, un conseiller écouté. Le prince Adam avait suivi Alexandre à Vienne, il le voyait à tout instant, et c'est lui qui inspirait ces combinaisons où il faisait entrer le plus qu'il pouvait de la pensée nationale.

Tout ce mouvement de Vienne est décrit dans une

lettre du prince à son père : « Les affaires politiques se sont embrouillées dès le commencement, disait-il; on s'est embourbé dès le premier pas, et on ne sait pas en sortir. D'abord c'est la Pologne que tout le monde dispute à l'empereur Alexandre, puis c'est la Saxe que le roi de Prusse voudrait avaler. Vient après l'Allemagne, toute décousue et mécontente. Enfin c'est l'Italie, qui déteste les Autrichiens, auxquels on la livre. Les deux premiers sujets occupent principalement l'attention générale. L'empereur Alexandre, mal servi par les siens, tracassé par les autres, tient cependant ferme... Tous les cabinets sont contre lui, personne n'ose dire un mot en notre faveur. Les Russes vomissent des imprécations, blâment l'empereur. Étrangers et Russes hurlent à grand orchestre. Ils me font aussi l'honneur de m'accabler de leur haine en me proclamant défenseur de notre cause et conseiller intime de l'empereur. Malgré ce déchaînement, jespère que les choses viendront à une fin passable... » Expression exacte et animée de cette confusion de Vienne!

Que l'empereur Alexandre ait été sincère dans ses bons mouvements pour la Pologne, dans les combinaisons qu'il faisait consacrer par la diplomatie et qu'il complétait par une constitution libérale, on n'en peut guère douter, et il le prouvait en envoyant le prince Adam Czartoryski à Varsovie pour travailler à l'organisation du nouveau royaume, en lui remettant des instructions qu'il l'autorisait à produire au besoin pour donner plus de force à ses conseils. Malheureusement l'empereur Alexandre, après avoir créé le royaume de Pologne, le livrait aux caprices despotiques de son frère le grand-duc Constantin; il se

croyait en règle avec lui-même en continuant à manifester des vues bienveillantes et libérales sans trop s'inquiéter de ce que devenait la réalité, et ici commençait une situation nouvelle où tout était contradiction, qui n'a fait que s'aggraver pendant quinze ans. L'empereur voulait le bien de loin; il voulait que son œuvre fût respectée, que les Polonais fussent satisfaits et gouvernés avec justice, et à Varsovie tout allait à la russe. Les lois restaient inexécutées, la constitution n'était qu'une vaine et pénible comédie. Le grand-duc Constantin étonnait et effrayait par les violences de son humeur fantasque. Un jour un habitant, pour je ne sais quel léger manquement, était enfermé; on lui rasait les sourcils et les cheveux, et on lui administrait cinq cents coups de bâton. Des officiers de l'armée brutalement offensés étaient réduits à se brûler la cervelle.

Les lettres incessantes du prince Adam à Alexandre sont le curieux reflet de cette étrange expérience du régime constitutionnel en Pologne. Témoin impuissant de toutes ces violences, le prince Adam écrivait à l'empereur : « Sire, au risque de déplaire, je dois parler avec franchise... Le grand-duc paraît avoir pris en haine ce pays et tout ce qui s'y passe; l'armée, la nation, les particuliers, rien ne trouve grâce à ses yeux. La constitution surtout est matière à sarcasmes continuels : tout ce qui est règle, forme, lois, est hué et couvert de ridicule... On dirait qu'il y a un plan formé pour contrecarrer les vues de Votre Majesté et rendre illusoires ses bienfaits. Son Altesse Impériale serait dans ce cas, sans le savoir, l'instrument aveugle de cette conception qui tendrait à exaspérer également les Russes et les Polonais, et

à frapper de nullité les paroles les plus solennelles de Votre Majesté... » Un autre jour, un peu plus tard, le prince Adam écrivait encore : « Une idée circule dans beaucoup de têtes, c'est qu'il y a une sorte de tendance tacite à dégoûter les hommes de talent et de caractère, et à introduire dans le gouvernement des subalternes ambitieux, avides, perdus de réputation. De cette manière, dit-on, tout traînera et s'embrouillera davantage ; les réformes les plus salutaires seront dénaturées. Il y aura beaucoup d'ordonnances sur le papier et peu de bons résultats. Le gouvernement ainsi composé perdra de plus en plus son crédit et sa considération ; il deviendra par là l'instrument de sa propre destruction, qu'il finira par proposer peut-être lui-même... »

Il résultait de cet état de choses que le malaise et la méfiance allaient en croissant ; les esprits s'irritaient et le despotisme redoublait, fermant devant le pays toutes les issues, le dépouillant en détail de tous ses droits. L'empereur lui-même, avec la faiblesse des hommes à demi chimériques qui n'aiment pas la réalité, plus accessible d'ailleurs à l'air de réaction qui soufflait en Europe, finissait par se dégoûter, s'impatienter, et par rejeter sur le caractère polonais ce qui n'était tout au plus que la faute du gouvernement. Ces institutions qu'il avait données, il les laissait systématiquement altérer et dissoudre, reculant devant toute initiative et ne se sentant peut-être pas assez fort pour entrer en lutte avec l'esprit russe, qui dénaturait son œuvre dans le royaume et envahissait tout sous son autorité impatiente et fatiguée. Le vrai roi, ce n'était point Alexandre, c'était le grand-duc Constantin,

type et personnification de cet esprit russe à Varsovie : prince étrange, aux larges épaules, à la taille svelte serrée dans un uniforme, à la tête de Kalmouck surmontée d'un chapeau ombragé de plumes de coq, à la voix rauque, aux sourcils blancs et hérissés, cachant un regard fauve et perçant qui était une menace. Constantin ne se doutait même pas qu'il y eût une autre loi que sa volonté ; il bouleversait tout, l'administration, l'armée. Quoique prince, et ayant, comme membre de la famille régnante, une place dans le sénat, il avait eu l'idée bizarre de se faire nommer à la chambre des nonces par le faubourg de Praga, à Varsovie. On se serait bien gardé de ne pas le nommer, et, une fois nommé, de ne pas le réélire. Il paraissait de temps à autre à la diète ; on dit même qu'il parla une fois. Son grand souci était l'inspection des sentinelles distribuées de tous côtés.

C'est pourtant ce prince qui est l'expression significative de cette époque constitutionnelle en Pologne, même sous Alexandre. Alors commençait, pour aller en croissant, ce système de réaction et de falsification universelle. Les Russes ne devaient point avoir d'emplois dans le royaume, et par le fait ils envahissaient tout, ils empêchaient tout développement régulier. La liberté de la presse était accordée par la constitution sauf les lois qui devaient la régler, et on établissait la censure par cette raison plausible que la prévision de lois répressives n'excluait nullement les mesures préventives. On livrait à la censure les journaux d'abord, puis les livres publiés en Pologne, puis les livres venus du dehors. On supprimait l'instruction primaire et on bannissait de l'instruction supérieure tout ce qui pou-

vait nourrir des idées de patriotisme et de liberté. Les séances de la diète devaient être publiques selon la charte constitutionnelle, et un oukase supprimait tout simplement cette publicité. On finit même par supprimer les procès-verbaux des séances, sous prétexte que cela ne pouvait qu'entretenir « les dissensions entre les habitants. » La constitution assurait des garanties judiciaires, et des commissions d'enquête annulaient l'action régulière des tribunaux. La liberté individuelle était garantie, et les prisons d'État se remplissaient par simple mesure de police. Et s'il en était ainsi déjà sous Alexandre, qu'était-ce donc sous son successeur, sous Nicolas, dont le règne commençant était signalé par un immense procès d'État où toutes les garanties de justice étaient violées, où des arrêts réguliers étaient annulés? Je ne parle pas de ce qui a suivi la révolution de 1830, cette révolution qui ne fut qu'une protestation nationale contre tout un système de destruction.

Tant que le prince Adam, dans les premières années du règne d'Alexandre, avait espéré faire le bien, il était resté à son poste. Sa correspondance de ces premières années n'est qu'une énumération invariable de tous les abus, de toutes les violations des lois, un appel incessant et prévoyant à l'empereur. « Qu'il me soit permis encore une fois, disait-il, de rappeler l'indispensable nécessité de s'en tenir saintement à la constitution, et de donner à ce sujet des instructions très-précises au lieutenant. Cela comprend tout. Que les habitants du royaume se sentent et se voient Polonais ; qu'ils se gouvernent chez eux, qu'on les laisse librement et paisiblement travailler à l'amélioration

de leur état intérieur : à ces conditions, le pays s'attachera à son union avec la Russie, pourvu que ce lien soit de nation à nation, pourvu que le fait et l'illusion d'une Pologne véritable et constitutionnelle soient conservés. Cet amour passionné d'une nationalité distincte est la seule source de jalousie et de lutte qui puisse exister entre les deux peuples. L'offensive sur ce point de la part des Russes, la défensive de la part des Polonais, produiront encore des tiraillements, de l'amertume, des craintes et des malentendus que la sagesse seule de Votre Majesté peut calmer. »

Quand le prince Adam vit tout se gâter sans espoir de remède, il commença de s'éloigner. Ses rapports avec Alexandre se refroidissaient encore une fois et redevenaient embarrassés, contraints. Ils s'étaient rapprochés un instant après 1815 pour se séparer bientôt plus que jamais. Ils eurent une dernière entrevue vers 1823. L'empereur, préoccupé et embarrassé, voulait à tout prix faire entrer le prince Adam dans la hiérarchie russe; il voulait lui faire accepter quelque dignité, des décorations. « Enfin, mon cher Adam, lui dit-il, il faut entrer dans une position régulière. — Sire, répondit le prince Adam, vous devez vous souvenir que ce n'était pas dans nos conditions. » Ils se quittèrent pour ne plus se revoir. L'un, assailli de troubles et d'inquiétudes, allait bientôt mourir à Taganrog d'une mort mystérieuse; l'autre se rattachait plus que jamais à son patriotisme, qui le portait en 1831 à la tête du gouvernement national polonais, pour le jeter ensuite dans l'exil, où, guéri de toute illusion, il gardait encore d'Alexandre un souvenir attendri.

Ces rapports qui naissent dans une illusion de jeunesse et qui s'évanouissent dans une déception de patriotisme, ces lettres, ces communications intimes, jettent, si je ne me trompe, un jour singulier sur les événements d'aujourd'hui, sur cet ordre de tentatives où on cherche encore le remède d'une situation impossible, la solution d'une question qu'on croit toujours résoudre, et qui renaît sans cesse comme un mal dont on n'atteint pas la racine. Voici en effet, je le disais, un prince, vrai phénomène en Russie par l'éducation de son esprit, par ses instincts de progrès et de justice: dès son adolescence, il proteste dans la solitude contre les excès de la force, contre une politique dont il voit partout autour de lui les manifestations criantes. La Pologne mutilée est pour lui un tourment, et même quand il ne fait rien pour elle, il aime à en parler; il se sent moralement obligé d'adoucir ce qu'il y a de cruel dans un partage que sa conscience désavoue. Le jour où il a le pouvoir et l'occasion, il se fait une sorte de point d'honneur de ne pas oublier ce qu'il pensait la veille, de donner une forme ostensible à ses préméditations secrètes de réorganisation nationale d'une Pologne; sauf l'indépendance complète, il multiplie les garanties de nationalité, de liberté, et il *force* l'Europe, selon sa parole, à sanctionner diplomatiquement les garanties inscrites dans des traités, dans une constitution.

Voici en même temps un Polonais jeté par la mauvaise fortune dans une cour ennemie et gagné à cette jeunesse séduisante d'un prince exceptionnel, qui se révèle tout à coup à lui comme un adepte caché de 1789, qui veut être, qui se croit libéral dans un monde d'absolutisme. Il

n'abdique pas pour son pays des droits qu'aucune violence n'efface, il n'abaisse ni son caractère de Polonais ni la dignité de sa nation; mais, voyant l'état du continent, l'inimitié ou l'abandon des puissances européennes, l'impossibilité trop évidente pour le moment d'une résurrection nationale spontanée se disputant sans secours à trois dominations, il se dit qu'il y a du moins peut-être une chance dans cette bonne volonté d'un prince qui aime la justice, qui nourrit même pour la Russie l'ambition d'une politique réparatrice. Il attend sans illusion et sans découragement; il se prête aux temporisations, aux négociations et aux essais, et lorsque après une métamorphose européenne accomplie dans le sang cette bonne volonté d'un empereur de Russie paraît vouloir se traduire en action, il est le premier à prendre au sérieux cette tentative.

L'un et l'autre, l'empereur russe et le patriote polonais, sont évidemment sincères dans leur alliance; l'amitié qui les lie est un moyen de plus de succès. Ils sont l'expression vivante de ce système de relations entre deux pays qui s'est appelé l'union personnelle. Bien mieux, au moment où cette tentative se fait, les conditions sont moins défavorables qu'elles ne l'ont jamais été depuis. Les haines n'ont pas eu le temps de s'exaspérer, les incompatibilités ne sont pas devenues aussi éclatantes, les impossibilités aussi absolues. Or, ce que l'empereur Alexandre Ier et le prince Adam Czartoryski n'ont pu faire avec leur bonne volonté dans des conditions plus favorables, espère-t-on le faire aujourd'hui par je ne sais quel rapprochement impossible, — ou au nom de l'Europe, — après quarante ans de luttes, de persécutions inouïes,

d'exaspérations, d'essais inutiles, de déceptions renouvelées qui n'ont fait que mettre en lumière en l'aggravant cette question douloureuse pour la rejeter sanglante à la face du monde?

Toutes ces solutions par voie d'arrangement direct ou de garantie diplomatique qui se sont appelées de tous les noms, autonomie, union personnelle, séparation administrative, toutes ces solutions, dont on peut rassembler les éléments en les combinant d'une autre façon, ont été essayées; on a cru les avoir, elles n'ont point réussi. Et lorsque la France, par l'organe de M. Drouyn de Lhuys, dit à la Russie : « Ce qui caractérise les agitations de la Pologne, ce qui en fait la gravité exceptionnelle, c'est qu'elles ne sont pas le résultat d'une crise passagère; ces convulsions, devenues périodiques, sont le symptôme d'un mal invétéré : elles attestent l'impuissance des combinaisons imaginées jusqu'ici pour réconcilier la Pologne avec la situation qui lui a été faite; » — lorsque l'Angleterre, par la voix de lord John Russell, dit, pour montrer l'insuffisance des institutions et des lois récentes dont la Russie promet le maintien : « Il est évident qu'on ne pourrait obtenir aucune sécurité en se soumettant encore aux mêmes lois; quand ces institutions sont en pleine force, on peut emprisonner comme des criminels des hommes innocents ou les condamner au service militaire, ou les bannir dans des pays éloignés, le tout sans jugement, sans publicité, en un mot sans aucune garantie;... » — lorsque la diplomatie des deux puissances de l'Occident parle ainsi en constatant l'impuissance des combinaisons passées et des garanties qu'elle a cru avoir,

elle constate elle-même l'impuissance des combinaisons et des garanties qu'elle chercherait dans les conditions de l'organisation actuelle de l'Europe.

Que peut-on en effet demander aujourd'hui à la Russie dans ces conditions, en renfermant d'avance, comme le font quelquefois des esprits futiles et importants, cette question de l'existence d'un peuple dans le cercle d'un dialogue diplomatique? — Une constitution libérale? la Pologne l'a eue et ne s'en est pas mieux trouvée. L'autonomie, un conseil d'État polonais, des conseils électifs de provinces, de districts? c'est accordé. Des concessions? la Russie en est prodigue. — Des lois, des institutions? elle les a promulguées, et elle assure qu'elle veut les maintenir, les développer même.— Des garanties? elle en donnera demain, si l'on veut. — Du libéralisme? l'empereur Alexandre n'a que cela, il égale l'empereur des Français. — Et après, l'Europe ayant épuisé les moyens diplomatiques, puisqu'il est bien clair qu'on ne peut demander diplomatiquement à la Russie ce qu'elle ne peut accorder, l'Europe se retirera-t-elle tranquille dans la satisfaction de son œuvre?

Et si les Polonais, éclairés par tant d'expériences décisives, refusent de se prêter à cette comédie nouvelle d'institutions couvertes d'une sanction diplomatique aussi inviolable que toutes les autres! si cette insurrection qui, au lieu de diminuer, ne fait que grandir depuis qu'elle est née, dont les tronçons sanglants se débattent victorieusement entre les colonnes russes, qui est aujourd'hui la nation armée et qui trouve un inépuisable aliment non dans la révolution, comme on le dit à

Pétersbourg, mais dans la conscience de l'Europe moderne, si cette insurrection refuse de se soumettre, la Russie se trouvera-t-elle déliée? Sera-t-elle dans ses répressions implacables et dès lors légalisées la mandataire de l'Europe, l'exécutrice de l'arrêt diplomatique avec ce concours moral auquel elle fait un appel qui ressemble à une ironie pour l'Occident? A moins que, sur l'invitation de la Russie et pour la glorification des moyens diplomatiques, nous n'allions, nous aussi, nous nations de l'Occident, faire la guerre à la Pologne pour lui imposer le bienfait de nos combinaisons merveilleuses, et éteindre dans son foyer cette révolution universelle qui court nos rues, à ce qu'il paraît, qui va nous engloutir, à ce que le prince Gortchakof nous assure dans ses dépêches !

Qu'on ne s'y trompe donc pas, il y a aujourd'hui deux politiques en présence : l'une n'ayant sans doute nul parti pris d'animosité contre la Russie, mais décidée à reprendre cette question de Pologne dans un intérêt de justice supérieure comme dans l'intérêt de la sécurité durable de l'Europe ; l'autre, vague et impuissante, qui croit répondre à tout en se plaçant en équilibre entre ce qu'elle appelle les témérités et les défaillances, et qui, en remettant tout d'avance à la diplomatie, en se dérobant dans les subterfuges d'une importance affairée, ne cache au fond qu'une pensée d'abandon. C'est la pensée des mouches du coche diplomatique. Je ne dis pas que ce soit celle des puissances de l'Europe. Si elles devaient en rester là, si la question de Pologne n'était pour elles qu'une question d'humanité et d'attendrissement, elles ont trop fait : elles ont fait entendre à la Russie des paroles trop

sévères, trop graves, et elles n'auraient réussi qu'à ménager à son orgueil une victoire dont elles payeraient le prix quelque jour dans des occasions moins favorables. Il n'aurait pas fallu dire au cabinet de Pétersbourg que sa politique risquait de créer une situation pénible, lui laisser entrevoir des conséquences qui ont un nom, si déguisé qu'il soit sous les formes de la diplomatie. Il n'aurait pas fallu, comme l'a fait l'Agleterre, tant insister sur la vanité de ses garanties et les déceptions permanentes de son système. C'était trop pour s'arrêter. Si la pensée de l'Europe, de la France, est de résoudre cette grande et tragique question par une justice tardive rendue à l'indépendance d'un peuple, il n'y a pas trop d'illusions à garder sur ce que peut la diplomatie, quelque bonne volonté qu'elle ait de croire à ses œuvres et à la possibilité des transactions ; seulement il ne faudrait pas attendre pour refaire une Pologne qu'il n'y eût plus de Polonais vivants !

VIII

LE CARACTÈRE DE LA LUTTE ACTUELLE

ÉPILOGUE

A mesure que le nœud des affaires de Pologne se resserre, cette grande, cette tragique question apparaît dans ce qu'elle a de profond et de complexe. On s'efforce de la saisir, de la ramener à quelques points précis et pratiques, et de tous côtés elle échappe, elle dépasse le cercle où on veut l'enfermer. On fait ce qu'on peut pour la réduire à une question de réformes, de légalité, d'exécution des traités, d'adoucissement de domination, et on s'aperçoit bien vite que toutes ces combinaisons laborieusement poursuivies ne sont que de vains palliatifs, qu'il y a autre chose qui s'agite. On recule devant les difficultés, on appelle le temps à son aide, on laisse passer des mois d'anxiété, et le temps ne fait qu'accumuler les difficultés

en les envenimant, en élargissant chaque jour cet abîme sanglant au sein duquel un peuple se débat seul, livré à lui-même, sous l'inspiration enflammée et irrésistible de son héroïsme. Abandonner ce peuple, on ne le peut évidemment, on ne le peut plus ; ce serait le déshonneur de ceux qui l'abandonneraient, et même le déshonneur sans sécurité, sans l'assurance de la paix comme rançon d'une abdication européenne. Aller au secours de cette nation descendue comme un lion dans l'arène, on a hésité jusqu'ici, on hésite encore, ou du moins on s'interroge sur ce qu'on peut faire, et en attendant tout s'aggrave.

Tant que les Polonais n'avaient pas les armes dans les mains, le problème pouvait sembler obscur ou n'être envisagé que dans le lointain; on pouvait éviter de le soulever, puisqu'il ne s'imposait pas de lui-même impérieusement. Depuis que l'excès de l'oppression a jeté dans les bois tout ce qu'il y a de viril en Pologne pour livrer un combat suprême et désespéré, la vérité des choses se fait jour invinciblement. On le sent bien, ce n'est plus une question de réformes et d'améliorations dans la limite de traités dont il ne restera bientôt plus rien ; ce n'est plus même seulement une question politique d'indépendance, ou du moins c'est bien sans doute une question d'indépendance, mais c'est encore et surtout la lutte acharnée et émouvante de deux sociétés, de deux mondes qui se heurtent dans une crise soudaine, quoique toujours prévue. Et c'est ce qui fait que l'intervention européenne, lors même que les gouvernemens ne le voudraient pas, a une signification plus étendue et plus générale que tout ce que peuvent dire les formules diplomatiques, de même

qu'une victoire définitive de la Russie, si elle était possible, si on la laissait s'accomplir, aurait des conséquences bien autrement graves, bien autrement décisives que ne semblent le croire ceux qui n'y verraient tout au plus que le maintien de ce qui existe. Sous ce voile d'atténuations et d'interprétations dont la diplomatie couvre les affaires de ce monde, il s'agit après tout de savoir à qui appartiendront désormais moralement ces contrées couvertes aujourd'hui de deuil et de ruines, qui vaincra dans cette lutte, — la civilisation occidentale, dont la Pologne est l'héroïque champion, ou l'esprit anti-européen, l'esprit de despotisme asiatique, dont la Russie, quoi qu'elle fasse, demeure la personnification armée, même dans ses essais de métamorphoses libérales.

Voilà ce qui se révèle surtout dans ces pages d'une vigoureuse substance et d'une entraînante animation qui ont paru sous ce titre de *la Pologne et la Cause de l'ordre*[1]. Peu d'écrits ont analysé avec plus de nouveauté, d'élévation et de pénétrante éloquence cette situation, sur laquelle on s'accoutumait presque à s'endormir, et qui, en se dévoilant subitement, est venue s'imposer à toutes les pensées, à toutes les politiques. Ici nulle banalité, point de déclamations vagues ou de considérations inutiles; tout marche au but. Ce n'est point certes l'émotion qui manque à ces pages; c'est *un Polonais* qui les a écrites sous l'impression des luttes tragiques de son pays, et le sentiment patriotique échauffe, colore cette série de déductions vigoureuses ; seulement,

[1] *La Pologne et la cause de l'ordre*, in-8, 1863.

dans cette émotion même, dans cette chaleur de sentiment patriotique il y a une réflexion sagace et ferme, un sens supérieur des situations, une vue nette et hardie des conditions morales de ce conflit qui touche à tout, à l'organisation extérieure comme à la sécurité sociale de l'Europe. C'est la démonstration de la nécessité d'une Pologne reconstituée par toutes les considérations d'équilibre, d'ordre public, de sûreté universelle. C'est la mise en lumière de ce fait souverain et décisif que, dans la lutte aujourd'hui engagée, la Pologne est le soldat, non-seulement de son droit et de sa liberté comme nation, mais du droit et de la liberté de tous, de la civilisation de l'Europe, des idées qui sont l'essence de la société moderne.

Il y a bien des gens dans le monde pour qui une insurrection, de quelque façon et dans quelques conditions qu'elle éclate, est toujours l'œuvre de l'esprit révolutionnaire. Quand ils ont prononcé ce mot fatidique, ils croient avoir tout dit; ils expliquent tout par la révolution cosmopolite et sociale qui a ses foyers à Paris et à Londres, prête à se répandre en tous pays. Que des influences révolutionnaires aient pénétré en Pologne comme partout, qu'elles ne soient point étrangères dans une certaine mesure à l'insurrection actuelle, ce n'est peut-être pas bien surprenant. Qu'on songe à la dure et effroyable condition où depuis longtemps se débat cette nation malheureuse, ne trouvant autour d'elle « qu'un gouvernement oppresseur, la loi toujours éludée, la justice toujours vendue, » réduite à vivre dans un état qu'on lui dit être sanctionné par des traités solennels et

qu'on décore du nom d'ordre public européen, revendiquant sans cesse un droit imprescriptible et ne rencontrant que l'indifférence ou des sympathies inertes, essayant parfois de secouer le poids d'une infortune séculaire et retombant toujours vaincue et désespérée sous le joug !

Ce qu'il en coûte dans un pays ainsi organisé pour faire un homme, rien que pour faire un homme, l'éloquent anonyme le dit lui-même avec un sentiment profond ; « Savez-vous, s'écrie-t-il, ce que c'est que la vie d'un Polonais de nos jours ?... Dès l'instant où il parle, dès cet instant où toutes les mères enseignent à leurs fils Dieu, l'honneur et le devoir, la mère polonaise enseigne déjà au sien la patrie. C'est le seul moment qui lui soit laissé pour prononcer cette parole, et il faut que l'enseignement soit assez fort pour suffire à toute une vie. Aussi, dès lors, à l'âge le plus riant de l'enfance, sur les genoux de sa mère, l'enfant apprend qu'il est né maudit par l'ordre humain, mais qu'il doit fièrement porter la malédiction. Devant sa blonde petite tête se pressent déjà les images sanglantes des souffrances des ancêtres, des images de mort, de cachot et d'exil, de frein rongé dans le silence. Dans son pauvre cœur d'enfant sa propre mère renouvelle tous les jours les angoisses des trois partages. Il apprend dès lors, chose inconcevable, qu'il est un bien, une vérité, un amour qu'il doit cacher à tous les yeux, qu'il est des cas où il doit feindre le mal pour ne pas s'exposer à la vengeance des oppresseurs, qu'il est un devoir sacré qu'il n'est pas libre de remplir au grand jour... Eh bien, placez cet homme ainsi fait dans un état

social impossible... placez, dis-je un tel homme dans un tel milieu et dites-lui qu'il faut qu'il y reste, que cet état de choses est consacré par des traités solennels, que l'intérêt de l'ordre en exige le maintien; dites-lui que les peuples ses frères par la civilisation et la foi n'entreprendront *jamais rien* pour sa délivrance de peur de troubler leur sommeil !... »

Certes voilà une nation faite pour devenir l'ennemie de tout ordre établi, pour être accessible à toutes les pensées de destruction et de révolution ! Et malgré tout cependant il n'en est rien. L'esprit révolutionnaire est à la surface ; il se traduit en exaltation, en ardeur de combat. Au fond, la Pologne est restée une nation essentiellement conservatrice dans son esprit et dans son organisme. Elle a si bien gardé ce caractère, comme le remarque l'auteur de *la Pologne et la Cause de l'ordre*, que, même depuis le commencement de la crise actuelle, pas un acte, pas un fait, pas une parole ne révèle la prédominance de la pensée révolutionnaire. Le don de la propriété a été fait aux paysans selon les conditions qui avaient été fixées par la Société agricole en 1861. Les châteaux ont été respectés comme les chaumières. Nulle excitation n'est venue essayer de soulever les dangereux instincts des multitudes. Ce qu'est la Pologne en réalité, c'est une société conservatrice et libérale, issue de 89, ne prenant de la révolution que ce qui est devenu une vérité universelle, la passion de la liberté individuelle, de l'égalité civile, de la liberté religieuse, de la liberté politique ; ce qu'a été la Pologne, ce qu'elle reste sous ses formes nouvelles, c'est une nation européenne, occidentale par son esprit,

par ses mœurs, par ses instincts comme par ses traditions, et c'est là justement ce qui éclaire d'une lumière supérieure les luttes qu'elle soutient, c'est ce qui en fait le côté caractéristique et providentiel, et ce qui élève la question au-dessus même d'une question d'autonomie et d'indépendance politique.

« Pourquoi les Polonais se sont-ils soulevés ? » C'est là l'étrange interrogation que s'adressait récemment dans un recueil, *le Temps*, un Russe de bonne foi qui a beaucoup souffert, je crois, et qui a écrit des livres navrants sur son pays, M. Dostoïevski. La question était curieuse, et la réponse ne l'était pas moins. — Pourquoi les Polonais se sont-ils soulevés? Sans doute, répond l'auteur, ils se sont soulevés pour l'extension de leurs droits, pour l'amélioration de leur existence ; ils se sont soulevés pour une idée nationale, pour s'affranchir de la domination étrangère ; mais ces raisons ne suffisent pas pour expliquer la lutte et la haine qui pousse les Polonais contre les Russes. Il y a une autre raison fatale, qu'il est inutile de se dissimuler. La vérité est que « les Polonais sont poussés contre nous comme un peuple civilisé contre un peuple qui l'est moins ou qui même ne l'est pas du tout. Quelles que soient les causes de la lutte, il est clair qu'elle s'aggrave et s'enflamme par ce fait que d'un côté il y a un peuple civilisé et de l'autre il y a des barbares... Les Polonais peuvent se considérer comme un peuple européen, ils peuvent se compter au nombre des habitants du monde « des saints miracles, » de ce grand Occident, formant le sommet de l'humanité et portant dans son sein le courant central de l'histoire humaine.

Et nous, qui sommes-nous, nous Russes?... Nous n'avons partagé avec l'Europe ni son sort ni son développement. Notre civilisation actuelle, notre science, notre littérature, tout cela est d'hier et a une histoire à peine... De cette manière la question se complique au plus haut degré. L'idée de la civilisation y entre de tout son poids et éclipse même l'idée de nationalité indépendante. Les Polonais, en toute sincérité, peuvent se regarder comme les représentants de la civilisation et ne voir dans leur lutte séculaire contre nous que la lutte de l'esprit européen avec l'esprit asiatique. Qu'avons-nous donc à répondre?... Tout découle de cette situation que nous sommes des barbares et que les Polonais sont une nation hautement civilisée... Il est clair que notre cause serait complétement gagnée, si nous pouvions répondre aux Polonais : La haute idée que vous avez de vous-mêmes vous trompe, votre civilisation polonaise vous aveugle, et dans cet aveuglement vous ne voulez pas, vous ne savez pas voir qu'avec vous lutte non pas la barbarie asiatique, mais une autre civilisation plus forte, plus puissante, notre civilisation russe. — Ceci est facile à affirmer, mais il s'agit de savoir comment nous pourrions le prouver. Personne excepté nous, Russes, ne croira à cette prétention que nous ne pourrions justifier par aucune preuve évidente... »

Je dois dire que cette manière d'envisager les affaires de Pologne n'a point été du goût du gouvernement russe, que le recueil a été supprimé et que l'auteur a été poursuivi. Au fond cependant n'aperçoit-on pas ce qu'il y a de douloureux, de perpétuellement fécond en déchirements

dans cette juxtaposition violente de deux peuples, l'un initié à une civilisation supérieure, l'autre ne régnant que par la force, et les aveux de M. Dostoïevski ne sont-ils pas la confirmation des vues de l'auteur de *la Pologne et la Cause de l'ordre?* Pour tous les deux la Pologne est la personnification de l'esprit européen, occidental, et c'est par là bien plus que par des fantaisies perturbatrices qu'elle est l'éternelle insoumise.

Il est vrai, l'esprit, les intérêts, les mobiles révolutionnaires ne sont point étrangers à l'insurrection actuelle de la Pologne, ils s'y mêlent intimement et s'y manifestent avec éclat; mais, par une combinaison singulière, la révolution n'est pas là où on la cherche, là où il semblerait qu'elle dût être une arme naturelle, et elle est au contraire là où elle semblerait devoir être une ennemie, là où on invoque l'ordre à grands cris : pour tout dire, les Polonais peuvent être des rebelles devant la domination moscovite; aux yeux du reste de l'Europe, ce sont des patriotes qui ont la légitime pensée de conquérir l'indépendance de leurs foyers et de leur civilisation. Ils peuvent déranger l'organisation extérieure du monde actuel : ce ne sont ni des destructeurs sociaux, ni des démagogues; ils n'attentent pas à la société européenne, pour laquelle leur triomphe serait au contraire une victoire sans égale.

La grande révolutionnaire aujourd'hui, c'est la Russie, non-seulement au point de vue diplomatique, parce qu'elle s'est placée en dehors des traités qui lui imposaient des obligations et dont elle n'a pris que les avantages, mais encore parce que les idées qu'elle repré-

sente, le radicalisme qui la travaille et auquel elle ne peut opposer aucun frein moral, les procédés qu'elle emploie, sont une menace directe pour l'Europe et ont le caractère d'une force aveugle immolant tous les droits, tous les principes des sociétés modernes à l'intérêt de domination. Certes il serait assez puéril de demander à la Russie de ne point se défendre, mais il est vrai de dire aussi que la guerre a ses lois, qu'il y a des armes qui ne sont point permises, et c'est réellement une chose étrange que l'obstination du prince Gortchakof à convoquer l'Europe à une croisade contre la révolution, qui est allée chercher un champ de bataille en Pologne! Une première fois, c'était déjà un lieu commun hors d'usage; aujourd'hui l'argument se retourne contre ceux qui l'invoquent.

Qu'y a-t-il donc de plus essentiellement anarchique que ce que fait la Russie depuis quelques mois? Qu'y a-t-il de plus profondément révolutionnaire que cette œuvre d'implacable vengeance accomplie par ce farouche et froid octogénaire Mouravief, envoyé à Wilna non pour combattre les insurgés par les armes de la guerre, mais pour tenter la destruction violente d'une société dont on ne peut avoir raison? Je ne sais si, depuis les grandes invasions et destructions mongoles, il y a eu un exemple semblable. On parle souvent de socialisme, et la Russie elle-même se croit permis d'en parler dans ses dépêches. Le voilà, le socialisme, dans ce qu'il a de plus cru et de plus violent, s'incarnant dans un despotisme gouvernemental et opérant en grand sur toute une population, sur toute une société, ne connaissant ni loi ni frein. Il y a quelques mois, il parut des instructions impériales adressées au général Mouravief

et lui prescrivant les mesures les plus énergiques. Le nouveau dictateur de la Lithuanie devait être sans pitié pour tous les propriétaires suspects, pour les familles qui compteraient des membres parmi les insurgés; il devait, par tous les moyens, instruire les paysans des intentions paternelles du tzar, « leur montrer dans les propriétaires leurs ennemis et leurs oppresseurs, » leur fournir des armes au besoin; il devait sévir avec la plus grande rigueur contre le clergé catholique, faire dresser des listes de prêtres suspects, s'opposer par tous les moyens à certaines démonstrations des femmes, telles que le deuil. Ces instructions furent niées à Saint-Pétersbourg. Il n'y a qu'un malheur auquel est souvent exposé le cabinet russe : c'est qu'en réalité chacun des actes de Mouravief n'a été que la stricte exécution de ce plan.

Je ne parle pas des violences exercées contre les femmes, des personnes condamnées sans aucune garantie de justice, des gentilshommes et des prêtres fusillés ou pendus, de ce malheureux et héroïque Sierakowski traîné au gibet, quoique blessé, sans jugement régulier; mais le trait caractéristique du système, c'est cette violente tentative de destruction pratiquée à l'égard de toute la classe éclairée par la confiscation sommaire de ses propriétés, et en cherchant à exciter contre elle les passions populaires, la cupidité des paysans, en offrant comme prix de la délation les biens confisqués.

On attribue au grand-duc Constantin un mot significatif · « A quoi bon une noblesse et des bourgeois? aurait-il dit. Il ne faut qu'un empereur et les paysans! » Mouravief s'est chargé de mettre la théorie en pratique

dans les provinces lithuaniennes. « Il est juste, disait-il dans une de ses circulaires aux exécuteurs de ses hautes œuvres, il est juste que les personnes suspectes soient privées des avantages que les paysans au milieu desquels elles habitent ont su mériter par leur loyauté et leur fidélité Je recommande donc à Votre Excellence de publier un arrêté par lequel les propriétés et les constructions qui forment le patrimoine de la petite noblesse et des *odnodvortzi*, ainsi que les terres des personnes d'autres conditions qui seraient dans les rangs des rebelles ou qui les favoriseraient de quelque manière, soient, avec tout ce qui s'y trouve, mises à la disposition des paysans appartenant à l'État ou temporairement obligés... Votre Excellence veillera à ce qu'après avoir rassemblé les paysans l'ordonnance ci-dessus leur soit lue, et qu'on leur déclare que, connaissant leur attachement pour Sa Majesté Impériale, je leur confie la mission de contenir la noblesse turbulente... » Si les jacqueries n'ont pas été plus complètes, si les paysans lithuaniens ont refusé d'écouter ces tristes suggestions, ce n'est donc pas la faute de Mouravief, qui se montre grand socialiste ou grand Russe, comme on le voudra.

Au fond, avec la brutalité des voies de fait, des déportations et des exécutions par le gibet ou par la fusillade, qu'est-ce autre chose que l'application rigoureuse et méthodique du système que préconisait, il n'y a pas longtemps, un conseiller d'État de Pétersbourg, M. Pogodine, et qui, avec une apparence de ménagement pour le royaume, consistait à extirper des anciennes provinces de la Pologne tout ce qui est polonais pour y implanter dé-

finitivement l'élément russe. « Notre but doit être toujours le même, disait M. Pogodine : il faut faire, coûte que coûte, des provinces occidentales une propriété légale et ancienne de la Russie, et affranchir nos compatriotes du joug d'une race qui, depuis que nous l'avons conquise, n'a cessé de tendre à un autre but que le nôtre. Les propriétaires devront émettre des obligations en rapport avec leurs priviléges. Lors même que la valeur de ces obligations baisserait, ce ne serait qu'une juste punition de l'ingratitude des propriétaires polonais, qui ont assez profité de la terre russe et de la sueur du paysan russe... Toutes les propriétés grevées d'hypothèques ou engagées dans les sociétés de crédit russes devront être immédiatement vendues aux enchères publiques, ou achetées par le trésor faute d'acquéreurs... Le gouvernement devra rechercher surtout des acquéreurs russes, auxquels on faciliterait l'acquisition et la colonisation... Il faut acheter par l'intermédiaire d'agents ayant la confiance du gouvernement toutes les propriétés vendues à l'amiable... » Mouravief, pour ne prendre que le type de ces généraux missionnaires de l'extirpation, s'est chargé de simplifier et d'exécuter le système par le meurtre, la déportation et la confiscation des biens.

S'il y a donc un révolutionnaire dans cette lutte, ce n'est pas la Pologne, c'est la Russie, qui donne en ce moment des exemples qu'aucune démagogie triomphante et spoliatrice ne saurait surpasser. Dans le fond, aux yeux de la politique moscovite, le crime de la Pologne, ce n'est pas de pactiser avec la révolution, c'est d'exister d'abord, c'est en outre d'être l'alliée de l'Occident, de

résister à toute assimilation russe, d'opposer par son génie et son héroïsme une infranchissable barrière à tous les projets de domination. Et qu'on ne s'y trompe point : il y a un fait malheureusement trop certain sur lequel il n'y a point d'illusion à nourrir, c'est que, sauf quelques exceptions, tous les Russes ont la même pensée. Libéraux et vieux Moscovites se confondent ici, ou, pour mieux dire, le libéralisme se tait sur ce point. Un des libéraux russes les plus éminents, M. Katkof lui-même, est un des plus ardents contre l'insurrection polonaise. Un homme que je crois modéré écrivait, il n'y a pas longtemps, dans le *Journal de Saint-Pétersbourg* en me répondant à moi-même : « L'immense faute de la Pologne a été, elle est encore de chercher un point d'appui à l'Occident. » Il se publie à Dresde un recueil qui s'appelle *la Chronique*, et que rédige un grand seigneur russe, le prince Lvof. Que disait-il récemment en s'adressant aux Polonais? « Amis et frères de sang, devenons franchement cosaques et révolutionnaires! Ruons-nous ensemble sur cet Occident pourri! Substituons-lui un monde slave à la tête duquel se placera la Russie et son tzar. Nous nous égorgeons, nous nous massacrons, il est vrai, mais nous sommes frères, tandis que la France et l'Angleterre, voilà des amis perfides, qui ne plaident l'armistice, peut-être même votre réintégration politique, que dans des vues tout intéressées! Elles vous sacrifieront toujours, dès que la gloriole de la première et l'esprit mercantile de la seconde seront satisfaits. Soit maudite l'heure où vous vous laisserez prendre à l'insinuation de devenir une Pologne à la française ou à l'anglaise! » Ainsi dans la diversité

même des expressions perce ce sentiment de méfiance ou de haine contre l'Occident, sentiment qui n'indique que mieux à l'Europe ce que peut être pour elle une Pologne libre, reconstituée dans des conditions de force et de durée, représentant au nord nos idées et notre civilisation.

Ce n'est plus seulement aujourd'hui une question de justice, de réparation ou d'humanité; c'est une question de sécurité et d'avenir. Supposez, en effet, un instant que la Russie telle qu'elle se montre sorte triomphante de cette crise qui est venue la surprendre: d'abord elle a fait fléchir l'Occident devant son orgueil et sa ténacité, elle a remporté sur l'Europe une victoire décisive. Et qui peut désormais l'arrêter? Maîtresse de la Pologne domptée par les armes et par la spoliation, libre de tourner encore une fois ses ambitions vers Constantinople, elle menace à la fois l'Orient et l'Occident de son panslavisme et de cette force révolutionnaire aveugle et sans scrupule qu'elle met au service de ses desseins de domination. La crise qu'elle traverse ne sera qu'un acheminement à la prépondérance qu'elle convoite. Dans tous les cas, il y a une déclaration d'impuissance de l'Europe devant la Russie redevenue le colosse moscovite.

Quant à la Pologne elle-même, qu'en arriverait-il? Elle sera encore sans doute une fois soumise et muette, elle retombera dans un affaissement momentané; mais alors on pourra voir ce qui n'existe pas maintenant, ce qui n'est qu'une figure de rhétorique du prince Gortchakof. Aujourd'hui la Pologne est libérale, occidentale; vaincue et sans espoir, elle se livrera désormais à la révolution. Un haut fonctionnaire polonais écrivait il y a

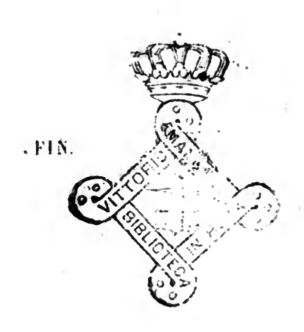
quelque temps ces paroles étrangement significatives : « Si de l'état de choses actuel rien de sérieux ne devait sortir, si le mouvement devait finir par être tout simplement comprimé, alors la guerre n'aurait cessé que pour faire place à la révolution. La révolution alors commencera bel et bien, et elle sera de toute nécessité socialiste, mazzinienne, etc. Son terrorisme ne connaîtra pas de bornes. Les crimes les plus épouvantables, les plus odieux, seront commis au nom de la haine nationale, et aucun Polonais n'osera protester... Une telle situation aura son contre-coup à l'étranger. Jusqu'à ce jour, c'est à l'extérieur que nos exaltés cherchaient des modèles révolutionnaires ; les temps approchent où c'est chez nous, à Varsovie, que l'étranger viendra s'instruire à son tour...

Le gouvernement russe se flatte de pouvoir rétablir son autorité comme auparavant : *cela est de toute impossibilité* pour quiconque se rend un compte exact de la situation; mais, pour quiconque réfléchit, il n'est malheureusement pas non plus douteux que si la Russie reprend définitivement le dessus, nous serons ruinés moralement, et la Pologne deviendra un foyer d'anarchie européenne. »

Ainsi de l'abandon naît la menace sous toutes les formes, tandis que d'une intervention décisive, efficace, naît le raffermissement public et social de l'Europe. La victoire de la Pologne, c'est la victoire de l'ordre et de la paix. Napoléon Ier disait autrefois que dans cinquante ans l'Europe serait révolutionnaire ou cosaque. Les temps ont changé, les événements ont marché, et aujourd'hui, à la lumière de la situation intérieure de la Russie, des tendances et des procédés de sa politique, on peut, en

modifiant les termes du problème, dire, avec l'auteur de *la Pologne et la Cause de l'ordre :* « L'Europe doit restaurer son équilibre naturel, ou devenir cosaque et révolutionnaire à la fois. » C'est le premier et le dernier mot de la question qui ne peut cependant se dénouer par une défaite du droit, des lois morales et de la civilisation.

FIN.



TABLE

PARIS. — IMP. SIMON RAÇON ET COMP., RUE D'ERFURTH, 1.





